



FOCUS

L'AIDE EN DANGER : APRÈS LE CHOC DE 2025, LES CONSÉQUENCES ET LA RIPOSTE

AID IN DANGER: AFTER THE SHOCK OF 2025,
THE CONSEQUENCES AND THE RESPONSE

Alternatives Humanitaires est une revue bilingue (français/anglais) à vocation internationale soutenue par :
Humanitarian Alternatives is an international, bilingual review (English/French) supported by:



Avec la contribution de | *With the contribution of:*
Métropole de Lyon
Secours Islamique France
Solidarités International

En collaboration avec un réseau d'universités et d'institutions partenaires :
In collaboration with a network of partner universities and institutes:



Directeur de la publication | *Publication director*
Bernard Michel

Conseil d'orientation | *Orientation council*

Sandra Angèle • Perrine Benoist • Barbara Boyle Saidi
• Francis Charhon • Yvan Conoir • Emanuela Croce
• Françoise Duroch • Clara Egger
• Julia Grignon • Anne-Lise Lierville • Thierry Mauricet
• Karine Meaux • Bernard Michel • Benoît Miribel
• Jean-Baptiste Richardier • Maria Rubio • Jean-Christophe Rufin
• Philippe Ryfman • Audrey Sala • Michaël Testa
• Virginie Troit • Joël Weiler

Comité de rédaction | *Editorial board*

Jean-François Corty • Pierre Gallien • Valérie Gorin
• Vincent Léger • Frédéric Meunier • Stéphanie Stern

Conseil scientifique | *Scientific council*

François Audet • Sophie Brière
• Houwayda Matta Bou Ramia • Yvan Conoir • Pascal Dauvin
• Nicolas Faynot • Dorothee Lintner • Raphaëlle Parizet
• Christophe Jacqmin • Gautier Pirotte • Dana Popescu-Jourdy
• Nathalie Rubio • Stéphanie Tchiombiano

Rédacteur en chef | *Editor-in-Chief*

Boris Martin
boris.martin@alternatives-humanitaires.org

Chargée de coordination | *Coordination manager*

Caroline Voisine
caroline.voisine@alternatives-humanitaires.org

Communication et aide à l'édition | *Communication and Editorial support*

Salvade Castera
salvade.castera@alternatives-humanitaires.org

Traducteur-rices | *Translators*

Julou Dublé • Gillian Eaton • Lucile Guieu
• Fay Guerry • Derek Scoins • Thomas Young

Correction de la version française
| *Correction for the French version*
Cécile Leonett

Correction de la version anglaise
| *Correction for the English version*
Thomas Young

L'aide internationale menacée : quelles conséquences, quelles réponses, quelles recompositions ?

International aid under threat: What consequences? What responses? What reconfigurations?

François Audet • Directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires (OCCA) de l'université du Québec à Montréal, membre du conseil scientifique d'*Alternatives Humanitaires*

Stéphanie Tchiombiano • Maîtresse de conférence associée de l'École de science politique de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre du conseil scientifique d'*Alternatives Humanitaires*

Jean-François Corty • Médecin, président de Médecins du Monde, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques et à l'Institut Convergences Migrations, et membre du comité de rédaction d'*Alternatives Humanitaires*

François Audet • Director of the humanitarian research centre OCCAH (Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires) and member of the scientific council of *Humanitarian Alternatives*

Stéphanie Tchiombiano • Associate Lecturer at the political science department of Paris Panthéon-Sorbonne University and member of the scientific council of *Humanitarian Alternatives*

Jean-François Corty • Doctor, President of Médecins du Monde, Associate Researcher at the think tanks Institute for International and Strategic Affairs and Institut Convergences Migrations, and member of the editorial board of *Humanitarian Alternatives*

Copilotes du dossier de ce numéro avec Boris Martin, rédacteur en chef
Co-directors of this issue's Focus with Boris Martin, Editor-in-Chief



FRANÇOIS
AUDETSTÉPHANIE
TCHIOMBIANOJEAN-FRANÇOIS
CORTY

Nul ne l'ignore désormais, le second mandat présidentiel de Donald Trump marque une transformation radicale du paysage mondial. Ses décisions controversées et ses déclarations fracassantes redessinent les équilibres géopolitiques, touchant en premier lieu la solidarité internationale et, plus spécifiquement, l'action humanitaire.

Le gel de l'aide américaine – incluant notamment le *President's Emergency Plan for AIDS Relief* (PEPFAR), programme présidentiel de lutte contre le sida – et le démantèlement de l'agence de coopération USAID ont provoqué l'arrêt brutal de 92 % des projets qu'elle soutenait, soit une coupe dépassant les 40 milliards de dollars. Cette décision est tellement brutale qu'elle a déjà des conséquences vitales pour des milliers de personnes. Elle s'inscrit dans une remise en question systémique de l'aide publique au développement à l'échelle mondiale. Ces coupes émanant du principal bailleur mondial ont des conséquences d'autant plus catastrophiques qu'elles s'ajoutent aux baisses importantes déjà observées au Canada et dans plusieurs pays européens. Ainsi la France avait-elle annoncé, dès 2024, une réduction de 35 % de son budget d'aide pour 2025. D'autres États européens, de la Suisse aux Pays-Bas en passant par le Royaume-Uni ou la Belgique, suivent cette même logique, au bénéfice d'un agenda plus sécuritaire. L'Union européenne pourrait à son tour emboîter le pas à ces dynamiques nationales.

Au-delà de la simple réduction des montants alloués, c'est un véritable ciblage idéologique qui s'opère, pointant certains secteurs comme l'humanitaire, bien sûr, mais aussi l'égalité de genre, les identités sexuelles, les droits humains, ou l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Dans le sillage de ces reculs, ce sont par ailleurs la santé publique, le multilatéralisme, la science et la démocratie qui font l'objet d'attaques systématiques.

Everyone now recognises that Donald Trump's second presidential term marks a radical transformation of the global arena. His controversial decisions and dramatic announcements are reshaping the balance of geopolitics and impacting, above all, international solidarity and, more specifically, humanitarian action.

The freezing of American aid, including the President's Emergency Plan For AIDS Relief (PEPFAR), and the dismantling of the US Agency for International Development (USAID) have caused 92% of projects supported by the latter to be brought to a sudden halt – the effect of a cut exceeding \$40 billion. This decision is so brutal that it has life-and-death consequences for thousands of people already. It is part of a systemic reappraisal of public aid for development on a global scale. The consequences of these aid cuts from the world's biggest funder are all the more catastrophic that they add to big cuts already introduced in Canada and several European countries. For example, in 2024 France announced it would be reducing its aid budget by 35% for 2025. Other European states, from the UK and Switzerland to the Netherlands and Belgium, have pursued a similar path to support an agenda focused more on defence. The EU (European Union) could follow suit and start mirroring these national trends too.

Yet beyond a simple reduction of amounts allocated, there is an ideological targeting of certain spheres. These spheres include humanitarian aid, of course, but also gender equality, sexual identities, human rights, ecology and the fight against climate change. In the wake of these retreats, there are also now systematic attacks on public health, multilateralism, science and democracy.

This offensive constitutes a deliberate reappraisal of principles and standards of international humanitarian law (IHL). Despite the limits of IHL, despite contexts of impunity and despite the many attempts to circumvent it, IHL has, up

Cette offensive constitue une remise en cause délibérée des principes et des normes du droit international humanitaire (DIH). Malgré ses limites, le contexte d'impunité, et les nombreuses tentatives de contournement dont il a fait l'objet, le DIH offrait – jusqu'à présent – un cadre pour faciliter le travail des organisations humanitaires et limiter l'emprise d'acteurs violents ou de régimes irresponsables. Le vide actuel, laissé par son affaiblissement, ouvre la voie à des groupes criminels, mouvements extrémistes et régimes populistes qui en profitent pour instrumentaliser l'aide comme un outil de *soft power* clientéliste, opportuniste, discriminatoire, voire malveillant, au service d'idéologies qui vont à l'encontre des droits fondamentaux. Dans un contexte de tensions croissantes, où les crises migratoires, les conflits armés et les effets des changements climatiques s'intensifient et se superposent, l'affaiblissement de l'aide humanitaire aggrave la situation des pays les plus fragiles. Ce mouvement s'accompagne de positions résolument hostiles envers les juridictions à compétence universelle. En témoignent les menaces américaines contre la Cour pénale internationale, ou encore la sortie du Statut de Rome décidée par la Hongrie de Viktor Orban.

Pour les organisations non gouvernementales (ONG), c'est un bouleversement profond de l'architecture de l'aide sur laquelle elles s'appuyaient depuis des décennies. Un effet papillon se fait ressentir : des décisions abruptes prises à Washington ou ailleurs produisent des conséquences partout dans le monde, jetant des organismes d'aide au bord du décrochage, contraints de licencier ou de fermer des programmes. Parce que le gel brutal des financements américains ne touche pas seulement les organisations étatsuniennes : il fragilise l'ensemble de l'écosystème humanitaire à travers le monde, notamment les ONG françaises, particulièrement impliquées dans les zones de crise.

to now, offered a framework for making the work of humanitarian organisations easier and for limiting the influence of violent players or irresponsible regimes. The weakening of IHL has created a vacuum today. This vacuum is opening up a path for criminal groups, extremist movements and populist regimes. These players are taking advantage of the vacuum to turn aid into an opportunistic and discriminatory form of soft power – tinged with cronyism and even malevolence – that serves ideologies running counter to fundamental rights. Against a backdrop of growing tensions, in which migratory crises, armed conflicts and the effects of climate change are intensifying and adding to each other, the debilitation of aid is worsening the situation of the world's most fragile countries. This trend is going hand in hand with positions that are resolutely hostile to authorities with universal jurisdiction. For example, the US (United States) has threatened the International Criminal Court (ICC) and Viktor Orbán has announced he will withdraw Hungary from the Rome Statute of the ICC.

For non-governmental organisations (NGOs), this trend represents a far-reaching upheaval of the aid architecture they have relied on for decades. A butterfly effect is now being felt: sudden decisions made in Washington DC or elsewhere are having consequences worldwide, pushing aid organisations to a cliff edge. Such organisations find themselves forced to lay off staff or shut down programmes. Indeed, the brutal freezing of US funding is not only affecting American organisations but is weakening the entire humanitarian ecosystem throughout the world, including French NGOs, which are especially involved in crisis zones.

United Nations (UN) agencies are strongly impacted, whether it is the World Food Programme (WFP), the World Health Organization (WHO), the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) or the

Les agences humanitaires onusiennes sont, elles aussi, fortement impactées, qu'il s'agisse du Programme alimentaire mondial, de l'Organisation mondiale de la santé, du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, ou de l'UNICEF. Certains États fragiles, sous régime d'aide, ou des organisations reposant sur un modèle économique qui les rend largement dépendantes des fonds américains pour maintenir leurs programmes humanitaires, sociaux ou sanitaires sont aujourd'hui à l'arrêt.

Les organisations locales des pays en difficulté subissent, quant à elles, de plein fouet cette crise d'une ampleur jamais vécue. Et comme une double peine, ce contexte compromet davantage encore la dynamique – déjà hésitante – de la localisation de l'aide, qui visait à renforcer les financements et l'autonomie des ONG du Sud global. Ce vide constitue une opportunité pour d'autres canaux de financement qui devront être analysés et documentés.

Au final, ce sont bien sûr les populations les plus vulnérables qui paient le prix fort de ces décisions brutales et mortifères. On observe déjà des drames humains, et d'autres sont à prévoir, que plusieurs articles de ce numéro exposent : des conditions de vie et de santé qui se dégradent brutalement, des vies perdues faute d'accès à une aide humanitaire, à des soins médicaux, ou à des mécanismes de protection qui étaient pourtant déjà largement sous-dimensionnés.

Cette édition spéciale d'*Alternatives Humanitaires* vise à mieux comprendre les implications de cette crise sans précédent, mais surtout à documenter les stratégies d'adaptation, les nouvelles alliances, les résistances, et les solutions mises en œuvre par les acteurs de l'aide, notamment les partenaires des pays à revenus limités.

United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF). Certain fragile states receiving aid are now at a standstill, as are organisations with a business model that makes them heavily dependent on US funds to maintain their humanitarian, social or health programmes.

Local organisations in countries in difficulty are suffering from the full force of this crisis, the extent of which is unprecedented. And as if to rub salt into the wound, the situation is undermining the already faltering dynamic of aid localisation, which sought to strengthen the funding and self-reliance of NGOs in the Global South. Yet this vacuum is an opportunity for other channels of funding, which should be analysed and documented.

Ultimately, the ones who are paying the highest price for these brutal and deadly decisions are, of course, the world's most vulnerable populations. Human tragedies have already been observed. Others are yet to come and are presented in the articles of this issue: health and living conditions are suddenly deteriorating and lives are being lost due to a lack of access to humanitarian aid, medical care and protection mechanisms – which were already undersized.

This special issue of *Humanitarian Alternatives* is designed to help us better understand the implications of this unparalleled crisis and, above all, help us document adaptation strategies, new alliances, forms of resistance and solutions applied by aid players, especially partners of low-income countries.

The focus of this issue starts with an analysis from Pierre Micheletti, who looks at the bombshell of the early-2025 announcement that the US would be massively withdrawing its aid funding via USAID. He shows how this decision has not only stifled many programmes led by international NGOs and UN agencies, but has also cast light on certain structural flaws, including a dependence on only a handful of funders, a logic of

Dans son analyse qui ouvre ce dossier, Pierre Micheletti revient sur la déflagration provoquée par l'annonce, début 2025, du retrait massif des États-Unis du financement de l'aide humanitaire via l'USAID. Il montre comment cette décision a non seulement provoqué l'asphyxie de nombreux programmes menés par les ONG internationales et les agences onusiennes, mais aussi mis en lumière des failles structurelles : dépendance à quelques bailleurs, logique de financements fléchés, temporalité inadaptée aux crises prolongées. Loin d'un simple choc conjoncturel, il s'agit selon lui d'une remise en cause profonde d'un modèle économique devenu inopérant. Même Médecins Sans Frontières, pourtant indépendante des États-Unis du point de vue financier, a brutalement découvert que son autonomie n'était que relative et que cette crise l'affectait de multiples manières. C'est ce qu'explique très bien Michiel Hofman.

Vous trouverez ensuite, dans ce numéro, plusieurs articles qui abordent les conséquences concrètes, mesurables et observées des décisions prises dans l'équilibre budgétaire des ONG internationales et locales, dans leur organisation structurelle et managériale, et surtout, pour les populations qu'elles aident, dans une économie déjà fragile et sous-financée. Inès Alaoui, Marion Di Ciccio et Nicolas Lorente montrent les effets de la crise internationale dans la lutte contre le VIH sur les activités des acteurs communautaires (perte d'emplois, arrêt des services de dépistage et de traitement, et rupture de confiance durable) et les reconfigurations de l'espace civique qu'elle entraîne. Pour Médecins du Monde, Marie Lussier et Roxane Grisard expliquent comment l'attaque globale contre les droits sexuels et reproductifs dissimule un agenda politique à l'encontre de l'égalité de genre et des principes humanitaires, avec des conséquences dévastatrices pour des millions de femmes, de filles et des minorités vulnérables. Sur le continent africain, les conséquences sont catastrophiques.

earmarked funding and timeframes that are ill-suited to protracted crises. Far from being a mere cyclical shock, this situation should, for Pierre Micheletti, prompt us to deeply question a business model that has become ineffective. Even Médecins Sans Frontières, an NGO financially independent from the US, has suddenly realised its independence was only relative and that the current crisis is impacting it in multiple ways. That is what Michiel Hofman explains so well in his article.

You will then find several articles that look at the concrete, measurable, observed consequences that the decisions have had on the budgetary balance of local and international NGOs, on their structural and managerial organisation, and, above all, on the populations they assist in economies that are already weakened and underfunded. Ines Alaoui, Marion Di Ciccio and Nicolas Lorente show the effects of the global crisis on the fight against HIV (human immunodeficiency virus) and on community players (including job losses, the shutdown of screening and treatment services, and a lasting loss of trust), as well as the reconfigurations of civic space that the crisis has brought about. Marie Lussier and Roxane Grisard, who both work for Médecins du Monde, explain how the global attack on sexual and reproductive rights hide a political agenda that goes against gender equality and humanitarian principles – with devastating consequences for millions of women, girls and vulnerable minorities. In Africa, the consequences are, indeed, catastrophic. Axel Pueugue Simo emphasises the interconnectedness of crises in Cameroon, one of the world's most-forgotten humanitarian zones. The aid funding crisis is striking Cameroon at a time marked by Boko Haram's ongoing insurgency and an inflow of refugees from the Central African Republic. Swingeing budget cuts are causing international solidarity with refugees to fall apart. Rémy Kalombo explains how, in Niger, a Sahelian country that hosts around 400,000 refugees, the US and European decisions are jeopardising commitments

Axel Pueugue Simo insiste sur l'imbrication des crises au Cameroun, assurément l'un des contextes humanitaires les plus oubliés au monde. La crise du financement de l'aide humanitaire y surgit dans une période marquée par l'insurrection permanente de Boko Haram et l'afflux de réfugiés centrafricains. La solidarité internationale envers les réfugiés se fracture sous les coupes budgétaires massives. Au Niger, pays sahélien qui accueille près de 400 000 réfugiés, Remy Kalombo nous explique comment les décisions américaines et européennes mettent en péril les engagements pris il y a quelques années et menacent l'équilibre fragile entre aide d'urgence et autonomisation durable.

Au niveau des normes, Caroline Brandao alerte sur l'effondrement de l'ordre humanitaire mondial, marqué par le recul du DIH, l'impunité croissante, et l'impuissance des instances multilatérales. Elle appelle à une refondation collective fondée sur les principes de paix, de justice et de dignité.

Plusieurs auteurs documentent ensuite l'innovation et les stratégies d'adaptation que les organisations humanitaires – internationales comme locales – ont mises en œuvre pour faire face à la baisse généralisée des financements et à la remise en cause des principes fondateurs de l'aide internationale : réponses concrètes, modèles alternatifs de financement, mécanismes innovants de résilience, adaptations organisationnelles, etc.

Jean-Baptiste Lamarche présente ainsi la mutualisation comme un levier pour « faire mieux avec moins » dans un contexte financier contraint, à travers des exemples concrets d'achats groupés, de transports aériens partagés – à l'exemple du pont aérien humanitaire de l'Union européenne (*EU Humanitarian Air Bridge*) coordonné par hulo –, de services logistiques ou de ressources humaines communes entre les acteurs humanitaires. Dans un article très stimulant qui nous ramène en Afrique, au Tchad,

made several years ago and endangering the fragile balance between emergency aid and lasting empowerment.

Focusing on standards, Caroline Brandao alerts us to the collapse of the global humanitarian order, marked by a weakening of international humanitarian law, growing impunity and the powerlessness of multilateral bodies. She calls for a collective overhaul founded on the principles of peace, justice and dignity.

Several authors then document the innovations and adaptation strategies that both local and global humanitarian organisations have applied to cope with the widespread drop in funding and with today's reappraisal of the founding principles of international aid. These include concrete responses, alternative funding models, innovative resilience mechanisms and organisational adaptations.

In this regard, Jean-Baptiste Lamarche presents mutualisation as a driver for "doing more with less" in a backdrop of financial restriction. He illustrates this with concrete examples of group purchases, of shared air transport like that of the EU Humanitarian Air Bridge supported by the logistics cooperative *hulo*, and of logistics and human resources shared between aid players. In a rousing article that takes us back to Africa – Chad, to be precise – Julien Ramadji Begoto analyses the experience of "villagisation" as an alternative to hosting refugees. Once again, these refugees come from the Central African Republic. Unlike camps, which are often isolated and create dependence, this model of settlement is based on direct integration of refugees into host villages or on gradual transformation of camps into ordinary villages. This approach aims to help refugees integrate socially and economically, while reducing their dependence on international aid. Yet the author shows that its success depends on fair management of land, on investment in local development and on host communities being closely involved.

Julien Ramadji Begoto analyse également l'expérience de la « villagisation » comme alternative d'accueil des réfugiés venus, là encore, de République centrafricaine. Contrairement aux camps, souvent isolés et générateurs de dépendance, ce modèle d'installation repose sur l'intégration directe des réfugiés dans des villages d'accueil, ou sur la transformation progressive de camps en villages ordinaires. Si cette approche vise à favoriser l'intégration sociale et économique des réfugiés tout en réduisant leur dépendance à l'aide internationale, il montre que la réussite du dispositif dépend d'une gestion équitable des terres, d'investissements dans le développement local, et d'une forte implication des communautés hôtes.

Et puisque cette crise des financements interroge les mécanismes de substitution qui pourraient être mobilisés, Maryam Z. Deloffre explore le potentiel des « fonds de financement communs » pour redistribuer le pouvoir dans la gouvernance humanitaire et favoriser la localisation. Plus qu'un mécanisme financier, son article tend à démontrer que ces instruments de financement peuvent contribuer à rééquilibrer les relations entre acteurs, dans une logique plus équitable, flexible, et proche du terrain. Et, dans le prolongement de ce numéro sur notre site, Hélène Juillard interroge le recul des transferts monétaires, pourtant longtemps présentés comme une modalité efficace, efficiente et respectueuse de la dignité des bénéficiaires. Elle explique qu'ils demeurent concentrés dans quelques crises majeures (Ukraine, Syrie, etc.) et qu'ils restent largement sous-utilisés ailleurs – y compris dans des contextes favorables –, alors qu'ils pourraient présenter une piste de résilience face aux crises longues et à la diminution des financements. Cet article, avec d'autres qui n'ont pu trouver leur place dans le cadre forcément restreint de cette édition imprimée, est à retrouver dans la rubrique « Aide en danger » que la revue a ouvert dès les premières semaines de la crise.

And because the current funding crisis raises the question of substitute funding mechanisms that could be used instead, Maryam Z. Deloffre explores the potential of pooled funds to redistribute power in humanitarian governance and to foster localisation. Her article shows that these financial instruments can be more than just funding mechanisms: they can help rebalance relations between players through a method that is fairer, more flexible and closer to the reality on the ground. Furthermore, in the online extension of this issue, on our website, Hélène Juillard looks at the wane in monetary transfers, which have nonetheless long been presented as an efficient, effective method that respects the dignity of the recipients. She explains that these monetary transfers remain concentrated on a handful of major crises (Ukraine, Syria, etc.) and that they are still widely underused elsewhere, even in propitious contexts, whereas they could represent a form of resilience in the face of protracted crises and the funding drop. This article, alongside others that could not get a place in the naturally limited scope of this printed edition, can be found in our website's "Aid in danger" section, which we created in the first weeks of the crisis.

Lastly, to conclude this issue's focus by giving it historical and political depth, Joël Glasman offers a fascinating analysis of the way in which we can interpret today's ideological attack on the very foundations of humanitarianism – an attack that relies on intellectual confusion, a technique long used by movements in the New Right. By analysing the distinction between progressive criticism (which calls for greater coherence and equality in aid) and reactionary criticism (which rejects the principles of universality and human rights), the author shows how political lines get muddled, how terms get hijacked and turned against their initiators, and how reactionary thought asserts itself – sometimes even beneath a veneer of false radicalism. So, the article by this author is very much part of this issue's underlying purpose:

Enfin, pour clore ce numéro en lui donnant une profondeur historique et politique, Joël Glasman propose une analyse saisissante de la manière dont il faut lire cette offensive idéologique menée contre les fondements mêmes de l'action humanitaire, via une stratégie de confusion intellectuelle portée depuis longtemps par les courants de la Nouvelle Droite. En retraçant l'opposition entre critique progressiste (qui appelle à une meilleure cohérence et à plus d'égalité dans l'aide) et critique réactionnaire (qui rejette les principes d'universalité et les droits humains), il montre comment les discours se brouillent, comment les termes sont récupérés et retournés contre leurs initiateurs, et comment la pensée réactionnaire s'impose, parfois même sous les habits d'un faux radicalisme. En cela, l'article de cet auteur s'inscrit dans la logique sous-jacente à ce numéro : documenter les conditions politiques de survenue de ces faits, notamment la montée en puissance des populismes contre les droits fondamentaux. Ce dossier ouvre une perspective de réflexion qui reste à développer, d'une part, sur les mécanismes globaux mis en place par les gouvernements anti-droits pour attaquer les acteurs de la solidarité et, d'autre part, sur la manière dont ces derniers peuvent y répondre, tenus qu'ils sont – en principe – par leur neutralité et leur vocation à aider les plus vulnérables.

Véritablement exceptionnel en ce qu'il est uniquement consacré à cette déflagration qui n'a pas fini de faire sentir ses répliques, ce numéro d'*Alternatives Humanitaires* s'inscrit dans un moment de bascule historique pour le secteur. Il met en lumière une crise profonde, certes, mais aussi la force d'une réflexion lucide et plurielle sur les moyens de reconstruire un système d'aide international plus juste, plus équitable et plus durable.

to document the political conditions of the onset of today's trend, including the rise of populism against fundamental rights. The focus of this issue opens up possible reflections, which still need to be developed, on global mechanisms introduced by anti-rights governments to attack players in solidarity and on how such players can respond – bound as they are, in theory, by their neutrality and vocation to help the most vulnerable.

This issue of *Humanitarian Alternatives* is truly exceptional as it focuses exclusively on this bombshell and its aftershocks still being felt today. Indeed, this issue of our review marks a historic watershed in humanitarianism. It sheds light on a deep-seated crisis, of course, yet also on the power of clear, pluralistic reflections on ways to rebuild an international aid system that could be fairer, more even-handed and more sustainable.

Translated from the French by Thomas Young

ARTICLES
Aide en danger

**DES ARTICLES
INÉDITS
« AIDE EN DANGER » VOUS
ATTENDENT EN LIGNE !
EXCLUSIVE ARTICLES ON
"AID IN DANGER"
ARE AVAILABLE
ONLINE!**

**POUR VOUS OFFRIR LE MAXIMUM
D'ANALYSES ET DE DÉBATS, CE NUMÉRO 30
EST PROLONGÉ EN LIGNE AVEC DES ARTICLES
INÉDITS :**
**TO BRING YOU THE BEST IN ANALYSIS AND
DEBATE, ISSUE 30 IS COMPLEMENTED BY
EXCLUSIVE ARTICLES ONLINE:**



 [alternatives-
humanitaires.org](http://alternatives-humanitaires.org)

 ET TOUJOURS

Nos rubriques *Forum*,
Campus et *Entretiens*
avec des perspectives
et des formats
en complément
Our *Forum*, *Campus*,
and *Interviews* sections
for added perspectives
and formats.

Une boutique en ligne
pour les abonnements
à la revue imprimée
An online shop
for subscriptions
to print issues

Des vidéos et des
podcasts !
Videos and podcasts!

**POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ DE LA REVUE, REJOIGNEZ LA COMMUNAUTÉ AH !
FOR REGULAR UPDATES, JOIN THE HA COMMUNITY!**

WWW.ALTERNATIVES-HUMANITAIRES.ORG/EN





The image is a full-page background photograph. In the foreground, on the left, is a small green plant with heart-shaped leaves in a dark pot, which sits on a reddish-brown saucer. The background is a white wall that appears to be in poor condition, with several dark, irregular holes and patches of discoloration. A dark, rectangular opening, possibly a window or a hole, is visible in the wall to the right. The overall tone is somber and suggests a theme of hardship or conflict.

FOCUS

L'aide en danger : après le choc de 2025, les conséquences et la riposte

**Aid in danger: after the shock of 2025,
the consequences and the response**

2025 : la « Grande Dépression » du mouvement humanitaire

2025: The humanitarian movement's Great Depression

*Pierre Micheletti • Médecin, administrateur
de SOS Méditerranée, membre de la Commission
nationale consultative des droits de l'Homme*

L

es coupes drastiques dans les budgets d'aide occidentaux en 2025 exposent au grand jour les fragilités chroniques du secteur humanitaire. L'auteur explique comment, entre subordination financière et instrumentalisation géopolitique, ce modèle doit profiter de cette crise pour se renforcer.

L'annonce, début 2025, du retrait brutal d'une partie substantielle des financements occidentaux dédiés à l'aide internationale – qu'il s'agisse de l'action humanitaire d'urgence ou de l'aide publique au développement – a agi comme un révélateur et un accélérateur d'une crise latente.

Prémices d'une crise annoncée

Ce choc ne tient pas seulement à l'ampleur budgétaire du désengagement, mais à la mise en lumière des quatre

The drastic cuts in Western aid budgets in 2025 have exposed the chronic fragility of the humanitarian sector. The author explains how, between financial subordination and geopolitical exploitation, this model must take advantage of this crisis to strengthen itself.

In early 2025, the announcement of the sudden withdrawal of a substantial portion of Western funding for international aid – whether for emergency humanitarian action or official development assistance (ODA) – was both an indicator and a catalyst of a latent crisis.

Early signs of a looming crisis

It was not just the scale of the withdrawal in terms of funding that caused such a shock, but the fact that it highlighted four long-standing structural weaknesses:¹

— 1. Pierre Micheletti, *0,03 % ! Pour une transformation du mouvement humanitaire international*, Éditions Parole, 2020, p. 247. Book translated into English as *0.03%!: Let's transform the international humanitarian movement*, Ebook version available on publisher's website.

fragilités structurelles connues de longue date¹ : dépendance à un noyau restreint de bailleurs publics, exposition aux cycles politiques nationaux, soupçons d'instrumentalisation de l'aide à des fins de *soft power*, et diffusion d'une logique sécuritaire dans les procédures de financement et de mise en œuvre. Les difficultés financières du Comité international de la Croix-Rouge², les alertes réitérées des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et des agences onusiennes, ou encore les débats du « Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial »³ avaient déjà signalé la nécessité d'une refonte du système.

L'événement de 2025 constitue cependant un point de bascule : en même temps qu'il dénote une hostilité à l'encontre du secteur de la solidarité internationale, il révèle l'obsolescence d'un modèle pensé pour des crises brèves et circonscrites, alors que la réalité contemporaine est celle d'urgences longues, d'interdépendances planétaires, et d'une concurrence croissante entre priorités nationales et besoins humanitaires. La crise actuelle s'inscrit ainsi dans une dynamique cumulative, et non dans une rupture isolée ; elle impose de penser l'adaptation du dispositif au-delà de la simple recherche de financements de substitution. Elle questionne enfin la place des organisations issues de la société civile parmi les acteurs de l'aide internationale d'urgence.

— 1. Pierre Micheletti, *0,03 % ! Pour une transformation du mouvement humanitaire international*, Éditions Parole, 2020, p. 247.

— 2. *Le Monde* avec AFP, « Le Comité international de la Croix-Rouge annonce la suppression de 270 postes supplémentaires à son siège à Genève », 11 septembre 2023, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/11/le-comite-international-de-la-croix-rouge-annonce-la-suppression-de-270-postes-supplementaires-a-son-siege-a-geneve_6188895_3210.html

— 3. *Le Monde*, « Il faut un nouveau pacte mondial pour financer l'aide humanitaire internationale », 17 juillet 2023.

dependence on a small core of public funders; exposure to national political cycles; suspicions that aid was being exploited for soft-power purposes; and the widespread application of a security-based approach to funding and implementation procedures. The financial difficulties of the International Committee of the Red Cross,² the repeated warnings from international non-governmental organisations (NGOs) and United Nations (UN) agencies, and the debates at the Paris Summit for a New Global Financing Pact³ had already signalled the need to overhaul the system.

The 2025 event, however, was a tipping point: whilst demonstrating hostility towards the international solidarity sector, it also revealed the obsolescence of a model designed for short-term and well-defined crises, while the reality today is one of long-term emergencies, global interdependency and increasing competition between national priorities and humanitarian needs. The current crisis is therefore part of a wider trend rather than an isolated breakdown, meaning that we have to consider adapting the system beyond a simple search for alternative sources of funding. It also questions the role of civil society organisations in the international emergency aid sector.

A fragile economic model – a giant with feet of clay

Until the end of 2024, the humanitarian ecosystem was based on a hybrid model combining majority public contributions and significant private donations. The United States (US), the European Union (EU) and a few other members of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) accounted for the bulk of the flow, with

— 2. *Le Monde* avec AFP, « Le Comité international de la Croix-Rouge annonce la suppression de 270 postes supplémentaires à son siège à Genève », 11 septembre 2023, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/11/le-comite-international-de-la-croix-rouge-annonce-la-suppression-de-270-postes-supplementaires-a-son-siege-a-geneve_6188895_3210.html

— 3. *Le Monde*, « Il faut un nouveau pacte mondial pour financer l'aide humanitaire internationale », 17 juillet 2023.



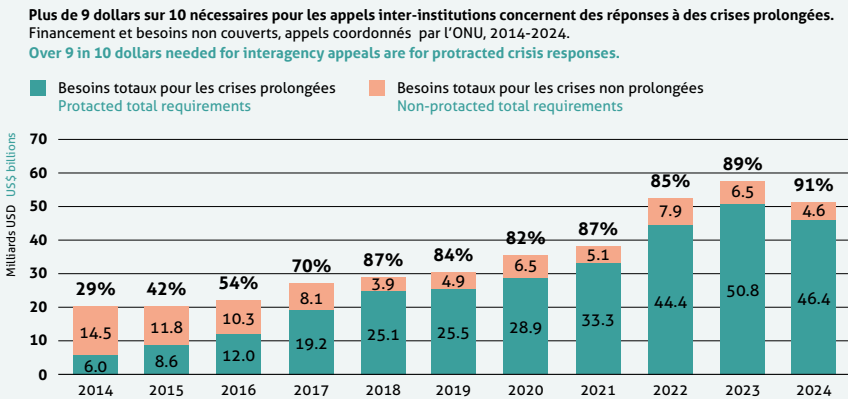
PIERRE
MICHELETTI

Un modèle économique fragile,
colosse aux pieds d'argile

Jusqu'à la fin de l'année 2024, l'éco-système humanitaire reposait sur un modèle hybride combinant contributions publiques majoritaires et apports privés significatifs. Les États-Unis, l'Union européenne (UE) et quelques autres membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concentraient l'essentiel des flux, avec des mécanismes d'allocation largement orientés par les priorités de ces bailleurs. La suspension américaine, directe via l'USAID et indirecte via les agences des Nations unies – telles que le Programme alimentaire mondial, le Haut-Commissariat pour les réfugiés, ou l'UNICEF –, a produit un effet domino : réductions de programmes, tensions de trésorerie, plans sociaux dans certaines organisations, et révisions rapides des couvertures géographiques. Ce choc met également en évidence une dépendance chronique des ONG internationales à des financements en amont dont elles ne maîtrisent ni la prévisibilité ni les priorités. Pourtant, près de 90 % des crises en cours relèvent de situations qui durent depuis plus de cinq ans et affectent des dizaines de millions de personnes.

allocation mechanisms largely driven by the priorities of these funders. The suspension of US funding – directly, through the United States Agency for International Development (USAID), and indirectly, through UN agencies such as the World Food Programme (WFP), the UN Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF) – had a knock-on effect: programme cuts, cash-flow problems, redundancy plans in some organisations and a sudden revision of geographical cover. This shock also highlights the chronic dependence of international NGOs on upstream funding, whose predictability and priorities they cannot control. Yet nearly 90% of ongoing crises are situations that have existed for more than five years and affect tens of millions of people.

Fig.1 – La proportion croissante des crises prolongées depuis 10 ans
Fig.1 – The increasing proportion of protracted crises over the past ten years



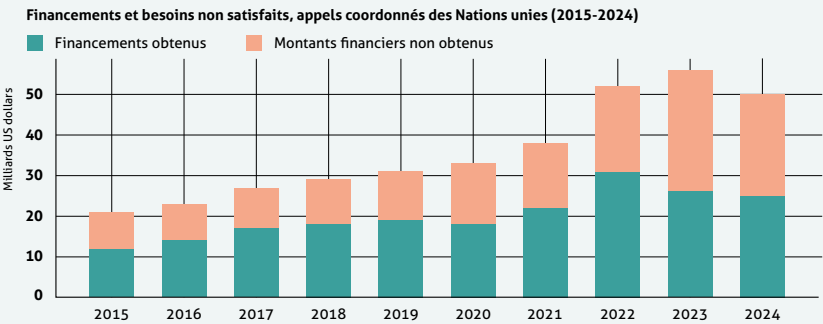
Source : Development Initiatives basé sur les données de OCHA FTS, du UNHCR, et du tableau de bord financier du 3RP pour la Syrie.
Notes : Les données sont exprimées en prix courants. Les données pour 2024 sont provisoires en ce qui concerne les besoins totaux à la date d'octobre 2024. Les crises prolongées sont définies comme des appels ayant bénéficié de plans inter-institutions coordonnés par l'ONU pendant au moins cinq années consécutives, à l'exclusion des plans de réponses à la COVID-19. Remerciements : ce graphique est adapté de D. Lilly et M. Pearson, 2022.
Source: Development Initiatives based on UN OCHA FTS, UNHCR and Syria 3RP financial dashboard data. Notes: Data is in current prices. 2024 data is preliminary in terms of total requirements as of October 2024. Protracted crises are defined as appeals which have had UN-coordinated interagency plans for at least five consecutive years, excluding COVID-19 response plans. Acknowledgement: chart is adapted from D. Lilly et M. Pearson, 2022.

Source Fig. 1 : Development Initiatives, *Falling short? Humanitarian funding and reform*, October 2024, figure 1.4, p. 18, <https://devinit.org/resources/falling-short-humanitarian-funding-reform> [traduction de l'auteur / author's translation].

La combinaison de crises anciennes qui s'enkystent et de chocs nouveaux – géopolitiques, climatiques, sanitaires – crée un effet de cisaillement : chaque année, les appels coordonnés augmentent plus vite que la capacité de mobilisation. En 2023 et 2024, la collecte globale a reculé pour la première fois depuis une décennie, en raison d'un essoufflement des dons privés et d'un plafonnement des contributions publiques, de sorte que le taux de couverture des plans des Nations unies est passé sous la barre de la moitié des besoins recensés.

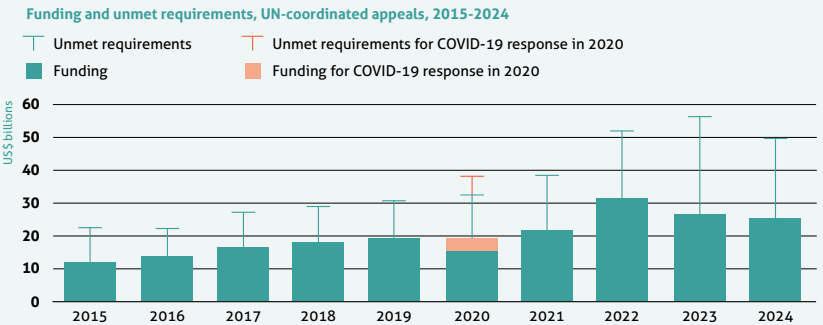
The combination of long-running crises that are becoming entrenched and new shocks – geopolitical, climatic, health-related – is creating a shearing effect: every year, the number of coordinated appeals increases faster than the capacity to activate resources. In 2023–2024, global fundraising declined for the first time in ten years due to a slowdown in private donations and a cap on public contributions, causing the cover rate of UN plans to fall below half the identified needs.

Fig.2 – Évolution des financements obtenus et non obtenus, après les appels coordonnés annuels des Nations unies, pour la période 2015-2024



Source : ALNAP, *Global Humanitarian Assistance 2025*, p. 13, https://alnap.hacdn.io/media/documents/GHA_Report_1408v1.pdf

Fig.2 – Funding and unmet requirements following the annual UN-coordinated appeals, 2015-2024



Au-delà du déficit quantitatif s'ajoutait une limite qualitative : plus de 80 % des financements publics octroyés aux agences des Nations unies demeuraient « fléchés » vers des crises jugées prioritaires par les pays donateurs⁴. Cette « compassion à géométrie variable » produisait des disparités fortes entre théâtres d'intervention et fragilisait la promesse d'universalité et d'impartialité. Au total, le modèle apparaissait à la fois sous-financé, politiquement orienté et technocratique, d'autant plus que, face à la recrudescence des crises prolongées, les financements restaient essentiellement annuels. Tout convergeait pour rendre le système vulnérable à des choix que ne maîtrisaient pas les acteurs opérationnels. C'est ce qui s'est produit en ce début d'année 2025, le choc américain ayant été précédé par des baisses conséquentes de l'Aide publique au développement (APD) dans de très nombreux pays du globe, particulièrement en Europe.

Le triomphe décomplexé du « qui paie décide »

La séquence ouverte en 2025 par le président des États-Unis consacre l'affirmation d'un lien explicite entre aide et intérêts nationaux, orientant résolument l'aide internationale vers des logiques que les économistes qualifient de « transactionnelles » : l'aide doit obéir à des logiques gagnant-gagnant entre donateurs et bénéficiaires. La présentation de l'aide comme instrument de politique publique n'est pas nouvelle, mais elle est désormais assumée sans détour, conformément à l'idée classique selon laquelle un budget traduit des priorités politiques. La France l'affirme désormais sans détour dans son relevé de décision du Conseil présidentiel des partenariats internationaux rendu en avril 2025⁵.

— 4. Fran Girling, Angus Urquhart, Sofia Martinez Fernandez et al., *Global Humanitarian Assistance Report 2021*, Development Initiatives, p. 75, <https://www.developmentaid.org/api/frontend/cms/file/2022/04/Global-Humanitarian-Assistance-Report-2021.pdf>

— 5. Présidence française, *Relevé de décisions du Conseil présidentiel pour les partenariats internationaux*, 6 avril 2025, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/04/06/releve-de-decisions-du-conseil-presidentiel-pour-les-partenariats-internationaux>

In addition to the quantitative deficit, there has also been a qualitative limit: over 80% of public funding granted to UN agencies remained “earmarked” for crises deemed to be priorities by the funder countries.⁴ This “flexible compassion” has produced major disparities between different places of intervention and weakened the promise of universality and impartiality. All told, the model appeared to be underfunded, politically oriented and technocratic, especially since, given the resurgence of protracted crises, the funding remained essentially annual. Everything combined to make the system vulnerable to choices that were beyond the control of operational actors. This is what happened in early 2025, with the shock of the US decision being preceded by significant declines in official development assistance (ODA) in many countries throughout the world, particularly in Europe.

The unabashed triumph of “who pays decides”

The sequence of events we have seen in 2025 confirms the explicit link between aid and national interests. The presentation of aid as an instrument of public policy is nothing new, but it is now openly acknowledged, in line with the classic idea that a budget reflects political priorities. France now makes this clear in its statement of decision from the Presidential Council for International Partnerships in April 2025.⁵ In the introduction to his 1922 work *Cours de science des finances et de législation financière française*, Gaston Jèze wrote: “The budget is, above all, the implementation of a programme of political action.”[...]“It is obviously the instrument by which the state [will]

— 4. Fran Girling, Angus Urquhart, Sofia Martinez Fernandez et al., *Global Humanitarian Assistance Report 2021*, Development Initiatives, p. 75, <https://www.developmentaid.org/api/frontend/cms/file/2022/04/Global-Humanitarian-Assistance-Report-2021.pdf>

— 5. French Presidency, Statement of decisions of the Presidential Council for International Partnerships, 6 April 2025, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/04/06/releve-de-decisions-du-conseil-presidentiel-pour-les-partenariats-internationaux>

Dans l'introduction à son *Cours de science des finances et de législation financière française*, Gaston Jèze écrivait déjà en 1922 : « Le budget est, avant tout, la mise en œuvre d'un programme d'action politique. [...] Il est évidemment l'instrument par lequel l'État [va] hiérarchiser [ses] priorités politiques et les traduire en moyens d'action.⁶ » C'est le parti pris totalement assumé par le président des États-Unis : l'aide internationale se doit d'être au service des intérêts économiques et stratégiques du pays qu'il gouverne.

Les conséquences sont directes et ne font qu'entériner des tendances déjà lourdes : les grandes puissances à la fois étatiques et financières peuvent, par leurs arbitrages, redessiner la carte des interventions, conditionner l'accès aux ressources, et imposer des normes procédurales qui orientent la chaîne opérationnelle jusqu'au terrain. Néanmoins, ces tendances ne sont pas le seul fait des États-Unis. Avant même les décisions couperets prononcées par ces derniers, d'autres pays parmi les principaux contributeurs – dont la France⁷ – étaient en effet entrés dans des rétractions budgétaires de la solidarité internationale.

Toutefois, le poids spécifique du financement américain, dont le tableau ci-dessous – construit sur des données de 2023, consolidées en 2024 – rend compte, confère à ses décisions un effet de levier systémique sur les agences multilatérales comme sur les ONG. C'est plus de 40 % de l'aide mondiale destinée aux crises humanitaires qui, par ce décret présidentiel, a été brusquement supprimée.

— 6. Cité dans « Quelle est la fonction politique et économique d'un budget ? », *vie-publique.fr*, 16 avril 2018. <https://www.vie-publique.fr/fiches/21819-quelle-est-la-fonction-politique-et-economique-dun-budget>

— 7. Philippe Ricard et Julien Bouissou, « En France, la chute des aides au développement conserne les ONG et complique encore la diplomatie présidentielle », *Le Monde*, 14 novembre 2024, https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/11/14/en-france-la-chute-des-aides-au-developpement-conserne-les-ong-et-complique-encore-la-diplomatie-presidentielle_6393784_3234.html

hierarchise [its] political priorities and translate them into means of action.”⁶ This is the stance fully embraced by the US president: international aid must serve the economic and strategic interests of the country he governs.

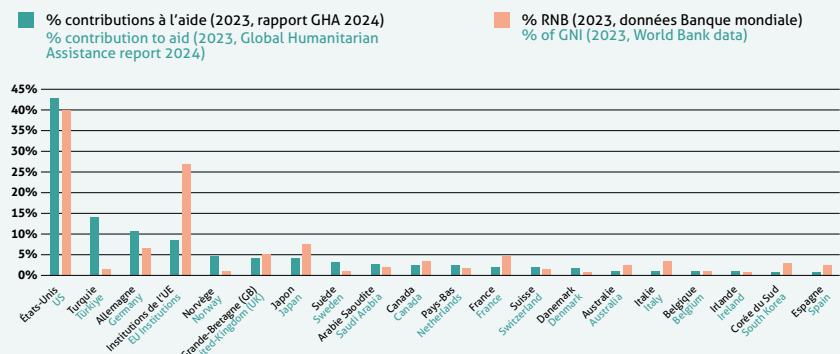
The consequences are direct and simply confirm trends that are already significant: major powers – both state powers and financial powers – can, through their decisions, redraw the map of interventions, dictate access to resources and impose procedural standards that direct the operational chain all the way to the field. These trends, however, are not unique to the US. Even before the US announced its drastic cuts, other major funder countries, including France,⁷ had already begun to scale back their international aid and development budgets.

Yet the sheer scale of US funding, as shown in the table below (which is based on 2023 data, consolidated in 2024), gives its decisions considerable leverage over multilateral agencies and NGOs. Over 40% of global aid for humanitarian crises has been abruptly cut by this presidential decree.

— 6. Quoted in: « Quelle est la fonction politique et économique d'un budget ? », *vie-publique.fr*, 16 avril 2018. <https://www.vie-publique.fr/fiches/21819-quelle-est-la-fonction-politique-et-economique-dun-budget>

— 7. Philippe Ricard et Julien Bouissou, « En France, la chute des aides au développement conserne les ONG et complique encore la diplomatie présidentielle », *Le Monde*, 14 novembre 2024, https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/11/14/en-france-la-chute-des-aides-au-developpement-conserne-les-ong-et-complique-encore-la-diplomatie-presidentielle_6393784_3234.html

Fig.3 – Les 20 principaux pays donateurs de l’aide humanitaire en 2023.
Rapprochement entre les contributions des pays à hauts revenus dans le revenu national brut (RNB) mondial et dans les financements humanitaires
Fig.3 – The 20 leading country funders of humanitarian aid in 2023. Comparison between the contributions of high-income countries to global gross national income (GNI) and humanitarian funding



Note de l’auteur : Les pourcentages de RNB de chacun des principaux pays contributeurs à l’enveloppe humanitaire annuelle représentent la part que pèse ce pays dans le cortège des États qui, en 2023, composaient le groupe des pays à hauts revenus. Dans la classification de la Banque mondiale, ce groupe est défini par le RNB par habitant, et non le RNB global du pays. Le rapprochement des deux indicateurs permet de qualifier les pays les plus « généreux » en proportion de leur RNB. Les États-Unis étaient alors un contributeur équilibré par rapport à son RNB, l’Allemagne un donateur plus généreux, et la France ou la Grande-Bretagne plus en retrait en proportion de ce critère de richesse économique.

Author’s note: The GNI percentages of each of the main contributors to the annual humanitarian envelope represent the share of that country in the group of countries which, in 2023, will make up the group of high-income countries. In the World Bank classification, this group is defined by GNI per capita, not the country’s overall GNI. By comparing the two indicators, we can identify the most “generous” countries in proportion to their GNI. At that time, the United States was a balanced contributor in relation to its GNI, Germany a more generous donor, and France and the United Kingdom more backward in relation to this criterion of economic wealth.

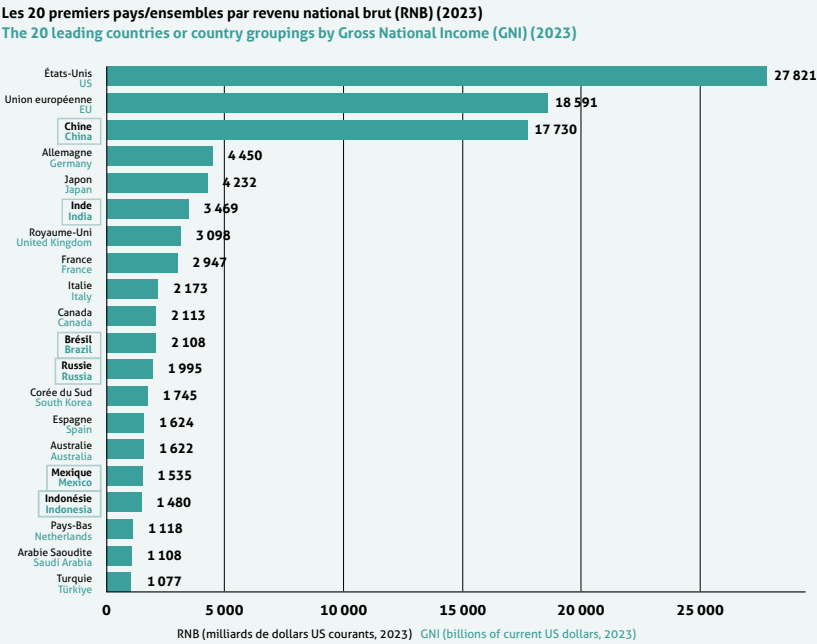
Par ailleurs, et c’est ce que nous enseignent aussi ces chiffres, bien avant la décision américaine, six des vingt pays ayant les RNB les plus élevés au monde n’étaient pas des contributeurs conséquents à l’enveloppe humanitaire. Autrement dit, des poids lourds de l’économie mondiale se tenaient déjà à l’écart du système de financement.

Une autre modalité pour analyser la puissance économique des pays consiste à se pencher sur leur part dans le RNB global mondial, et non via le calcul du RNB par habitant. C’est ainsi que la Chine, classée par la Banque mondiale dans les pays à revenu moyen-haut, est, selon ce critère de RNB global, la deuxième puissance économique mondiale après les États-Unis, si on extrait l’UE qui est un agrégat de pays. C’est ce que met en évidence le tableau suivant.

Furthermore, these figures show us that long before the US decision, six of the twenty countries with the world’s highest GNI were not significant contributors to the humanitarian envelope. In other words, some of the world’s economic heavyweights were already standing back from the funding mechanism.

Another way of analysing the economic power of countries is to look at their share of global GNI, rather than calculating GNI per capita. For example, China, classified by the World Bank as a high-middle income country, is the world’s second largest economy, after the United States, according to this global GNI criterion, if we exclude the EU, which is an aggregate of countries. This is shown in the table below.

Fig.4 – Six pays à haut revenu national brut global ne sont pas contributeurs aux financements humanitaires (dans le modèle de calcul et de rendu tel qu’il existe aujourd’hui)
Fig.4 – Six countries with high GNI that do not provide funding for humanitarian aid (in the calculation and rendering model as it exists today)



Cette « compassion à géométrie variable » dont nous parlons prend ici toute sa mesure. Dans certains contextes, l’instrumentalisation politique perçue de l’aide alimente la défiance tant des populations que des décideurs, sans compter qu’elle accroît les risques sécuritaires pour les acteurs de l’aide. Le principe du « qui paie décide » se traduit ainsi par une contrainte accrue sur la gouvernance du système, où les voix des acteurs locaux et des bénéficiaires demeurent minoritaires dans les processus de décision. De fait, l’échelon local se perçoit souvent – et non sans raison – comme le maillon faible des approches développées. Encore une fois, et bien avant le choc de 2025, cette évolution interrogeait déjà la capacité du dispositif humanitaire à se revendiquer universel tout en dépendant d’un petit nombre de centres de décision, eux-mêmes inscrits dans des stratégies étatiques.

he “flexible compassion” we have been discussing is prominent here. In some contexts, the perceived political manipulation of aid fuels mistrust among populations and decision-makers alike and also heightens security risks for aid actors. The principle of “who pays decides” thereby translates into increased constraints on the governance of the system, where the local actors and beneficiaries continue to have a minority voice in the decision-making processes. In fact, the local level often sees itself – and justifiably so – as the weak link in the approaches developed. Once again, and well before the shock of 2025, this development was already casting doubt on the ability of the humanitarian system to claim to be universal while depending on a small number of decision-making centres, themselves part of state strategies.

Si nous avons pris le temps de rapporter les données antérieures à ce choc – qui n'est en rien à minimiser tant il est brutal –, c'est que l'ensemble des caractéristiques décrites ci-dessus doivent être prises en considération pour imaginer l'avenir du système, de ses acteurs, et donc des populations concernées tout autour du monde.

Résister, survivre, et rebondir vers un nouveau modèle

L'interruption brutale des financements jusqu'alors octroyés par le gouvernement des États-Unis aux acteurs humanitaires a sidéré l'ensemble des organisations mettant en œuvre cette forme de solidarité internationale. Passée la confusion des décisions contradictoires et ambiguës de l'administration américaine, le Mouvement de la Croix-Rouge, les organisations onusiennes et les ONG internationales ont rapidement pris la mesure de la manière dont les restrictions annoncées allaient impacter leurs actions auprès des populations sur le terrain, tout comme les dépenses de fonctionnement de leurs équipes – ne serait-ce que le paiement des salaires – qui permettent de mener ces actions essentielles pour des millions de personnes.

Ces trois grandes familles d'acteurs humanitaires se sont rapidement mobilisées pour protéger leurs programmes et l'avenir de leurs employés, tant dans les sièges des différentes organisations que dans les pays où elles interviennent. Les ONG sont particulièrement exposées dans la mesure où elles ont à subir les restrictions annoncées selon les deux modalités suivantes :

- directement, par l'arrêt des financements versés par l'USAID (en tout cas pour celles qui étaient financées par cette dernière) ;
- indirectement, par une réduction des sommes qu'elles perçoivent, en deuxième ligne, de la part des principales agences des Nations unies impliquées sur les terrains de crise (Programme alimentaire mondial, Haut-Commissariat aux réfugiés, UNICEF...), puisque ces agences sont, elles aussi, fortement touchées par le retrait des États-Unis.

If we have taken the time to present data prior to this shock – which, given how sudden the shock is, should not be downplayed – this is because all the factors described above must be borne in mind when thinking about the future of the system, its stakeholders and therefore the populations concerned around the world.

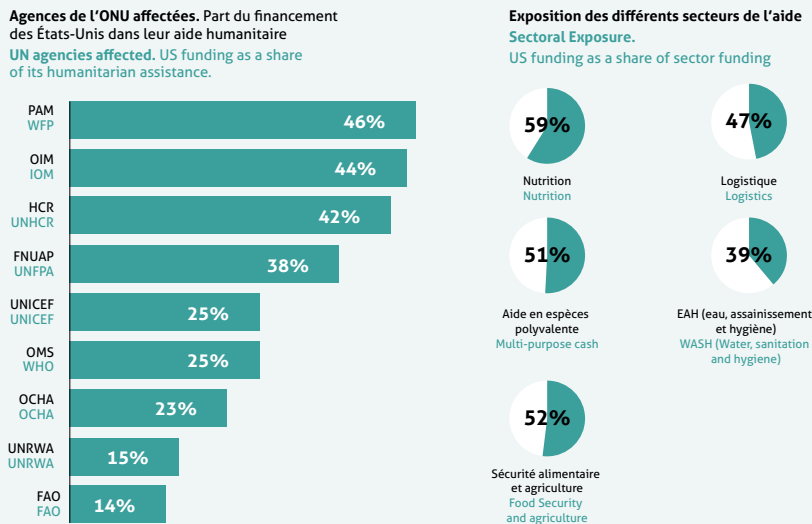
Resisting, surviving and bouncing back with a new model

The US government's sudden withdrawal of funding for humanitarian organisations stunned all those implementing this form of international solidarity. Once the confusion of the US administration's contradictory and ambiguous decisions had subsided, the Red Cross movement, UN organisations and international NGOs were quick to realise how the announced restrictions would affect the activities they carried out for populations in the field, as well as the operating costs of their teams – not least the payment of salaries – that help conduct these essential actions for millions of people.

These three large groups of humanitarian actors quickly swung into action to protect their programmes and the future of their staff at the various organisations' headquarters and in the countries where they operate. NGOs are particularly vulnerable insofar as they are affected by the restrictions in two ways:

- directly, by the suspension of funding from USAID, at least for those organisations that were funded by it;
- indirectly, by a reduction in the amounts they receive from the main UN agencies involved in crisis zones (WFP, UNHCR, UNICEF, etc.) as these agencies are also severely affected by the US withdrawal.

Fig.5 – L'impact majeur attendu du retrait de l'USAID sur les agences onusiennes et les secteurs qu'elles couvrent
Fig.5 – The major effects the USAID withdrawal is having on UN agencies and the sectors they cover



Source : ALNAP, *Global Humanitarian Assistance 2025*, p. 45, https://alnapp.hacd.io/media/documents/GHA_Report_1408v1.pdf, traduit par l'auteur/author's translation

Note de l'auteur : Dès le mois de juin 2025, les Nations unies ont promulgué un plan entérinant la baisse drastique, devenue effective, de leur budget. Ce plan prend acte concrètement d'une baisse des fonds dédiés à ses agences humanitaires, avec une réduction à 29 milliards de dollars, contre les 44 milliards initialement estimés nécessaires pour couvrir l'année 2025⁸.

Author's note: In June 2025, the United Nations promulgated a plan ratifying the drastic reduction in its budgets that has now become a reality. In concrete terms, this plan takes note of a reduction in the funds dedicated to its humanitarian agencies, with a cut to 29 billion dollars from the 44 billion initially estimated as necessary to cover the year 2025.⁸

— 8. ONU Info, *L'ONU revoit à la baisse son plan mondial d'aide humanitaire en raison des coupes budgétaires drastiques*, <https://news.un.org/fr/story/2025/06/1156451>

— 8. ONU Info, *L'ONU revoit à la baisse son plan mondial d'aide humanitaire en raison des coupes budgétaires drastiques*, <https://news.un.org/fr/story/2025/06/1156451>

La conjoncture actuelle invite à une gestion d'urgence, mais aussi à une transformation structurante d'un système dont dépendent plus de 300 millions de personnes en besoin d'assistance dans le monde⁹. Selon nous, cinq axes complémentaires de réforme se dégagent.

Mutualiser et optimiser les coûts de fonctionnement et de structure des organisations humanitaires

La qualité des critères et des coûts d'évaluation de l'aide internationale a fait l'objet d'analyses critiques qu'il conviendra d'investiguer dans un contexte de baisse générale des recettes¹⁰. La simplification des procédures (en intelligence avec les financeurs), la vigilance sur les coups de production, d'achat et de transport selon les pays concernés par l'aide internationale seront également à reconsidérer. Les niveaux de rémunération et de logement des acteurs expatriés de certaines organisations internationales font légitimement l'objet de critiques qui renforcent, dans une logique strictement financière, l'argumentaire pour davantage de place aux organisations locales dans la mise en œuvre des projets. De la même façon, ce sont des considérations identiques qui ont contribué à augmenter considérablement ces dernières années les programmes reposant sur des transferts financiers directs aux familles, leur laissant ainsi le choix des priorités puisqu'elles seraient alors attentives à l'optimisation des achats. La réaffirmation de cette stratégie est d'autant plus cruciale que l'on assiste, depuis 2022, à une rétraction de ce type de programme. Si ces mesures ne sauraient combler à elles seules le déficit, elles créent des conditions de confiance pour toute montée en charge de nouvelles contributions.

— 9. ALNAP, *Global Humanitarian Assistance 2025*, p. 32, https://alnapp.hacd.nio/media/documents/GHA_Report_1408v1.pdf

— 10. Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « L'aide humanitaire dans les pays en développement : qui évalue qui ? », *Mondes en développement*, vol. 1, n° 153, 2011, p. 111-120, <https://shs.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2011-1-page-111?lang=fr>

The current situation requires emergency management, but also the structural transformation of a system on which over 300 million people worldwide needing aid depend.⁹ In our opinion, there are five complementary areas for reform.

Pooling and optimising the operating and structural costs of humanitarian organisations

The quality of the criteria and costs used to evaluate international aid has been the subject of critical analysis, which will need to be investigated in the context of a general decline in revenue.¹⁰ Simplifying procedures (in consultation with funders), vigilance over production, purchasing and transport costs, depending on the country concerned by the international aid, will also have to be reconsidered. The levels of remuneration and accommodation paid to expatriate staff working for certain international organisations are legitimately the subject of criticism which, from a strictly financial point of view, reinforces the argument for giving local organisations a greater role in the implementation of projects. In the same way, identical considerations have contributed to a considerable increase in recent years in programmes based on direct financial transfers to families, leaving them free to choose their priorities, since they would then be attentive to optimising purchases. The reaffirmation of this strategy is all the more crucial given that this type of programme has been in decline since 2022. While these measures alone will not offset the shortfall, they will generate the confidence required for any increase in new contributions.

— 9. ALNAP, *Global Humanitarian Assistance 2025*, p. 32, https://alnapp.hacd.nio/media/documents/GHA_Report_1408v1.pdf

— 10. Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « L'aide humanitaire dans les pays en développement : qui évalue qui ? », *Mondes en développement*, vol. 1, n° 153, 2011, p. 111-120, <https://shs.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2011-1-page-111?lang=fr>

Renforcer la place et le rôle des acteurs locaux

Malgré les engagements pris lors du Sommet humanitaire mondial d'Istanbul en 2016, l'objectif d'allouer 25 % des financements à des organisations nationales ou locales n'a pas été atteint. Nous étions alors à environ 2,5 % de l'enveloppe globale des financements octroyés à cette stratégie. Les obstacles administratifs et les contraintes de conformité, la diversité des configurations politiques – notamment là où la notion de « société civile » ne recouvre pas les mêmes réalités – ont, certes, compliqué la traduction opérationnelle des engagements. De même peut-on légitimement craindre un non-respect des principes de neutralité et d'indépendance de certains acteurs locaux sur des terrains de conflits armés. Néanmoins, il est un nombre important de contextes où les proximités culturelles, la capacité d'ancrage et la continuité d'action qu'offrent les acteurs locaux constituent des atouts majeurs pour l'efficacité, l'acceptabilité et la durabilité des interventions. Depuis Istanbul, aucune avancée notable n'a pourtant eu lieu, les financements plafonnant toujours autour de 3,5 % des moyens financiers annuels engagés¹¹.

Élargir et diversifier la base des pays contributeurs

La récente mise à jour de la cartographie mondiale des pays en fonction du revenu national brut par habitant pointe visuellement la place potentielle que pourraient prendre des pays du Sud global dans un système de l'aide rénové.

Strengthening the status and role of local actors

Despite the commitments made at the World Humanitarian Summit in Istanbul in 2016, the target of allocating 25% of funding to national or local organisations has not been met. At the time, we were at around 2.5% of the total funding allocated to this strategy. Administrative obstacles and compliance constraints, the wide variety of political systems – particularly where the concept of “civil society” means something different – have certainly complicated the translation of commitments into actions. Similarly, there is a legitimate fear that the principles of neutrality and independence of certain local players in areas of armed conflict will not be respected. Nevertheless, there are a large number of contexts in which the cultural proximity, the ability to gain a foothold in the community and the continuity of action offered by local actors are major assets for the effectiveness, acceptability and sustainability of interventions. Since Istanbul, however, no significant progress has been made, with funding still levelling off at around 3.5% of the annual financial resources committed.¹¹

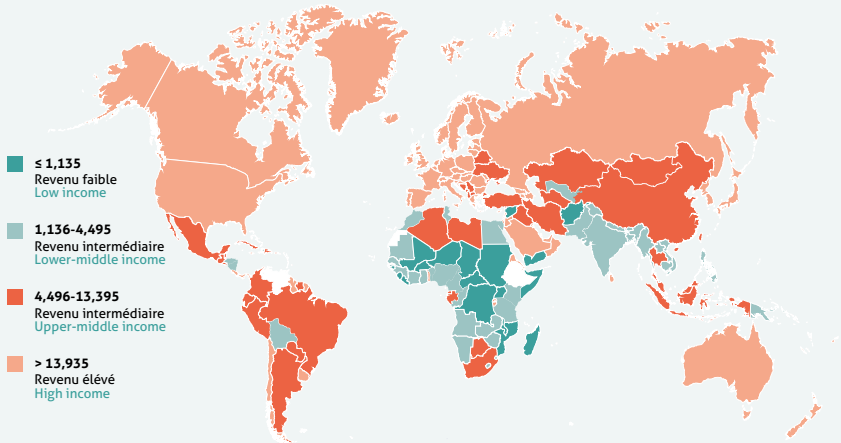
Broadening and diversifying the group of contributing countries

The most recent update of the global map of countries based on GNI per capita gives a visual idea of the potential place that countries in the Global South could have in a revamped aid system.

— 11. ALNAP, *Global Humanitarian Assistance 2025*, p. 19, https://alnaphacdn.io/media/documents/GHA_Report_1408v1.pdf

— 11. ALNAP, *Global Humanitarian Assistance 2025*, p. 19, https://alnaphacdn.io/media/documents/GHA_Report_1408v1.pdf

Fig.6 – Classification des pays par la Banque mondiale en fonction du RNB par habitant, et seuils de référence
Fig.6 – World Bank Group country classification by income level



Source : Éric Metreau, Kathryn Elizabeth Young and Shwetha Grace Eapen, « Le Groupe de la Banque mondiale actualise sa classification des pays par niveau de revenu : pourquoi, comment et après ? », *Blog de la Banque mondiale*, 1^{er} juillet 2025, <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/actualisation-classification-pays-par-niveau-de-revenu>
 Source: Eric Metreau, Kathryn Elizabeth Young, and Shwetha Grace Eapen, Understanding country income: World Bank Group income classifications for FY26 (July 1, 2025–June, 2026), *World Bank Blogs*, 1 July, 2025, <https://blogs.worldbank.org/en/opendata/understanding-country-income--world-bank-group-income-classifica>

Le multilatéralisme rénové que nous appelons de nos vœux – voir plus loin – suppose d’intégrer davantage les économies émergentes, en contrepartie d’un partage réel de la gouvernance : équilibre des voix au sein des instances, critères d’allocation fondés sur l’ampleur des besoins, et réduction du fléchage sélectif imposé par les donateurs actuels du système. Cette revendication a notamment été clairement réaffirmée par le président chinois Xi Jinping lors de la récente conférence de Tianjin, ce qui lui a permis d’exprimer avec force – et avec faste – sa volonté de « promouvoir le perfectionnement de la gouvernance mondiale » et d’« unir les forces du Sud global »¹².

Dans le domaine de l’action humanitaire, l’implication financière d’autres puissances non occidentales n’est d’ailleurs pas une nouveauté, comme l’aura montré la réponse lors du tsunami de 2004 en Indonésie et dans les pays

The revamped multilateralism we are calling for – see below – requires greater integration of emerging economies in return for a real share of governance: equal representation within governing bodies, allocation criteria based on the scale of needs and a reduction in selective earmarking imposed by the system’s current funders. This demand was clearly reaffirmed by President Xi Jinping of China at the recent Tianjin conference when he expressed his willingness – emphatically and pompously – “to promote the improvement of global governance” and “to unite the forces of the Global South”.¹²

In the field of humanitarian action, the financial involvement of other, non-Western powers is nothing new, as the response to the 2004 tsunami in Indonesia and neighbouring countries showed – once again illustrating that aid actors were never immune to

— 12. Harold Thibault, « Au sommet de Tianjin, Xi Jinping place la Chine au centre d’un nouvel ordre antioccidental », *Le Monde*, 1^{er} septembre 2025.

— 12. Harold Thibault, « Au sommet de Tianjin, Xi Jinping place la Chine au centre d’un nouvel ordre antioccidental », *Le Monde*, 1^{er} septembre 2025.

limitrophes. Y compris en illustrant là encore que les acteurs de l'aide ne furent jamais exempts de préoccupations géostratégiques¹³. La complexité d'une telle évolution renvoie à l'histoire de la mise en place de l'APD depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et des logiques politiques et stratégiques alors véhiculées par la guerre froide. Au fond, l'aide humanitaire, qui est l'une des composantes de l'APD, n'a pas échappé à ce clivage initial. C'est aujourd'hui un monde multipolaire qui prévaut, avec ses logiques de multi-alignement des pays qui structurent et renforcent le Sud global. C'est là l'enjeu majeur de la réforme devenue incontournable du système¹⁴.

Les tensions que génèrent, entre la Chine et les États-Unis, la volonté de ces deux pays de piloter la gouvernance du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale disent combien le contexte international – dans le sillage de l'élection du président Trump – rajoute la reviviscence de rapports de force, et un déni de la reconnaissance des « biens publics mondiaux », à l'équation strictement financière pour imaginer le multilatéralisme de demain¹⁵.

Malgré toutes les difficultés qu'une telle ouverture politique posera sans nul doute, il n'y a plus d'autre alternative à une évolution radicale du pilotage du système. C'est aussi une réflexion à laquelle nous invite le président du Brésil, M. Lula : « La solution à la crise du multilatéralisme est de le refonder sur des bases plus justes¹⁶. »

geostrategic concerns.¹³ The complexity of this development is linked to the history of the development of ODA since the end of the Second World War and the political and strategic rationale of the Cold War. In fact, humanitarian aid, which is one of the components of ODA, has not escaped this initial divide. Today, a multipolar world prevails, with its multi-alignment of countries structuring and reinforcing the global South. This is the major challenge of the reform of the system that is now essential.¹⁴

The tensions generated between China and the United States by the desire of these two countries to steer the governance of the International Monetary Fund and the World Bank show the extent to which the international context, in the wake of the election of President Trump, is adding the revival of power relations, and a denial of the recognition of "global public goods", to the strictly financial equation for imagining the multilateralism of tomorrow.¹⁵

Despite all the difficulties that such a political opening will undoubtedly raise, there are no alternatives to a radical change in how the system is managed. It is also something that Brazil's President Lula invites us to consider: "The solution to the crisis of multilateralism is to rebuild it on fairer foundations."¹⁶

— 13. William Guéraiche, « Un tsunami d'incompréhension », *Outre-Terre*, n° 11, 2005, p. 591-604. <https://shs.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-2-page-591?lang=fr>

— 14. Pour aller plus loin dans l'analyse sur l'histoire et les enjeux de l'APD : Philippe Orliange et Alisée Pernet, *Géopolitique du développement – Les enjeux de la solidarité internationale*, PUF, 2025.

— 15. Julien Bouissou, « Le FMI et la Banque mondiale sur la voie de la "trumpisation" avec l'abandon des questions climatiques et sociétales », *Le Monde*, 15 octobre 2025.

— 16. Luiz Inacio Lula da Silva, « Lula, président du Brésil : "La solution à la crise du multilatéralisme est de le refonder sur des bases plus justes" », Tribune dans le journal *Le Monde*, 10 juillet 2025.

— 13. William Guéraiche, « Un tsunami d'incompréhension », *Outre-Terre*, n° 11, 2005, p. 591-604. <https://shs.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-2-page-591?lang=fr>

— 14. For further analysis of the history and challenges of ODA: Philippe Orliange et Alisée Pernet, *Géopolitique du développement – Les enjeux de la solidarité internationale*, PUF, 2025.

— 15. Julien Bouissou, « Le FMI et la Banque mondiale sur la voie de la "trumpisation" avec l'abandon des questions climatiques et sociétales », *Le Monde*, 15 octobre 2025.

— 16. Luiz Inacio Lula da Silva, « Lula, président du Brésil : "La solution à la crise du multilatéralisme est de le refonder sur des bases plus justes" », Tribune dans le journal *Le Monde*, 10 juillet 2025.

Mobiliser des ressources non gouvernementales additionnelles

Une voie complémentaire, comme le recommandent des économistes tels que Thomas Piketty, consiste à faire contribuer par des mesures fiscales les actionnaires des grandes sociétés¹⁷. Dans la seule Union européenne, ils vont bénéficier de dividendes estimés à 459 milliards d’euros en 2025, soit dix fois plus que le montant des recettes actuellement nécessaires pour répondre aux besoins de plus de 300 millions de personnes ayant besoin d’une assistance humanitaire vitale¹⁸.

La combinaison des différentes stratégies qui précèdent permet de quantifier la répartition des efforts dans un renouvellement et une diversification des financements. Quelques pistes sont présentées dans le tableau ci-dessous. Elles intègrent le retrait des États-Unis et montrent que les efforts pour les pays les plus riches restent très raisonnables.

Activating extra non-governmental resources

An alternative approach, as recommended by economists such as Thomas Piketty, would be to make share holders of large corporations contribute through taxation.¹⁷ In the EU alone, these shareholders will receive dividends estimated at €459 billion in 2025 – ten times more than the amount currently required to meet the needs of over 300 million people requiring life-saving humanitarian assistance.¹⁸

A combination of the various strategies outlined above would help quantify the breakdown of efforts in a renewed, diversified funding model. Various scenarios are set out in the table below. They take account of the US withdrawal and show that contributions from the richest countries would remain very reasonable.

— 17. Bertrand Badie, Pierre Micheletti et Thomas Piketty, « Une contribution obligatoire des États les plus riches permettrait de faire face aux crises humanitaires », *Le Monde*, 18 décembre 2021.

— 18. Marc Angrand, « Versement de dividendes : pas de ralentissement en vue pour les entreprises en Europe », *Le Monde*, 14 janvier 2025.

— 17. Bertrand Badie, Pierre Micheletti et Thomas Piketty, « Une contribution obligatoire des États les plus riches permettrait de faire face aux crises humanitaires », *Le Monde*, 18 décembre 2021.

— 18. Marc Angrand, « Versement de dividendes : pas de ralentissement en vue pour les entreprises en Europe », *Le Monde*, 14 janvier 2025.

Tableau – Sept scénarios « volumétriques » pour le financement de l’aide humanitaire internationale, sans la contribution des États-unis d’Amérique

Hypothèses	Scénarios	% du RNB de chaque pays contributeur selon les périmètres et modalités de recouvrement
Hypothèse 1. Maintien des recettes et des dépenses 2024, y compris dans l'équilibre entre fonds publics et fonds privés	Scénario 1. Contributions pays à hauts revenus	0,09035 %
	Scénario 2. Contributions pays à hauts revenus + moyens hauts	0,0519 %
Hypothèse 2. Maintien des recettes et des dépenses 2024, mais fonds publics exclusivement pour sécuriser le système et diminuer la pression sur les budgets de fonctionnement des ONG.	Scénario 3. Contributions pays à hauts revenus	0,1094 %
	Scénario 4. Contributions pays à hauts revenus + moyens hauts	0,0628 %
Hypothèse 3. Maintien des recettes et des dépenses 2024, mais avec un rééquilibrage (50/50) entre fonds publics et fonds privés par imposition contraignante des personnes les plus riches.	Scénario 5. Contributions pays à hauts revenus	0,0547 %
	Scénario 6. Contributions pays à hauts revenus + moyens hauts	0,0314 %
Hypothèse 4. Mise en place de façon contraignante des recommandations du Sommet humanitaire mondial d'Istanbul en 2016 qui fixait un objectif de 25 % des budgets annuels attribués à des acteurs locaux et nationaux dans les pays en crise (« localisation ») et réévaluation des enveloppes financières nécessaires.	Scénario 7. Application potentielle de tous les scénarios qui précèdent sur la base d'une « localisation » très importante de l'aide internationale.	XX %
Haut revenu (H) : 54 pays ; revenu moyen-haut (MH) : 32 pays Total (H)+(MH) : 86 pays		

Table – Seven volumetric scenarios for funding international humanitarian aid without US contributions

Hypothesis	Scenario	% of GNI of each contributing country according to scope and method of fund collection
Hypothesis 1. Maintaining 2024 revenue and expenditure, including the balance between public and private funds	Scenario 1. Contributions from high-income countries	0,09035%
	Scenario 2. Contributions from high-income + middle-high-income countries	0,0519%
Hypothesis 2. Maintaining 2024 revenue and expenditure, but using public funds purely to secure the system and ease pressure on the operating budgets of NGOs	Scenario 3. Contributions from high-income countries	0,1094%
	Scenario 4. Contributions from high-income + middle-high-income countries	0,0628%
Hypothesis 3. Maintaining 2024 revenue and expenditure, but with public and private funds rebalanced at 50/50 through mandatory taxation of the wealthiest people.	Scenario 5. Contributions from high-income countries	0,0547%
	Scenario 6. Contributions from high-income + middle-high-income countries	0,0314%
Hypothesis 4. Mandatory implementation of the recommendations of the 2016 World Humanitarian Summit in Istanbul, which set a target of allocating 25% of the annual budget to local and national actors in crisis countries ("localisation") and a reassessment of the budgets required.	Scenario 7. A potential application of all the above scenarios, based on a major "localisation" of international aid.	XX%
High income (H): 54 countries; middle-high income (MH): 32 countries Total (H) + (MH) = 86 countries		

Mettre en place une nouvelle gouvernance dans le cadre d'un multilatéralisme refondé

Les constats et analyses partagés dans le présent article décrivent les difficultés qu'affronte le système humanitaire international. Nous avons plus particulièrement insisté sur les interdépendances étroites entre les enjeux volumétriques et politiques qui hypothèquent la survie du modèle tel qu'il prévaut encore aujourd'hui. L'avenir en construction voit, par ailleurs, se déployer des tendances lourdes, en particulier dans le déclenchement de conflits de haute intensité, militaires et économiques, qui structurent la perspective d'une rupture radicale du système.

La question de la gouvernance d'un système de contributeurs demain substantiellement élargi sera l'enjeu majeur du multilatéralisme qui devra renaître des coups de boutoir subis durant l'année 2025. Cependant, le futur système ne laissera pas nécessairement la même place aux organisations issues des sociétés civiles dans la gestion des crises humanitaires et dans la capacité de projection de leurs équipes expatriées sur tous les théâtres d'intervention.

L'incontournable repositionnement des ONG humanitaires internationales : moins opérationnelles, plus politiques

La crise de 2025 ne se réduit pas à une baisse conjoncturelle des enveloppes ; elle marque un raidissement du rapport entre action humanitaire, politiques publiques et attentes sociétales. Plusieurs dynamiques se cumulent, qui conduisent à repenser la place des sociétés civiles dans un système d'aide humanitaire demain refondé sur de nouvelles bases. Parce que ceux qui l'incarnent aujourd'hui ne sont plus nécessairement plébiscités : ni par les populations et acteurs locaux sur les terrains de crises, ni par les décideurs politiques des pays d'intervention qui les voient comme des outils de *soft power*, ni par les gouvernements qui les soutenaient jusqu'à

Establishing a new governance model as part of revamped multilateralism

The findings and analyses shared in this article describe the challenges facing the international humanitarian system. We have placed particular emphasis on the close interdependencies between the quantitative and political issues that jeopardise the survival of the model as it currently stands. As the future takes shape, significant trends are emerging, particularly in the outbreak of high-intensity military and economic conflicts: they offer the prospect of a radical overhaul of the system.

The question of how to govern a substantially larger system of contributors will therefore be the major challenge for multilateralism, which will have to bounce back from the blows it has suffered in 2025. Yet this future system will not necessarily give civil society organisations the same role when it comes to managing humanitarian crises and deploying their expatriate teams in all places of intervention.

Less operational, more political: the inevitable repositioning of international humanitarian NGOs

The 2025 crisis cannot be reduced to a cyclical decline in budgets; it marks a hardening in the relationship between humanitarian action, public policies and societal expectations. A number of factors are converging and leading to a rethink of the role that civil society organisations will play in a future humanitarian aid system rebuilt on new foundations. This is because those who embody it today are no longer necessarily supported, neither by local populations and actors in crisis areas, nor by political decision-makers in countries where operations are carried out and who see them as tools of soft power, nor by governments that have supported them up to now. Funders now seem keen to reaffirm the primacy of state policy and support for aid operators other than

présent. Les financeurs semblent désormais vouloir réaffirmer la primauté de la raison d'État et l'appui à d'autres opérateurs de l'aide que les ONG¹⁹, en particulier ceux du domaine marchand sous tutelle politique des donneurs d'ordres (et de budgets).

Le multilatéralisme, essentiel à la régulation des affaires du monde et à la gestion des conflits, est percuté par des évolutions qui révèlent ces questions cruciales pour l'avenir de l'aide internationale d'urgence : le conflit dans la bande de Gaza a traduit le naufrage du modèle humanitaire et du multilatéralisme qui s'en voulait le gardien, la Fondation humanitaire de Gaza devenant la figure centrale et inquiétante de cette dystopie.

Gaza, c'est l'histoire d'un peuple qui aura subi une destruction systématique de son territoire – l'un des plus densément peuplés au monde – et de son habitat. C'est l'histoire de plus de 57 000 morts dont une large proportion de femmes et d'enfants. C'est le droit international humanitaire paralysé dans son application et ses vertus protectrices. Ce sont plus de 400 travailleurs humanitaires tués depuis le début du conflit, record absolu de mortalité dans les crises contemporaines²⁰. Ce sont la Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice dont les avis, comme les règles de procédures et de poursuites, restent sans effet à ce jour.

La « Grande Dépression » du mouvement humanitaire pourrait – elle doit – devenir un moment de réagencement salutaire, où l'ambition d'universalité retrouverait un socle financier et politique cohérent avec les réalités du siècle. Et, malgré les dénégations de

NGOs,¹⁹ in particular those in the commercial sector under the political control of those who give orders (and budgets).

Multilateralism, which is essential for regulating global affairs and managing conflicts, is being undermined by developments that reveal crucial issues for the future of emergency international aid: the conflict in the Gaza Strip has exposed the failure of the humanitarian model and the multilateralism that purported to protect it. The Gaza Humanitarian Foundation has become the central and disturbing protagonist in this dystopia.

Gaza is the story of a people who have suffered the systematic destruction of their territory, one of the most densely populated in the world, and of their habitat. It is the story of more than 57,000 deaths, a large proportion of them women and children. It is the story of international humanitarian law being paralysed in its application and its protective virtues. More than 400 humanitarian workers have been killed since the start of the conflict, the highest death toll in contemporary crises.²⁰ It is the International Criminal Court and the International Court of Justice, whose opinions, like the rules of procedure and prosecution, remain ineffective to this day.

The humanitarian movement's "Great Depression" could prove to be a period of beneficial restructuring, during which the ambition of universality regains a financial and political foundation consistent with the realities of the times.

— 19. Sarah Bush and Jennifer Hadden, "The end of the age of NGOs? How civil society lost its post-cold war power", *Foreign Affairs*, 3 July 2025.

— 20. Pierre Micheletti, « Le déploiement de la "Fondation humanitaire de Gaza" est une étape supplémentaire dans l'effondrement du système international de secours », Institut Rousseau, 10 juin 2025, <https://institut-rousseau.fr/gaza-crise-aide-humanitaire>

— 19. Sarah Bush and Jennifer Hadden, "The end of the age of NGOs? How civil society lost its post-cold war power", *Foreign Affairs*, 3 July 2025.

— 20. Pierre Micheletti, « Le déploiement de la "Fondation humanitaire de Gaza" est une étape supplémentaire dans l'effondrement du système international de secours », Institut Rousseau, 10 juin 2025, <https://institut-rousseau.fr/gaza-crise-aide-humanitaire>

quelques-unes des figures du mouvement humanitaire qui se délite sous nos yeux, c'est bien la question de la place revendiquée par les pays occidentaux qui est à nouveau posée²¹.

Despite denials from some figures of the humanitarian movement, which is falling apart before our eyes, it is the issue of the role claimed by Western countries that is being raised once again.²¹

Translated from the French by Derek Scoins

Biographie



PIERRE MICHELETTI

Pierre Micheletti est médecin, administrateur de l'association de sauvetage en mer *SOS Méditerranée*, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), président d'honneur d'Action contre la Faim et ancien président de Médecins du Monde. Il est notamment l'auteur de *0,03% ! Pour une transformation du mouvement humanitaire international*, Éditions Parole, 2020.

Pierre Micheletti is a doctor, board member of the sea rescue association *SOS Méditerranée*, a member of the French National Consultative Commission on Human Rights, an honorary president of Action Against Hunger, and the former president of Médecins du Monde.

He is also the author of *0,03% ! Pour une transformation du mouvement humanitaire international*, 2020, Editions Parole (translated into English as *0.03%!: Let's transform the international humanitarian movement*, Ebook version available on publisher's website).

— 21. Rony Brauman, « Il ne s'agit pas de désoccidentaliser l'humanitaire mais de considérer que des formes d'entraide se développent ailleurs et qu'elles n'ont pas moins ni plus de légitimité », *Humanitaire*, n° 24, mars 2010, <https://journals.openedition.org/humanitaire/709>

— 21. Rony Brauman, « Il ne s'agit pas de désoccidentaliser l'humanitaire mais de considérer que des formes d'entraide se développent ailleurs et qu'elles n'ont pas moins ni plus de légitimité », *Humanitaire*, n° 24, mars 2010, <https://journals.openedition.org/humanitaire/709>

Quand Médecins Sans Frontières comprit qu'elle avait toujours fait partie de la « communauté internationale »

When Médecins Sans Frontières realised it was the “international community” all along

*Michiel Hofman • Senior Humanitarian Specialist
for Médecins Sans Frontières Operational Centre Brussels
(Belgium)*

Indépendante des États-Unis du point de vue financier, Médecins Sans Frontières a découvert brutalement que son autonomie n'était qu'une illusion. Les réductions drastiques des aides américaines ont révélé une interdépendance systémique incluant les vaccins, les vols humanitaires, le personnel de santé... Selon l'auteur, l'organisation a brusquement réalisé qu'elle faisait partie intégrante du système qu'elle a critiqué de façon légitime pendant des dizaines d'années.

Financially independent from the United States (US), Médecins Sans Frontières has abruptly discovered its autonomy is merely an illusion. Drastic cuts in US aid have revealed systemic interdependence, from vaccines to humanitarian flights and health staff. According to the author, the organisation has now realised it has been an integral part of a system it has legitimately criticised for decades.

When, on 29 January 2025, the first administrative chainsaw was wielded in the form of stop-work orders for all humanitarian programmes funded by the United States Agency for International Development (USAID), the immediate

Lorsque, le 29 janvier 2025, le premier coup de tronçonneuse administratif a pris la forme d'un ordre de suspendre les activités adressé à tous les programmes humanitaires financés par USAID, la réponse publique immédiate de Médecins Sans Frontières (MSF) a d'abord été, avec une pointe de suffisance, que « MSF n'accepte pas de financement du gouvernement des États-Unis et [que ses] programmes ne seront pas directement affectés », mais que « le rôle immense joué par le gouvernement des États-Unis dans le financement de l'aide internationale ne pourra pas être assumé rapidement par d'autres acteurs »¹. Deux affirmations correctes du point de vue des faits, mais qui semblaient dire : « Tout va bien pour nous, mais les autres, prenez garde ! », dans la lignée du positionnement adopté par MSF au cours des dernières décennies, qui parlait des échecs du système de l'aide humanitaire comme si elle n'en faisait pas partie.

Les limites de l'indépendance vis-à-vis du financement américain

Cependant, MSF a très vite pris conscience de la réalité de la situation lorsque, dans le monde entier, les équipes de ses projets – qui travaillent en lien étroit avec le système de l'aide humanitaire et au sein de ce système – ont commencé à donner l'alerte et à dire que cette fois-ci c'était différent. Beaucoup des partenaires avec lesquels elles travaillaient sur le terrain étaient financés par USAID et disaient aux équipes MSF ne plus être certains que les nombreux services sur lesquels s'appuyait MSF seraient encore disponibles dans les jours ou les semaines à venir. Les hôpitaux et les cliniques de MSF sont peut-être à l'abri des coupes budgétaires, mais ils font partie d'un système plus large qui, lui, ne l'est pas. Les fournitures médicales, et surtout le personnel médical, étaient souvent apportés grâce à des mécanismes de financement américains de ministères

public response from Médecins Sans Frontières (MSF) was – with a pinch of smugness – that “MSF does not accept US government funding and our programmes will not be directly affected”, but that “the massive role that the United States government plays in funding international aid cannot be rapidly filled by others”.¹ These were both factually correct statements, but they sounded like MSF was saying “we are fine, but others beware!”, consistent with decades of public positioning where MSF has talked about the failings of the aid system as if it were not part of it.

The limits of independence from US funding

However, reality hit home very quickly as MSF project teams around the world, working closely with and within this aid system started to raise the alarm that this time it was different. Many of the partners they were working with on the ground were financed by USAID and were telling the MSF teams they were no longer certain if many of the services MSF relied on would still be there in the next days or weeks. MSF hospitals and clinics may have been shielded from the cuts, but they formed part of a wider system that was not. Medical supplies and, crucially, medical staff often came through US-funded mechanisms of local health ministries. MSF health facilities relied on the ability to refer patients to other clinics that other US-funded organisations were managing. This interdependence was also true for the wider humanitarian ecosystem, as noted early on by Devex, using Oxfam as an example:

“Humanitarian aid and global development function as a network – or, as Grisgraber termed it, an ecosystem – made up of players ranging from philanthropic funders to international NGOs to community-based organizations. Oxfam America may not take USAID funding, but that funding remains crucial to many of the organizations it partners

— 1. Médecins Sans Frontières, *Freezing US foreign aid will result in humanitarian disaster*, 2 February 2025, <https://www.msf.org/freezing-us-foreign-aid-will-result-humanitarian-disaster>

— 1. Médecins Sans Frontières, *Freezing US foreign aid will result in humanitarian disaster*, 2 February 2025, <https://www.msf.org/freezing-us-foreign-aid-will-result-humanitarian-disaster>



MICHEL
HOFMAN

locaux de la santé. Les structures de santé de MSF s'appuyaient sur la possibilité d'orienter les patients vers d'autres cliniques gérées par d'autres organisations financées par les États-Unis. Cette interdépendance était valable pour l'ensemble de l'écosystème humanitaire, comme l'avait déjà indiqué Devex, en prenant l'exemple d'Oxfam :

« L'aide humanitaire et le développement mondial fonctionnent comme un réseau – ou, comme l'a appelé Grisgraber, un écosystème – constitué d'acteurs allant des philanthropes bailleurs de fonds aux ONG internationales, en passant par les organisations communautaires. Oxfam America ne reçoit peut-être pas de financements de la part d'USAID, mais ces financements sont essentiels pour beaucoup des organisations avec lesquelles elle collabore pour mener à bien ses actions. Lorsque l'un des organismes d'un écosystème disparaît brutalement – ou n'est plus financé, comme cela peut arriver – les répercussions sont importantes. »²

Il se trouve que l'indépendance financière de MSF – qui a réduit son niveau de financement par des gouvernements à moins de 2 % de son budget annuel de 2,36 milliards d'euros en 2024 – ne se traduit pas si facilement en indépendance opérationnelle ou médicale réelle. L'ensemble du système de financement gouvernemental, tel qu'il est orchestré par les Nations unies, était essentiel pour permettre aux programmes de MSF de fonctionner.

Les conséquences immédiates pour les projets de MSF

Une fois retombée la panique provoquée par les ordres de suspendre les activités, MSF a réalisé une analyse sur les conséquences immédiates des coupes budgétaires pour ses projets. Une analyse sectorielle a conclu que les chocs les plus immédiats étaient attendus dans

with to carry out its work. When one of the organisms in an ecosystem suddenly vanishes – or finds itself defunded, as the case may be – the ripple effects are significant.”²

It turns out that MSF's financial independence – reducing the level of government funding to less than 2% of its annual €2.36 billion budget in 2024 – does not translate so easily into actual operational or medical independence. The wider government-funded aid system, also led by the United Nations (UN), was crucial to keep MSF programmes running.

Immediate consequences for MSF projects

As the dust settled on the first panic about the stop-work orders, MSF conducted an analysis on the immediate consequences of the cuts for its projects. A sector analysis concluded that the most immediate bombshells were expected in specific countries as USAID funding priorities and MSF operational priorities appeared to be largely similar. Countries with high USAID dependency (Afghanistan, South Sudan, Democratic Republic of the Congo [DRC], Sudan, Uganda, Nigeria, Haiti and Somalia) overlapped with MSF's top fifteen priority countries, where roughly 1 billion of the total 1.5 billion operational budget for 2023 was spent. Except for Yemen, all other countries were countries where US funding accounted for between 45% and 85% of total humanitarian assistance. The effects of this are expected to accelerate towards the end of 2025 as more US-funded services close, increasing the number of patients in remaining MSF facilities.

Also, whilst the 2% level of government funding represents direct financial contributions (largely from three remaining funder countries: Japan, Switzerland and Canada), MSF also receives many in kind goods and services on project level that

— 2. Lauren Evans, *The fall of USAID changed everything – even for those it didn't fund*, Devex, 13 March 2025, <https://www.devex.com/news/the-fall-of-usaid-changed-everything-even-for-those-it-didn-t-fund-109625>

— 2. Lauren Evans, *The fall of USAID changed everything – even for those it didn't fund*, Devex, 13 March 2025, <https://www.devex.com/news/the-fall-of-usaid-changed-everything-even-for-those-it-didn-t-fund-109625>

des pays spécifiques, car les priorités de financement de USAID et les priorités opérationnelles de MSF semblent être très similaires. Les pays dépendant fortement de USAID (Afghanistan, Ouganda, Nigeria, Haïti, République démocratique du Congo [RDC], Somalie, Soudan et Soudan du Sud) comptent aussi parmi les quinze pays d'intervention prioritaires de MSF, où près de 1 milliard sur un total de 1,5 milliard d'euros du budget opérationnel de 2023 a été dépensé. À l'exception du Yémen, tous les autres étaient des pays où les financements des États-Unis représentaient entre 45 et 85 % de l'aide humanitaire totale. On s'attend à ce que les effets de cette mesure s'accroissent d'ici fin 2025 lorsque d'autres services financés par les États-Unis fermeront, ce qui augmentera le nombre de patients dans les autres structures de MSF.

De plus, alors que les 2 % de financements gouvernementaux reçus par MSF sont des contributions financières directes (provenant essentiellement de trois pays donateurs qui sont le Japon, la Suisse et le Canada), MSF reçoit aussi de nombreux biens et services en nature au niveau des projets qui sont financés à leur tour par les États-Unis ou d'autres pays dans le cadre de l'aide publique au développement (APD). Les fournitures médicales comprennent des dons de vaccins, de Plumpy'Nut, de médicaments contre la tuberculose et le VIH, des kits de lutte contre le choléra, et des moustiquaires contre le paludisme donnés via des ministères locaux de la santé ou directement à MSF par l'UNICEF, l'OMS ou des organisations internationales de financement de la santé telles que le Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida à l'étranger (*President's Emergency Plan for AIDS Relief* – PEPFAR en anglais), le Fonds mondial ou l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (*Global Alliance for Vaccines and Immunization* – GAVI en anglais). Les chiffres exacts sont encore difficiles à établir au niveau mondial, mais on estime que MSF recevait entre 10 et 30 millions d'euros de dons en nature

are, in turn, financed by the US or other governments official development assistance (ODA) budgets. Medical commodities include donations of vaccines, Plumpy'Nut, tuberculosis (TB) medication, human immunodeficiency viruses (HIV) medication, cholera kits and malaria nets, donated through local health ministries or directly to MSF by the United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), the World Health Organization (WHO) or global health funding organisations such as the US President's Emergency Plan for Acquired Immunodeficiency Syndrome (AIDS) Relief (PEPFAR), the Global Fund or the Global Alliance for Vaccines and Immunisation (GAVI). Exact figures are still hard to extract on a global level, but the estimate so far is that MSF received between €10 and €30 million worth of in-kind donations annually. A less obvious form of dependence spotted early on was MSF's reliance on the ODA/US-funded United Nations Humanitarian Air Service (UNHAS) to run projects in hard-to-reach places. These flights are often the only way to reach critical projects, offering highly subsidised rates for humanitarian staff and cargo. This MSF dependence amounts to around 20,000 seats (pax) for MSF staff and 180 metric tons of supplies annually, concentrated in highly inaccessible places in Afghanistan, Haiti, Chad and Nigeria. If MSF has to fully finance these air movements, it would cost roughly €30 million annually. However, in practice, many routes remain, so initial cuts will probably only add a few million to the MSF budget. Clearly, even the maximum budget risk of 60 million does not present an extinction-level event for the current MSF operational budget of around 1.8 billion, but just having the money is often not an immediate fix. Many of the commodities are either highly restricted (such as vaccines) or highly regulated (such as flight operating licenses), where it can take time for MSF to create the legal and logistic expertise to replace these.

chaque année. Un autre aspect moins visible de cette dépendance a été repéré plus tôt. Il s'agit du fait que MSF avait recours au Service aérien d'aide humanitaire des Nations unies (*United Nations Humanitarian Air Service* – UNHAS en anglais), financé par l'APD américaine, pour mener des projets dans des lieux difficiles d'accès. Ces vols sont souvent le seul moyen d'atteindre des projets essentiels et les tarifs proposés pour le personnel et le fret humanitaires sont fortement subventionnés. Cette dépendance de MSF représente environ 20 000 billets (« pax ») pour le personnel de MSF et 180 tonnes de fournitures par an, concentrés dans des endroits très difficiles d'accès en Afghanistan, à Haïti, au Tchad et au Nigeria. Si MSF doit trouver une autre solution pour ces déplacements aériens, cela représenterait près de 30 millions d'euros chaque année. Cependant, en pratique, de nombreux itinéraires sont maintenus, donc les coupes budgétaires initiales n'ajouteront probablement que quelques millions au budget de MSF. Clairement, même le risque budgétaire maximal de 60 millions n'est pas susceptible de mettre en danger le budget opérationnel actuel de MSF, qui s'élève à près de 1,8 milliard, mais le simple fait d'avoir de l'argent ne résout pas tout immédiatement. De nombreux produits sont soit en nombre limité (comme les vaccins), soit extrêmement réglementés (comme les licences d'exploitation des avions) ; dès lors, pour MSF, créer l'espace légal et l'expertise logistique pour les remplacer prendra du temps.

De plus, le rôle très important que jouaient les financements du gouvernement des États-Unis dans le financement bilatéral des ministères nationaux de la santé devrait avoir un fort impact pour MSF. Il ne s'agit pas seulement de USAID, mais aussi des autres mécanismes du département d'État américain et d'autres fonds et soutiens techniques fournis par le ministère de la Santé et des services sociaux des États-Unis (*Department of Health and Human Services* – HHS en anglais), et les Centres pour le contrôle et la prévention

Moreover, the outsized role US funding played in the bilateral financing of national health ministries is expected to have a high impact for MSF – not just from USAID, but also other US State Department mechanisms and other funding and technical support through the US Department of Health and Human Services (HHS – the US health ministry) and the US Centers for Disease Control and Prevention (CDC). Few of the affected ministries have raised the alarm publicly, but privately acknowledged the severity of the funding with a major funding cliff expected by mid-2026. Most affected are services for HIV/AIDS, malaria, TB, immunisation, and health workforce development. They are now revising budgets, focusing on direct patient care and cutting “lower-priority” services such as prevention and surveillance. Many staff previously funded by the US have been laid off. MSF estimates that 70% of its projects are in collaboration with health ministries, especially relying on seconded health ministry staff to populate health facilities. Furthermore, the expected cuts in prevention activities could lead to an increase in patients and cuts in surveillance could mean response to disease outbreaks will be later and larger. So far, MSF has already increased budgets to cover emergency orders of therapeutic food and essential medicines in Mali, Niger and South Sudan and malaria commodities in DRC. MSF has also taken over water delivery in Haiti and some health services in Burkina Faso, DRC and Yemen as US-funded organisations were forced to close.

An aid system built on Western funding

These USAID brutal and immediate cuts shocked the aid system, but it was a system already in decline as many European funder countries had already reduced their aid budgets in 2024, before the US did so in 2025.

On the US side, on 10 March, Secretary of State Marco Rubio announced that out of 6,200 USAID programmes worth

des maladies (*Centers for Disease Control and Prevention* – CDC en anglais). Rares sont les ministères concernés qui ont tiré l'alarme publiquement, mais en privé ils reconnaissent la gravité du problème, si bien que l'on s'attend à une réduction drastique des financements d'ici mi-2026. Les services de lutte contre le VIH/Sida et la tuberculose, les services de vaccination et de perfectionnement du personnel de santé sont les plus touchés. Les budgets sont en cours de révision, en privilégiant les soins directs aux patients et en réduisant les services « moins prioritaires » tels que la prévention et la surveillance. De nombreux employés dont le poste était jusqu'ici financé par les États-Unis ont été licenciés. MSF estime que 70% des projets sont mis en œuvre en collaboration avec des ministères de la Santé, en s'appuyant en particulier sur le personnel détaché de ces ministères pour pourvoir les postes dans les structures de santé. Par ailleurs, les réductions prévues en matière d'activités de prévention vont conduire à une augmentation du nombre de patients, tandis que les réductions en matière de surveillance conduiront à des épidémies plus importantes et des ripostes plus tardives. Jusqu'à présent, MSF a déjà augmenté ses budgets pour couvrir les commandes urgentes d'aliments thérapeutiques et de médicaments indispensables pour le Mali, le Niger et le Soudan du Sud, et celles de fournitures permettant de lutter contre le paludisme en RDC. MSF a aussi pris en charge la fourniture d'eau en Haïti et certains services de santé au Burkina Faso, en RDC et au Yémen alors que les organisations financées par les États-Unis ont été obligées de fermer.

Un système d'aide humanitaire construit grâce au financement occidental

Ces coupes budgétaires brutales et immédiates de l'USAID ont été un choc pour le système, mais celui-ci était déjà en déclin puisque beaucoup de pays donateurs européens avaient déjà réduit leurs budgets d'aide au développement en 2024, avant que les États-Unis ne fassent de même en 2025.

\$120 billion, around 1,000 contracts would remain, just 17% of all contracts, including nearly all grants to Yemen and Afghanistan.³ Details were sparse at that time, with many waivers announced shortly after. The final tally showed, according to the *New York Times*,⁴ that 891 contracts remained, as of 7 May, totalling \$69 billion. So, although in terms of number of contracts USAID has been almost completely dismantled, in terms of budget the cuts are more in line with the long-term ODA trend: 51 billion, or 42.5% of the budget, was cut. These cuts have disproportionately affected the health sector. *The Lancet* quantified the impact of specifically USAID health funding on mortality rates in the last two decades before the cuts, to get an idea of the impact of defunding USAID:

"We calculated the associations between different levels of USAID funding per capita and decreases in mortality by group of causes [...]. The strongest association was found for HIV/AIDS with a 65% reduction, followed by malaria with 51%, and neglected tropical diseases with 50%. Strong associations were also found for diarrhoeal diseases, nutritional deficiencies, lower respiratory infections, maternal mortality, and tuberculosis."⁵

The current US government's intentions for wider ODA cuts became clearer when, on 30 May, the State Department published its budget request for Congress⁶ for the next US fiscal year, running from

— 3. Humeyra Pamuk, "Trump administration scraps over 80% of USAID programs, top diplomat Rubio says", *Reuters*, 10 March 2025, <https://www.reuters.com/world/us/trump-administration-scrap-over-80-usaid-programs-top-diplomat-rubio-says-2025-03-10>

— 4. *The New York Times*, "What remains of USAID after DOGE's budget cuts?", 22 June 2025.

— 5. Daniella Medeiros Cavalcanti, Lucas de Oliveira Ferreira de Sales, Andrea Ferreira da Silva *et al.*, "Evaluating the impact of two decades of USAID interventions and projecting the effects of defunding on mortality up to 2030: a retrospective impact evaluation and forecasting analysis", *The Lancet*, vol. 406, no. 10500, 19 July 2025, pp. 283–294.

— 6. United States Department of State, Foreign Operations, and Related Programs, *Congressional Budget Justification, Fiscal year 2026*, August 2025, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2025/05/FY-2026-State-CBJ-.pdf>

Du côté américain, le 10 mars dernier, le secrétaire d'État Marco Rubio a annoncé que sur les 6200 programmes représentant 120 milliards de dollars d'aide, environ 1000 contrats seraient maintenus, soit 17 % du nombre total de contrats, y compris presque toutes les subventions à destination du Yémen et de l'Afghanistan³. Les détails étaient rares à ce moment-là et de nombreuses dérogations ont été annoncées peu de temps après. D'après le décompte final du *New York Times*⁴, le 7 mai dernier, 891 contrats avaient été maintenus, pour un total de 69 milliards de dollars. Dès lors, même si, concernant le nombre de contrats, USAID a été presque totalement démantelée, en matière de budget, les réductions correspondent davantage à la tendance à long terme de l'évolution de l'APD : elles représentent 51 milliards de dollars, soit 42,5 % du budget. Ces restrictions budgétaires ont touché le secteur de la santé de manière disproportionnée. La revue scientifique médicale *The Lancet* a quantifié l'impact du financement de la santé fourni spécifiquement par USAID sur le taux de mortalité au cours des vingt années qui ont précédé les coupes budgétaires, afin d'avoir une idée de l'impact du retrait des financements de USAID :

« Nous avons calculé les corrélations entre les différents niveaux de financement par personne de USAID et les diminutions du taux de mortalité par groupe de causes [...]. La corrélation la plus forte qui a été identifiée correspondait à la lutte contre le VIH/Sida avec une réduction de 65 %, suivie de la lutte contre le paludisme avec une réduction de 51 %, et celle contre les maladies tropicales négligées avec une réduction de 50 %. De fortes corrélations ont aussi été identifiées pour la lutte contre les

October 2025 to September 2026. This budget asks for \$3.8 billion for global health programmes, down from \$10 billion requested in 2024, and \$4 billion for international humanitarian aid, down from \$9 billion in 2025. The proposal eliminates funding for family planning and reproductive health, neglected tropical diseases, and non-emergency nutrition, and massive reductions for malaria, TB, and maternal and child health. The PEPFAR would shrink from \$4.73 billion to \$2.91 billion, a cut of roughly 40% again. US contributions to GAVI would drop to zero. And the US contribution to the Global Fund (to fight AIDS, TB and Malaria) has not been yet specified, but indications suggest a significant reduction is to be expected.

The wider picture of ODA contributions is more mixed, with some countries maintaining their ODA budgets, a few even increasing, but overall there has been a reduction from the 2023 peak. The seven European funder countries who have already confirmed cuts (France, Germany, Italy, Switzerland, Belgium, the Netherlands and the United Kingdom) show an overall curve of reductions, in billions of euros, from 85.5 in 2024 to 77.8 in 2025 (a 9% cut) and to 70.9 in 2026 (another 9% cut). According to the ALNAP Global Humanitarian Assistance report 2025:

"Deeper cuts in 2025 could see humanitarian assistance from government donors drop by nearly a half (45%) by the end of the [year] 2025 compared to the peak reached in 2023. [...] The optimistic scenario is that funding will fall by over a third (34%) by the end of 2025."⁷

The UN aid architecture is particularly hard hit, UN so far confirming budget reductions for OCHA (20%), the UN World

— 3. Humeyra Pamuk, "Trump administration scraps over 80% of USAID programs, top diplomat Rubio says", *Reuters*, 10 March 2025, <https://www.reuters.com/world/us/trump-administration-scraps-over-80-usaid-programs-top-diplomat-rubio-says-2025-03-10>

— 4. *The New York Times*, "What remains of USAID after DOGE's budget cuts?", 22 June 2025.

— 7. Mike Pearson, Fran Girling-Morris, Suzanna Nelson-Pollard et al., *Global Humanitarian Assistance 2025*, ALNAP, 19 June 2025, <https://alnapp.org/help-library/resources/global-humanitarian-assistance-gha-report-2025-e-report>

maladies diarrhéiques, les carences nutritionnelles, les infections des voies respiratoires inférieures, la mortalité maternelle, et la tuberculose. »⁵

Les intentions du gouvernement américain pour des coupes budgétaires plus importantes de son APD sont devenues plus claires lorsque, le 30 mai, le département d'État a présenté sa demande de budget au Congrès⁶ pour le prochain exercice fiscal américain, allant d'octobre 2025 à septembre 2026. Ce projet de budget prévoit 3,8 milliards de dollars pour les programmes de santé internationaux, au lieu des 10 milliards demandés en 2024, et 4 milliards de dollars pour l'aide humanitaire internationale, au lieu des 9 milliards demandés en 2025. Cette proposition de budget supprime le financement du planning familial et de la santé reproductive, de la lutte contre les maladies tropicales négligées et de l'aide nutritionnelle non urgente, et prévoit des réductions massives du financement de la lutte contre le paludisme, la tuberculose et la santé materno-infantile. Le PEPFAR verrait son budget passer de 4,73 milliards de dollars à 2,91 milliards, soit une nouvelle réduction d'environ 40 %. La contribution des États-Unis au budget de la GAVI serait nulle et pour le Fonds mondial (de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme), aucun montant n'a été encore défini, mais tout indique qu'une réduction importante est à prévoir.

À une échelle plus large, le panorama des contributions à l'APD est plus contrasté : certains pays maintiennent leurs budgets d'aide publique au développement, quelques-uns l'augmentent même, mais

Food Programme (40%), the UN High Commissioner for Refugees (30%), the International Organization for Migration (30%), WHO (45%) and UNICEF (25%).

We are the international community

As ODA funding for the UN and the wider traditional aid system largely comes from the Global North, appeals to the so-called “international community” are largely understood in the Global South as appeals to Europe, Japan and the parts of Europe that forcibly replaced populations in North America (the US and Canada) and the Pacific (Australia and New Zealand). This revealed another crucial interdependence of MSF, as its public advocacy relied heavily on these types of appeals to the “international community”. Looking at MSF's public advocacy messages of the last two decades, they can be summarised in just five urgent calls: breach of international law (usually IHL with a focus on respect for medical missions), lack of humanitarian access to populations, lack of access of populations to healthcare, using humanitarian aid for political or military purposes, and, finally, the most common one: unrecognised urgent medical and humanitarian needs.

These alerts about unrecognised or under-served medical humanitarian needs are then followed by so-called “calls to action”, usually asking other organisations (meaning the UN and Western humanitarian organisations) to do more and asking state funders of aid (in practice, in the Global North) to give more money to these other organisations (as MSF does not accept money from most of them). These common and almost habitual calls for others to do more became outdated overnight. Most of the other organisations (the UN and largely Western-based private international humanitarian organisations) have announced major cuts to their budgets, workforce and the closure of many projects, and most of these state funders have announced significant cuts – the US being now in front. So, asking them to do

— 5. Daniella Medeiros Cavalcanti, Lucas de Oliveira Ferreira de Sales, Andrea Ferreira da Silva *et al.*, “Evaluating the impact of two decades of USAID interventions and projecting the effects of defunding on mortality up to 2030: a retrospective impact evaluation and forecasting analysis”, *The Lancet*, vol. 406, no. 10500, 19 July 2025, pp. 283–294.

— 6. United States Department of State, Foreign Operations, and Related Programs, *Congressional Budget Justification, Fiscal year 2026*, August 2025, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2025/05/FY-2026-State-CBJ-.pdf>

globalement on constate une baisse générale par rapport au pic atteint en 2023. Les sept pays donateurs européens qui ont déjà confirmé des coupes budgétaires (la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas et le Royaume-Uni) affichent une trajectoire globale de réduction pour passer de 85,5 milliards d'euros en 2024 à 77,8 milliards d'euros en 2025 (soit une réduction de 9%) et 70,9 milliards en 2026 (soit une autre réduction de 9%). D'après le *Rapport sur l'aide humanitaire mondiale 2025* du Réseau d'apprentissage actif pour la responsabilité et la performance dans l'action humanitaire (*Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action* – ALNAP en anglais) :

« Des coupes plus importantes en 2025 pourraient entraîner une baisse de près de la moitié (45 %) de l'aide humanitaire fournie par des bailleurs de fonds gouvernementaux d'ici fin 2025 par rapport au pic atteint en 2023. [...] Le scénario optimiste prévoit une baisse de ces financements de plus d'un tiers (34 %) d'ici fin 2025. »⁷

L'architecture de l'aide humanitaire des Nations unies est particulièrement touchée, avec des réductions budgétaires confirmées pour le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (20 %), le Programme alimentaire mondial (40 %), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (30 %), l'Organisation internationale pour les migrations (30 %), l'Organisation mondiale de la santé (45 %) et l'UNICEF (25 %).

Nous sommes la communauté internationale

Étant donné que les financements de l'APD destinés aux Nations unies et, plus largement, au système d'aide humanitaire traditionnel viennent en grande partie des pays du Nord, l'appel adressé à ce que l'on appelle la « communauté

more and pay more now sounds out of touch and naïve. As MSF experienced in its projects that these cuts are, in fact, its cuts as well, it was clear that this Western aid community was our partner all along. As these partners and their traditional Western-led aid system are today in financial – and possibly moral – decline, this leaves MSF with a dilemma. Who are we appealing to now? Are we calling on non-Western funders – countries often involved in conflicts or linking aid to cynical military or political objectives – to step in? Are we rejecting this for the same reasons why MSF rejected money from the US and, later, the whole European Union and its member states?

Meanwhile, the wider aid community was already forced by the cuts to suggest a direction for the new, reduced traditional aid system, the UN being in front with a proposal, in April this year, for what they call the "humanitarian reset". The UN Inter-Agency Standing Committee (IASC) proposed to "prioritize saving lives based on greatest needs, consolidating mandates and services" and "make local participation and communication with affected communities standard practice".⁸ Whilst presented as a more inclusive approach, it has a distinct feel it is mainly designed to be a cost-cutting exercise – fewer projects, merging overheads and implementation through (cheaper) local partners. Or, as described in *The New Humanitarian*:

"The reset process is run and overseen at the IASC principals level – essentially leaving the people who have the most power in the system with the task of reimagining it"⁹ [because] "the humanitarian sector undermines itself by a pervasive competitive mindset that incentivises institutional expansion over cooperation. The result

— 7. Mike Pearson, Fran Girling-Morris, Suzanna Nelson-Pollard et al., *Global Humanitarian Assistance 2025*, ALNAP, 19 June 2025, <https://alnapp.org/help-library/resources/global-humanitarian-assistance-gha-report-2025-e-report>

— 8. IASC, *Recommendations: Reimagining the Humanitarian System*, Deputies Group internal memo, 17 April 2025.

— 9. Irwin Loy, "The humanitarian 'reset' takes a step forward this week. But for many, the bigger question is: What comes next?", *The New Humanitarian*, 16 June 2025, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2025/06/16/reset-reform-or-repeat-humanitarianisms-reboot-searches-right-script>

internationale » est largement compris dans les pays du Sud comme s'adressant à l'Europe, au Japon, et là où des populations européennes ont remplacé de force les populations présentes en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et dans le Pacifique (Australie et Nouvelle-Zélande). Cela vient révéler une autre interdépendance cruciale de MSF, puisque son plaidoyer reposait en grande partie sur des appels adressés à cette « communauté internationale ». Quand on étudie les messages de plaidoyer de MSF au cours des vingt dernières années, on peut les résumer en cinq types d'interpellation urgente qui portent sur : la violation du droit international (généralement le DIH avec une attention particulière portée au respect de la mission médicale), l'absence d'accès humanitaire aux populations, l'absence d'accès des populations aux soins, l'utilisation de l'aide humanitaire à des fins politiques ou militaires et enfin, le plus courant, la non-reconnaissance de besoins médicaux et humanitaires urgents.

Ces alertes, qui portent sur des besoins médicaux humanitaires non reconnus ou auxquels la réponse apportée n'est pas adéquate, sont ensuite suivies de ce que l'on nomme des « appels à l'action » qui demandent généralement aux autres organisations (c'est-à-dire aux Nations unies et aux organisations humanitaires occidentales) d'en faire plus, et aux gouvernements donateurs (en pratique essentiellement des gouvernements des pays du Nord) de donner plus d'argent à des organisations, autres que MSF puisque cette dernière n'accepte pas d'argent de la majorité d'entre eux. Ces appels à l'action, somme toute courants, sont devenus obsolètes du jour au lendemain. La plupart des autres organisations (les Nations unies et la plupart des organisations humanitaires internationales privées basées en Occident) ont annoncé d'importantes réductions de leurs budgets, de leurs effectifs ainsi que la fermeture de nombreux projets, et la majorité des gouvernements

« MSF se trouve face à un dilemme. Qui appelons-nous maintenant ? »

"This leaves MSF with a dilemma. Who are we appealing to now?"

is that power and resources are heavily concentrated with UN agencies and big INGOs. They are perpetually unwilling to substantively cede power and resources to local and national actors, whether affected populations, civil society, or states".¹⁰

At the same time, the UN, as well as the wider international aid system, is scrambling to find alternative sources of income and wean itself off dependence on the US and the mainly Western ODA system, discovering that many alternative sources are already on the ground, choosing to operate outside the UN and UN-led funding mechanisms. One of the many reports published this year by various think tanks points out that "financial fluency beyond ODA remains limited", using the example of capital flows through faith-based systems like the Islamic "zakat" (estimated worth 550 billion) and capital flows through diaspora-generated remittances (estimated worth 647 billion) in 2022. Both these figures are larger than the combined Western ODA. They also highlight that "low- and middle-income countries now have a wider range of options as governments including China, Russia, United Arab Emirates (UAE), Türkiye and Saudi Arabia offer alternative development and security partnerships"¹¹ – bilateral arrangements bypassing UN system entirely.

— 10. Dustin Barber, Anita Kattakuzhy and Ruby Johnson, "Beyond the reset: Five priorities for genuine humanitarian transformation", *The New Humanitarian*, 19 June 2025, <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2025/06/19/beyond-reset-five-priorities-genuine-humanitarian-transformation>

— 11. Suleiman Abdullahi, Damian Lilly and Lydia Poole, *Reckoning And Renewal: A Future-Ready Humanitarian System*, ALNAP, June 2025, https://alnapp.hacdn.io/media/documents/Full_Report_Think_Piece_Reckoning_and_Renewal.pdf

des pays donateurs – les États-Unis en tête – ont annoncé des coupes budgétaires considérables. Dès lors, leur demander de faire plus et de payer plus semble désormais déconnecté de la réalité et naïf. MSF a découvert à l'échelle de ses projets que leurs réductions budgétaires sont aussi les siennes. Maintenant qu'il est clair que cette communauté d'aide occidentale a toujours été notre partenaire, et que ce partenaire et son système d'aide traditionnel occidental connaissent un déclin financier et peut-être moral, MSF se trouve face à un dilemme. Qui appelons-nous maintenant ? Faisons-nous appel aux bailleurs de fonds non occidentaux, des pays souvent impliqués dans des conflits ou pour qui l'aide humanitaire est liée à des objectifs militaires ou politiques cyniques, ou rejetons-nous cette option pour les mêmes raisons qui ont poussé MSF à rejeter l'argent des États-Unis, puis celui de l'ensemble de l'Union européenne et de ses États membres ?

En attendant, la communauté de l'aide humanitaire dans son ensemble a déjà été contrainte par les coupes budgétaires de suggérer une orientation pour le nouveau système d'aide traditionnel réduit, les Nations unies en tête qui ont proposé en avril dernier ce qu'elles appellent la « réinitialisation humanitaire » (*humanitarian reset*). Son Comité permanent interorganisations (*Inter-Agency Standing Committee* – IASC en anglais) a proposé de « prioriser le fait de sauver des vies en fonction des besoins les plus urgents, en consolidant les mandats et les services » et de « faire de la participation locale et de la communication avec les communautés concernées une pratique normalisée⁸ ». Bien que cela soit présenté comme une approche inclusive, l'impression prévaut qu'il s'agit principalement d'une mesure de réduction des coûts : moins de projets, des frais généraux

Is MSF, or other actors, needed at all?

After years of complaining about an inadequate humanitarian aid system, including campaigns such as “Where is everyone?”,¹² MSF was suddenly forced to look in the mirror. To use a metaphor, after years of complaining we were stuck in the traffic, we suddenly realised we were the traffic.

The “international community” – the Global North – has turned its back on the field of international solidarity and humanitarian aid as long as it does not meet their domestic needs like controlling migration, curtailing terrorism or keeping epidemics from their borders. Many in the Global South do not mourn the demise of a system that remained rooted in a post-colonial mindset and see this as a necessary change. They now demand taking the lead in the humanitarian response for their own communities.

If MSF can hold on to its private fundraising – still coming largely, albeit with increased competition, from a more cynical public in the Global North – it needs to decide how to navigate this contradiction: being part of, and reliant on, an outdated aid system it routinely criticised as ineffective and inappropriate, whilst claiming to speak on behalf populations who reject this aid system and demanding agency in decisions on humanitarian response.

Specialised medical care will doubtless remain in demand, regardless of the politics. And in situations of conflict where civilians become the target, an international presence such as that of MSF will remain relevant and welcome. But now, who are those “others” who should do more? And how can agency in response and decision-making genuinely be that of affected people and communities? National governments can and do take

— 8. IASC, *Recommendations: Reimagining the Humanitarian System*, Deputies Group internal memo, 17 April 2025.

— 12. Sean Healy and Sandrine Tiller, *Where is everyone? Responding to emergencies in the most difficult places*, Médecins Sans Frontières, 6 juillet 2014, <https://www.msf.org/msf-report-where-everyone>

mutualisés et une mise en œuvre par l'intermédiaire de partenaires locaux (moins chers). Ou, comme décrit dans *The New Humanitarian* :

« Le processus de réinitialisation est géré et supervisé par les directeurs des organisations représentées à l'IASC, ce qui confère aux personnes qui ont le plus de pouvoir au sein du système la tâche de le réinventer.⁹ » [Parce que] « le secteur humanitaire s'affaiblit lui-même du fait d'un état d'esprit concurrentiel généralisé qui encourage l'expansion institutionnelle au détriment de la coopération. Cela a pour résultat que le pouvoir et les ressources sont fortement concentrés dans les agences des Nations unies et des grandes ONG internationales. Ces dernières sont toujours réticentes à l'idée de céder une partie significative du pouvoir et des ressources aux acteurs locaux et nationaux, qu'il s'agisse des populations affectées, de la société civile, ou des États.¹⁰ »

En même temps, les Nations unies et, plus largement, le système d'aide internationale se démènent pour trouver des sources de revenus alternatives et se sevrer de leur dépendance vis-à-vis des États-Unis et du système occidental de l'APD. Ce faisant, ils découvrent que de nombreuses alternatives existent déjà sur le terrain, ayant fait le choix d'opérer en dehors des Nations unies et de leurs mécanismes de financement. Un des nombreux rapports publiés cette année par différents groupes de réflexion souligne que « les compétences financières autres que celles liées à l'APD restent limitées », et décrit l'exemple des flux de capitaux qui circulent par le biais de systèmes confessionnels comme la Zakat islamique (estimés à 550 milliards

more ownership, as do local civil societies and local businesses and foundations. But do they really need MSF to tell them to do more – or do they even need MSF to be the one that comes and does it?

— 9. Irwin Loy, "The humanitarian 'reset' takes a step forward this week. But for many, the bigger question is: What comes next?", *The New Humanitarian*, 16 June 2025, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2025/06/16/reset-reform-or-repeat-humanitarianisms-reboot-searches-right-script>

— 10. Dustin Barber, Anita Kattakuzhy and Ruby Johnson, "Beyond the reset: Five priorities for genuine humanitarian transformation", *The New Humanitarian*, 19 June 2025, <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2025/06/19/beyond-reset-five-priorities-genuine-humanitarian-transformation>

par an) et de ceux circulant par les transferts réalisés par les diasporas (estimés à 647 milliards) en 2022. Deux chiffres supérieurs au montant de la totalité de l'APD occidentale. Ce rapport souligne aussi que « les pays à faibles et moyens revenus disposent désormais d'un éventail plus large d'options en ce qui concerne l'aide gouvernementale, notamment de la part de la Chine, de la Russie, des Émirats arabes unis (EAU), de la Turquie et de l'Arabie Saoudite »¹¹, grâce à des accords bilatéraux qui court-circuitent totalement le système des Nations unies.

A-t-on vraiment besoin de MSF et des autres organisations ?

Après des années à se plaindre de l'inadéquation du système de l'aide humanitaire, notamment à travers des campagnes comme « Où sont passés tous les autres ? »¹², MSF a soudain été forcée de se regarder dans le miroir. Pour filer la métaphore, on pourrait dire qu'après avoir passé des années à nous plaindre d'être coincés *dans* les embouteillages, nous avons soudain réalisé que nous *étions* nous-mêmes les embouteillages.

La « communauté internationale – le Nord global – a tourné le dos à la solidarité internationale et à l'aide humanitaire quand elles ne répondaient pas à ses besoins nationaux, comme le contrôle des migrations, la lutte contre le terrorisme, ou l'endigement des épidémies en dehors de ses frontières. Dans le Sud global, nombreux sont ceux qui ne pleurent pas la fin d'un système ancré dans une structure et un état d'esprit postcoloniaux, mais voient cela comme un changement nécessaire, et demandent à prendre la responsabilité de la réponse apportée à leurs propres communautés.

« Après avoir passé des années à nous plaindre d'être coincés dans les embouteillages, nous avons soudain réalisé que nous étions nous-mêmes les embouteillages. »

"After years of complaining we were stuck in the traffic, we suddenly realised we were the traffic."

— 11. Suleiman Abdullahi, Damian Lilly and Lydia Poole, *Reckoning And Renewal: A Future-Ready Humanitarian System*, ALNAP, June 2025, https://alnaphacd.io/media/documents/Full_Report_Think_Piece_Reckoning_and_Renewal.pdf

— 12. Sean Healy and Sandrine Tiller, *Where is everyone? Responding to emergencies in the most difficult places*, Médecins Sans Frontières, 6 juillet 2014, <https://www.msf.org/msf-report-where-everyone>

Si elle peut continuer à compter sur ses collectes de fonds privés, qui proviennent encore en grande partie – malgré une concurrence accrue – d'un public plus cynique dans les pays du Nord, MSF doit décider de quelle manière elle va résoudre cette contradiction : faire partie et dépendre d'un système d'aide humanitaire obsolète qu'elle critique régulièrement comme étant inefficace et inadapté, tout en affirmant représenter des populations qui rejettent ce système d'aide et exigent d'avoir voix au chapitre dans les décisions relatives à la réponse humanitaire.

Il est certain que, quelle que soit la situation politique, la demande en matière de soins médicaux spécialisés continuera d'exister et que, dans les situations de conflit où les civils deviennent des cibles, une présence internationale comme celle de MSF restera pertinente et bienvenue. Mais qui sont désormais ces « autres » qui devraient faire plus, et comment faire pour que l'agentivité en matière de décision soit réellement du côté des personnes et des communautés affectées ? Les gouvernements nationaux peuvent prendre davantage de responsabilités, tout comme le font les sociétés civiles et les fondations et entreprises locales. Mais ont-ils vraiment besoin que MSF leur dise d'en faire plus ? Ont-ils même besoin que ce soit MSF qui vienne le faire à leur place ?

Traduit de l'anglais par Lucile Guieu

Biographie



MICHEL HOFMAN

Michiel Hofman travaille en tant que spécialiste humanitaire principal pour Médecins Sans Frontières (MSF), au centre opérationnel de Bruxelles (Belgique). Basé à Belfast, il se consacre à la recherche, à la formation et au soutien opérationnel ainsi qu'à des publications dans le domaine humanitaire. Il a coédité les livres *The Politics of Fear* et *Everybody's War* aux éditions Oxford University Press. Auparavant, Michiel a travaillé sur le terrain pour MSF entre 1993 et 2010, en tant que coordinateur des urgences et directeur pays au Libéria, en République démocratique du Congo, en Bosnie, au Burundi, au Sri Lanka, au Brésil, au Sud-Soudan, au Kosovo, en Russie et en Afghanistan. Il a également passé cinq ans en tant que directeur des opérations de l'organisation à Amsterdam.

Michiel Hofman currently works as Senior Humanitarian Specialist for Médecins Sans Frontières (MSF) Operational Centre Brussels (Belgium). Based in Belfast, he focuses on research, training and operational support, as well as publications in the humanitarian field. He co-edited the books *The Politics of Fear* and *Everybody's War* with Oxford University Press. Previously, Michiel worked for MSF in field missions, between 1993 and 2010, as Emergency Coordinator and Country Director in Liberia, the Democratic Republic of the Congo, Bosnia, Burundi, Sri Lanka, Brazil, South Sudan, Kosovo, Russia and Afghanistan. He also spent five years as Director of Operations for the organisation in Amsterdam.

La santé communautaire en péril : reconfigurations de l'architecture en santé mondiale face à la crise de financement dans la lutte contre le VIH

Community health at risk: shifts in the global health architecture in the face of the funding crisis in the HIV fight

Inès Alaoui • Direction du plaidoyer Santé mondiale, Coalition PLUS (Pantin, France)

Marion Di Ciccio • Laboratoire SESSTIM (Sciences économiques et sociales de la santé et traitement de l'information médicale – université Aix-Marseille, Inserm, IRD)

Nicolas Lorente • Laboratoire de recherche communautaire, Coalition PLUS (Pantin, France)

Des milliers d'emplois supprimés, des projets de recherche stoppés net, des populations clés abandonnées : la crise du financement de la lutte contre le VIH frappe d'abord les acteurs communautaires. Alors que le repli des bailleurs du Nord converge avec une offensive anti-droits et une volonté de refonte de l'architecture de la santé mondiale, les organisations de terrain plaident pour que celle-ci implique un transfert réel de ressources, de technologies et de pouvoir.

Thousands of jobs axed, research projects halted in their tracks, key populations abandoned: the funding crisis in the fight against HIV is mainly hitting community players. As the withdrawal of Northern donors coincides with an anti-rights offensive and a move to overhaul the architecture of global health, organisations in the field are calling for this restructuring to lead to an effective transfer of resources, technology and power.

The first months of 2025 marked a turning point in global health with the abrupt halting of the President's Emergency

Les premiers mois de l'année 2025 ont constitué un tournant décisif dans la santé mondiale, avec l'arrêt brutal du plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida à l'étranger (*President's Emergency Plan for AIDS Relief* – PEPFAR en anglais), principal bailleur mondial dans la lutte contre le VIH¹. L'événement s'inscrit dans la continuité de plusieurs décisions politiques des pays du Nord, réduisant les montants alloués à la solidarité internationale et conditionnant leur usage. Cet article propose d'examiner les effets de ces coupes à partir de l'expérience et des données du réseau de Coalition PLUS², en s'interrogeant sur les reconfigurations de l'espace de la société civile, les modalités d'action communautaire et les conditions d'une réponse décoloniale et durable au VIH.

Aide internationale en crise : vers une sortie programmée de la solidarité ?

Les impacts systémiques du désengagement brutal

Le désengagement étatsunien a été abrupt et rapide, mais surtout marqué par des ordres contradictoires et un manque général de clarté. Dans ce contexte, Coalition PLUS a diffusé en février 2025 une enquête au sein de son réseau d'organisations communautaires³. Parmi les quarante-neuf organisations répondantes, 55 % subissaient déjà un impact sur leur offre de services (dépistage et prise en charge) et 55 % un impact sur le financement partiel ou complet de leurs ressources humaines.

Plan for AIDS Relief (PEPFAR), the world's leading funder of the fight against HIV.¹ This move followed in the footsteps of several political decisions taken by northern countries to reduce the funds allocated to international solidarity and to apply conditions on their use. This article will examine the effects of these cuts based on experience and data from the Coalition PLUS network,² looking into the reconfiguration of civil society space, the modus operandi of community action and the conditions for a decolonial and lasting response to HIV.

International aid in crisis: are we heading for a planned phase-out of solidarity?

The systemic impact of sudden disengagement

The withdrawal of United States (US) aid was immediate and abrupt, but was above all marked by conflicting orders and a general lack of clarity. In this context, Coalition PLUS released a survey in February 2025 within its network of community-based organisations.³ Among the 49 organisations who responded, 55% had already felt an impact on their service provision (screening and treatment) and 55% an impact on the partial or overall funding of their human resources. To be specific, 1,728 employees had lost their jobs or part of the funding for their salaries.

In October 2025, it was estimated that 120,000 deaths could already be linked to the freezing and withdrawal of PEPFAR funding alone.⁴ Related impacts must

— 1. Ce plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida à l'étranger a été lancé en 2003 par le président des États-Unis de l'époque, George W. Bush.

— 2. Coalition PLUS est une union internationale d'organisations communautaires de lutte contre le VIH, fondée en 2008, qui regroupe une centaine d'organisations intervenant dans 51 pays : www.coalitionplus.org

— 3. Coalition PLUS, [Enquête] *Santé mondiale et VIH : les partenaires de Coalition PLUS ébranlés par le gel de l'aide américaine*, 28 février 2025, <https://www.coalitionplus.org/2025/02/28/enquete-sante-mondiale-et-vih-les-partenaires-de-coalition-plus-ebanles-par-le-gel-de-laide-americaine>

— 1. This emergency plan for AIDS relief abroad was launched in 2003 by the president at the time, George W. Bush.

— 2. Coalition PLUS is an international union of community-based organisations engaged in the fight against HIV, founded in 2008 and involving around a hundred organisations operating in 51 countries: www.coalitionplus.org

— 3. Coalition PLUS, [Enquête] *Santé mondiale et VIH : les partenaires de Coalition PLUS ébranlés par le gel de l'aide américaine*, 28 février 2025, <https://www.coalitionplus.org/2025/02/28/enquete-sante-mondiale-et-vih-les-partenaires-de-coalition-plus-ebanles-par-le-gel-de-laide-americaine>

— 4. PEPFAR, *PEPFAR Program Impact Tracker*, <https://pepfar.impactcounter.com>

INÈS
ALAOUIMARION
DI CIACCIONICOLAS
LORENTE

Précisément, 1728 employé-es ont perdu leur emploi ou le financement d'une partie de leur rémunération.

En octobre 2025, on estimait que 120 000 décès pouvaient déjà être associés au gel et à l'arrêt des financements du PEPFAR uniquement⁴. Des impacts connexes sont également à prendre en compte, par exemple dans le domaine de la recherche où au moins cinq projets internationaux majeurs ont dû être arrêtés⁵. Ces arrêts brutaux constituent une rupture de confiance qui s'inscrit dans une longue histoire d'expérimentations médicales menées sur des populations marginalisées, en particulier noires. Ils nourrissent une méfiance à l'égard des institutions scientifiques pouvant entraver l'accès aux soins des personnes à long terme⁶.

La progression du repli nationaliste en santé mondiale

Il serait faux de penser les coupes et arrêts de l'aide étrangère américaine comme un phénomène isolé. À l'échelle de l'Afrique, le volume total de l'aide publique au développement (APD) est passé de 81 milliards de dollars en 2021 à 25 milliards de dollars pour 2025, notamment après les coupes étatsuniennes⁷. Avant 2025, le financement des programmes de santé mondiale était déjà jugé « précaire », avec des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI) endettés depuis la pandémie de Covid-19⁸.

also be taken into account, for example in the field of research where at least five major international projects have had to be terminated.⁵ These sudden stoppages represent a breach of trust in the long history of medical experiments conducted on marginalised populations, in particular black ones. They foster a certain mistrust of scientific institutions that could hinder people's access to care in the long run.⁶

The increasing nationalist retreat in global health

It would be wrong to think of the cuts and suspensions of US foreign aid as an isolated phenomenon. Across Africa, the total volume of official development assistance (ODA) fell from 81 billion dollars in 2021 to 25 billion dollars in 2025, chiefly after the US cuts.⁷ Before 2025, the funding of world health programmes was already deemed "precarious", with low-and-middle-income countries (LMIC) in debt since the Covid-19 pandemic.⁸

In 2025, Finland, France, Germany, the United Kingdom and the US have begun or will continue to reduce their contributions to global health. These cuts were justified by the need to prioritise national issues, in response to domestic criticism of the perceived effectiveness of this funding or to reallocate budget resources to the defence sector.⁹ Where

— 4. PEPFAR, *PEPFAR Program Impact Tracker*, <https://pepfar.impactcounter.com>

— 5. AVAC, *Trials & Projects Halted by USAID Funding Suspension*, 6 March 2025, <https://avac.org/resource/infographic/trials-halted>

— 6. Stephanie Nolen, "Abandoned in the middle of clinical trials, because of a Trump order", *Global Health, The New York Times*, 6 February 2025.

— 7. Kerry Cullinan, "PEPFAR reauthorisation expires with no clarity about renewed US funding for HIV", *Health Policy Watch*, 25 March 2025, <https://healthpolicy-watch.news/pepfar-reauthorisation-expires-with-no-clear-path-for-renewed-aid>

— 8. Allison Krugman, "A 'defining moment' for global health funding", *Think Global Health*, 13 February 2025, <https://www.thinkglobalhealth.org/article/defining-moment-global-health-funding>

— 5. AVAC, *Trials & Projects Halted by USAID Funding Suspension*, 6 March 2025, <https://avac.org/resource/infographic/trials-halted>

— 6. Stephanie Nolen, "Abandoned in the middle of clinical trials, because of a Trump order", *Global Health, The New York Times*, 6 February 2025.

— 7. Kerry Cullinan, "PEPFAR reauthorisation expires with no clarity about renewed US funding for HIV", *Health Policy Watch*, 25 March 2025, <https://healthpolicy-watch.news/pepfar-reauthorisation-expires-with-no-clear-path-for-renewed-aid>

— 8. Allison Krugman, "A 'defining moment' for global health funding", *Think Global Health*, 13 February 2025, <https://www.thinkglobalhealth.org/article/defining-moment-global-health-funding>

— 9. Pete Baker, Katherine Klemperer, Sam Hughes *et al.*, "26 countries are most vulnerable to US global health aid cuts. Can other funders bridge the gap?", *Center For Global Development*, 25 February 2025, <https://www.cgdev.org/blog/26-countries-are-most-vulnerable-us-global-health-aid-cuts-can-other-funders-bridge-gap>

En 2025, la Finlande, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis ont engagé ou poursuivi une diminution de leurs contributions à la santé mondiale. Ces coupes sont justifiées par la nécessité de prioriser les enjeux nationaux, en réponse à des critiques internes sur l'efficacité perçue de ces financements, ou pour engager un redéploiement budgétaire vers le secteur de la défense⁹. Là où les canaux multilatéraux d'aide se maintiennent, ils sont de plus en plus conditionnés par les États à des usages spécifiques ; en d'autres termes, ils sont affectés. Bien que de nombreuses analyses pointent les limites de ce modèle, environ deux tiers des financements transitant par des instances multilatérales sont destinés à des usages spécifiques dans le domaine humanitaire ¹⁰.

Un tel moment politique appelle à repenser le financement de la santé dans les pays du Sud, et particulièrement en Afrique où les besoins sont les plus importants. Cependant, comme le note Mehdi Karkouri, président de Coalition PLUS : « La levée, du jour au lendemain et sans alternative, de ressources dont dépend la survie de millions de personnes n'est ni un pas vers la résilience des systèmes de santé, ni un renforcement de la souveraineté sanitaire. »¹¹

— 9. Pete Baker, Katherine Klemperer, Sam Hughes *et al.*, "26 countries are most vulnerable to US global health aid cuts. Can other funders bridge the gap?", Center For Global Development, 25 February 2025, <https://www.cgdev.org/blog/26-countries-are-most-vulnerable-us-global-health-aid-cuts-can-other-funders-bridge-gap>

— 10. Silke Weinlich, Max-Otto Baumann, Erik Lundsgaarde *et al.*, *Earmarking in the Multilateral Development System: Many Shades of Grey*, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, 2020, https://www.idos-research.de/uploads/media/Study__101.pdf ; Rob Tew, *Trends in ODA through multilateral organisations*, Development Initiatives, 7 February 2025, <https://devinit.github.io/resources/trends-in-oda-through-multilateral-organisations>

— 11. Communiqué de presse, « De l'urgence à l'indépendance : repenser le financement de la santé en Afrique », Coalition PLUS, 5 février 2025, <https://www.coalitionplus.org/2025/02/05/communiqu%C3%A9-de-presse-de-l'urgence-%C3%A0-l'ind%C3%A9pendance-repenser-le-financement-de-la-sant%C3%A9-en-afrique>

« En octobre 2025, on estimait que 120 000 décès pouvaient déjà être associés au gel et à l'arrêt des financements. »

"In October 2025, it was estimated that 120,000 deaths could already be linked to the freezing and withdrawal of PEPFAR funding alone."

multilateral aid channels remain in place, countries increasingly place specific conditions on how they are used; in other words, they are earmarked. Although many analyses point out the limits of this model, about two thirds of funding channelled through multilateral bodies is intended for specific uses in the humanitarian field.¹⁰

A political juncture like this calls for a rethinking of health funding in the countries of the South, in particular in Africa where the needs are greatest. However, as pointed out by Mehdi Karkouri, president of Coalition PLUS, "the overnight withdrawal of resources on which the survival of millions of people depends, without any alternative being offered, is neither a move towards making health-care systems more resilient, nor a way of enhancing health sovereignty".¹¹

— 10. Silke Weinlich, Max-Otto Baumann, Erik Lundsgaarde *et al.*, *Earmarking in the Multilateral Development System: Many Shades of Grey*, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, 2020, https://www.idos-research.de/uploads/media/Study__101.pdf ; Rob Tew, *Trends in ODA through multilateral organisations*, Development Initiatives, 7 February 2025, <https://devinit.github.io/resources/trends-in-oda-through-multilateral-organisations>

— 11. Press release, « De l'urgence à l'indépendance : repenser le financement de la santé en Afrique », Coalition PLUS, 5 février 2025, <https://www.coalitionplus.org/2025/02/05/communiqu%C3%A9-de-presse-de-l'urgence-%C3%A0-l'ind%C3%A9pendance-repenser-le-financement-de-la-sant%C3%A9-en-afrique>

Sortir de la dépendance aux financements internationaux : quelles transitions face aux désengagements ?

Les réflexions autour d'une réforme de l'architecture en santé mondiale ne peuvent continuer à servir de feuille de route pour le désengagement financier immédiat des pays du Nord sans une approche réaliste sur les écarts de richesse existants, les rapports de pouvoir déséquilibrés et les processus qui les maintiennent. Si les contributions nationales des États sont une nécessité pour la pérennité des programmes, dans la continuité des engagements de la déclaration d'Abuja¹², les attentes à leur égard doivent rester pragmatiques. De nombreux PRFI ont un espace fiscal limité. Certains dépensent près de cinq fois plus pour le service de leur dette publique que pour les dépenses de santé publique. En Afrique subsaharienne, près de 80 % du financement de la prévention du VIH dépend de l'aide extérieure, tandis qu'un quart du financement des donateurs pour les programmes VIH en 2023 était destiné aux organisations de la société civile et aux réseaux communautaires¹³. Pour les pays du Nord, l'aide reste pourtant une modeste contribution. On estime par exemple que l'appropriation nette par le Nord de la main-d'œuvre et des ressources du Sud dépasse de trente fois l'APD¹⁴.

— 12. Il y a plus de vingt ans, les chefs d'État de l'Union africaine s'engageaient à consacrer 15 % de leur budget national à la santé : *Abuja Declaration on HIV/AIDS, Tuberculosis and Other Related Infectious Diseases*, Organisation of African Unity, 27 April 2001, <https://au.int/sites/default/files/pages/32894-file-2001-abuja-declaration.pdf>

— 13. UNAIDS, *2025 Global AIDS Update – AIDS, Crisis and the Power to Transform*, 10 July 2025, <https://www.unaids.org/en/resources/documents/2025/2025-global-aids-update>

— 14. Jason Hickel, Christian Dorninger, Hanspeter Wieland *et al.*, "Imperialist appropriation in the world economy: Drain from the global South through unequal exchange, 1990–2015", *Global Environmental Change*, vol. 73, 1 March 2022 ; cité dans Joel Curtain & Alicia Ely Yamin, "UN Tax Convention: A structural transformation for financing health", Geneva Health Files (blog), 28 August 2024, <https://genevahealthfiles.substack.com/p/un-tax-convention-structural-transformation-health-financing-ppr-amr-debt-trap-interest-oda>

Breaking free from dependence on international funding: how to transition when faced with disengagement?

Reflections on reforming the architecture of global health cannot continue to serve as a roadmap for Northern countries' immediate withdrawal of funding without a realistic approach to existing wealth disparities, power imbalances and the processes that sustain them. Though national contributions from states are a necessity for the sustainability of programmes, in line with the commitments of the Abuja declaration¹², expectations of them must remain realistic. Many LMICs have limited fiscal space. Some spend over five times more to service their national debt than on public health spending. In sub-Saharan Africa, nearly 80% of HIV prevention funding is dependent on foreign aid, and a quarter of donor funding of HIV programmes in 2023 was for civil society organisations and community networks¹³. Yet for Northern countries, aid remains a modest contribution. It is estimated, for example, that the North's net appropriation of the South's labour and resources is thirty times greater than official development assistance¹⁴.

In 2025, the replenishment of the resources of the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria, now the main international donor for these three

— 12. More than twenty years ago, African Union heads of state committed to spending 15% of their national budget on health: *Abuja Declaration on HIV/AIDS, Tuberculosis and Other Related Infectious Diseases*, Organisation of African Unity, 27 April 2001, <https://au.int/sites/default/files/pages/32894-file-2001-abuja-declaration.pdf>

— 13. UNAIDS, *2025 Global AIDS Update – AIDS, Crisis and the Power to Transform*, 10 July 2025, <https://www.unaids.org/en/resources/documents/2025/2025-global-aids-update>

— 14. Jason Hickel, Christian Dorninger, Hanspeter Wieland *et al.*, "Imperialist appropriation in the world economy: Drain from the global South through unequal exchange, 1990–2015", *Global Environmental Change*, vol. 73, 1 March 2022 ; quoted in Joel Curtain & Alicia Ely Yamin, "UN Tax Convention: A structural transformation for financing health", Geneva Health Files (blog), 28 August 2024, <https://genevahealthfiles.substack.com/p/un-tax-convention-structural-transformation-health-financing-ppr-amr-debt-trap-interest-oda>

La reconstitution des ressources de 2025 du Fonds mondial de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose – désormais principal bailleur international pour les trois maladies – constitue sans doute l'événement le plus déterminant pour l'avenir de la réponse. Là où l'aide bilatérale est donnée et retirée au gré des changements politiques, le modèle multilatéral du partenariat est un gage de pérennité.

Répression des droits et marginalisation des savoirs communautaires dans le tournant austéritaire

La réponse communautaire au VIH : un modèle d'empowerment et d'innovation démocratique en santé menacé

Le contexte de rareté des ressources a appelé très tôt à une priorisation des programmes, à l'échelle des États comme du Fonds mondial¹⁵. Les premières recommandations de ce dernier rappelaient la nécessité de préserver les programmes dits « vitaux » (*life-saving*), créant rapidement de fortes inquiétudes chez les militants¹⁶. La tentation de prioriser les approches biomédicales par rapport aux approches communautaires a été une réalité rapidement mesurée sur le terrain. Il reste donc nécessaire de rappeler un fait déjà maintes fois démontré dans la lutte contre le VIH : les interventions communautaires sont vitales¹⁷.

La valorisation des savoirs expérientiels, l'articulation autour des déterminants de santé, les revendications de justice sociale et la lutte pour l'accès aux

« Il reste donc nécessaire de rappeler un fait déjà maintes fois démontré dans la lutte contre le VIH : les interventions communautaires sont vitales. »

"It is therefore necessary to point out a fact that has already been demonstrated many times in the fight against HIV: community-based action is vital."

diseases, is undoubtedly the most significant event for future responses. Where bilateral aid is given and withdrawn at the mercy of policy shifts, the multilateral partnership model is a guarantee of continuity.

Repression of rights and marginalisation of community knowledge in the austerity turnaround

The community response to HIV: a democratic model of empowerment and innovation in healthcare under threat

A context of scarce resources has very quickly led to a prioritisation of programmes, at the level of both states and the Global Fund.¹⁵ The first recommendations of the latter insisted on the need to maintain so-called "lifesaving" programmes, promptly causing serious concerns among activists.¹⁶ The temptation to prioritise biomedical over community-based approaches was a reality soon seen in the field. It is therefore necessary to point out a fact that

— 15. The Global Fund, *GC7 Reprioritization and revision of grant activities*, 2025, <https://resources.theglobalfund.org/en/gc7-reprioritization>

— 16. Communities Delegation, *Global Fund Grant Revision Process 2025: Protocol for Reporting Barriers and Abuses of Process*, June 2025, <https://communitiesdelegation.org/reportingbarriersabuseofprocess2025>

— 17. Chris J. Collins, Matthew N. Greenall, Chris Mallouris et al., "Time for full inclusion of community actions in the response to AIDS", *Journal of the International AIDS Society*, vol. 19, no. 1, April 2016.

— 15. The Global Fund, *GC7 Reprioritization and revision of grant activities*, 2025, <https://resources.theglobalfund.org/en/gc7-reprioritization>

— 16. Communities Delegation, *Global Fund Grant Revision Process 2025: Protocol for Reporting Barriers and Abuses of Process*, June 2025, <https://communitiesdelegation.org/reportingbarriersabuseofprocess2025>

traitements ont redéfini les contours de la santé publique depuis le début de l'épidémie¹⁸. Si son institutionnalisation est aujourd'hui menacée, cette expertise communautaire n'a pas perdu son ancrage militant ni sa capacité d'innovation en contexte de crise.

Exemple du programme de recherche communautaire EpiC mené pendant la pandémie de Covid-19, et le rôle central des pairs dans la gestion de crise

La participation communautaire dans la recherche sur le VIH s'est également affirmée comme un levier essentiel de production de connaissances et de services, y compris en situation de crise. Dans le contexte actuel, le programme de recherche communautaire EpiC¹⁹ (Enquêtes Pour évaluer l'Impact de la crise sanitaire covid en milieu Communautaire) n'aurait sans doute pas vu le jour. Ce programme, développé grâce à une étroite collaboration entre le pôle recherche de Coalition PLUS et des acteurs-rices communautaires²⁰ a été lancé dans un moment d'urgence. Alors que les États imposaient des mesures de confinement et de restrictions à tous les niveaux, les acteurs-rices communautaires du réseau Coalition PLUS faisaient état de situations alarmantes pour les populations clés avec lesquelles ils/elles travaillaient, et d'une absence totale de réponses publiques. Le programme communautaire EpiC – coconstruit entre acteurs-rices communautaires et chercheurs-euses – a non seulement permis de documenter les

has already been demonstrated many times in the fight against HIV: community-based action is vital.¹⁷

The promotion of experiential knowledge, the focus on determining factors in health, the demands for social justice and the fight for access to treatment have re-defined the parameters of public health since the outbreak of the epidemic.¹⁸ Its institutionalisation may be threatened today, but this community-based expertise has not lost its activist roots and its ability to innovate in times of crisis.

The example of the Epidemic Control (EpiC) community-based research programme in the COVID-19 pandemic and the central role of peers in crisis management

Community participation in HIV research has emerged as a key driver of knowledge and service provision, including in times of crisis. In the current context, the EpiC community-based research programme¹⁹ (studies to measure the impact of the COVID-19 health crisis at community level) would probably not have seen the light of day. This programme, developed through close collaboration between the Research Division of Coalition PLUS and community players²⁰ was launched in an emergency situation. While states were imposing lockdown measures and other restrictions at all levels, community-based players in the Coalition PLUS network were reporting

— 18. Hélène Rossert, *Rien pour nous, sans nous : 40 ans de mobilisation communautaire contre le sida*, Coalition PLUS, mars 2022, <https://www.coalitionplus.org/2022/04/01/rien-pour-nous-sans-nous-40-ans-de-mobilisation-communautaire-contre-le-sida>

— 19. Rosemary M. Delabre, Marion Di Ciccio, Nicolas Lorente *et al.*, "Impact of the COVID-19 health crisis on key populations at higher risk for, or living with, HIV or Hepatitis C virus and people working with these populations: Multicountry community-based research study protocol (EpiC Program)" *JMIR Research Protocols*, vol. 12, December 2023.

— 20. Lucas Riegel, Marion Di Ciccio, Amal Ben Moussa *et al.*, « La recherche communautaire en temps de pandémie : retour sur l'étude multi-pays EPIC », *Santé Publique*, vol. 33, n° 6, 2021, p. 1005-1009.

— 17. Chris J. Collins, Matthew N. Greenall, Chris Mallouris *et al.*, "Time for full inclusion of community actions in the response to AIDS", *Journal of the International AIDS Society*, vol. 19, no. 1, April 2016.

— 18. Hélène Rossert, *Rien pour nous, sans nous : 40 ans de mobilisation communautaire contre le sida*, Coalition PLUS, mars 2022, <https://www.coalitionplus.org/2022/04/01/rien-pour-nous-sans-nous-40-ans-de-mobilisation-communautaire-contre-le-sida>

— 19. Rosemary M. Delabre, Marion Di Ciccio, Nicolas Lorente *et al.*, "Impact of the COVID-19 health crisis on key populations at higher risk for, or living with, HIV or Hepatitis C virus and people working with these populations: Multicountry community-based research study protocol (EpiC Program)" *JMIR Research Protocols*, vol. 12, December 2023.

— 20. Lucas Riegel, Marion Di Ciccio, Amal Ben Moussa *et al.*, « La recherche communautaire en temps de pandémie : retour sur l'étude multi-pays EPIC », *Santé Publique*, vol. 33, n° 6, 2021, p. 1005-1009.

innovations et adaptations des organisations communautaires pour répondre aux nouveaux besoins des populations clés ou vivant avec le VIH, mais aussi de produire des données scientifiques pour visibiliser l'impact de la pandémie sur les personnes les plus vulnérabilisées afin d'améliorer les réponses aux prochaines épidémies. La production de ce type de données est essentielle pour l'avenir de la santé mondiale. Or, sa faisabilité est aujourd'hui menacée.

Réduction de l'espace civique dans le *backlash* réactionnaire

La crise massive du financement dans la santé mondiale et la lutte contre le VIH, constitutive de la vague réactionnaire, expose les communautés aux violences et aux transmissions. Le *backlash* (contrecoup) anti-genre et anti-droits est une configuration politique dans laquelle les renoncements budgétaires et les croisades morales convergent et marginalisent les mêmes groupes.

L'Afrique est frappée par la montée en puissance des mouvements anti-genre et anti-droits. Ces derniers ne sont pas des manifestations spontanées de mœurs rétrogrades dans les sociétés africaines, mais plutôt le résultat d'un lobbying avant tout financé par les pays du Nord. À la suite de la défaite de Donald Trump en 2020, plusieurs organisations religieuses et conservatrices étatsuniennes ont vu leurs financements exploser et ont ainsi pu mener un lobbying agressif, notamment en Ouganda²¹ où une loi adoptée en 2023 criminalise désormais l'homosexualité²². Depuis le début de l'année, les organisations de la société civile qui demeurent récipiendaires de l'aide étatsunienne sont également contraintes de signer des lettres d'engagement limitant leur action

alarming situations for the key populations they were working with and a total lack of public response. The EpiC community programme, developed jointly by community players and researchers, not only made it possible to document the community organisations' innovative measures and adaptations to respond to the new needs of key populations or those living with HIV, but also to produce scientific data to make the impact of the pandemic on the most vulnerable people more visible, in order to improve responses to future epidemics. Generating this type of data is essential for the future of global health and yet today its feasibility is under threat.

Reduction of civic space in the reactionary backlash

The major funding crisis in global health and in the fight against HIV, part of today's reactionary movement, exposes communities to abuses and transmissions. The anti-gender and anti-rights backlash is a political configuration in which budget cuts and moral crusades converge and marginalise the same groups.

Africa has been affected by the rise in anti-gender and anti-rights movements. The latter are not natural expressions of regressive customs in African societies, but the result of lobbying financed primarily by Northern countries. Following the defeat of Donald Trump in 2020, several conservative and religious US organisations saw their funding skyrocket and they have thereby been able to engage in aggressive lobbying, notably in Uganda²¹ where a law passed in 2023 has criminalised homosexuality.²² Since the beginning of the year, organisations in civil society that continue to receive US aid are also forced to sign

— 21. Kerry Cullinan, "As election draws close, Trump groups push hard against abortion, LGBTQ rights in Africa", *Health Policy Watch*, 30 October 2024, <https://healthpolicy-watch.news/as-election-draws-close-trump-groups-push-hard-against-abortion>

— 22. Neil Datta, "Anti-gender in Africa: Role of Western organizations", Hirschfeld-Eddy Foundation, 11 December 2024, <https://blog.lsvd.de/anti-gender-in-africa-role-of-western-organizations>

— 21. Kerry Cullinan, "As election draws close, Trump groups push hard against abortion, LGBTQ rights in Africa", *Health Policy Watch*, 30 October 2024, <https://healthpolicy-watch.news/as-election-draws-close-trump-groups-push-hard-against-abortion>

— 22. Neil Datta, "Anti-gender in Africa: Role of Western organizations", Hirschfeld-Eddy Foundation, 11 December 2024, <https://blog.lsvd.de/anti-gender-in-africa-role-of-western-organizations>

et leur expression autour des enjeux LGBTI et de genre, conformément à la règle du bâillon mondial ou « politique de Mexico »²³. Dans le même temps, le *soft power* russe soutient des narratifs similaires, prétendant défendre les « valeurs africaines traditionnelles »²⁴. Cette influence est d'autant plus puissante qu'elle est paradoxalement articulée, dans certaines régions comme le Sahel, à des rhétoriques décoloniales²⁵. Les acteurs issus des populations clés y sont particulièrement vulnérables, car les services qui leur sont destinés dépendent fortement de financements extérieurs²⁶. En réponse à ce mouvement, certaines organisations comme l'Alliance globale des communautés pour la santé et les droits souhaitent porter une réponse décoloniale contre les LGBTIphobies en Afrique²⁷.

Cette instrumentalisation politique se traduit de même dans l'écosystème international de la recherche et de la santé publique. L'administration Trump a imposé la censure des termes liés au genre et aux minorités sexuelles dans les productions publiques, marginalisant les chercheurs-euses et les programmes qui y avaient recours et générant de l'autocensure chez l'ensemble des acteurs-rices de l'écosystème²⁸.

commitment letters to limit their actions and expressions on LGBTI and gender issues, in accordance with the global gag rule or "Mexico City Policy".²³ At the same time, Russian soft power supports similar narratives, claiming to defend "traditional African values".²⁴ This influence is all the more powerful that, paradoxically, in certain regions, such as the Sahel, it is combined with decolonial rhetoric.²⁵ Players from key populations are particularly vulnerable to this, since the services intended for them are heavily dependent on foreign funding.²⁶ In response to this movement, some organisations such as *Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les Droits* (AGCS PLUS) aim to give a decolonial response to combat LGBTI-phobia in Africa.²⁷

This political exploitation can also be seen in the international research and public health ecosystems. The Trump administration has imposed censorship on terms related to gender and sexual minorities in public productions, marginalising researchers and programmes that made use of them and leading to self-censorship from all stakeholders in the ecosystem.²⁸ This also leads to concealment of practical implications of decisions, in particular budgetary ones.

— 23. Katie Keith, "Trump reinstates Mexico City policy, prioritizes Hyde Amendment enforcement", *Health Affairs*, 26 January 2025, <https://www.healthaffairs.org/doi/10.1377/forefront.20250126.458363/full>

— 24. Neil Datta, "Anti-Gender in Africa: Role of...", *op. cit.* ; *Le Monde* avec AFP, « Au Burkina Faso, l'homosexualité devient illégale et passible de prison », 2 septembre 2025.

— 25. Maxime Audinet, « Stratégies d'influence de la Russie en Afrique », *Crash*, 3 avril 2025, <https://msf-crash.org/fr/rencontres-debats/strategies-dinfluence-de-la-russie-en-afrique>

— 26. UNAIDS, 2025 *Global AIDS Update – AIDS, Crisis...*, *op. cit.*

— 27. All Out, *Appel à la décolonisation du plaidoyer et la dépénalisation*, pétition, 21 juillet 2025, <http://action.allout.org/fr/m/13ad836>

— 28. Joseph J. Amon, "Trump's banned words and disastrous health policies", *Health and Human Rights Journal*, Fight for rights Viewpoint series, vol. 27, no. 1, 3 February 2025, pp. 83–86, <https://www.hhrjournal.org/2025/02/04/trumps-banned-words-and-disastrous-health-policies>

— 23. Katie Keith, "Trump reinstates Mexico City policy, prioritizes Hyde Amendment enforcement", *Health Affairs*, 26 January 2025, <https://www.healthaffairs.org/doi/10.1377/forefront.20250126.458363/full>

— 24. Neil Datta, "Anti-Gender in Africa: Role of...", *op. cit.* ; *Le Monde* avec AFP, « Au Burkina Faso, l'homosexualité devient illégale et passible de prison », 2 septembre 2025.

— 25. Maxime Audinet, « Stratégies d'influence de la Russie en Afrique », *Crash*, 3 avril 2025, <https://msf-crash.org/fr/rencontres-debats/strategies-dinfluence-de-la-russie-en-afrique>

— 26. UNAIDS, 2025 *Global AIDS Update – AIDS, Crisis...*, *op. cit.*

— 27. All Out, *Appel à la décolonisation du plaidoyer et la dépénalisation*, pétition, 21 juillet 2025, <http://action.allout.org/fr/m/13ad836>

— 28. Joseph J. Amon, "Trump's banned words and disastrous health policies", *Health and Human Rights Journal*, Fight for rights Viewpoint series, vol. 27, no. 1, 3 February 2025, pp. 83–86, <https://www.hhrjournal.org/2025/02/04/trumps-banned-words-and-disastrous-health-policies>

Elle rend aussi invisibles les conséquences concrètes des décisions prises, notamment au niveau budgétaire.

Recomposition politique de la santé mondiale : vers une réponse communautaire, multilatérale et décoloniale

Les communautés au cœur de la santé mondiale : quels leviers pour toucher les populations les plus marginalisées ?

L'intégration pleine et entière des communautés dans les instances de décision qui les concernent reste la condition d'une réponse efficace. Elle implique – dans une perspective de souveraineté sanitaire des pays du Sud – la reconnaissance du rôle des pairs éducateurs-rices et des ressources humaines communautaires comme acteurs à part entière des systèmes de santé. En 2024, le PEPFAR finançait plus de 113 000 membres du personnel communautaire dans le monde²⁹, et son arrêt aggrave la pénurie de personnel soignant à laquelle font face de nombreux pays africains. Des projets comme REPAIR (*RE*connaissance de la *PAIR* éducation), actuellement mis en œuvre au Sénégal et au Burundi, investissent durablement dans les ressources humaines communautaires pour lutter contre le VIH, renforcer les systèmes de santé et la préparation aux pandémies. La coopération Sud-Sud permet également de valoriser les savoirs issus des pratiques communautaires. Des projets comme EpiC (enquêtes pour évaluer l'impact de cette crise dans le milieu communautaire de la lutte contre le VIH et le VHC – virus de l'hépatite C) illustrent la capacité des acteurs locaux à produire des données utiles pour le plaidoyer, à documenter leurs conditions d'intervention et à construire des réponses adaptées aux réalités de terrain.

Political restructuring of global health: finding a community-based, multilateral and decolonial response

Communities at the centre of global health: what drivers can be used to reach the most marginalised populations?

Full integration of communities in the bodies making the decisions that concern them is still the prerequisite for an effective response. This implies, for the health sovereignty of Southern nations, recognition of the role of peer educators and community human resources as fully fledged stakeholders in healthcare systems. In 2024, PEPFAR funded more than 113,000 community workers worldwide²⁹ and its axing exacerbates the shortage of healthcare personnel in many African countries. Projects such as REPAIR (*RE*connaissance de la *PAIR* education – Recognition of peer education), currently implemented in Senegal and Burundi, invest, for the long term, in community human resources to fight HIV, strengthen healthcare systems and pandemic preparedness. South-South cooperation also helps enhance knowledge derived from community practices. Projects such as EpiC (Study to Document the Impact of this Crisis at Community Level in the Fight against HIV and HCV [hepatitis C virus]) illustrate the ability of local players to produce valuable input for advocacy, to document the conditions in which they work and to develop responses tailored to realities on the ground.

Rebuilding the architecture of global health

The current state of world affairs has once again put the spotlight on criticism of a global health architecture based on structural dependence on volatile funding, often subject to the political interests of donor countries and its high degree of verticality. This fracture weakens access to healthcare

— 29. UNAIDS, 2025 *Global AIDS Update – AIDS, Crisis...*, op. cit.

— 29. UNAIDS, 2025 *Global AIDS Update – AIDS, Crisis...*, op. cit.

Refonder l'architecture en santé mondiale

Le contexte international remet au goût du jour les critiques d'une architecture en santé mondiale fondée sur une dépendance structurelle à des financements instables, souvent soumis aux intérêts politiques des pays donateurs et d'une importante verticalité. Cette rupture fragilise l'accès aux soins, mais contribue aussi à une recomposition du champ de la santé mondiale, au sein duquel se cristallisent deux tendances. D'un côté, un repli nationaliste et austéritaire qui promeut une réduction de l'aide à sa dimension strictement opportuniste ou sécuritaire. De l'autre, une revendication croissante d'autonomie sanitaire dans les pays du Sud qui ne saurait toutefois être interprétée comme une justification du désengagement des bailleurs historiques. Pour qu'elle soit juste, la refondation de l'architecture en santé mondiale ne peut uniquement consister à réduire la complexité du système actuel ou encourager un passage de l'aide au commerce. Elle doit bâtir un nouvel équilibre entre financements internationaux et ressources domestiques. Coalition PLUS et plusieurs réseaux communautaires internationaux insistent sur ce point : une transition équitable et décoloniale vers l'autonomie suppose un transfert réel de ressources, de technologies et de pouvoir, et non une simple délégation de responsabilité aux États les plus vulnérables.

but has also contributed to a restructuring of the healthcare sector, within which two trends are emerging. On the one hand, there is a retreat into nationalism and austerity, promoting a reduction of aid to its strictly opportunistic or security-related dimension. And on the other, there is an increasing demand for health autonomy in the countries of the South, which should not, nevertheless, be interpreted as a justification for the disengagement of traditional donors. For it to be fair, the restructuring of the architecture of global health cannot only consist of reducing the complexity of the current system or encouraging the transition from aid to trade. A new equilibrium must be built between international funding and domestic resources. Coalition PLUS and several international community networks stress this point: a fair, decolonial transition to autonomy implies a real transfer of resources, technology and power, and not just a simple delegation of responsibility to the most vulnerable states.

Translated from the French by Fay Guerry

Biographies



INÈS ALAOUI

Inès Alaoui est responsable du plaidoyer Santé mondiale chez Coalition PLUS, où elle coordonne les stratégies de plaidoyer pour le financement de la lutte contre le VIH. Inès est titulaire d'un master en politique comparée de SciencesPo Paris, où elle a orienté ses recherches sur les réformes de la couverture médicale de base au Maroc.

Ines Alaoui is head of Global Health Advocacy at Coalition PLUS, where she coordinates advocacy strategies in funding the fight against HIV. She holds a master's degree in comparative politics from SciencesPo Paris, where her research focused on reform of basic health coverage in Morocco.

MARION DI CIACCIO

Marion Di Ciaccio est titulaire d'une chaire de professeur junior à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) sur les approches en santé mondiale pour réduire les inégalités sociales de santé au sein du laboratoire SESSTIM (Sciences économiques et sociales de la santé & traitement de l'information médicale) et chercheuse associée chez Coalition PLUS.

Marion travaille sur la santé globale des populations clés du VIH avec une approche psychosociale et communautaire de la santé et de la recherche dans les pays des Suds.

Marion Di Ciaccio holds a junior professorship with the Institut de recherche pour le développement (IRD – French Institute for Development Research) in Approaches to Global Health to Reduce Social Inequalities in Health at the research unit Sciences Économiques et Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale (SESSTIM – Health Economics and Social Sciences & Medical Data Processing). She is also an associate researcher at Coalition PLUS. She studies the global health of key populations with HIV with a psychosocial and community-based approach to health and research in the countries of the South.

NICOLAS LORENTE

Nicolas Lorente est responsable du pôle Recherche chez Coalition PLUS. Depuis plus de quinze ans, il mène des travaux en recherche communautaire et participative avec les personnes concernées par le VIH, les infections sexuellement transmissibles et les hépatites. Après un doctorat en santé publique à Marseille (SESSTIM/INSERM), Nicolas a poursuivi ses travaux au niveau européen (Centre d'Estudis Epidemiològics sobre les Infeccions de Transmissió Sexual i Sida de Catalunya, Catalogne), avant de rejoindre Coalition PLUS en 2020. Il est aujourd'hui basé à Barcelone, l'un des quatre centres de recherche communautaire de l'organisation, avec Buenos Aires, Casablanca et Marseille.

Nicolas Lorente is head of the Coalition PLUS research unit. For more than fifteen years, he has been conducting community-based and participatory research with people concerned by HIV, sexually transmitted diseases and hepatitis. After obtaining a doctorate in public health in Marseille (SESSTIM / Institut national de la santé et de la recherche médicale), Nicolas continued his research at a European level (Centre d'Estudis Epidemiològics sobre les Infeccions de Transmissió Sexual i Sida de Catalunya, Catalonia), before joining Coalition PLUS in 2020. He is currently based in Barcelona, one of the four community research hubs of the organisation, alongside Buenos Aires, Casablanca and Marseille.

Attaques contre les droits et santé sexuels et reproductifs : une remise en cause de la solidarité internationale

Attacks on sexual and reproductive health and rights: a challenge to international solidarity

Marie Lussier et Roxane Grisard • Référente sur les droits et santé sexuels et reproductifs, et référente technique et plaidoyer sur les questions humanitaires à Médecins du Monde – France

Le démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le développement international et l'offensive contre les droits sexuels et reproductifs marquent un tournant.

Financements réactionnaires en hausse, coupes budgétaires drastiques : un agenda politique coordonné menace l'égalité de genre et les principes humanitaires, avec des conséquences dévastatrices pour des millions de femmes, de filles et des minorités vulnérables.

Au cours des deux dernières décennies, les organisations non gouvernementales (ONG) françaises ont considérablement renforcé l'intégration des enjeux de

The dismantling of the United States Agency for International Development and the assault on sexual and reproductive rights mark a watershed moment. With the rise in reactionary funding and drastic budget cuts, a coordinated political agenda threatens gender equality and humanitarian principles, with devastating consequences for millions of women, girls and vulnerable minorities.

Over the last two decades, French non-governmental organisations (NGOs) have significantly stepped up the incorporation of gender issues into their strategies and practices. Their counterparts in the Anglosphere, one step ahead, had already integrated transformative methods into this area as early as in the 1990s, embedded in

genre dans leurs stratégies et pratiques. Précurseurs, leurs homologues anglo-saxonnes avaient intégré dès les années 1990-2000 des approches transformatrices en la matière, intégrées au cycle de projet et à un niveau plus structurel. Ces dynamiques se sont traduites par des avancées notables aux niveaux institutionnel et politique, souvent obtenues grâce au plaidoyer constant de la société civile, à l'instar de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU « Femmes, paix, sécurité » de 2000 et des plans d'action nationaux afférents, des stratégies bailleurs d'intégration du genre, de l'affirmation de diplomatie féministes, ou encore du développement de financements spécifiques pour les organisations féministes. Ces évolutions traduisent un véritable changement de paradigme : le secteur ne se limite plus à répondre aux seuls besoins essentiels des populations, mais cherche désormais à s'attaquer aux injustices systémiques et aux vulnérabilités spécifiques. Cette approche ouvre la voie à des transformations plus profondes, inscrites dans la durée, et positionne l'égalité de genre non seulement comme un enjeu transversal, mais aussi comme un levier de changement structurel au sein des politiques de solidarité internationale.

Cependant, chaque progrès s'accompagne souvent de reculs, que ce soit sous la forme de restrictions législatives, de pressions financières ou d'attaques contre les organisations et les activistes. Les coupes drastiques dans l'aide publique au développement (APD) comme dans l'aide humanitaire, et la montée des mouvements d'extrême droite et anti-droits constituent des menaces qui restreignent considérablement les actions de solidarité internationale, en s'attaquant en premier lieu aux droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR). Or, les DSSR incarnent des libertés fondamentales : le droit de disposer de son corps, de choisir si, quand, et avec qui avoir des relations sexuelles, de décider de mener ou non une grossesse, et d'accéder à des soins et à une information de qualité. Ces droits sont

project cycles and at a more structural level. These dynamics have led to considerable advances institutionally and politically, often achieved through the persistent advocacy of civil society, as seen in the United Nations (UN) Security Council Resolution on "Women, Peace and Security" (2000) and associated national action plans, in gender mainstreaming strategies for funders, in the affirmation of feminist diplomacy and in the development of specific funding for feminist organisations. These developments reflect a real paradigm shift: the sector no longer limits itself to meeting just the basic needs of populations but seeks to address systemic injustices and specific vulnerabilities. This approach paves the way for more far-reaching and lasting changes and establishes gender equality not only as a cross-cutting issue but also as a lever for structural change in international solidarity policies.

However, each step forward is often accompanied by setbacks, whether in the form of legislative restrictions, financial pressures or attacks on organisations or activists. The radical cuts in official development assistance (ODA) and in humanitarian aid, as well as the rise of far-right and anti-rights movements constitute threats as they significantly restrict international solidarity action, by attacking primarily sexual and reproductive health rights (SRHRs). Yet SRHRs embody fundamental freedoms: the right to have control over one's own body, to choose if, when and with whom to have sexual relations, to decide whether or not to continue with a pregnancy and to have access to quality information and healthcare. These rights are key to ensuring gender equality and the empowerment of women and the LGBTQIA+ people.¹ Against this background, in what way is the defence and promotion of sexual rights and health an unavoidable humanitarian issue?

— 1. LGBTQIA+: Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer, Intersex, Asexual and other sexual and gender minorities [Editor's note].

MARIE
LUSSIER

essentiels pour garantir l'égalité de genre et l'émancipation des femmes et personnes LGBTQIA+¹. Dans ce contexte, en quoi la défense et la promotion des droits et santé sexuels et reproductifs représentent-elles un enjeu humanitaire incontournable ?

ROXANE
GRISARD

Les ONG humanitaires doivent tout d'abord reconnaître les liens entre les coupes des budgets dédiés à l'APD ou à l'humanitaire, et la montée de l'extrême droite et des mouvements anti-droits. En établissant l'impact disproportionné de ces coupes pour les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, ainsi que leurs effets sur la qualité de l'aide globalement, les ONG se doivent de renforcer leur soutien aux organisations féministes et aux actions liées aux DSSR en ce qu'elles sont un vecteur de développement global.

Des coupes budgétaires qui reflètent la montée d'un agenda réactionnaire global

Les coupes du budget de l'Agence des États-Unis pour le développement international (*U.S. Agency for International Development* – USAID en anglais) et le démantèlement de cette dernière entre janvier et septembre 2025 constituent un choc qui a bouleversé le secteur de la solidarité internationale par son ampleur et sa brutalité. Cependant, la baisse des financements de l'APD, observée depuis 2024², est le résultat d'un changement de paradigme pour les pays donateurs comme pour les pays récipiendaires de l'aide. Depuis la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement de 2005³, le paradigme « classique » de

Humanitarian NGOs must first and foremost recognise the links between ODA or humanitarian sector budget cuts and the rise of the far right and anti-rights movements. By establishing the disproportionate impact of these cuts on the rights of women and the LGBTQIA+ community, as well as their effects on the quality of aid overall, NGOs have a duty to step up their support for feminist organisations and actions linked to SRHRs insofar as they are a vehicle for overall development.

Budget cuts reflect the rise of a global reactionary agenda

The budget cuts and the dismantling of the United States Agency for International Development (USAID) between January and September 2025 caused an upset of which the scale and brutality shocked the international solidarity sector. Nevertheless, the reduction in ODA funding observed since 2024² is the result of a paradigm shift for countries both giving and receiving aid. Since the 2005 Paris Declaration on Aid Effectiveness³, the "traditional" aid paradigm, backed by World Bank and International Monetary Fund investments, has demanded that funder states standardise their respective support according to a national strategy determined and managed by the country receiving aid⁴ in the ongoing pursuit of the Millenium Goals and then the Sustainable Development Goals (SDGs).⁵

— 1. LGBTQIA+ : lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queers, Intersexes, Asexuels et autres minorités sexuelles et de genre [NDLR].

— 2. OCDE, « L'aide internationale recule en 2024 pour la première fois en six ans, selon l'OCDE », communiqué de presse, 16 avril 2025, https://www.oecd.org/fr/about/news/press-releases/2025/04/official-development-assistance-2024-figures.html?utm_source=chatgpt.com

— 3. OCDE, *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*, 2005, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/fr/publications/reports/2005/03/paris-declaration-on-aid-effectiveness_g1g12949/9789264098091-fr.pdf

— 2. Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), "International aid falls in 2024 for first time in six years, says OECD", press release, 16 April 2025, <https://www.oecd.org/en/about/news/press-releases/2025/04/official-development-assistance-2024-figures.html>

— 3. OECD, *Paris Declaration on Aid Effectiveness*, report, 2005, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2005/03/paris-declaration-on-aid-effectiveness_g1g12949/9789264098084-en.pdf

— 4. Bright Simons, "Why the crisis in global aid is bigger than Trump?", Overseas Development Institute, 19 February 2025, <https://odi.org/en/insights/why-the-crisis-in-global-aid-is-bigger-than-trump>

— 5. United Nations, *The Millennium Development Goals and beyond to 2015*, stemming from the Millennium Declaration, 2000, <https://www.un.org/millenniumgoals/bkgd.shtml>; The 17 sustainable development goals replaced the Millennium Goals from 2015, <https://www.un.org/sustainabledevelopment>

l'aide, soutenu par les investissements du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, voulait que les États donateurs uniformisent leurs soutiens respectifs selon une stratégie nationale décidée et pilotée par l'État récipiendaire de l'aide⁴ ; cela dans la poursuite de la réalisation des objectifs du millénaire, suivis des objectifs de développement durables (ODD)⁵. Or, les pays donateurs affichent désormais des approches plus « pragmatiques », centrées sur leurs gains économiques et stratégiques, y compris parmi les États qui défendent historiquement ce paradigme « classique » de l'aide, en premier lieu, les États membres de l'Union européenne (UE). D'après le Centre européen de gestion des politiques de développement (*European Centre for Development Policy Management* – ECDPM en anglais), la politique d'aide internationale de l'UE et de ses États membres est influencée de manière croissante par les événements et les crises externes. Il identifie comme facteurs d'influence notoires : les intérêts économiques et commerciaux devenus prioritaires, les changements politiques internes des États membres – notamment en matière de migration –, une priorité renouvelée envers des objectifs de défense, des besoins et exigences affirmés des pays récipiendaires de l'aide (qui ont aujourd'hui plus d'options de partenariat) ainsi qu'un détachement vis-à-vis des engagements globaux tels que les ODD et « l'agenda de valeurs »⁶ favorisant le progrès social

However, funder countries are now taking more “pragmatic” approaches, focused on their economic and strategic benefits, and this applies even to states that have historically defended the “traditional” aid paradigm, most notably the member states of the European Union (EU). According to the European Centre for Development Policy Management, the international aid policy of the EU and its member states is increasingly influenced by external events and crises. It identifies as significant influencing factors: the priority now given to economic and business interests; internal political changes in member states, particularly on immigration issues; a renewed focus on defence goals; affirmed needs and requirements of aid recipient countries (who today have more partnership options); and a detachment from global commitments such as SDGs and the “values agenda”⁶ fostering social and democratic progress. This shift away from the “values agenda” promoting diversity, equality and inclusion is heightened by the powerful upswing of anti-rights programmes, in particular those aimed at restricting access to abortion, challenging gender equality or attacking the rights of the LGBTQIA+ people. Since the mid-2010s, several organisations working for SRHRs have systematically documented the funding channels, both public and private, fuelling these transnational conservative movements. As early as in 2017, the European Parliament Forum for Sexual and Reproductive Rights published key reports⁷ revealing the scale and the

— 4. Bright Simons, “Why the crisis in global aid is bigger than Trump?”, Overseas Development Institute, 19 February 2025, <https://odi.org/en/insights/why-the-crisis-in-global-aid-is-bigger-than-trump>

— 5. Nations unies, *Les Objectifs du millénaire pour le développement et l'après-2015*, issus de la Déclaration du Millénaire, 2000, <https://www.un.org/fr/millenniumgoals/bkgd.shtml> ; Les 17 objectifs de développement durable ont succédé aux objectifs du millénaire à partir de 2015, *Le programme de développement durable : 17 objectifs pour l'humanité et pour la planète*, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/development-agenda>

— 6. Andrew Sherriff and Pauline Veron, “What is driving change in Europe’s international cooperation agenda? Part 1”, Briefing Note no. 175, ECDPM, January 2024, p. 6, <https://ecdpm.org/application/files/2917/0591/4071/What-Is-driving-Change-Europe-International-Cooperation-Agenda-Part-1-ECDPM-Briefing-Note-175-2024.pdf>

— 6. Andrew Sherriff and Pauline Veron, “What is driving change in Europe’s international cooperation agenda? Part 1”, Briefing Note no. 175, ECDPM, January 2024, p. 6, <https://ecdpm.org/application/files/2917/0591/4071/What-Is-driving-Change-Europe-International-Cooperation-Agenda-Part-1-ECDPM-Briefing-Note-175-2024.pdf>

— 7. Neil Datta, *Restoring the Natural Order – An agenda for Europe*, European Parliament Forum for Sexual and Reproductive Rights (EPF), April 2018, https://www.epfweb.org/sites/default/files/2020-05/rtno_epf_book_lores.pdf; Neil Datta, *Tip of the Iceberg: Religious Extremist Funders against Human Rights for Sexuality & Reproductive Health in Europe – 2009-2018*, EPF, June 2021, <https://www.epfweb.org/sites/default/files/2021-08/Tip%20of%20the%20Iceberg%20August%202021%20Final.pdf>

et démocratique. Cet éloignement de l'agenda de valeurs – qui promeut la diversité, l'égalité et l'inclusion – est renforcé par la montée en puissance des agendas anti-droits, en particulier ceux qui visent à restreindre l'accès à l'avortement, à remettre en cause l'égalité de genre ou à attaquer les droits des personnes LGBTQIA+. Depuis le milieu des années 2010, plusieurs organisations engagées pour les DSSR ont documenté de manière systématique les circuits de financement – publics et privés – alimentant ces mouvements conservateurs transnationaux. Dès 2017, le Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs (*European Parliament Forum for Sexual and Reproductive Rights* – EPF en anglais) publiait des rapports majeurs⁷ révélant les stratégies déployées par ces réseaux – et leur ampleur –, souvent dissimulés derrière des rhétoriques consensuelles en faveur de la « famille traditionnelle » ou de la « liberté de religion ».

De fait, depuis plusieurs années, on constate une explosion des financements en faveur des mouvements anti-avortement, anti-LGBTQIA+ et, plus largement, anti-droits. En 2009, ces organisations recevaient en moyenne 20 millions de dollars américains par an. Ce chiffre a quadruplé en 2018, atteignant plus de 80 millions de dollars par an. Entre 2019 et 2023, le montant total de ces financements a atteint 1,18 milliard de dollars. La Hongrie, la France, le Royaume-Uni, la Pologne et l'Espagne sont en tête des pays d'où émanent ces financements⁸. Ces sommes considérables alimentent

strategies used by these networks, often concealed behind consensual rhetoric in favour of the “traditional family” or “religious freedom”.

In fact, for several years now, there has been a boom in funding for anti-abortion, anti-LGBTQIA+ and anti-rights movements in general. In 2009, these organisations received, on average, \$20 million per year and this figure quadrupled in 2018, bringing it to over \$80 million dollars annually. Between 2019 and 2023, this funding reached a total of \$1.18 billion. Hungary, France, the United Kingdom (UK), Poland and Spain head the list of countries from which this funding originates.⁸ These significant sums fuel a global reactionary agenda deployed at all levels – local, national and international – and that aims to permanently erode what has been achieved in rights and gender equality. This growing rallying has already produced tangible political results, such as the Geneva Consensus Declaration (during Donald Trump's first term in office in 2020), signed by thirty-five states. Though not legally binding, this declaration unites anti-rights governments with a view to unravelling international commitments protecting SRHRs, in particular abortion rights, health and sexual education policies that respect the autonomy of individuals, and the rights of LGBTQIA+ people. Furthermore, as soon as he took office, Trump reinstated the Global Gag Rule, also known as the Mexico City policy, blocking all institutional funding of NGOs promoting or providing abortion care services. This policy could be extended to all activities promoting gender equality or diversity, as advocated in the Project 2025, the ideological basis behind the current programme implemented by the American President.⁹

— 7. Neil Datta, *Restoring the Natural Order – An agenda for Europe*, European Parliament Forum for Sexual and Reproductive Rights (EPF), April 2018, https://www.epfweb.org/sites/default/files/2020-05/rtno_epf_book_lores.pdf; Neil Datta, *La partie émergée de l'iceberg : des financements issus de l'extrémisme religieux visent à faire reculer les droits humains en matière de santé sexuelle et reproductive en Europe – 2009-2018*, EPF, juin 2021, https://www.epfweb.org/sites/default/files/2022-03/EPF_EN_TOTI_9SEP%20DEF-FR_Final%20.pdf

— 8. Ces données sont extraites du rapport de Neil Datta, *The Next Wave: How Religious Extremism Is Regaining Power*, EPF, September 2025, <https://www.epfweb.org/node/1147>

— 8. These figures are taken from the report by Neil Datta, *The Next Wave: How Religious Extremism Is Regaining Power*, EPF, September 2025, <https://www.epfweb.org/node/1147>

— 9. Dafydd Townley, “How Project 2025 became the blueprint for Donald Trump's second term”, *The Conversation*, 25 April 2025, <https://theconversation.com/how-project-2025-became-the-blueprint-for-donald-trumps-second-term-255149> [Editor's note].

un agenda réactionnaire global, déployé à tous les niveaux – local, national et international –, dont l'objectif est de fragiliser durablement les acquis en matière de droits et d'égalité de genre. Cette mobilisation croissante a déjà donné des résultats politiques tangibles, comme la Déclaration de consensus de Genève (sous le premier mandat de Donald Trump en 2020), signée par trente-cinq États. Juridiquement non contraignante, cette déclaration fédère des gouvernements anti-droits dans le but de détricoter les engagements internationaux protégeant les DSSR, en particulier le droit à l'avortement, les politiques de santé et d'éducation sexuelle respectueuses de l'autonomie des individus, et les droits des personnes LGBTQIA+. Par ailleurs, Donald Trump a réinstauré dès son investiture la « règle du bâillon mondial » (*Global Gag Rule*), également connue sous le nom de « politique de Mexico » (*Mexico City policy*), qui supprime tout financement institutionnel à des ONG promouvant ou offrant des soins d'avortement. Cette politique pourrait être étendue à toutes les activités en faveur de l'égalité de genre ou de la diversité, comme le préconise le « Projet 2025 » – base idéologique du programme actuellement mis en œuvre par le président américain⁹.

En produisant des données précises, en identifiant les acteurs impliqués et les mécanismes de diffusion de ces idéologies, les organisations féministes et celles qui travaillent sur les DSSR ont contribué à lever le voile sur cette offensive réactionnaire coordonnée, longtemps sous-estimée. Leur travail a permis d'alerter les institutions internationales et les décideurs politiques, et d'outiller la société civile pour contrer des narratifs de plus en plus structurés et transnationaux, opposés aux valeurs sous-jacentes à la solidarité internationale et au financement de celle-ci.

« Depuis plusieurs années, on constate une explosion des financements en faveur des mouvements anti-avortement, anti-LGBTQIA+ et, plus largement, anti-droits. »

“For several years now, there has been a boom in funding for anti-abortion, anti-LGBTQIA+ and anti-rights movements in general.”

By producing precise data, identifying the actors involved and the ways these ideologies are spread, feminist organisations and those working on SRHRs have helped to shed light on this coordinated reactionary onslaught, which has long been underestimated. Their work has helped to alert international institutions and political decision-makers and equip civil society to counter the increasingly structured and transnational narratives opposed to the values underlying international solidarity and its funding.

Women and LGBTQIA+ people, the first victims of budget cuts

The above-mentioned policy orientations have major health and social consequences, disproportionately affecting women and girls. As bilateral American aid represented 40 % of all worldwide family planning,¹⁰ the withdrawal of nearly 85% of USAID grants constitutes a direct threat to contraceptive care access for 47.6 million women and couples each year, leading the Guttmacher Institute to estimate that there are 17.1 million unintended pregnancies, unsafe abortions and 34,000 preventable maternal deaths, obstructing and undermining

— 9. Elizabeth Sheppard Sellam, « "Project 2025" : le manuel secret de Trump prend vie », *The Conversation*, 16 octobre 2025, <https://theconversation.com/project-2025-le-manuel-secret-de-trump-prend-vie-267186> [NDLR].

— 10. Adam Wexler, Jennifer Kates, Stephanie Oum et al., *Donor Government Funding for Family Planning in 2023*, KFF, 12 December 2023, <https://www.kff.org/global-health-policy/donor-government-funding-for-family-planning-in-2023>

Les femmes et les personnes LGBTQIA+, premières victimes des coupes budgétaires

Les orientations politiques évoquées ci-dessus entraînent des conséquences sociales et sanitaires majeures qui affectent les femmes et les filles de manière disproportionnée. Alors que l'aide bilatérale américaine représentait 40 % de l'ensemble des financements mondiaux pour la planification familiale¹⁰, la suppression de près de 85 % des subventions de l'USAID menace directement l'accès aux soins contraceptifs pour 47,6 millions de femmes et de couples chaque année, donnant lieu à une estimation du Guttmacher Institute de 17,1 millions de grossesses non intentionnelles, des avortements non sécurisés, et 34 000 décès maternels évitables, obstruant et fragilisant des systèmes de santé déjà faibles¹¹. À titre d'exemple, l'immobilisation en Belgique, puis l'incinération prévue en France de près de 10 millions de contraceptifs privera 1,4 million de femmes et de filles d'un accès vital à la contraception en République démocratique du Congo, au Kenya, en Tanzanie, en Zambie, et au Mali¹².

L'arrêt des subventions des États-Unis aux agences des Nations unies, clés pour les DSSR – Fonds des Nations unies pour la population, Organisation mondiale de la santé (OMS), ONU Femmes, Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) –, accompagné d'un retrait unilatéral de l'OMS,

already fragile healthcare systems.¹¹ As an example, the stop in Belgium and then the planned incineration in France of nearly 10 million contraceptives will deprive 1.4 million women and girls of vital access to contraception in the Democratic Republic of the Congo (DRC), Kenya, Tanzania, Zambia and Mali.¹²

The ending of US (United States) funding for UN agencies vital to SRHRs – the UN Population Fund (UNFPA), the World Health Organization (WHO), UN Women, the Joint UN Programme on Human Immunodeficiency Viruses and Acquired Immunodeficiency Syndrome (UNAIDS) – alongside a unilateral withdrawal from the WHO, increases US isolation and weakens the multilateral system. The abrupt ending of funding for health and demographic surveys, a key reference tool for monitoring maternal, child and reproductive health, will inevitably undermine the global architecture of world health and women's rights, and severely compromise the ability of countries to measure progress towards SDGs and responses to health crises. Indeed, fighting inequality, particularly gender inequality is an integral part of the "leave no-one behind" approach essential to the achievement of SDGs.¹³ UN Women has documented extensively, and in detail, the improvement in access to and use of services provided by humanitarian actors, their effectiveness and the general impact of humanitarian programmes when they integrate gender equality goals.

— 10. Adam Wexler, Jennifer Kates, Stephanie Oum *et al.*, *Donor Government Funding for Family Planning in 2023*, KFF, 12 December 2023, <https://www.kff.org/global-health-policy/donor-government-funding-for-family-planning-in-2023>

— 11. Floriane Borel and Samira Damavandi, *Six Months In: How the Trump Administration Is Undermining Sexual and Reproductive Health and Rights Globally*, Guttmacher Institute, Policy Analysis, August 2025, <https://www.guttmacher.org/2025/08/six-months-how-trump-administration-undermining-sexual-and-reproductive-health-and-rights>

— 12. IPPF, *Plus de 1,4 million de femmes et de filles en Afrique privées de contraception après la décision des États-Unis de détruire les stocks mondiaux*, 6 août 2025, <https://africa.ippf.org/fr/media-center/plus-de-14-million-de-femmes-et-de-filles-en-afrique-privees-de-contraception-apres-la>

— 11. Floriane Borel and Samira Damavandi, *Six Months In: How the Trump Administration Is Undermining Sexual and Reproductive Health and Rights Globally*, Guttmacher Institute, Policy Analysis, August 2025, <https://www.guttmacher.org/2025/08/six-months-how-trump-administration-undermining-sexual-and-reproductive-health-and-rights>

— 12. IPPF, *Over 1,4 Million Women and Girls in Africa Left Without Contraception as U.S. Orders Destruction of Global Supply*, 6 August 2025, <https://www.ippf.org/media-center/over-14-million-women-and-girls-africa-left-without-contraception-us-orders>

— 13. Frederik Matthys, Wouter Coussement and Gregory De Paep, *More effective development co-operation for leaving no one behind*, OECD, 20 September 2023, [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC\(2023\)41/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC(2023)41/en/pdf)

accentue l'isolement américain et fragilise le système multilatéral. La cessation brutale du financement des enquêtes démographiques et sanitaires, outil de référence pour le suivi de la santé maternelle, infantile et reproductive, affaiblira inévitablement l'architecture globale de la santé mondiale et des droits des femmes, et compromet grandement la capacité des pays à mesurer les progrès vers les ODD et la réponse aux crises sanitaires. En effet, la lutte contre les inégalités, notamment les inégalités de genre, fait partie intégrante de l'approche « Ne laisser personne derrière » (*Leave No One Behind* – LNOB en anglais), essentielle à la réalisation des ODD¹³. ONU Femmes a documenté de manière extensive et détaillée l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des services proposés par les acteurs humanitaires, leur efficacité, et l'impact général des programmes humanitaires lorsque ceux-ci intègrent des objectifs d'égalité de genre.

La réduction des financements et le recentrage de ceux-ci sur l'aide humanitaire dite « vitale »¹⁴, combinés à la généralisation des approches transactionnelles de l'APD, influencée par les mouvements anti-droits, font craindre un abandon des critères de qualité liés à la diversité, l'inclusion et l'égalité au profit du nombre de personnes recevant de l'aide. À travers ses recherches sur la mise en œuvre de l'approche « Ne laisser personne derrière », le think tank *Overseas Development Institute*, via le *Humanitarian Policy Group*, note que les organisations humanitaires ne ciblent pas toujours les réponses aux besoins les plus urgents, car elles ne prennent pas assez en compte les normes néfastes et les dynamiques de pouvoir opérant

The reduction in funding and the refocusing of it on so-called “vital” humanitarian aid,¹⁴ combined with the spread of transactional approaches to ODA, influenced by anti-rights movements, raise fears that quality criteria linked to diversity, inclusion and equality will be abandoned in favour of the number of people receiving aid. Through its research into the implementation of the “leave no-one behind” approach, the think tank Overseas Development Institute, via the Humanitarian Policy Group, notes that humanitarian organisations do not always target responses to the most urgent needs since they fail to sufficiently take account of the harmful guidelines and power dynamics in play during crises. It explains that humanitarian organisations are more accustomed to thinking of inclusion at the level of individuals or small groups and less on a more political, macro scale, enabling them to consider inclusion in terms of access to rights and not just of responding to needs. However, the principle of impartiality presupposes equal access to rights, which is itself affected by factors of discrimination and exclusion.¹⁵ So, to ensure that international aid is effective and meets the most pressing needs, following humanitarian principles, it is crucial to maintain and increasingly take account of criteria related to the specific vulnerabilities of the people receiving this aid, including gender inequalities.

The role of independent organisations from civil society in defending and advancing women's health and rights

By providing often inaccessible key services and reaching the most marginalised communities, civil society

— 13. Frederik Matthys, Wouter Coussement and Gregory De Paepe, *More effective development co-operation for leaving no one behind*, OECD, 20 September 2023, [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC\(2023\)41/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC(2023)41/en/pdf)

— 14. OCHA, *The humanitarian reset*, lettre du Coordinateur délégué aux affaires humanitaires des Nations unies (en anglais), Tom Fletcher, 10 mars 2025, <https://www.unocha.org/news/humanitarian-reset-10-march-2025>

— 14. OCHA, *The humanitarian reset*, letter from the United Nations Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, Tom Fletcher, 10 March 2025, <https://www.unocha.org/news/humanitarian-reset-10-march-2025>

— 15. Olivier Lough, Véronique Barbelet and Sarah Njeri, “Inclusion and exclusion in humanitarian action: findings from a three-year study”, Humanitarian Policy Group report, ODI, July 2022, p. 8, https://media.odi.org/documents/Inclusion_exclusion_synthesis_YQvq77F.pdf

pendant les crises. Il explique que les organisations humanitaires ont davantage l'habitude de penser l'inclusion à l'échelle individuelle ou de petits groupes, et moins à une échelle macro plus politique qui permettrait de réfléchir l'inclusion en matière d'accès aux droits et non pas seulement de réponse à des besoins. Or, le principe d'impartialité suppose un accès égal aux droits, lui-même affecté par des facteurs de discrimination et d'exclusion¹⁵. Ainsi, afin de garantir une aide internationale efficace répondant aux besoins les plus urgents, selon les principes humanitaires, il est essentiel de maintenir et d'augmenter la prise en compte des critères de vulnérabilité spécifiques des personnes recevant ces aides, notamment les inégalités de genre.

Le rôle des organisations de la société civile indépendantes pour défendre et faire progresser les droits et la santé des femmes

En assurant des services essentiels souvent inaccessibles et en atteignant les communautés les plus marginalisées, les organisations de la société civile (OSC), en particulier celles dirigées par des femmes, sont irremplaçables pour la défense des droits et de la santé de celles-ci. Pourtant, selon l'ONU, 62 % des organisations de femmes avaient déjà dû interrompre certaines activités en juin 2025, et près de la moitié de celles présentes dans les zones de crise risquaient de fermer dans les six prochains mois¹⁶.

Entre 2021 et 2022, les organisations de défense des droits des femmes n'ont reçu que 0,9 % de l'aide humanitaire

organisations (CSOs), particularly those run by women, are invaluable for the defence of women's rights and health. Yet, according to the UN, already in June 2025, 62% of women's organisations had had to suspend certain activities and nearly half of those on the ground in crisis areas were at risk of closing within the following six months.¹⁶

Between 2021 and 2022, organisations defending women's rights received only 0.9% of humanitarian aid worldwide: a total of 142 million dollars. If funding continues to dry up, the consequences will be devastating for the millions of women and families who depend on their services that are inaccessible elsewhere. This fragility is compounded by the reluctance of certain CSOs to engage in activities linked to SRHRs because of their dependence on institutional funding affected by anti-rights policy choices.

This question also arises in the case of large international NGOs: will they choose to safeguard budgets, the jobs of gender advisors, and services in contraception, abortion and the fight against gender-based violence? Or, on the contrary, will they choose to make cuts in these sectors deemed "sensitive"? Collective vigilance and introspection are required to avoid women's rights and health once again being relegated to the back burner and international aid ending up by reinforcing the inequalities it is supposed to be fighting. Depriving feminist CSOs working with marginalised populations with social justice in mind will lead to their demise, leaving a political and social vacuum that risks being filled by dominant players. At best, these dominant players will not focus on reducing existing inequalities. At worst, they will increase these inequalities and further restrict spaces of freedom. In addition to the systemic weakening of these associations, healthcare

— 15. Olivier Lough, Véronique Barbelet and Sarah Njeri, "Inclusion and exclusion in humanitarian action: findings from a three-year study", Humanitarian Policy Group report, ODI, July 2022, p. 8, https://media.odi.org/documents/Inclusion_exclusion_synthesis_YQvq77F.pdf

— 16. ONU Femmes, *La baisse des financements humanitaires menace les droits des femmes : enjeux et solutions*, 13 mai 2025, <https://www.unwomen.org/fr/articles/article-explicatif/la-baisse-des-financements-humanitaires-menace-les-droits-des-femmes-enjeux-et-solutions>

— 16. UN Women, *Humanitarian funding cuts threaten women's rights: What's at stake and how to help*, 13 May 2025, <https://www.unwomen.org/en/articles/explainer/humanitarian-funding-cuts-threaten-womens-rights-whats-at-stake-and-how-to-help>

mondiale – soit 142 millions de dollars. Si les financements continuent de se tarir, les conséquences seront dévastatrices pour des millions de femmes et de familles qui dépendent de leurs services inaccessibles ailleurs. Cette fragilité s'ajoute à la frilosité de certaines OSC de s'engager dans des activités liées aux DSSR, en raison de leur dépendance à des financements institutionnels affectés par des choix politiques anti-droits.

La question se pose aussi pour les grandes ONG internationales : choisiront-elles de sécuriser les budgets, les postes de référent-es genre et les services liés à la contraception, à l'avortement et à la lutte contre les violences basées sur le genre ? Ou choisiront-elles, au contraire, d'opérer des coupes dans ces secteurs jugés « sensibles » ? Une vigilance collective et une introspection s'imposent, afin d'éviter que les droits et la santé des femmes soient encore relégués au second plan et que l'aide internationale ne renforce finalement les inégalités contre lesquelles elle est censée lutter. La privation de ressources pour les OSC féministes qui travaillent avec les populations marginalisées dans une optique de justice sociale mènera à leur disparition, laissant un vide politique et social qui risque d'être comblé par des acteurs dominants. Au mieux, ceux-ci ne s'attacheront pas à réduire les inégalités existantes ; au pire, ils les renforceront et restreindront davantage les espaces de liberté. En plus de l'affaiblissement systémique de ces associations, les professionnel·les de santé et les défenseur·es des DSSR sont régulièrement ciblé·es, menacé·es, criminalisé·es ou réduit·es au silence. Ainsi, défendre les DSSR, c'est résister à une logique autoritaire de contrôle des corps, des sexualités et des identités, et faire front face aux dérives répressives qui menacent les sociétés démocratiques et le principe de solidarité.

Face aux menaces croissantes qui pèsent sur les DSSR et leur caractère essentiel pour l'égalité de genre et le développement durable de manière générale,

« Il est urgent que les ONG de solidarité internationale se coordonnent et se mobilisent avec l'ensemble des acteurs progressistes. »

“There is an urgent need for NGOs in international solidarity to coordinate and swing into action with all progressive players.”

professionals and defenders of SRHRs are regularly targeted, threatened, criminalised or silenced. So, defending SRHRs means resisting an authoritarian logic in the control of bodies, sexualities and identities, and standing up to repressive excesses that threaten democratic societies and the principle of solidarity.

In light of the growing dangers facing SRHRs and how essential they are for gender equality and sustainable development in general, there is an urgent need for NGOs in international solidarity to coordinate and swing into action with all progressive players. In particular, this involves promoting funding schemes that are accessible to local or national feminist CSOs, backed by mechanisms for coordinating international aid and integrating SRHRs in humanitarian responses and broader movements for social justice, gender equality and the defence of human rights, a prerequisite for egalitarian societies.

NGOs must look closely at who is funding their action, and accept that funders, whether public or private, must be both partners and advocacy targets for strategic international solidarity action. At stake is not just the health and rights of millions of women and gender minorities but also the future of democratic societies based on equality, freedom and justice. Preserving what has been achieved for future generations is an imperative we cannot ignore.

il est urgent que les ONG de solidarité internationale se coordonnent et se mobilisent avec l'ensemble des acteurs progressistes. Il s'agit notamment de favoriser les mécanismes de financement accessibles aux OSC féministes locales et nationales, adossés aux mécanismes de coordination de l'aide internationale, et d'intégrer les DSSR dans les réponses humanitaires et les mouvements plus larges de justice sociale, d'égalité de genre et de défense des droits humains, condition nécessaire à des sociétés égalitaires.

Les ONG doivent regarder de près qui finance leurs actions, et assumer que les bailleurs – publics comme privés – doivent être à la fois des partenaires et des cibles de plaidoyer pour des actions de solidarité internationale stratégiques. Il en va non seulement de la santé et des droits de millions de femmes et de minorités de genre, mais aussi de l'avenir de sociétés démocratiques fondées sur l'égalité, la liberté et la justice. Préserver ces acquis pour les générations futures est un impératif auquel nous ne pouvons nous soustraire.

Source additionnelle mobilisée pour l'écriture de cet article : Susheela Singh, Gilda Sedgh, Elizabeth A. Sully *et al.*, "Protecting global sexual and reproductive health and rights in the face of retrograde US policies and positions", *The Lancet*, vol. 405, no. 10490, pp. 1650–1653, 10 May 2025, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)00618-X/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)00618-X/abstract)

An additional source accessed in writing this article: Susheela Singh, Gilda Sedgh, Elizabeth A. Sully *et al.*, "Protecting global sexual and reproductive health and rights in the face of retrograde US policies and positions", *The Lancet*, volume 405, issue 10490, pp. 1641-1716, 10 May 2025, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)00618-X/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)00618-X/abstract)

Translated from the French by Fay Guerry

Biographies



MARIE LUSSIER

Diplômée d'un master en coopération internationale, action humanitaire et politique de développement, Marie Lussier a d'abord œuvré dans des programmes transversaux de réduction des risques auprès des usagères et usagers de drogues. Depuis sept ans, elle est référente plaidoyer chez Médecins du Monde sur les droits et santé sexuels et reproductifs, avec un engagement marqué pour le droit et l'accès à l'avortement. Parallèlement, elle enseigne dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur (Sciences Po, Paris 1, IEDES, Lyon 2...). Marie s'emploie à faire le lien entre recherche, terrain et action politique.

After graduating with a master's degree in international cooperation, humanitarian action and development policy, Marie Lussier worked first in cross-disciplinary risk reduction programmes with drug users. For the past seven years she has been an advocacy advisor at Médecins du Monde for sexual and reproductive health rights, with a strong commitment to abortion rights and access. At the same time, she lectures at several higher education institutions (including Sciences Po, Paris Panthéon-Sorbonne University, the IEDES institute for development studies, and Lyon 2 University). Marie focuses on linking research, field work and political action.

ROXANE GRISARD

Après des études en droit international et action humanitaire, Roxane Grisard s'est engagée pour la protection des civils et la construction de la paix, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo (RDC) avant de faire du plaidoyer humanitaire en France. Depuis 2024, Roxane a rejoint Médecins du Monde en tant que référente technique et plaidoyer sur les questions humanitaires. Ses missions l'ont amenée à se concentrer plus particulièrement sur la protection de l'espace humanitaire et la progression des droits et santé sexuels et reproductifs dans les crises.

After studying international law and humanitarian action, Roxane Grisard worked in civilian protection and peacebuilding in South Sudan and the Democratic Republic of the Congo (DRC), before going into humanitarian advocacy in France. Roxane joined Médecins du Monde in 2024 as a technical and advocacy advisor on humanitarian affairs. Her assignments have led her to focus more specifically on the protection of humanitarian space and the advancement of rights and sexual and reproductive health in crises.

Les organisations humanitaires face au (sous-) financement des crises camerounaises

Humanitarian organisations in the face of (under)funding for Cameroon's crises

Axel Pueugue Simo • Doctorant en développement international à l'université d'Ottawa (Canada)

F

ace à la suspension de l'aide américaine, les organisations humanitaires au Cameroun connaissent une double peine : une crise de financement immédiate qui s'inscrit dans une tendance déjà lourde et ancienne au sous-financement des trois crises prolongées dans le pays. Pour s'adapter, elles mobilisent les stratégies du Triple Nexus et de la localisation, avec des résultats contrastés.

Avec l'annonce de la suspension de l'aide américaine, la communauté des acteurs humanitaires a souligné le besoin urgent de se mobiliser collectivement. Il s'agit, d'une part, d'écrire un nouveau narratif qui valorise la solidarité au détriment du repli identitaire ou de la recherche systématique d'un retour sur investissement financier et, d'autre part, de bâtir un nouveau modèle opérationnel qui permette

Now that American aid has been suspended, humanitarian organisations in Cameroon are facing a double whammy: an immediate funding crisis on top of a significant and long-standing trend of underfunding for its three ongoing national crises. To adapt, they are implementing Triple Nexus and localisation strategies – with mixed results.

Following the announcement of suspension of United States (US) aid, the humanitarian community has highlighted the urgent need for collective action. On the one hand, this involves creating a new narrative that promotes solidarity over isolationist withdrawal or the systematic pursuit of financial return. On the other hand, it involves building a new operational model that allows the systemic obstacles encountered in aid

de dépasser les obstacles systémiques rencontrés pour réformer le secteur de l'aide¹. Mais comment cette reconfiguration souhaitée du secteur humanitaire s'opère-t-elle en pratique dans des contextes nationaux ? Cette contribution capitalise les résultats d'une enquête de terrain menée récemment au Cameroun sur les reconfigurations en cours dans le secteur humanitaire. Elle mobilise des données primaires tirées d'entretiens réalisés au niveau national et de la participation à différents mécanismes de coordination humanitaire, notamment la Task Force nationale Nexus humanitaire-développement-paix, le groupe de travail sur la localisation, et celui sur la réponse aux réfugiés². Sur cette base, cet article explique comment la suspension de l'aide américaine s'inscrit dans une tendance lourde au sous-financement de l'action humanitaire au Cameroun, tendance à laquelle les organisations humanitaires ont tenté depuis plusieurs années de s'adapter, à travers la mise en œuvre de l'agenda de la localisation de l'aide et le renforcement de la collaboration avec les acteurs du développement.

Les effets de la suspension de l'aide américaine au Cameroun

Le Cameroun est traversé par trois crises humanitaires prolongées : la crise « anglophone » dure depuis 2016 dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) ; l'insurrection islamiste de Boko Haram dure depuis 2009 dans le bassin du lac Tchad auquel est intégrée la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ; et les cycles de violence

sector reform to be overcome.¹ Yet how does this desired reconfiguration of the humanitarian sector work in practice in a national context? This article is based on the results of a recent field survey carried out in Cameroon on the ongoing reconfigurations within the humanitarian sector. It draws on primary data from interviews conducted at a national level and from involvement in various humanitarian coordination mechanisms, including the Humanitarian-Development-Peace Nexus National Task, the Localisation Working Group, and the Refugee Response Working Group.² This article explains how the suspension of US aid is part of a significant trend of underfunding humanitarian action in Cameroon, a trend to which humanitarian organisations have been trying to adapt for several years, by implementing the aid localisation agenda and strengthening collaboration with development actors.

The effects of the suspension of US aid to Cameroon

Cameroon is experiencing three ongoing humanitarian crises: the Anglophone Crisis in the Northwest and Southwest (NOSO) regions since 2016, the Islamist insurgency of Boko Haram in the Lake Chad basin (part of Cameroon's Far North region) since 2009, and waves of violence in the Central African Republic that have generated a stream of refugees on the country's eastern border since the early 2000s. Funding for the response to these crises has generally been provided by a handful of donors, mainly from the West. The table below shows, for example, that over the last five years, the

— 1. Véronique de Geoffroy et Laurent Saillard, « Au-delà du gel des financements américains : une profonde et durable remise en cause de l'Aide Publique au Développement et de la solidarité internationale », *Alternatives humanitaires*, 2 avril 2025, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2025/04/02/au-dela-du-gel-des-financements-americains-une-profonde-et-durable-remise-en-cause-de-laide-publique-au-developpement-et-de-la-solidarite-internationale>

— 2. L'étude s'appuie également sur l'exploitation de la base de données du *Financial Tracking Service* (FTS), une plateforme publique gérée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH/OCHA), et qui retrace les chiffres sur le financement de l'aide humanitaire.

— 1. Véronique de Geoffroy et Laurent Saillard, « Au-delà du gel des financements américains : une profonde et durable remise en cause de l'Aide Publique au Développement et de la solidarité internationale », *Alternatives humanitaires*, 2 avril 2025, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2025/04/02/au-dela-du-gel-des-financements-americains-une-profonde-et-durable-remise-en-cause-de-laide-publique-au-developpement-et-de-la-solidarite-internationale>

— 2. The study also draws on the database of the *Financial Tracking Service* (FTS), a public platform managed by the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), which tracks humanitarian aid funding figures.



AXEL
PUEUGUE
SIMO

en République centrafricaine génèrent des flux de réfugiés sur la façade est du pays depuis le début des années 2000. Le financement de la réponse à ces crises a généralement été le fait d'une poignée de donateurs, principalement occidentaux. Le tableau ci-dessous montre par exemple qu'au cours de ces cinq dernières années, la réponse humanitaire au Cameroun est fortement dépendante des contributions américaines qui comptaient pour près de la moitié des fonds alloués jusqu'en 2025 où elles ont chuté à moins de 8 %. L'Union européenne est désormais le principal pourvoyeur d'aide humanitaire alors que le volume de ses contributions n'a pas considérablement augmenté. Les contributions sont certes basses, mais elles évoluent aussi de manière plus variable pour les bailleurs bilatéraux, y compris la France, l'Angleterre et l'Allemagne – qui partagent tous une histoire coloniale avec le Cameroun. Si les fonds multilatéraux onusiens comme le Fonds central pour les interventions d'urgence (*Central Emergency Response Fund* – CERF en anglais) participent également, il faut noter que certaines contributions de la Banque mondiale sont comptabilisées au titre du financement de la réponse humanitaire même si, en réalité, ces fonds sont en général destinés au développement des services publics dans les zones d'accueil des réfugiés.

Tableau – Évolution des fonds alloués et du pourcentage de dix contributeurs au financement de la réponse humanitaire au Cameroun entre 2020 et 2025

Source : OCHA, Financial Tracking Service, <https://fts.unocha.org>

humanitarian response in Cameroon has been heavily dependent on US contributions, which accounted for almost half of the funds allocated until 2025, when they fell to less than 8%. The European Union is now the main provider of humanitarian aid, although the volume of its contributions has not increased significantly. Contributions are certainly low, but they are also more variable for bilateral donors, including France, the United Kingdom and Germany – all of which share a colonial history with Cameroon. While UN multilateral funds such as the Central Emergency Response Fund (CERF) are also involved, it should be noted that some contributions from the World Bank are included under humanitarian response funding even though, in reality, these funds are generally earmarked for the development of public services in refugee hosting areas

Table – Fund allocation and percentages as a share of total funding for ten contributors to humanitarian response funding in Cameroon between 2020 and 2025

Source : OCHA, Financial Tracking Service, <https://fts.unocha.org>

10 contributeurs 10 contributors	Fonds alloués (en millions de USD) et pourcentage par année Funds allocated (in millions of USD) and percentage per year											
	2020		2021		2022		2023		2024		2025	
États-Unis d'Amérique United States of America	83,6 83.6	37,4 % 37.4 %	102,3 102.3	43,1 % 43.1 %	137,6 137.6	51,1 % 51.1 %	53,1 53.1	32,9 % 32.9 %	86,3 86.3	44,4 % 44.4 %	6,4 6.4	7,8 % 7.8 %
Union européenne European Union	32,4 32.4	14,5 % 14.5 %	20,7 20.7	8,7 % 8.7 %	33,9 33.9	12,6 % 12.6 %	29,1 29.1	18 % 18 %	37,8 37.8	19,5 % 19.5 %	36,7 36.7	44,4 % 44.4 %
Allemagne Germany	20,1 20.1	9 % 9 %	16,5 16.5	7 % 7 %	31,7 31.7	11,8 % 11.8 %	18 18	11,2 % 11.2 %	11,5 11.5	5,9 % 5.9 %	5,1 5.1	6,2 % 6.2 %
France France	7,2 7.2	3,2 % 3.2 %	9,8 9.8	4,1 % 4.1 %	9,6 9.6	3,6 % 3.6 %	6,6 6.6	4,1 % 4.1 %	7,3 7.3	3,8 % 3.8 %		
Royaume-Uni United Kingdom	83,6 83.6	6,7 % 6.7 %	13,8 13.8	5,8 % 5.8 %					3,7 3.7	1,9 % 1.9 %	3 3	3,7 % 3.7 %
Suède Sweden	15,0 15.0	3,9 % 3.9 %	13,4 13.4	5,7 % 5.7 %	8 8	3 % 3 %	8,5 8.5	5,3 % 5.3 %	5,8 5.8	3 % 3 %	8,3 8.3	10,1 % 10.1 %
Japon Japan	8,6 8.6	3,9 % 3.9 %	9,6 9.6	4,1 % 4.1 %	5,4 5.4	2 % 2 %	7,5 7.5	4,6 % 4.6 %	4,5 4.5	2,3 % 2.3 %	4,2 4.2	5,1 % 5.1 %
Canada Canada	8,6 8.6		5,3 5.3	2,3 % 2.3 %	5,2 5.2	2 % 2 %			3,3 3.3	1,7 % 1.7 %	3 3	3,7 % 3.7 %
Fonds d'urgence de l'ONU UN Emergency Fund	9,7 9.7	4,3 % 4.3 %			7 7	2,6 % 2.6 %	8,3 8.3	5,1 % 5.1 %	12,4 12.4	6,4 % 6.4 %		
Banque mondiale World Bank	5,6 5.6	2,5 % 2.5 %									4,1 4.1	5 % 5 %

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), la suspension de l'aide américaine devrait entraîner non seulement l'arrêt de près de 50 % des interventions prévues, mais également la réduction du personnel humanitaire et la suspension

According to the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), the suspension of US aid should lead not only to the halting of almost 50% of planned interventions, but also to a reduction in humanitarian staff and the suspension of certain

de certaines activités de coordination³. Au niveau de la gouvernance humanitaire mondiale, des mesures d'urgence ont été prises pour s'adapter aux effets de la décision américaine. Le 10 mars 2025, Tom Fletcher, le Coordonnateur des secours d'urgence qui préside le Comité permanent interagence du système des Nations unies a, dans une lettre, invité les leaders humanitaires au niveau des pays à procéder à une restructuration du secteur afin de faire face à ce qui est présenté comme une « profonde crise de légitimité, morale et de financement »⁴. Au Cameroun, il s'ensuit une repriorisation de la stratégie dans le cadre du Plan de réponse humanitaire (PRH) de 2025 ainsi qu'une revue de l'architecture en termes de coordination humanitaire. Cependant, la nouvelle priorisation pilotée par OCHA a surtout obéi à un exercice technique consistant dans le calcul de la sévérité intersectorielle des besoins, sur la base de deux critères séquentiels, à savoir : l'identification des zones de crise atteignant un score de gravité de niveau 4 (soit le niveau extrême), et la révision des priorités sectorielles d'intervention. Il découle de cet exercice un glissement stratégique d'une approche axée sur les « besoins » vers une approche centrée sur les « cibles prioritaires », avec comme conséquence la création de nouveaux exclus parmi les cibles de l'assistance : au lieu des 2,1 millions de personnes ciblées par le PRH initial de l'année 2025, seulement 1,3 million de personnes sont retenues dans sa version révisée⁵. La priorisation entraîne

coordination activities.³ In terms of global humanitarian governance, emergency measures have been taken to adapt to the effects of the US decision. In a letter on 10 March 2025, Emergency Relief Coordinator Tom Fletcher, who chairs the UN's Inter-Agency Standing Committee (IASC), invited country-level humanitarian leaders to restructure the sector to address what is portrayed as a "profound crisis of legitimacy, morale and funding".⁴ In Cameroon, the strategy is being re-prioritised within the framework of the 2025 Humanitarian Response Plan (HRP), and the humanitarian coordination architecture is being reviewed. The new OCHA-led prioritisation process, however, was primarily a technical exercise consisting of calculating the cross-sectoral severity of needs, based on two sequential criteria: the identification of crisis zones reaching a severity score of level 4 (i.e. the extreme level), and the revision of sectoral response priorities. The result of this exercise is a strategic shift from an approach based on "needs" to one based on "priority targets", resulting in new categories of people being excluded from those targeted for assistance: instead of the 2.1 million people targeted by the initial HRP of 2025, only 1.3 million are included in its revised version.⁵ This prioritisation has led to the suspension of resilience and empowerment programmes targeting 597,000 people affected by the crisis in 2025.⁶

— 3. OCHA, Yaoundé : point sur la suspension de l'aide par les États-Unis, réunion de la Task Force Nationale, 27 mars 2025.

— 4. OCHA, *The humanitarian reset (10 March 2025)*, Message from Emergency Relief Coordinator Tom Fletcher to the humanitarian community, 10 March 2025, <https://www.unocha.org/news/humanitarian-reset-10-march-2025>

— 5. OCHA, *Cameroon : At a glance I Prioritized 2025 HRP*, 7 May 2025, <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroon-glance-prioritized-2025-hrp>

— 3. OCHA, Yaoundé : point sur la suspension de l'aide par les États-Unis, réunion de la Task Force Nationale, 27 mars 2025.

— 4. OCHA, *The humanitarian reset (10 March 2025)*, Message from Emergency Relief Coordinator Tom Fletcher to the humanitarian community, 10 March 2025, <https://www.unocha.org/news/humanitarian-reset-10-march-2025>

— 5. OCHA, *Cameroon : At a glance I Prioritized 2025 HRP*, 7 May 2025, <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroon-glance-prioritized-2025-hrp>

— 6. OCHA, *Cameroon Humanitarian Response Plan*, Février 2025.

la suspension des programmes de résilience et d'autonomisation qui ciblaient pourtant 597 000 personnes touchées par la crise en 2025⁶.

La tendance lourde au sous-financement des crises camerounaises

Remise en contexte, la suspension de l'aide américaine ne reflète pas en soi un phénomène de rupture, mais plutôt une tendance lourde au sous-financement des crises camerounaises. Certes, l'attention internationale portée aux événements en République centrafricaine et aux attaques du groupe Boko Haram à l'Extrême-Nord a suscité une forte hausse des financements humanitaires entre 2014 et 2016⁷, alors que le Cameroun n'était pas traditionnellement considéré comme un pays bénéficiaire de l'aide humanitaire⁸. Cependant, les fonds alloués durant les années suivantes ont rarement permis d'atteindre le taux moyen de couverture des besoins humanitaires⁹.

Symbole du faible financement des crises camerounaises, le Cameroun est présenté en 2025 par le Norwegian Refugee Council comme le contexte humanitaire le plus oublié au monde, devant des pays comme l'Éthiopie, le Mozambique, le Burkina Faso, le Mali et la République démocratique du Congo¹⁰. Ce classement conforte le discours dominant des organisations d'aide au Cameroun sur le « sous-financement chronique » de l'action humanitaire, notamment en raison

« La suspension de l'aide américaine devrait entraîner non seulement l'arrêt de près de 50 % des interventions prévues, mais également la réduction du personnel humanitaire et la suspension de certaines activités de coordination. »

“The suspension of US aid should lead not only to the halting of almost 50% of planned interventions, but also to a reduction in humanitarian staff and the suspension of certain coordination activities.”

The significant underfunding trend in the crises in Cameroon

The suspension of American aid is not in itself a sign of a sudden change in approach, but rather a significant trend towards underfunding the crises in Cameroon. Admittedly, the international attention focused on events in the Central African Republic and on the Boko Haram attacks in the Far North region of Cameroon led to a sharp increase in humanitarian funding between 2014 and 2016,⁷ even though Cameroon has not traditionally been regarded as a beneficiary of humanitarian aid.⁸ However, the funds allocated in subsequent years rarely allowed the average rate of coverage of humanitarian needs to be met.⁹

— 6. OCHA, *Cameroon Humanitarian Response Plan*, Février 2025.

— 7. Claire Lefort-Rieu, *Un art bien incertain : gouverner les migrations forcées en contextes camerounais*, Thèse de doctorat, Université Paris Cité, 2024, p. 151-152.

— 8. Marie-Thérèse Mengue et Virginie Troit (dir.), *Transition humanitaire au Cameroun*, Éditions Karthala, 2023.

— 9. OCHA, *Financial Tracking Service, Cameroon Humanitarian Response Plan 2025, Trends in coordinated plan requirements*, <https://fts.unocha.org/plans/1266/summary>

— 10. Tina Abu-Hanna, Jessica Wanless, Hélène Michou et al., *The world's most neglected displacement crises 2024. It is time for action*, Norwegian Refugee Council, 3 June 2025, <https://www.nrc.no/feature/2025/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2024>

— 7. Claire Lefort-Rieu, *Un art bien incertain : gouverner les migrations forcées en contextes camerounais*, Thèse de doctorat, Université Paris Cité, 2024, p. 151-152.

— 8. Marie-Thérèse Mengue et Virginie Troit (dir.), *Transition humanitaire au Cameroun*, Éditions Karthala, 2023.

— 9. OCHA, *Financial Tracking Service, Cameroon Humanitarian Response Plan 2025, Trends in coordinated plan requirements*, <https://fts.unocha.org/plans/1266/summary>

des inégalités s'agissant de la couverture diplomatico-médiatique et du financement de l'aide internationale :

« Toutes les agences des Nations unies ici, au Cameroun, connaissent une diminution des fonds. Parce que le Cameroun est invisible sur la scène mondiale en matière humanitaire, c'est-à-dire quand on dit Cameroun, ce qui vient en tête c'est le football, la cuisine, la culture, la danse. Mais, quand on dit le Yémen, le Tchad, le Niger, là on pense crise humanitaire. Parce que le Cameroun, c'est un pays considéré stable, et cette réputation suit toujours le Cameroun malgré qu'il y ait des besoins humanitaires. »¹¹

Toutefois, la visibilité réduite des crises camerounaises n'est pas tant le résultat d'un désintérêt global des acteurs internationaux que d'une volonté politique, partagée aussi bien par les bailleurs que par les autorités elles-mêmes :

« Les premiers octroient des financements à un État qu'ils estiment stratégique, mais dans des volumes limités en raison des détournements dont ces derniers pourraient faire l'objet ; tandis que les secondes se satisfont d'un volume réduit de financements et d'interventions internationales, afin d'éviter que celles-ci ne prennent trop d'ampleur et ne deviennent le noyau d'un éventuel contre-pouvoir ou d'une contestation. »¹²

Les organisations humanitaires travaillent depuis plusieurs années à s'adapter à cette configuration. Elles ont ainsi saisi les opportunités offertes par le premier Sommet humanitaire mondial pour engager une réforme du secteur de l'aide au Cameroun.

Stratégies d'adaptation des organisations d'aide

L'une des solutions phares proposées au Sommet d'Istanbul de 2016 était de renforcer la collaboration entre les acteurs humanitaires et du

Like a symbol of the low funding level for Cameroon's crises, the country was described in 2025 by the Norwegian Refugee Council as the world's most neglected humanitarian context, ahead of countries such as Ethiopia, Mozambique, Burkina Faso, Mali and the Democratic Republic of the Congo.¹⁰ This ranking corroborates the prevailing view among aid organisations in Cameroon that humanitarian action is "chronically underfunded", particularly because of inequalities in diplomatic and media coverage and international funding:

"All the UN agencies here in Cameroon are seeing a decrease in their funding because Cameroon is invisible on the world humanitarian stage – that is, when we say 'Cameroon', what comes to mind is football, cooking, culture and dance. But when we say Yemen, Chad or Niger, we think there's a humanitarian crisis there. Cameroon is a country regarded as stable, and that label always sticks despite its humanitarian needs."¹¹

The reduced visibility of Cameroon's crises, however, is due not so much to a global lack of interest from international players as to a lack of political resolve, among both institutional donors and the authorities themselves:

"The former allocate funds to countries they consider strategic, but in limited amounts because of the risk of misappropriation, while the latter are satisfied with a reduced volume of funding and international operations in order to prevent such operations from becoming too extensive and forming the core of a possible opposing power or protest movement."¹²

— 11. Entretien avec un fonctionnaire des Nations unies, Yaoundé, le 7 février 2024.

— 12. Claire Lefort-Rieu, *Un art bien incertain...*, op. cit., p. 225.

— 10. Tina Abu-Hanna, Jessica Wanless, Hélène Michou et al., *The world's most neglected displacement crises 2024. It is time for action*, Norwegian Refugee Council, 3 June 2025, <https://www.nrc.no/feature/2025/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2024>

— 11. Interview with a UN official, Yaoundé, 7 February 2024.

— 12. Claire Lefort-Rieu, *Un art bien incertain...*, op. cit., p. 225 [editor's translation].

développement. Ce *New Way of Working* – plus connu sous la formule de Nexus humanitaire-développement-paix (ou Triple Nexus) – reflète cette tentative de mobiliser les acteurs et les financements issus du secteur du développement dans la réponse humanitaire. Dans le cadre de cet engagement, un groupe de travail national sur la mise en œuvre du Triple Nexus a été établi en 2019 au Cameroun. Cependant, sa structure de gouvernance adossée à celle de l'Équipe humanitaire pays (EHP) révèle une forte présence des acteurs humanitaires qui contraste avec la faible participation des acteurs du développement et des bailleurs de fonds. Avant la décision américaine, l'absence de ces acteurs dans ce mécanisme représentait déjà un défi. Les organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires estimaient que la faible coordination avec les grands bailleurs comme l'Agence américaine pour le développement international (*United States Agency for International Development* – USAID en anglais) et l'Union européenne pourrait entraîner des coupes budgétaires importantes sur les fonds alloués à la réponse humanitaire au Cameroun, étant donné l'attention internationale d'avantage centrée sur les conflits en Ukraine, en Palestine, et ailleurs dans le monde, mais aussi le discours du gouvernement camerounais insistant sur la stabilité de la situation pour minimiser la gravité des crises qui l'affectent.

Face à cette situation, le plaidoyer des organismes d'aide humanitaire s'est orienté vers la mobilisation des acteurs du développement dans la réponse humanitaire. Le cas du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) illustre cette orientation. Grâce à son plaidoyer auprès des autorités camerounaises et de la Banque mondiale, le Cameroun a été sélectionné comme pays pilote pour tester une nouvelle approche de collaboration entre la Banque mondiale et le système des Nations unies dans les situations de crise. En 2018, le pays est ainsi devenu le premier à bénéficier d'une subvention de

« Face à cette situation, le plaidoyer des organismes d'aide humanitaire s'est orienté vers la mobilisation des acteurs du développement dans la réponse humanitaire. »

"Faced with this situation, humanitarian aid agencies have turned their attention to mobilising development players in the humanitarian response."

Humanitarian organisations have been working for several years to adapt to this configuration. They seized the opportunities offered by the first World Humanitarian Summit to reform the aid sector in Cameroon.

Adaptation strategies for aid organisations

One of the key solutions put forward at the Istanbul Summit in 2016 was to boost collaboration between humanitarian and development players. This "New Way of Working", better known as the Humanitarian-Development-Peace Nexus (or Triple Nexus), reflects this attempt to galvanise players and draw funding from the development sector in humanitarian response. As part of this commitment, a national working group on implementing the Triple Nexus was established in Cameroon in 2019, but its governance structure, linked to that of the Humanitarian Country Team (HCT), reveals a strong presence of humanitarian players, in stark contrast to the low participation of development players and funding bodies. The absence of these players in this mechanism was a challenge even before the US decision. Humanitarian non-governmental organisations (NGOs) considered that poor coordination with major institutional donors such as the United States Agency for International Development (USAID)

130 millions de dollars du sous-compte régional de l'Association internationale de développement 18 (*International Development Association 18* – IDA-18 en anglais) pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Ce financement est octroyé au gouvernement sous la conditionnalité qu'il satisfasse aux critères relatifs à la reconnaissance, au soutien et à la protection des réfugiés¹³. En particulier, IDA-18 finançait quatre projets dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des filets sociaux et des infrastructures sociales, à partir d'une approche intégrée ciblant les populations déplacées et leurs hôtes. Dans la pratique, la mise en œuvre de ces projets a été émaillée de problèmes de gouvernance au sein des structures étatiques, comme l'illustre l'exemple du projet santé :

« Quant au projet de santé, il n'a pas pu être implémenté, le ministère de la santé n'a pas accepté les clauses de l'opérationnalisation de ce projet, il voulait intégrer une association n'ayant même pas un an d'existence qui, soi-disant, œuvrait pour la santé dans le grand nord. »¹⁴

Une logique pragmatique semble dominer l'action du HCR dans le cadre de la nouvelle façon de travailler avec la Banque mondiale au Cameroun. Cette dernière ne finançant pas les agences humanitaires mais les gouvernements, le HCR a donc mis l'accent sur l'appropriation de l'action humanitaire par le gouvernement. Or, si cette stratégie peut paraître nécessaire pour attirer les fonds issus du secteur du développement, elle comporte également des risques. Claire Lefort-Rieu a ainsi montré comment les projets financés par IDA-18 ont fait l'objet d'une instrumentalisation politique par le gouvernement

and the European Union (EU) could lead to major budget cuts in the funds allocated to the humanitarian response in Cameroon, given the international attention focused on the conflicts in Ukraine, Palestine and elsewhere in the world, but also Cameroon government's rhetoric insisting that the situation was under control tended to downplay the seriousness of the crises.

Faced with this situation, humanitarian aid agencies have turned their attention to mobilising development players in the humanitarian response. The case of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) illustrates this trend. Thanks to its lobbying of the Cameroonian authorities and the World Bank, Cameroon was selected as a pilot country to test a new approach to collaboration between the World Bank and the UN system in crisis situations. In this way, in 2018 Cameroon became the first country to benefit from a \$130 million grant from the International Development Association 18 (IDA18) regional sub-account for Refugees and host communities. This funding is granted to the government on condition that it meets criteria relating to the recognition, support and protection of refugees.¹³ In particular, IDA-18 financed four projects in the health, education, social safety nets and social infrastructure sectors, based on an integrated approach targeting displaced populations and their hosts. In practice, the implementation of these projects was fraught with governance problems within state structures, as illustrated by the example of the health project:

"As for the health project, it could not be implemented. The Ministry of Health did not accept the terms of the project's implementation – it wanted to involve an association

— 13. Sarah Dalrymple, Sarah Hanssen, Isabelle de Lichtervelde et al., *Supporting longer term development in crises at the nexus: Lessons from Cameroon*, Development Initiatives, November 2020, https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/development-actors-and-the-nexus/supporting_longer_term_development_in_crises_at_the_nexus_lessons_from_cameroun.pdf

— 14. Entretien avec un fonctionnaire du gouvernement, Yaoundé le 1^{er} février 2024.

— 13. Sarah Dalrymple, Sarah Hanssen, Isabelle de Lichtervelde et al., *Supporting longer term development in crises at the nexus: Lessons from Cameroon*, Development Initiative, November 2020, https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/development-actors-and-the-nexus/supporting_longer_term_development_in_crises_at_the_nexus_lessons_from_cameroun.pdf

camerounais qui s'appuie sur sa capacité à contrôler les acteurs et à mobiliser les ressources de l'aide au service de son agenda politique¹⁵. Les ONG humanitaires expriment des inquiétudes face à la volonté du gouvernement camerounais de gérer tous les fonds issus de l'approche Nexus et des solutions durables, car l'accent sur l'appropriation par le régime de Paul Biya – au pouvoir depuis 1982 – pourrait, en première analyse, réduire l'efficacité de la réponse humanitaire en s'empêtrant dans les problèmes de gouvernance nationale. Elle pourrait également nuire à l'indépendance et à la neutralité des acteurs humanitaires, notamment devant une situation dans le NOSO où le gouvernement est une des parties au conflit.

Autre pilier de la réforme humanitaire, l'agenda de la localisation est appliqué au Cameroun dans un contexte de reconfiguration des acteurs qui composent l'espace humanitaire national. Créé en 2019, le forum des ONG internationales au Cameroun (*Coordination of Humanitarian International NGOs in Cameroon* – CHINGO en anglais) a pour objectif de faciliter la coordination et la coopération entre les ONG internationales (ONGI), d'une part, et entre ces dernières et les autres acteurs de la réponse humanitaire, d'autre part. Un an plus tôt, on observait une dynamique similaire entre les ONG nationales et locales (ONGN/L) avec la création, en 2018, de la plateforme de dialogue et de concertation des ONG au Cameroun, l'Initiative des organisations humanitaires camerounaises (*Cameroonian Humanitarian Organizations Initiative* – CHOI en anglais), composée alors d'environ 200 ONGN/L¹⁶. Alors que l'EHP – la principale instance nationale où se négocient les résultats de l'aide – était jadis

that had existed for less than a year and that supposedly worked in the health sector in the wider north."¹⁴

A pragmatic approach seems to dominate the work of the UNHCR in the context of the new way of working with the World Bank in Cameroon. As the World Bank does not fund humanitarian agencies but governments, the UNHCR has placed the emphasis on government ownership of humanitarian action. While this strategy may seem necessary to attract funds from the development sector, it also entails risks. Claire Lefort-Rieu has shown, for example, how the projects funded by IDA-18 have been politically exploited by the Cameroonian government, given its ability to control the players and mobilise aid resources to serve its political agenda.¹⁵ Humanitarian NGOs are concerned about the Cameroonian government's willingness to manage all funds from the Nexus approach and durable solutions, as the focus on ownership by Paul Biya's regime – in power since 1982 – could, on the face of it, reduce the effectiveness of the humanitarian response by becoming entangled in problems of national governance. It could also undermine the independence and neutrality of humanitarian players, particularly in a situation in the NOSO where the government is one of the parties to the conflict.

Another pillar of the humanitarian reform, the localisation agenda, is being applied in Cameroon at a time when the players involved in the national humanitarian space are being restructured. The Coordination of Humanitarian International NGOs in Cameroon (CHINGO) was founded in 2019 with the aim of facilitating coordination and cooperation between the international NGOs themselves, on the one hand, and

— 15. Claire Lefort-Rieu, « Aide internationale, production de services publics et souveraineté étatique : l'exemple des réfugiés centrafricains dans l'Est-Cameroun », *Politique africaine*, vol. 2, n° 158, 2020, p. 205-222.

— 16. Entretien de Philip Wade avec Damien Noma, « Les ONG camerounaises et la coordination de l'aide au défi de la "localisation" », in Marie-Thérèse Mengue et Virginie Troit (dir.), *Transition humanitaire au Cameroun*, op. cit., p. 83-87.

— 14. Interview with a government official, Yaoundé, 1 February 2024.

— 15. Claire Lefort-Rieu, « Aide internationale, production de services publics et souveraineté étatique : l'exemple des réfugiés centrafricains dans l'Est-Cameroun », *Politique africaine*, vol. 2, n° 158, 2020, p. 205-222.

constituée uniquement des agences onusiennes, des donateurs humanitaires et d'ONGI, l'intégration de CHOI en 2018 a amélioré la représentativité au sein de cette instance. La représentativité nationale a été renforcée en 2024 avec l'élection de trois nouvelles ONGN/L dans l'EHP : ALDEPA (Action locale pour un développement participatif et autogéré) qui couvre la région de l'Extrême-Nord ; LUKMEF (*Martin Luther King Jr. Memorial Foundation*) pour le NOSO ; et *Help the Children* pour l'Est.

Les changements enregistrés dans l'EHP contribuent, certes, à corriger les déséquilibres de pouvoir au sein des structures de l'aide humanitaire, mais cela ne se fait pas dans une logique transformatrice puisque certaines contraintes structurelles persistent. L'accès des organisations locales au financement dans le cadre de la mise en œuvre du PRH reste limité par les procédures exigeantes des bailleurs de fonds. Par exemple, alors que depuis la suspension de l'aide américaine, le Service de l'aide humanitaire et de la protection civile (*European Commission's Humanitarian Aid Office* – ECHO en anglais) est désormais le principal pourvoyeur d'aide humanitaire en 2025, celui-ci est réputé financer uniquement les ONGI. De plus, le renforcement des capacités locales continue d'être dépendant de la stratégie d'intervention des partenaires internationaux, qui misent davantage sur la maîtrise de leur procédure de gestion au détriment du renforcement organisationnel et de l'autonomisation progressive des organisations locales¹⁷. Au-delà des simples stratégies d'adaptation promues, le secteur de la solidarité internationale au Cameroun requiert des transformations profondes impliquant une révision des relations de dépendance à l'égard d'une poignée de donateurs occidentaux. Alors que la diversification des sources de financement devient presque un enjeu de

between them and other actors involved in the humanitarian response, on the other hand. A year earlier (in 2018), there had been a similar development between national and local NGOs (N/L NGOs) with the founding of a national platform of humanitarian NGOs (Cameroonian Humanitarian Organizations Initiative, or CHOI), then composed of around 200 N/L NGOs.¹⁶ While the HCT, the main national body for negotiating aid outcomes, used to consist solely of UN agencies, humanitarian donors and international NGOs, the incorporation of CHOI in 2018 improved the representativeness of this body. National representativeness was boosted in 2024 when three new N/L NGOs were elected to the HCT: ALDEPA (Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré – "Local Action for Participatory and Self-Managed Development"), covering the Far North region, LUKMEF (Martin Luther King Jr. Memorial Foundation), covering the NOSO regions, and Help the Children, covering the East region.

Although the changes in the HCT help correct power imbalances in humanitarian aid structures, the process has not been truly transformative as some structural constraints persist. Local organisations' access to funding to implement the HRP remains limited by the demanding procedures of the funding bodies. For example, while the European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO) is now the main donor of humanitarian aid in 2025, it is known to fund only international NGOs. Furthermore, local capacity building is still dependent on the intervention strategy of international partners, which focus more on mastering their management procedures than on strengthening organisations and gradually empowering local organisations.¹⁷

— 16. Philip Wade's interview with Damien Noma, « Les ONG camerounaises et la coordination de l'aide au défi de la "localisation" », in Marie-Thérèse Mengue et Virginie Troit (dir.), *Transition humanitaire au Cameroun*, op. cit., p. 83-87.

— 17. Boukar Khari, *État des lieux de la mise en œuvre de la localisation de l'aide humanitaire au Cameroun*, OCHA, novembre 2021.

— 17. Boukar Khari, *État des lieux de la mise en œuvre de la localisation de l'aide humanitaire au Cameroun*, OCHA, novembre 2021.

survie organisationnelle, ce redéploiement stratégique reste pour le moment peu exploré au Cameroun. L'attention récente de certains organismes d'aide s'est notamment portée sur l'accès aux financements du Fonds Nexus allemand auquel le Cameroun, aux côtés du Tchad, est éligible au premier lot de financement initial de 5,5 millions USD¹⁸. Or il incombe aux acteurs nationaux et internationaux de la réponse humanitaire au Cameroun de développer une stratégie nationale de collecte de fonds intégrant le secteur privé, la diaspora et d'autres sources alternatives, car cela semble être le moyen pratique de réduire la dépendance et de créer un fonds de financement plus durable.

In addition to simple adaptation strategies being promoted, the functioning of the international solidarity system in Cameroon therefore requires profound changes that will involve a review of the relationship of dependence on a handful of Western donors. While the diversification of funding sources is becoming almost a matter of organisational survival, this strategic redeployment remains little explored in Cameroon for the time being. Recent attention from certain aid agencies has focused, for example, on access to funding from the German Nexus Fund, for which Cameroon, alongside Chad, is eligible for the first batch of initial funding of USD 5.5 million.¹⁸ However, it is incumbent on national and international humanitarian response actors in Cameroon to develop a national fundraising strategy that includes the private sector, the diaspora and other alternative sources, as this seems to be the practical way to reduce dependency and create a more sustainable funding base.

Translated from the French by Derek Scoins

— 18. Compte rendu de la réunion de la Task Force Nationale Nexus du 24 juillet 2025, <https://response.reliefweb.int/fr/cameroon/humanitarian-development-peace-hdp-nexus-cameroon/hdp-nexus-national-task-force>

— 18. Minutes of the Nexus National Task Force meeting of 24 July 2025, <https://response.reliefweb.int/cameroon/humanitarian-development-peace-hdp-nexus-cameroon/hdp-nexus-national-task-force>

Biographie



AXEL PUEUGUE SIMO

Axel Pueugue Simo est doctorant en développement international à l'université d'Ottawa (Canada) où il intervient également comme chargé de cours à temps partiel à l'École de développement international et mondialisation. Sa thèse de doctorat porte sur les reconfigurations de l'action humanitaire et la mise en œuvre des approches du Triple Nexus humanitaire-développement-paix, et de localisation de l'aide en contextes camerounais.

Axel Pueugue Simo is a PhD student in international development at the University of Ottawa (Canada) where he is also a part-time lecturer at the School of International Development and Global Studies. His doctoral thesis focuses on the reconfiguration of humanitarian action and the implementation of the approaches of the Humanitarian-Development-Peace Triple Nexus, and on the localisation of aid in Cameroon.

Quel avenir pour le Pacte mondial pour les réfugiés dans un système international en crise ? : étude de cas au Niger

What future for the Global Compact on Refugees in an international system in crisis? The case study of Niger

Rémy Kalombo • Chercheur et spécialiste en suivi et évaluation (Niger)

L

a solidarité internationale face aux réfugiés se fracture sous les coupes budgétaires massives. Au Niger, pays sahélien accueillant près de 400 000 réfugiés, les décisions américaines et

européennes mettent en péril les engagements pris et menacent l'équilibre fragile entre aide d'urgence et autonomisation durable.

Adopté en 2018 sur la base d'un large consensus international, le Pacte mondial sur les réfugiés (PMR) incarne une ambition collective : renforcer la solidarité internationale et améliorer la

International solidarity with refugees is breaking down due to massive budget cuts. In Niger, a Sahelian country hosting close to 400,000 refugees, American and European funding decisions are jeopardising previously made commitments, and are threatening the fragile balance between emergency aid and sustainable self-reliance.

The Global Compact on Refugees (GCR) was adopted in 2018 on the basis of a broad international consensus. The GCR embodies a shared ambition: to strengthen international solidarity and to improve the response to forced displacement through fairer sharing of responsibilities. The Compact has four key objectives: to



RÉMY
KALOMBO

réponse aux déplacements forcés à travers un partage plus équitable des responsabilités. Il repose sur quatre objectifs clés : alléger la pression sur les pays d'accueil, renforcer l'autonomie des réfugiés, élargir l'accès aux solutions durables, et soutenir les conditions de retour dans les pays d'origine. Toutefois, cette vision ambitieuse se heurte aujourd'hui à une réalité préoccupante : la crise structurelle du financement humanitaire.

Depuis plusieurs années, les financements destinés à la protection et à l'assistance des réfugiés connaissent une baisse significative, exacerbée par la multiplication des crises prolongées, les priorités géopolitiques changeantes et la fatigue des donateurs. Cette tendance, aggravée par les coupes budgétaires américaines et les baisses conjuguées des aides au développement des pays européens, met en péril la mise en œuvre effective du PMR. C'est le cas en particulier dans les pays à faibles ressources qui accueillent environ 73 % de la population réfugiée mondiale et offrent l'asile à plus de 23 % du total¹.

Le Niger face à la pression de l'accueil des réfugiés

Situé au carrefour des routes migratoires sahéliennes et accueillant à ce jour près de 400 000 réfugiés², le Niger continue de faire face depuis plus d'une décennie à des crises humanitaires complexes et multiples, résultant de l'activisme de groupes terroristes³ (Sahel central, bassin du lac Tchad avec Boko Haram), des aléas climatiques extrêmes, et des causes de sous-développement structurelles⁴. Dans ce contexte, les réfugiés et

ease the pressure on host countries, to enhance refugee self-reliance, to expand access to sustainable solutions, and to support conditions in countries of origin for returns. However, this ambitious vision is now coming up against a worrying reality: the structural funding crisis faced by the humanitarian sector.

Funding for refugee protection and assistance has dropped significantly over the past few years, exacerbated by the proliferation of protracted crises, shifting geopolitical priorities and funder fatigue. This trend, compounded by US (United States) budget cuts and the combined drop in development aid provided by European countries, is jeopardising the effective implementation of the GCR. This is particularly the case in the low-income countries that host approximately 73% of the global refugee population and offer asylum to over 23% of the world's refugees.¹

Niger facing the strain of hosting refugees

Niger is located at the crossroads of the Sahelian migration routes and currently hosts close to 400,000 refugees.² The country has been contending with complex and multiple humanitarian crises for over a decade, stemming from the actions of terrorist groups (Central Sahel, and Boko Haram in the Lake Chad Basin),³ extreme climate hazards and structural causes of underdevelopment.⁴ In this context, refugees and asylum seekers have multiple humanitarian needs with regards to protection, food security, and access to basic social services and housing.

— 1. UNHCR, *Global Trends Report – Forced Displacement in 2024*, 2024, <https://www.unhcr.org/global-trends-report-2024>

— 2. UNHCR Niger, *Map Population of Concern*, May 2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/116804>

— 3. IOM, *Niger Crisis Response Plan 2024*, https://crisisresponse.iom.int/sites/g/files/tmzbd1481/files/appeal/pdf/2024_Niger_Crisis_Response_Plan_2024.pdf

— 4. Banque mondiale, *Niger – Vue d'ensemble*, mars 2025, <https://www.worldbank.org/en/country/niger/overview>

— 1. UNHCR, *Global Trends Report – Forced Displacement in 2024*, 2024, <https://www.unhcr.org/global-trends-report-2024>

— 2. UNHCR Niger, *Map Population of Concern*, May 2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/116804>

— 3. IOM, *Niger Crisis Response Plan 2024*, https://crisisresponse.iom.int/sites/g/files/tmzbd1481/files/appeal/pdf/2024_Niger_Crisis_Response_Plan_2024.pdf

— 4. *The World Bank in Niger: Overview*, March 2025, <https://www.worldbank.org/en/country/niger/overview>

les demandeurs d'asile sont confrontés à de multiples besoins humanitaires qui portent à la fois sur les questions de protection, l'accès aux services sociaux de base et au logement, ou encore sur la sécurité alimentaire.

En dépit de ce contexte international incertain, le gouvernement du Niger maintient son choix de garantir aux réfugiés un environnement propice pour leur protection, et la recherche de solutions durables. Lors du dernier Forum mondial sur les réfugiés en 2023, dont il était un des pays coparrains, le Niger avait déjà pris trois engagements majeurs⁵ :

- augmenter l'accès des réfugiés à une éducation de qualité, inclusive et équitable dans un environnement sûr et protecteur ;
- agir contre les effets du changement climatique en protégeant l'environnement et en améliorant l'accès aux sources d'énergie durables dans les zones d'accueil des réfugiés ;
- fournir la protection et les solutions durables aux réfugiés présents dans le pays sur la base de piliers légaux, économiques et sociaux dont les effets seraient également profitables aux communautés d'accueil.

Si ces engagements témoignaient de la volonté du gouvernement en faveur du PMR, l'espoir pour y parvenir reposait en grande partie sur la solidarité internationale.

L'effet domino : impact de la coupe des financements américains sur les réfugiés

Le budget alloué de l'aide en faveur des réfugiés au Niger est passé de 68,4 millions USD à environ 10,6 millions USD entre 2024 et 2025⁶. La coupe des

Despite the uncertain international context, the government of Niger is maintaining its decision to guarantee refugees an environment conducive to protection and a search for sustainable solutions. Niger was, in fact, a co-convenor of the last Global Refugee Forum (GRF) in 2023, when he made three major commitments:⁵

- To increase refugee access to inclusive, equitable, quality education in a safe, protective environment.
- To address the impacts of climate change by protecting the environment and improving access to sustainable sources of energy in refugee hosting areas.
- To provide protection and sustainable solutions for refugees the country based on legal, economic and social pillars with effects that are also positive for host communities.

While these pledges reflected the government's keenness to uphold the GCR, the hope was that international solidarity would largely fund the commitments.

Domino effect – the impact of US funding cuts on refugees

The budget allocated to aid for refugees in Niger fell from USD 68.4 million to around USD 10.6 million between 2024 and 2025.⁶ The cuts to US aid, which accounted for over half of the available resources, have firstly had a direct impact: The UN Refugee Agency in Niger has had to undertake restructuring measures leading to a reduced grassroots operational presence (cutting staff by roughly 40% and terminating or pausing 40% of its programmes).⁷ This has also set in motion

— 5. UNHCR Niger, *Résumé des trois engagements du Niger au Forum mondial sur les réfugiés 2023*, février 2024, <https://reliefweb.int/report/niger/resume-des-trois-engagements-du-niger-au-forum-mondial-sur-les-refugies-2023>

— 6. OCHA, Niger – *Besoins humanitaires et plan de réponse*, 2025, <https://humanitarianaction.info/plan/1264>

— 5. UNHCR Niger, *Résumé des trois engagements du Niger au Forum mondial sur les réfugiés 2023*, février 2024, <https://reliefweb.int/report/niger/resume-des-trois-engagements-du-niger-au-forum-mondial-sur-les-refugies-2023>

— 6. OCHA, Niger – *Besoins humanitaires et plan de réponse*, 2025, <https://humanitarianaction.info/plan/1264>

— 7. UNHCR, *On the brink: The devastating toll of aid cuts on people forced to flee*, July 2025, <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-07/unhcr-on-the-brink-report-july-2025.pdf>

financements américains qui représentaient plus de la moitié des ressources disponibles a d'abord eu un impact direct : le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) au Niger a dû engager des restructurations conduisant à la baisse de sa présence opérationnelle sur le terrain (réduction d'environ 40 % de son personnel et arrêt ou suspension de 40 % de ses programmes)⁷. Mais cela a déclenché une série de conséquences en cascade sur l'ensemble du système de l'aide, affectant aussi bien les réfugiés que les communautés qui les accueillent⁸. Loin de fragiliser uniquement l'écosystème, ces changements opérés sous la contrainte de financement affaiblissent la capacité du pays à tenir les engagements pris lors du Forum mondial de 2023, et donc sa contribution aux objectifs du PMR.

Principe de partage de responsabilité affaibli et forte pression sur un système national déjà précaire

Dans l'esprit du PMR, les pays qui reçoivent et abritent les réfugiés – souvent pour des périodes prolongées – apportent une forte contribution au bien collectif, à la cause de l'humanité en général, en puisant dans leurs ressources limitées. Il est, dès lors, juste et indispensable que ces pays obtiennent un appui tangible de la communauté internationale dans son ensemble pour piloter les interventions. Il s'agit là du principe de partage de la charge et des responsabilités qui constitue l'un de quatre objectifs du Pacte.

La réduction drastique du financement américain – qui est passé pour le seul HCR de 27,6 millions USD en 2024 à 10,4 millions USD en 2025 (soit une réduction de 62%)⁹ – a profondément fragilisé ce

a domino effect on the whole aid system, impacting both refugees and the host communities.⁸ Far from weakening the ecosystem alone, these enforced changes caused by funding cuts are significantly affecting the country's ability to keep the pledges made at the 2023 GRF, and consequently its contribution to the GRC objectives.

Diminished principle of shared responsibility and significant strain on an already precarious national system

In line with the ethos of the GRC, countries that receive and give shelter to refugees, often for long periods of time, make a major contribution to the common good and to humankind's cause in general, by drawing on their limited resources. Consequently, it is fair and vital that these countries are given tangible support by the whole international community in order to steer the response. This is the principle of charge-sharing and responsibility-sharing, one of the Compact's four objectives.

The drastic cut in US aid – from USD 27.6 million in 2024 to USD 10.4 million in 2025 (a cut of 62%), for the HCR alone –⁹ has significantly undermined this principle and its implementation, at the same time weakening the dynamic of international solidarity and encouraging other funders, particularly European Union, Italy and Germany to reduce their funding commitments for refugees in Niger. Moreover, it is worth reiterating that bilateral relations between Niger and some European states had not been in good shape since the political changes that took place in July 2023,¹⁰ a political situation that had already had an impact on European funding.

— 7. UNHCR, *On the brink: The devastating toll of aid cuts on people forced to flee*, July 2025, <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-07/unhcr-on-the-brink-report-july-2025.pdf>

— 8. ACAPS, *Global Analysis, US Funding Freeze & Terminations*, February 2025, <https://www.acaps.org/en/us-funding-freeze#c1756>

— 9. UNHCR, *Niger Funding Update*, 2024, <https://www.unhcr.org/media/niger-funding-update-2024>, and *Niger Funding Update*, 2025, <https://www.unhcr.org/media/niger-funding-update-2025>

— 8. ACAPS, *Global Analysis, US Funding Freeze & Terminations*, February 2025, <https://www.acaps.org/en/us-funding-freeze#c1756>

— 9. UNHCR, *Niger Funding Update*, 2024, <https://www.unhcr.org/media/niger-funding-update-2024>, and *Niger Funding Update*, 2025, <https://www.unhcr.org/media/niger-funding-update-2025>

— 10. Ali Lamine Zeine was appointed prime minister on 7 August 2023 by the military junta that had seized power on 26 July 2023 [Editor's note].

principe et sa mise en œuvre, affaiblissant du même coup la dynamique de la solidarité internationale et entraînant d'autres donateurs, notamment l'Union européenne, l'Italie et l'Allemagne à revoir à la baisse leurs engagements en faveur des réfugiés au Niger. Rappelons, par ailleurs, que les relations bilatérales entre ce pays et certains États européens n'étaient plus au beau fixe depuis les changements politiques intervenus en juillet 2023¹⁰, une réalité politique qui avait déjà eu des conséquences sur les financements européens.

Ces circonstances viennent accentuer la pression sur les services nationaux existants qui, en plus des besoins actuels de la population, loin d'être adéquatement couverts, devraient désormais prendre en compte la part des besoins des réfugiés non couverts par les partenaires de l'aide. À moyen terme, cela entraînera une détérioration des conditions de vie des réfugiés, une augmentation des tensions avec les communautés hôtes, et une remise en cause de l'engagement du Niger à offrir protection et solutions durables.

Accès réduit aux services sociaux de base et risque accru dans les zones d'accueil

L'insécurité et les conflits qui perdurent dans les régions de Tillabéri, Diffa, Maradi et Tahoua continuent de provoquer des déplacements forcés et aggravent les difficultés des personnes déplacées et des communautés qui les accueillent. Cela alors même que, comme déjà évoqué, la réduction des financements a conduit à réduire la couverture de l'aide. Les conséquences des programmes interrompus se font déjà sentir sur l'accès aux services sociaux de base¹¹.

These circumstances are increasing the pressure on existing national services which, in addition to the population's current needs, which are far from being adequately covered, will now have to take into account the share of refugee needs not covered by aid partners. In the medium term, this will lead to a deterioration in refugee living conditions, to increased tension with host communities, and to Niger's commitment to offer protection and sustainable solutions being called into question.

Reduced access to basic social services and an increased risk in host regions

The ongoing insecurity and conflicts in the Tillabéri, Diffa, Maradi and Tahoua regions are continuing to cause forced displacement and are worsening the difficulties experienced by displaced people and the host communities. As already mentioned, all this is taking place against a backdrop of funding cuts, which has led to reduced aid cover. The impact of the pause in programmes is already being felt in terms of access to basic social services.¹¹

Over 212,000 refugees no longer have access to essential healthcare services, specifically maternal health and mental health support, because of the suspension of mobile clinics and the diminishing supply of essential medicines. The cuts to the water support, care and sanitation programmes have left over 100,000 people without access to an adequate supply of clean water or basic hygiene measures, which increases the risk of waterborne and communicable diseases.

In the education sector, with 38% of refugee children enrolled in primary school and only 9% attending secondary school,¹² cuts to education programmes

org/media/niger-funding-update-2025

— 10. Le 7 août 2023, Ali Lamine Zeine a été nommé Premier ministre par la junte militaire au pouvoir depuis le 26 juillet 2023 [NDLR].

— 11. ACAPS, *Global Analysis, US Funding Freeze & Terminations*, op. cit.

— 11. ACAPS, *Global Analysis, US Funding Freeze & Terminations*, op. cit.

— 12. UNHCR, *Enquête sur le suivi des résultats (RMS) au Niger*, août 2025, <https://reliefweb.int/report/niger/unhcr-niger-results-monitoring-survey-report-august-2025>

Plus de 212 000 réfugiés n'ont dès lors plus accès aux services de santé essentiels, notamment les soins maternels et le soutien à la santé mentale, en raison de la suspension des cliniques mobiles et de la diminution de l'approvisionnement en médicaments essentiels. Les coupes dans les programmes d'approvisionnement en eau, en soins et en assainissement laissent plus de 100 000 personnes sans accès à de l'eau propre en quantité suffisante, ou à des mesures d'hygiène de base, ce qui accroît le risque de maladies d'origine hydrique et de maladies transmissibles.

Dans le secteur de l'éducation, avec 38 % des enfants réfugiés scolarisés au niveau primaire et seulement 9 % au niveau secondaire¹², la réduction des interventions en faveur du secteur et du personnel dédié, notamment auprès des partenaires de mise en œuvre, met en péril les progrès récents. Le risque est encore plus grand pour les plus de 90 000 enfants réfugiés actuellement non scolarisés qui, sans accès à l'éducation, n'auront aucune autre possibilité de se construire un avenir et de contribuer à leurs communautés.

Pour l'assistance alimentaire, plus de 114 000 personnes vulnérables ne reçoivent plus l'assistance monétaire depuis le mois de juillet, ce qui les empêche de subvenir à leurs besoins essentiels comme la nourriture, les produits d'hygiène et le transport. Plus de 260 000 personnes sont privées de biens de première nécessité tels que des couvertures, des matelas et des ustensiles de cuisine, qui sont essentiels à leur survie et à leur dignité. L'assistance n'a été maintenue que pour les plus vulnérables des réfugiés et demandeurs d'asile.

Les besoins en abris sont particulièrement urgents : plus de 209 000 personnes réfugiées vivent dans des

and dedicated staff, particularly implementation partner staff, are jeopardising recent progress. The risk is even greater for the over 90,000 refugee children currently not in education and who, without access to education, will have no opportunity to build a future and contribute to their communities.

Regarding food aid, over 114,000 vulnerable people no longer receive cash assistance, which prevents them from meeting their basic needs such as food, hygiene products and transport. Over 260,000 people are going without essentials such as blankets, mattresses and cooking utensils. These basic items are key to their survival and dignity. Assistance has only been maintained for the most vulnerable refugees and asylum seekers.

Shelter needs are particularly urgent: over 209,000 refugees live in inadequate accommodation, a concerning situation as it can increase exposure to gender-based violence and other protection risks, particularly for women, children and people with disabilities.¹³ Women and girls are exposed to an increased risk of sexual violence, particularly sexual assault and child marriage, as privacy and physical security are lacking.

This is how these US and European funding cuts are not just compromising protection and assistance, but are also eroding the humanitarian space. As resources dwindle, UNHCR's capacity to negotiate access, monitor protection trends and deliver services with its partners in areas destabilised by violence, also drops.

Refugee self-reliance and socioeconomic inclusion at risk

The GCR had raised the hope of ensuring a transition from aid to self-reliance through socioeconomic inclusion, training and access to opportunities and

— 12. UNHCR, *Enquête sur le suivi des résultats (RMS) au Niger*, août 2025, <https://reliefweb.int/report/niger/unhcr-niger-results-monitoring-survey-report-august-2025>

— 13. Joint UNHCR-WFP assessment mission, September 2025.

logements inadéquats, une situation préoccupante en ce qu'elle peut augmenter l'exposition aux violences basées sur le genre et autres risques de protection – en particulier pour les femmes, les enfants et les personnes handicapées¹³. Sans intimité ni sécurité physique, les femmes et les filles sont exposées à des risques accrus de violences sexuelles, notamment d'agressions sexuelles et de mariages d'enfants.

C'est en cela que ces coupes budgétaires, aussi bien américaines qu'européennes, ne compromettent pas seulement la protection et l'assistance, mais érodent également l'espace humanitaire. Au fur et à mesure que les ressources diminuent, la capacité du HCR à négocier l'accès, à surveiller les tendances en matière de protection, et à fournir des services avec ses partenaires dans les zones déstabilisées par la violence, diminue également.

L'autosuffisance et l'inclusion socioéconomique des réfugiés en péril

Le PMR avait suscité un espoir : celui d'assurer la transition de l'aide vers l'autosuffisance grâce à l'inclusion socio-économique, la formation et l'accès aux opportunités et ressources disponibles dans les zones d'accueil des réfugiés. Dans cet objectif, le Niger avait adopté une stratégie « hors camp », c'est-à-dire qui visait à intégrer les réfugiés dans les communautés locales, leur permettant d'accéder à la terre, au logement, à l'éducation et aux services de santé¹⁴. Cet environnement propice a permis, ces deux dernières années, de poser les premières pierres d'un chemin vers cette autosuffisance pour des milliers de réfugiés encore dépendants de l'aide ; quelques progrès avaient déjà été enregistrés, même si des efforts consistants

— 13. Mission d'évaluation conjointe UNHCR-PAM, septembre 2025.

— 14. UNHCR Niger, *Résumé des trois engagements du Niger...*, op. cit. Au Niger, on parle de « villages d'opportunité », voir dans ce numéro, l'article de Julien Ramadji Begoto, « Face à la crise de l'aide internationale, la "villagisation" comme stratégie de résilience des réfugiés centrafricains au sud du Tchad », p. 124-135 [NDLR].

« Plus de 212 000 réfugiés n'ont ainsi plus accès aux services de santé essentiels, notamment les soins maternels et le soutien à la santé mentale. »

"Over 212,000 refugees no longer have access to essential healthcare services, specifically maternal health and mental health support."

resources available in refugee hosting regions. To this end, Niger had adopted an "out-of-camp" strategy aiming to integrate refugees into local communities, providing them with access to land, housing, education and health services.¹⁴ Over the past two years, this propitious environment has enabled the foundations to be laid for a pathway towards this self-reliance for thousands of refugees who were still reliant on aid. Some progress had already been made, even if consistent efforts still needed to be made to improve refugees' means of subsistence, as the majority (98%) are still below the poverty threshold.¹⁵

With the funding cut, players are having to focus on emergency operations to meet life-saving needs to the detriment of what it had set in motion until that point, namely structural programmes to foster refugee empowerment and self-reliance. In a context of recurring crises and defunding, the limited resources have been channelled into operations to

— 14. UNHCR Niger, *Résumé des trois engagements du Niger...*, op. cit. In Niger, the term "villages of opportunity" is used. See the article by Julien Ramadji Begoto in this issue: "Villagisation" as a resilience strategy for Central African Republic refugees in southern Chad in response to the international aid crisis", pp. 124-135 [Editor's note].

— 15. ReliefWeb, *Évaluation multisectorielle des besoins 2024 – Niger – Région de Tahoua*, 16 novembre 2024, <https://reliefweb.int/report/niger/evaluation-multisectorielle-des-besoins-2024-niger-multi-sectoral-needs-assessment-msna-region-de-tahoua>

restaient encore à faire pour améliorer les moyens de subsistance des réfugiés, dont la majorité (98 %) demeure encore sous le seuil de pauvreté¹⁵.

Avec la réduction des financements, les acteurs se retrouvent contraints de privilégier les interventions d'urgence visant les besoins vitaux (*life-saving*) au détriment de ce qu'ils avaient initié jusqu'alors, à savoir des programmes structurants qui favorisent l'autonomisation et l'autosuffisance des réfugiés. Dans un contexte de crises récurrentes et de définancement, les ressources limitées ont été concentrées sur les interventions en faveur de personnes vulnérables : accès à la nourriture, à l'eau potable, aux soins de santé primaires et à la protection. Cette priorisation, bien que nécessaire pour sauver des vies, relègue au second plan – quand elle ne gèle pas la formation professionnelle – l'appui à l'entrepreneuriat ou l'intégration socio-économique. Ainsi, les initiatives locales et nationales qui avaient commencé à porter leurs fruits, notamment la transformation des sites en villages d'opportunités dans les régions de Maradi et Diffa, sont ralenties faute de moyens, ce qui prolonge la dépendance à l'aide d'urgence et compromet les perspectives d'intégration durable des réfugiés.

Le manque de perspectives durables risquerait à terme de contraindre les réfugiés à adopter des stratégies de survie négatives telles que le recours au travail des enfants pour contribuer aux revenus familiaux, les mariages précoces et forcés pour les jeunes filles, ou encore les migrations secondaires souvent dans des conditions précaires et risquées.

En outre, ce ralentissement des programmes structurants n'affecte pas seulement les réfugiés, mais aussi les

help vulnerable people: access to food, drinking water, primary healthcare and protection. Although this prioritisation is indeed necessary to save lives, it pushes into the background professional training, entrepreneurship support and socio-economic integration, when it does not freeze them completely. Consequently, the local and national initiatives that had started to bear fruit, notably the conversion of sites into Village Development Hubs in the Maradi and Diffa regions, have slowed down due to a lack of resources, which prolongs reliance on emergency aid and compromises refugees' prospects of sustainably integrating into the area.

In the long term, the lack of sustainable prospects make it likely that refugees will be forced to adopt negative survival strategies, such as making use of child labour to contribute to family income, early and forced marriages for young girls, or even secondary migration, often in precarious and risky circumstances.

Furthermore, this slowdown of structural programmes does not only impact refugees, but also the host communities. Indeed, many projects such as professional training, income-generating activities and community infrastructure benefited both the refugees and local communities, in this way fostering social cohesion and local development. Cuts to these initiatives mean that refugees are likely to be perceived more as an additional drain on already limited resources, rather than an opportunity to boost the local economy or strengthen collective resilience. This situation can worsen tensions, undermine peaceful coexistence, and compromise integration efforts, even though the two groups had shared in the benefits of joint projects up to that point.¹⁶

— 15. ReliefWeb, *Évaluation multisectorielle des besoins 2024 – Niger – Région de Tahoua*, 16 novembre 2024, <https://reliefweb.int/report/niger/evaluation-multisectorielle-des-besoins-2024-niger-multi-sectoral-needs-assessment-msna-region-de-tahoua>

— 16. Colin Delfosse, « Au Niger, cohabitation fructueuse entre réfugiés et communautés locales au sein des "villages d'opportunité" », UNHCR, 6 juin 2023, <https://www.unhcr.org/fr-fr/actualites/articles-et-reportages/au-niger-cohabitation-fructueuse-entre-refugies-et-communautes>

communautés hôtes. En effet, de nombreux projets tels que les formations professionnelles, les activités génératrices de revenus ou les infrastructures communautaires bénéficiaient à la fois aux réfugiés et aux populations locales, favorisant la cohésion sociale et le développement local. Avec la réduction de ces initiatives, les réfugiés risquent d'être perçus davantage comme un fardeau supplémentaire sur des ressources déjà limitées, que comme une opportunité de dynamiser l'économie locale, ou de renforcer la résilience collective. Cette situation peut accentuer les tensions, fragiliser la coexistence pacifique et compromettre les efforts d'intégration, alors que les deux groupes partageaient jusque-là les bénéfices de projets communs¹⁶.

Les acteurs locaux mis à rude épreuve

Face aux coupes budgétaires, les acteurs locaux – en l'occurrence les autorités locales et les organisations à base communautaire, y compris celles dirigées par des réfugiés – se retrouvent en première ligne. Ils doivent désormais assumer un rôle plus élargi afin de couvrir les espaces non couverts par les partenaires internationaux. Dans ce contexte, l'agenda de la localisation de l'aide, qui vise à renforcer le leadership et les capacités des acteurs locaux, devient à la fois plus urgent et plus complexe.

Repenser l'action pour maintenir le cap vers les objectifs du Pacte mondial pour les réfugiés

La réduction des financements met sérieusement en péril l'atteinte des objectifs du PMR et la capacité du Niger à tenir ses engagements pris lors du Forum mondial pour les réfugiés, notamment en ce qui concerne l'autonomisation, l'intégration locale et la recherche de solutions durables.

« Réduire les budgets d'aide, c'est commettre une grave erreur et un échec moral, car ce sont les pays les plus vulnérables – accueillant la majorité des réfugiés – qui en paient le prix fort. »

“Cutting aid budgets is a serious mistake and a moral failure because the most vulnerable countries, which host the majority of the world's refugees, are paying the highest price.”

Local players put to the test

Faced with budget cuts, local players – in this case local authorities and community-based organisations, including those run by refugees – find themselves on the front line. They now have to take on a broader role to cover areas not covered by international partners. In this context, the aid localisation agenda, which aims to strengthen the leadership and capacity of local actors, is becoming both more urgent and more complex.

Rethinking action to stay on track to achieve the GCR objectives

The funding cut is seriously jeopardising the achievement of the GCR objectives and Niger's ability to keep the commitments it made at the GRF, particularly with regard to self-reliance, local integration and finding long-term solutions.

Funders should perhaps not view funding for refugees as simply a political decision; it is a vital necessity. Cutting aid budgets is a serious mistake and a moral failure because the most vulnerable countries, which host the majority of the world's refugees, are paying the highest price. If budgetary adjustments are needed, they should firstly target sectors able to absorb the impact, rather

— 16. Colin Delfosse, « Au Niger, cohabitation fructueuse entre réfugiés et communautés locales au sein des "villages d'opportunité" », UNHCR, 6 juin 2023, <https://www.unhcr.org/fr-fr/actualites/articles-et-reportages/au-niger-cohabitation-fructueuse-entre-refugies-et-communautés>

Pour les bailleurs, le financement en faveur des réfugiés ne devrait pas être considéré comme un simple choix politique : c'est une nécessité vitale. Réduire les budgets d'aide, c'est commettre une grave erreur et un échec moral, car ce sont les pays les plus vulnérables – accueillant la majorité des réfugiés – qui en paient le prix fort. Si des ajustements budgétaires s'imposent, ils devraient cibler premièrement des secteurs capables d'absorber le choc, et non l'aide humanitaire – où la moindre coupe se traduit immédiatement par davantage de souffrances, de stratégies de survie dangereuses, et de ruptures dans la marche vers l'autonomie.

Pour les acteurs, il est urgent de renforcer la coordination entre les humanitaires et les professionnels du développement afin de mutualiser les ressources, éviter les duplications, et maximiser les effets des interventions sur les populations. Cela passe par une meilleure planification conjointe, un suivi rigoureux des résultats, et l'utilisation de données fiables pour orienter les priorités. Le plaidoyer doit être intensifié auprès des bailleurs pour respecter les engagements financiers et promouvoir un partage équitable des responsabilités, tout en explorant de nouvelles sources de financement, notamment auprès des banques de développement, du secteur privé, des fondations et des mécanismes innovants.

Investir dans les capacités des autorités locales, des organisations communautaires et des réfugiés eux-mêmes permettra de pérenniser les actions, même en contexte de financement limité. Cela inclut la formation, le transfert de compétences, et l'appui à la gouvernance locale pour qu'elle puisse porter les solutions durables sur le long terme.

Pour le gouvernement, enfin, il est important de maintenir les engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés afin de préserver les acquis ainsi qu'un environnement juridique qui soit favorable à l'inclusion de ces réfugiés, et ce, en dépit d'un contexte de financement limité.

than humanitarian aid, a sector in which the slightest cut immediately results in more suffering, dangerous survival strategies and barriers on the pathway to self-reliance.

Players must urgently strengthen coordination between humanitarian workers and development professionals in order to pool resources, avoid duplication and maximise the impact of operations on populations. This takes the form of better joint planning, stringent monitoring of outcomes and the use of reliable data to guide priorities. Advocacy addressed to funders needs to be stepped up so that financial pledges are kept and fair sharing of responsibilities is promoted, while new sources of funding are explored, specifically from development banks, the private sector, foundations and innovative mechanisms.

Investment in local authority, community organisation and refugee capacity-building will help secure the long-term future of initiatives, even in a context of limited funding. This includes training, skills transfer and support for local governance bodies so they can develop sustainable solutions in the long term.

Finally, it is important that the government keeps the commitments made at the GRF in order to safeguard what has been achieved and a legal environment conducive to refugee inclusion, despite a context of limited funding.

Translated from the French by Gillian Eaton

Biographie



RÉMY KALOMBO

Diplômé en sciences économiques et titulaire d'un master en développement de l'université Senghor à Alexandrie, Rémy Kalombo est chercheur et praticien du secteur de l'aide humanitaire et du développement international, avec près de dix ans d'expérience en Afrique centrale et de l'Ouest. Ses travaux de recherche portent sur l'impact des financements sur la réponse aux déplacements forcés, l'analyse de l'efficacité de l'aide et la transition vers l'autonomisation des personnes et des communautés affectées. Rémy occupe actuellement le poste de responsable du suivi et de l'évaluation au sein de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, basée au Niger.

Rémy Kalombo graduated from Senghor University, Alexandria, Egypt, with a master's degree in development and an economics degree. He is a researcher and practitioner in humanitarian aid and international development with roughly a decade of experience in West and Central Africa. His research focuses on the impact of funding on the response to forced displacement, aid effectiveness analysis, and affected people's and communities' transition towards self-reliance. Rémy currently holds the position of Monitoring and Evaluation Officer at the UN Refugee Agency in Niger.

Repenser les fondations d'un ordre humanitaire mondial en péril

Rethinking the foundations of a global humanitarian order in jeopardy

Caroline Brandao • Responsable du pôle Droit international humanitaire à la Croix-Rouge française

F

ace aux violations massives du droit international humanitaire et à l'impunité qui les accompagne, le tout dans un contexte de réduction drastique des financements de l'aide, Caroline

Brandao analyse les causes du délitement de l'ordre humanitaire mondial. L'autrice propose aussi des mécanismes concrets pour reconstruire un système fondé sur la paix, la justice et la dignité.

Ce n'est plus seulement l'aide humanitaire qui vacille, c'est tout un système de normes, de valeurs et de principes sous-tendant l'action humanitaire qui menace de s'effondrer. Face à la multiplication des conflits armés – plus de

In the face of massive violations of International Humanitarian Law and the impunity that goes with them, all in a context of drastic aid cuts, Caroline Brandao analyses the root causes of the breakdown of the global humanitarian order. The author also puts forward practical mechanisms for rebuilding a system based on peace, justice and dignity.

It is no longer just humanitarian aid that is teetering. An entire system of standards, values and principles underpinning humanitarian work is at risk of collapse. The proliferation of armed conflicts (over 130 were recorded in 2025),¹ their growing intensity and the continuing impunity for International

— 1. Press release from the International Committee of the Red Cross (ICRC), *Upholding international humanitarian law is crucial to reducing escalating costs of war*, 14 February 2025, <https://www.icrc.org/en/news-release/icrc-president-upholding-international-humanitarian-law-crucial-to-reducing-costs-of-war>

130 recensés en 2025¹ –, à leur intensité croissante, et à l'impunité persistante pour les violations du droit international humanitaire (DIH), celui-ci se trouve fragilisé. Pourtant, ce droit représente l'un des derniers remparts pour la protection des civils en temps de guerre. Il constitue également le socle juridique qui permet aux organisations humanitaires d'agir dans les contextes les plus périlleux. Plus insidieusement, les conflits armés contemporains menacent la paix mondiale, non seulement par leurs effets destructeurs, mais aussi en alimentant des dynamiques de polarisation, de méfiance et d'agressivité. Par ailleurs, l'essor rapide et la complexité croissante des technologies de l'information, notamment à travers les réseaux sociaux et les médias, favorisent une diffusion continue d'informations parfois contradictoires, biaisées, ou manipulées². Cette surcharge informationnelle rend plus difficile la défense et la mise en œuvre effective des obligations découlant du DIH, et fragilise la légitimité des acteurs humanitaires. Dans ce contexte, il ne s'agit pas de se contenter de constats alarmants, ni de formuler des déclarations sans lendemain. Il devient urgent de repenser les fondations d'un ordre humanitaire mondial en péril, afin de construire des réponses collectives et durables. Cela suppose de comprendre les raisons du délitement de l'ordre existant, pour ensuite esquisser les contours d'un nouvel ordre humanitaire fondé sur la paix, la justice et la dignité.

Un panorama mondial de violations massives sur fond de désengagements financiers

Le sombre tableau des violations du

— 1. Communiqué de presse du CICR, *Il est essentiel de respecter le droit international humanitaire pour réduire le coût croissant de la guerre, selon la présidente du CICR*, 14 février 2025, <https://www.icrc.org/fr/communiqu%C3%A9-de-presse/la-presidente-du-CICR-essentiel-de-respecter-le-droit-international-humanitaire-reduire-cout-guerre>

— 2. Voir le dossier de notre revue : « Communication : les défis à l'ère des *fake news* et de la "post-vérité" », *Alternatives Humanitaires*, n° 29, juillet 2025, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/parution/numero-29-communication-les-defis-a-lere-des-fake-news-et-de-la-post-verite> [NDLR].

Humanitarian Law (IHL) violations mean that IHL is being undermined. However, IHL is one of the last lines of defence for civilian protection in times of war. It is also the legal basis enabling humanitarian organisations to take action in the most dangerous contexts. More insidiously, contemporary armed conflicts are threatening world peace, not just because of their destructive impact, but also by fuelling polarisation, distrust and aggressiveness. Furthermore, the swift increase and the growing complexity of information technologies, as used by social networks and the media, are leading to continuous sharing of sometimes contradictory, biased or manipulated news.² This information overload makes it more difficult to defend and effectively implement IHL obligations, while undermining the legitimacy of humanitarian stakeholders. It is not enough to make alarming assessments or draft empty declarations in this context. There is an urgent need to redesign the foundations of a global humanitarian order in jeopardy in order to develop collective and sustainable solutions. This means firstly gaining an understanding of the reasons for the breakdown of the existing order, and then sketching the outline of a new humanitarian order based on peace, justice and dignity.

A global situation of massive violations against a backdrop of funding cuts

The bleak picture of IHL and human rights violations is part of a worrying context of worldwide humanitarian aid cuts. These budget cuts are considerably reducing humanitarian organisations' ability to take action, to a great extent jeopardising their presence and their access to civilian populations. This gradual disinvestment is only increasing impunity and is paving the way for authoritarian regimes to strengthen their hold

— 2. See the review's dossier: "Communication challenges in the era of fake news and 'post-truth'", *Humanitarian Alternatives*, issue 29, July 2025, <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/parution/issue-29-communication-challenges-in-the-era-of-fake-news-and-post-truth/> [editor's note]



CAROLINE BRANDAO

DIH et des droits humains s'inscrit dans un contexte inquiétant de réduction du financement de l'aide humanitaire à l'échelle mondiale. Ces coupes budgétaires affaiblissent considérablement les capacités d'action des organisations humanitaires, compromettant en grande partie leur présence et leur accès aux populations civiles. Ce désengagement progressif ne fait qu'accentuer l'impunité et ouvre un espace propice à la consolidation du pouvoir par des régimes autoritaires. En effet, la réduction de l'aide humanitaire affaiblit d'autant les mécanismes de surveillance et de contre-pouvoir, renforce le contrôle des régimes sur les ressources, et contribue à normaliser un climat d'impunité. Dans ce contexte, deux dynamiques majeures méritent une attention particulière. D'une part, l'érosion progressive du DIH tant sur le plan de sa mise en œuvre que de son respect. D'autre part, l'effacement préoccupant des espaces de régulation et de gouvernance internationale.

Alors que l'attention internationale est captée par quelques conflits très médiatisés, le monde connaît une dégradation généralisée de la situation humanitaire et des droits humains. Dans de nombreuses régions, les normes les plus fondamentales du DIH sont bafouées, et les populations en paient le prix fort. Les civils, et plus particulièrement les enfants, mais aussi les humanitaires et les journalistes – pourtant protégés par le DIH – deviennent les cibles directes de violences délibérées.

En 2025, les conflits armés dans les Territoires palestiniens occupés et en Ukraine comptent un nombre dramatique de victimes civiles. Les bombardements indiscriminés, les attaques contre les infrastructures civiles, et les restrictions à l'accès humanitaire y sont fréquents. Cette réalité marque une rupture grave avec les obligations découlant des Conventions de Genève de 1949. Au surplus, elle ne s'arrête pas à ces deux conflits majeurs.

on power. In fact, the downscaling of humanitarian aid is also weakening the monitoring and checks-and-balances mechanisms, increasing regimes' grip on resources, and playing a part in normalising a climate of impunity. Two major dynamics deserve special consideration in this context. On the one hand, there is the progressive erosion of IHL, both in terms of implementing and upholding the law. On the other, there is the worrying eradication of arenas of regulation and international governance.

While international attention is focused on a handful of conflicts that receive extensive media coverage, the world is experiencing a widespread deterioration of the humanitarian situation and human rights. The most basic IHL norms are being flouted in many regions, and populations are paying too high a price. Civilians, and more specifically children, as well as humanitarian workers and journalists (who are, however, protected by IHL), are becoming the direct targets of deliberate violence.

There have been a dramatic number of civilian victims in the armed conflicts in the Occupied Palestinian Territories and Ukraine in 2025. Indiscriminate bombings, attacks on civilian infrastructures and humanitarian access restrictions are frequent in these conflicts. This situation is a serious breach of the obligations resulting from the 1949 Geneva Conventions. However, it is not confined to these two major conflicts.

In Africa, Sudan is sinking into chaos, with the conflict being largely ignored by the media and the international community. Hostilities have intensified in North Darfur and the Kordofan areas, where massive violations of IHL and human rights have been recorded. The situation is particularly alarming in Al-Fashir. Widespread sexual violence, including against children, has been reported for over a year, revealing the sheer scale of the crisis. In the east of the Democratic Republic of the Congo, the armed conflicts are taking a turn for

Sur le continent africain, le Soudan s'enfoncé dans le chaos, en grande partie ignoré par les médias et la communauté internationale. Les hostilités se sont intensifiées au Darfour du Nord et dans les régions du Kordofan, où des violations massives du DIH et des droits humains ont été documentées. À El-Fasher, la situation est particulièrement alarmante. Depuis plus d'un an, des violences sexuelles généralisées – y compris à l'encontre d'enfants – y sont rapportées, révélant l'ampleur de la crise. Dans l'est de la République démocratique du Congo, les conflits armés s'aggravent et mettent en péril des processus de paix déjà précaires. Près de 40 % des survivants des violences sexuelles et basées sur le genre sont des enfants. Selon l'UNICEF, au plus fort du conflit, un enfant était violé toutes les 30 minutes. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme enquête également sur des allégations de recrutement forcé d'enfants dans les groupes armés. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les régimes militaires renforcent leur emprise sur le pouvoir au détriment des aspirations démocratiques de leurs peuples. Dans ces trois pays, des milliers de civils ont été tués au cours d'attaques menées par des groupes armés non étatiques. Des rapports font également état d'exécutions sommaires, de violences sexuelles et d'enlèvements. Au Nigeria, l'instabilité grandit : les groupes armés intensifient les assassinats, les enlèvements, le recrutement forcé de combattants, et les violences intercommunautaires, menaçant d'exporter l'insécurité à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Dans les Caraïbes, Haïti traverse une crise d'une gravité extrême. Entre janvier et mai 2025, au moins 2680 personnes ont été tuées et 957 autres blessées lors de violences menées par des gangs lourdement armés. Ces groupes criminels ont pris le contrôle de larges pans du

« La réduction de l'aide humanitaire affaiblit d'autant les mécanismes de surveillance et de contre-pouvoir, renforce le contrôle des régimes sur les ressources, et contribue à normaliser un climat d'impunité. »

“The downscaling of humanitarian aid is also weakening the monitoring and checks-and-balances mechanisms, increasing regimes' grip on resources, and playing a part in normalising a climate of impunity.”

the worse, jeopardising the already fragile peace processes. Children account for close to 40% of gender-based and sexual violence survivors. According to the United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), a child was reported raped every half hour during the most intense phase of the conflict. The Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights is also investigating allegations of forced recruitment of children into armed groups. The military regimes in Burkina Faso, Mali and Niger are strengthening their grip on power to the detriment of the democratic aspirations of their peoples. Attacks perpetrated by non-state armed groups have claimed thousands of civilian victims in all three countries. There are also reports of summary executions, sexual violence and kidnapping. Instability is growing in Nigeria: armed groups are stepping up killings, kidnappings, the forced recruitment of fighters and inter-community violence, threatening to export insecurity to the whole of West Africa.

In the Caribbean, meanwhile, Haiti is experiencing an extremely serious crisis. At least 2,680 people were killed and 957 injured in the violence unleashed by

territoire, y compris la capitale. Ils tuent, violent, enlèvent, et détruisent systématiquement les infrastructures civiles³.

L'obligation de respecter et faire respecter le DIH : un devoir collectif négligé

L'un des principes fondamentaux du droit international humanitaire est l'obligation pour les États de respecter et de faire respecter ce droit par les parties au conflit⁴. Cette obligation implique non seulement un devoir négatif (ne pas violer le DIH), mais aussi un devoir positif : celui de prendre des mesures pour prévenir, condamner, ou faire cesser les violations du DIH, y compris lorsqu'elles sont commises par d'autres États ou acteurs armés. Cette double dimension – respect et mise en œuvre – confère aux États une responsabilité partagée dans la préservation du droit humanitaire et la protection des civils.

Or, dans le contexte actuel, rares sont les États qui assument réellement cette responsabilité. Certains pays se sont régulièrement affirmés comme des défenseurs du DIH, notamment dans les enceintes diplomatiques. D'autres ont également manifesté un engagement à promouvoir le respect du DIH, en particulier dans les processus de paix. Toutefois, l'absence de positions fermes, cohérentes et coordonnées de la majorité des États – principalement des puissances militaires ou régionales impliquées directement ou indirectement dans des conflits armés – limite considérablement l'efficacité du principe. Dans les conflits en cours, la

heavily armed gangs between January and May 2025. These criminal groups have taken control of large swathes of territory, including the country's capital city. They kill, rape, kidnap and systematically destroy civilian infrastructure.³

The obligation to respect and ensure respect for IHL – a neglected collective duty

One of the founding principles of IHL is the obligation for states to respect the law and ensure that warring parties respect it too.⁴ They have both negative obligations (not to breach IHL) and positive obligations: to take steps to prevent, sanction or put a stop to IHL violations, including when such violations are committed by other states or armed actors. This dual dimension of compliance and implementation gives states shared responsibility to uphold humanitarian law and protect civilians.

However, in the current context, there are very few states that actually take on this responsibility. Some countries have regularly shown themselves to be IHL defenders, particularly in the diplomatic arena. Others have also demonstrated a commitment to promote compliance with IHL, particularly in peace processes. However, the principle's effectiveness is significantly limited because most states do not have a robust, coherent and coordinated stance, particularly military or regional powers directly or indirectly involved in armed conflicts. The response of third-party states to the ongoing conflicts remains timid, selective and sometimes even non-existent. The principle is cited in speeches, but is rarely implemented in practice through binding

— 3. Informations compilées dans le cadre des rapports de l'ONU OCHA – Rapports de situation (<https://reliefweb.int>), UNICEF – Données sur les violences faites aux enfants, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme – Rapports annuels et enquêtes spéciales, CICR – Bulletins humanitaires sur les conflits armés, Amnesty International et Human Rights Watch : Rapports de terrain (2025).

— 4. Ce principe est codifié à l'article 1 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949 et constitue également une règle de droit international coutumier, reconnue notamment dans la règle 139 de l'étude du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur le DIH coutumier (2005).

— 3. Information gathered from reports from the United Nations and the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, ReliefWeb situation reports (<https://reliefweb.int>), UNICEF – Data on violence against children, UN Human Rights Office – Annual reports and special investigations, ICRC – Humanitarian bulletins on armed conflicts, Amnesty International and Human Rights Watch: Field reports (2025).

— 4. This principle is enshrined in Article 1 of the four 1949 Geneva Conventions and is also a rule of customary international law, notably included in Rule 139 of the ICRC's study on customary IHL (2005).

réaction des États tiers reste timide, sélective, parfois même inexistante. Le principe est invoqué dans les discours, mais rarement appliqué dans les faits par des mesures contraignantes : pression diplomatique, sanctions ciblées, enquêtes internationales, ou suspension des ventes d'armes.

Dans le même temps, les garants du droit international humanitaire ne peuvent ignorer que le respect du DIH ne saurait être dissocié de l'obligation fondamentale qui incombe aux États de le diffuser, en temps de paix comme en temps de guerre. Cette obligation n'est pas facultative, elle découle directement des Conventions de Genève du 12 août 1949 et figure de manière quasi identique dans chacune des quatre conventions. Il s'agit là d'une obligation conventionnelle, juridiquement contraignante pour les États parties.

Pourtant, depuis 1949, cette obligation de diffusion reçoit peu d'attention. Chaque fois que des experts se sont penchés sur la question de l'application effective du DIH, ils ont conclu à la nécessité absolue de sa diffusion préalable et continue. De nombreuses résolutions adoptées dans le cadre des Conférences internationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en témoignent. Dès 1869, la deuxième conférence internationale à Berlin soulignait déjà qu'« il faut répandre autant que possible, spécialement parmi les soldats, la connaissance des articles de la Convention de Genève ». En 1981, une nouvelle conférence exhortait les États parties à assumer pleinement cette obligation, en assurant une diffusion systématique du DIH au sein des forces armées, des institutions étatiques, des milieux universitaires, médicaux, scolaires, et du grand public.

Si la diffusion auprès des forces armées peut s'appuyer sur des structures relativement homogènes, celle destinée aux civils s'avère plus complexe, en raison de la diversité des systèmes éducatifs et sociaux. Toutefois, cette diffusion n'en

measures, such as diplomatic pressure, targeted sanctions, international investigations or suspending arms sales.

At the same time, the guarantors of IHL cannot ignore the fact that compliance with IHL is inextricably linked with the fundamental obligation for states to spread knowledge of it, both in times of peace and times of war. This is not an optional obligation; it stems directly from the 12 August 1949 Geneva Conventions and all four Conventions use virtually identical wording. The requirement to disseminate IHL is a treaty obligation and is legally binding for the state parties.

However, this obligation to spread knowledge of IHL has received little attention since 1949. Each time that experts have focused on the issue of the effective application of IHL, they have identified the absolute need to spread knowledge in advance and continuously. The many resolutions adopted at the International Conferences of the Red Cross and Red Crescent bear witness to this. As early as in 1869, the second International Conference in Berlin was already highlighting a need to "spread awareness of the articles of the Geneva Convention as much as possible, particularly among soldiers". In 1981, a further conference called on the state parties to fully implement this obligation, ensuring systematic dissemination of IHL in the armed forces, state institutions, universities, medical facilities and school system and among the general public.

While spreading knowledge in the armed forces can draw on relatively similar structures, providing civilians with information can prove more complex because of the diversity of educational and social systems. However, spreading knowledge of IHL is just as critical nowadays. It plays a key role in how societies themselves understand, take on board and demand humanitarian principles.

Peacebuilding forums are important diplomatic instruments, but they have been considerably weakened today.

est pas moins impérative aujourd'hui. Cela conditionne la compréhension, l'appropriation et l'exigence des principes humanitaires par les sociétés elles-mêmes.

Les forums de dialogue pour la paix sont des instruments de diplomatie importants, mais considérablement affaiblis aujourd'hui. Historiquement, plusieurs forums de dialogue sur la paix ont émergé pour tenter de prévenir ou de résoudre les conflits armés. La Société des Nations (1919-1946) était l'un des premiers efforts institutionnels multilatéral, mais il fut amoindri par l'absence des grandes puissances et son incapacité à empêcher la Seconde Guerre mondiale. L'Organisation des Nations unies (depuis 1945), – notamment à travers le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, et ses agences spécialisées – est une avancée majeure, mais elle est aujourd'hui souvent paralysée par les vétos croisés, en particulier face aux conflits impliquant des membres permanents du Conseil. De même, les Conférences internationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (tous les quatre ans depuis 1867) constituent un espace unique entre les États et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour débattre de la mise en œuvre du DIH, mais leurs résolutions sont non contraignantes⁵. Aujourd'hui, le Forum de Paris sur la paix (depuis 2018) et le Forum de Doha (depuis 2000) sont des plateformes de haut niveau dédiées à la gouvernance mondiale et à la promotion du multilatéralisme ; pourtant, leur impact concret sur les conflits en cours reste limité.

La fragmentation du système international, les divisions géopolitiques profondes, et le recul du multilatéralisme sapent la capacité de ces espaces à agir de manière cohérente et crédible. L'urgence actuelle serait de renforcer ces espaces de dialogue, de leur donner des

Historically, several peacebuilding forums emerged to try to prevent or resolve armed conflicts. The League of Nations (1919-1946) was one of the first multilateral institutional initiatives, but it was weakened by an absence of major powers and its inability to prevent World War II. The UN (1945 onwards), notably via its Security Council, General Assembly and specialised agencies, constitutes a major step forward, but nowadays is often paralysed by cross-vetoes, particularly with regard to conflicts involving permanent members of the Security Council. Likewise, the International Conferences of the Red Cross and Red Crescent (held every four years since 1867) constitute a unique forum for states and the International Red Cross and Red Crescent Movement to debate implementation of IHL, although their resolutions are non-binding.⁵ Nowadays, the Paris Peace Forum (since 2018) and the Doha Forum (since 2000) are high-level platforms focusing on global governance and promoting multilateralism, but their tangible impact on current conflicts remains limited.

The fragmentation of the international system, deep geopolitical divisions and the shift away from multilateralism are eroding the ability of these forums to act in a coherent and credible manner. The extreme urgency at the present time is to strengthen these forums for dialogue, equip them with the means to have real influence and ensure that civilian protection and IHL compliance are put back at the heart of their priorities.

Establishing national evaluation bodies and effective enforcement mechanisms

It therefore seems necessary to build a new global humanitarian order. The issue of strengthening IHL and its effectiveness remains pivotal in the current context. However, the protection offered by this law relies on the political

— 5. Même si elles exercent une influence normative, politique et morale et peuvent conforter l'interprétation du DIH existant.

— 5. Even if they do exert normative, political and moral influence, and can uphold the interpretation of existing IHL.

moyens réels d'influence, et de replacer la protection des civils et le respect du DIH au cœur de leurs priorités.

Instaurer des instances nationales d'évaluation et des mécanismes de coercition effectifs

La construction d'un nouvel ordre humanitaire mondial apparaît donc comme une nécessité. La question du renforcement du DIH et de son efficacité demeure centrale dans le contexte contemporain. Or, la protection conférée par ce droit dépend de la volonté politique des dirigeants d'en assurer le respect et la mise en œuvre. L'avenir des Conventions de Genève de 1949 repose sur les choix normatifs et politiques qui doivent être opérés aujourd'hui : de ces choix dépendra la capacité de la communauté internationale à préserver ou, à l'inverse, à mettre en péril l'humanité au cœur même des conflits armés.

Les chercheurs et les juristes ont un rôle important à jouer pour réaffirmer les normes humanitaires afin de les adapter aux enjeux actuels et renforcer leur lisibilité. Le développement technologique, notamment en matière d'intelligence artificielle et de systèmes d'armement autonomes, impose une réflexion doctrinale et normative continue, mobilisant universitaires et organisations humanitaires dans une perspective d'interprétation et de clarification du DIH. Cette dynamique doit s'accompagner, une nouvelle fois, d'une diffusion accrue du droit dans toutes les strates de la société.

Cependant, cela passe aussi, et peut-être surtout, par la mise en place d'un système crédible de coercition. En effet, la seule existence de normes ne suffit plus. Il importe désormais de songer à la création d'instances nationales indépendantes d'évaluation et de notation, capables de mesurer le degré de mise en œuvre, de respect et de conformité du DIH de l'État et des personnes concernées par ce droit, à savoir : les combattants, les praticiens du droit, les diplomates, les magistrats, les médias,

will of leaders to ensure compliance and implementation. The future of the 1949 Geneva Conventions depends on normative and political decisions that need to be taken today: the international community's ability to protect, or, conversely, endanger people in the midst of armed conflicts, will hinge on these decisions.

Researchers and legal experts have an important role to play in reaffirming humanitarian norms in order to tailor them to current challenges and make them easier to understand. Technological development, particularly artificial intelligence and autonomous weapon systems, requires ongoing discussion of standards and theory, involving academics and humanitarian organisations with a view to interpreting and clarifying IHL. Once again, this dynamic should also be accompanied by increased sharing of information about the law across all strata of society.

However, this also – and, perhaps, especially – requires setting up a credible enforcement system. The mere existence of standards is no longer enough in itself. From now on, there is a need to consider setting up independent national evaluation and grading authorities, able to measure the degree of IHL implementation, respect and compliance by the state and those affected by this law, namely combatants, legal practitioners, diplomats, magistrates, the media, humanitarian workers, businesses and the general public. These bodies should be able to provide an independent, transparent and comparable evaluation of the degree of IHL implementation, respect and compliance for each state and each category of actor. The publication of periodic reports addressed to decision-makers would help develop learning and alert tools. For instance, these bodies could evaluate and grade:

- The existence and extent to which IHL has been transposed into domestic law, for states.
- The transparency of investigations into alleged violations in the armed forces.

les humanitaires, les entreprises, et le grand public. Ces instances devraient pouvoir fournir une évaluation indépendante, transparente et comparable du degré de mise en œuvre, de respect et de conformité du DIH par l'État et par catégorie d'acteurs. La production de rapports périodiques destinés aux décideurs permettrait de développer des outils d'apprentissage et d'alerte. Ces instances pourraient, par exemple, mesurer et noter :

- l'existence et la qualité de l'incorporation du DIH dans le droit interne pour les États,
- la transparence des enquêtes sur les allégations de violations dans les forces armées,
- la formation obligatoire au DIH,
- l'existence de chartes déontologiques concernant la couverture des conflits armés et le taux de diffusion d'informations vérifiées pour les médias,
- le respect des principes humanitaires par les organisations humanitaires,
- la politique d'analyse approfondie des risques ou « diligence raisonnable » (*due diligence*)⁶ des entreprises dans les contextes de conflits armés, ou encore, le niveau de connaissance du DIH, via des sondages périodiques auprès du grand public.

Par ailleurs, il est nécessaire de réfléchir collectivement à l'établissement de mécanismes coercitifs effectifs à même de sanctionner les violations et, le cas échéant, de contraindre les responsables étatiques ou individuels à y mettre un terme⁷. L'instauration d'unités

- Mandatory IHL training.
- The existence of charters of ethics regarding media coverage of armed conflicts and the amount of verified news published, for the media.
- Respect for humanitarian principles, by humanitarian organisations.
- Due diligence policy for businesses in armed conflict settings.⁶
- Level of the general public's IHL knowledge by means of periodic surveys.

There is also a need for collective discussion about setting up effective enforcement mechanisms able to sanction violations and, where necessary, compel government officials or individuals to put a stop to these violations.⁷ The creation of specialised units within national police forces could be the first phase of this process. These units would be tasked with monitoring IHL compliance in their countries, in foreign military operations, and when training the armed forces. Their remit would include identifying violations, gathering evidence and, where applicable, arresting those suspected of IHL violations. Reporting to independent judicial authorities, they would help bring application of IHL closer to classic national law mechanisms, in this way increasing individual and state responsibility. Moving beyond the national level, the idea of an international IHL police force would be in line with the rationale of legal obligations, applying to everyone, to respect and ensure respect for IHL. Reporting to an international organisation within a new

— 6. United Nations, *Implementing the third pillar: lessons from transitional justice guidance by the Working Group*, Report of the Working Group on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises, 8 June 2022, <https://docs.un.org/en/A/HRC/50/40/Add.4>

— 7. Hans Kelsen, *Peace through Law*, The University of North California Press, 1944, <https://styluscuriarum.wordpress.com/wp-content/uploads/2018/04/hans-kelsenpeace-through-law-2008-1.pdf>; Antonio Cassese, *International Criminal Law*, Oxford University Press, 2003, https://www.columbia.edu/itc/ce/s6403/antonio_cassese.pdf; M. Cherif Bassiouni, *Introduction to International Criminal Law*, Transnational Publishers, 2003; William A. Schabas, *An Introduction to the*

— 6. United Nations, *Implementing the third pillar: lessons from transitional justice guidance by the Working Group*, Report of the Working Group on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises, 8 June 2022, <https://docs.un.org/en/A/HRC/50/40/Add.4>

— 7. Hans Kelsen, *Peace through Law*, The University of North California Press, 1944, <https://styluscuriarum.wordpress.com/wp-content/uploads/2018/04/hans-kelsenpeace-through-law-2008-1.pdf>; Antonio Cassese, *International Criminal Law*, Oxford University Press, 2003, https://www.columbia.edu/itc/ce/s6403/antonio_cassese.pdf; M. Cherif Bassiouni, *Introduction to International Criminal Law*, Transnational Publishers, 2003; William A. Schabas, *An Introduction to the International Criminal Court*, Cambridge University Press, 2004 – criticises the lack of an international police force.

spécialisées au sein des forces de police nationales pourrait constituer une première étape. Ces structures seraient chargées de veiller au respect du DIH sur le territoire national, dans les opérations militaires extérieures, et lors de la formation des forces armées. Leur mission inclurait l'identification des violations, la collecte de preuves et, le cas échéant, l'arrestation des personnes soupçonnées de violations du DIH. Placées sous le contrôle d'autorités judiciaires indépendantes, elles contribueraient à rapprocher l'application du DIH des mécanismes classiques de droit interne, renforçant ainsi la responsabilité individuelle et étatique. Au-delà de l'échelon national, l'idée d'une police internationale du DIH s'inscrirait dans la logique des obligations opposables à tous de respect et de garantie du DIH. Placée sous l'autorité d'une organisation internationale dans une nouvelle structure *ad hoc* créée par traité, cette police aurait pour mandat d'intervenir dans les situations où des violations graves du DIH sont constatées. Elle disposerait d'un pouvoir d'investigation, d'arrestation et de transfert devant les juridictions compétentes, nationales ou internationales.

On pourrait, par exemple, envisager la création d'un Secrétariat international pour le respect du DIH (SIR-DIH), dont le mandat central serait de prévenir, détecter et arrêter les auteurs des violations. Placé sous l'égide d'un traité multilatéral adossé aux Conventions de Genève, il constituerait une instance indépendante, mais coopérant étroitement avec la Cour pénale internationale (CPI) et les juridictions nationales. Le SIR-DIH, à l'instar d'Interpol, générerait un ensemble de bases de données spécialisées, accessibles en temps réel aux États parties et aux juridictions compétentes. Ces bases recenseraient les personnes recherchées ou poursuivies pour des violations du DIH, les incidents documentés

« Il est nécessaire de réfléchir collectivement à l'établissement de mécanismes coercitifs effectifs à même de sanctionner les violations et, le cas échéant, de contraindre les responsables étatiques ou individuels à y mettre un terme. »

"There is also a need for collective discussion about setting up effective enforcement mechanisms able to sanction violations and, where necessary, compel government officials or individuals to put a stop to these violations."

ad-hoc structure created by a treaty, this police force would be tasked with taking action in situations where serious IHL violations have occurred. It would have the power to investigate, arrest and transfer before the competent national or international jurisdictions.

For instance, the creation of an International Secretariat for IHL Compliance could be envisaged. The Secretariat's main remit would be to prevent, detect and arrest the perpetrators of IHL violations. Under the aegis of a multilateral treaty based on the Geneva Conventions, the Secretariat would be an independent authority that would cooperate closely with the International Criminal Court (ICC) and national jurisdictions. Just like Interpol, the International Secretariat for IHL Compliance would manage a set of specialised databases that could be accessed in real time by state parties and the competent jurisdictions. These databases would list the people wanted or being accused of IHL violations; documented instances of serious IHL violations; armed units, command structures

de violations graves du DIH, les unités armées, structures de commandement et matériels impliqués dans ces violations, les atteintes portées aux biens culturels et aux infrastructures humanitaires, etc. L'objectif serait d'assurer une traçabilité systématique et de limiter l'impunité en centralisant l'information. Le Secrétariat mettrait à disposition des États et des juridictions une expertise criminalistique (analyse balistique, génétique, imagerie satellite) adaptée aux situations de conflit armé, des équipes d'enquêteurs spécialisés dans les crimes de guerre, mobilisables pour des missions conjointes avec les juridictions nationales et internationales, et un système de notices internationales de recherche facilitant la localisation et l'arrestation de suspects. Ce dispositif viendrait ainsi pallier une lacune majeure : l'absence, pour la CPI, d'un bras exécutif capable d'assurer l'exécution effective de ses mandats. Le SIR-DIH pourrait s'organiser autour de quatre pôles thématiques :

- la protection des civils et des infrastructures civiles,
- la prévention et la répression des violations,
- le contrôle et la traçabilité des armes prohibées,
- la protection des biens culturels.

Chacun de ces pôles associerait expertise technique, collecte de données, formation et coopération opérationnelle avec les États. Un volet essentiel consisterait en des programmes de formation et de sensibilisation au DIH, destinés aux juges, procureurs, forces armées et forces de sécurité. L'objectif serait de diffuser une culture de conformité au DIH et de renforcer les capacités des États les plus fragiles dans ce domaine. Enfin, le SIR-DIH serait doté d'une mission de veille et de recherche sur les évolutions affectant le DIH. Cela inclurait, par exemple, l'impact des nouvelles technologies (drones armés, armes autonomes, cyberattaques sur infrastructures civiles) ou l'analyse des tendances globales. Ce dispositif ne se substituerait pas à la CPI, mais viendrait renforcer l'action de cette

and assets involved in these violations; damage to cultural property and humanitarian infrastructure; etc. The aim would be to ensure systematic traceability and limit impunity by centralising information. The Secretariat would provide states and jurisdictions with forensics expertise (ballistics and DNA analysis, satellite imagery) tailored to armed conflict situations, teams of investigators specialising in war crimes and who could be deployed in joint missions with national and international jurisdictions, and a system of international wanted persons notices, making it easier to locate and arrest suspects. This mechanism would fill a significant gap, as the ICC does not have an executive arm able to enforce its warrants. The International Secretariat for IHL could be structured around four themed departments:

- Civilian and civilian infrastructure protection,
- Violation prevention and law enforcement,
- Prohibited arms control and traceability,
- Protection of cultural property.

Each of these departments would bring together technical expertise, data gathering, training and operational cooperation with the states. IHL training and awareness-raising programmes for judges, prosecutors, armed forces and security forces would be a key component. The aim would be to spread a culture of compliance with IHL and build the capacity of the most fragile states in this particular area. Finally, the Secretariat would have a monitoring and research remit for developments affecting IHL. To cite two examples, this would include the impact of new technologies (armed drones, autonomous weapons, cyberattacks against civilian infrastructure) or analysis of global trends. The mechanism would not replace the ICC, but would bolster its efforts by providing it with the investigative and detention tools that it currently lacks. Such an institution could help bridge the gap between proclaimed IHL standards and

dernière en lui fournissant les outils d'enquête et d'arrestation qui lui font aujourd'hui défaut. Une telle institution pourrait contribuer à combler le fossé entre la normativité proclamée du DIH et son effectivité réelle sur le terrain. La proposition d'une police nationale et internationale du droit international humanitaire peut sembler utopique. Pourtant, elle répond à un constat simple : l'écart croissant entre les règles du DIH et son application effective sur le terrain. En dotant la communauté internationale d'outils de coercition autonomes et crédibles, il serait possible de transformer le DIH en un droit effectif, garantissant ainsi que les principes de dignité, de justice et de paix qui l'animent cessent d'être des proclamations abstraites pour devenir des garanties tangibles.

Un nouvel ordre humanitaire mondial fondé sur la paix, la justice et la dignité

La nécessité de concevoir un nouvel ordre humanitaire mondial s'impose face à l'insuffisance des mécanismes actuels de protection des victimes des conflits armés. Un tel ordre devrait se fonder sur les obligations qui découlent tant du droit international humanitaire que des droits humains. Sa construction requiert une alliance entre les États, dépositaires des engagements conventionnels, la société civile en tant qu'actrice de la diffusion et de l'appropriation des normes, et les organisations humanitaires sur le terrain. Le processus de paix ne peut être envisagé uniquement comme une prérogative verticale inter-étatique. Il doit intégrer une dimension transversale, permettant d'une part à la société civile d'exercer une fonction de veille et de participation, et d'autre part aux victimes d'être reconnues comme titulaires de droits procéduraux, notamment en matière de vérité, de justice et de réparation. Les universitaires spécialisés dans l'étude des conflits armés, les magistrats des juridictions nationales et internationales, le personnel humanitaire ainsi que les journalistes déployés dans les zones

their actual effectiveness in real life. The proposal to form a national and international IHL police force may seem utopian. However, it stems from a simple observation, namely that there is a growing gap between IHL rules and their actual application on the ground. IHL could be turned into functioning law by equipping the international community with independent and credible enforcement mechanisms, in this way ensuring that the principles of dignity, justice and peace that underpin it stop being abstract proclamations and instead become tangible guarantees.

A new global humanitarian order based on peace, justice and dignity

There is a need to devise a new global humanitarian order because of the inadequacies of the current victim protection mechanisms in armed conflicts. Such an order should be based on the obligations arising from both IHL and human rights law. Its development requires a partnership between states, as they sign legally binding treaties, civil society, as it disseminates and takes ownership of standards, and humanitarian organisations on the ground. The peace process cannot solely be viewed as a vertical interstate prerogative. It should incorporate a horizontal dimension, enabling civil society to undertake a monitoring and participatory role, and victims to be recognised as procedural rightsholders, notably with regard to truth, justice and reparations. Academics specialising in the study of armed conflict, magistrates in national and international jurisdictions, humanitarian workers and journalists working in conflict zones contribute, through their work, to consolidating a space for dialogue on norms. This space is the vital cornerstone for developing tailored and effective reparations mechanisms, a prerequisite for the emergence of an updated international humanitarian order that complies with the requirements of the law.

The reactivation of international forums for dialogue, a prerequisite for starting proper peace processes, requires clear

de conflit contribuent, par leurs actions, à la consolidation d'un espace de dialogue normatif. Cet espace constitue le socle indispensable à l'élaboration de mécanismes de réparation adaptés et effectifs, condition *sine qua non* à l'émergence d'un ordre humanitaire international renouvelé et conforme aux exigences du droit.

La réactivation d'espaces de dialogue internationaux, condition préalable à l'ouverture de véritables processus de paix, suppose l'établissement de fondements méthodologiques clairs. Ceux-ci impliquent, en premier lieu, la négociation d'accords avec les principales parties au conflit armé, sous l'égide d'un médiateur impartial et dans des lieux politiquement neutres. De tels processus ne sauraient être réduits à des logiques d'échanges territoriaux ou de considérations exclusivement économiques : ils doivent, au contraire, intégrer explicitement la prise en compte des violations du DIH ainsi que la question de la justice et des mécanismes de réparation en faveur des victimes. Par ailleurs, la médiatisation excessive des négociations apparaît contre-productive en ce qu'elle tend à rigidifier les positions et à entraver la recherche de compromis substantiels. Les phases de dialogue gagnent, dès lors, à se dérouler dans un cadre confidentiel et neutre afin d'éviter la dérive vers des tribunes publiques dominées par les récriminations et les discours liés à un sentiment d'absence de reconnaissance.

Il existe des lieux propices – souvent choisis pour leur stabilité politique, leur absence d'implication directe dans le conflit et leur tradition diplomatique – qui peuvent jouer ce rôle. C'est le cas de Vienne, où le siège de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe est réputé pour accueillir des négociations multilatérales. L'on peut aussi penser à Helsinki, qui dispose d'une expérience historique dans la facilitation de dialogues Est-Ouest (Acte final d'Helsinki en 1975) ; à Oslo, lieu des accords historiques

methodological foundations to be laid down. In the first instance, this involves negotiating agreements with the main parties in the armed conflict under the auspices of an impartial mediator and in politically neutral locations. These processes should not be limited to the exchange of land or solely economic considerations. On the contrary, they should explicitly include the consideration of IHL violations and the issue of justice and reparation mechanisms for the victims. Furthermore, excessive media coverage of negotiations seems to be counter-productive, as it tends to rigidify positions and hamper efforts to achieve significant compromises. Therefore it is better for the talks to take place in a confidential and neutral setting to avoid a slide towards public forums dominated by recriminations and discourse based on a felt lack of recognition.

Conducive settings, often selected for their political stability, their lack of direct involvement in the conflict and their diplomatic tradition, can play a role. Vienna is one such example, where the headquarters of the Organization for Security and Cooperation in Europe are known for hosting multilateral negotiations. Helsinki is another example: the city boasts long-standing experience of facilitating East-West dialogue (the 1975 Helsinki Accords). Oslo, the venue for the historic Israeli-Palestinians agreements, boasts a tradition of discrete mediation. The Hague is where the International Court of Justice and the ICC are headquartered. Stockholm has a long tradition of neutrality and hosting negotiations. And, finally, San José in Costa Rica (a nation with no armed forces) is a country committed to promoting peace and international law.

The challenge is not only to uphold existing law, but also to strengthen it to prevent it from becoming purely declaratory in nature and stripped of its substance. The current crisis should not be viewed as an inevitability, but as an opportunity to reflect and rebuild. Redesigning the foundations of the

israélo-palestiniens, avec une tradition de médiation discrète ; à la Haye, avec le siège de la Cour internationale de justice et de la Cour pénale internationale ; à Stockholm, qui a une longue tradition de neutralité et d'accueil de négociations ; ou encore à San José, au Costa Rica (pays sans armée), engagé dans la promotion de la paix et du droit international.

L'enjeu n'est pas seulement de préserver un droit existant, mais de le renforcer afin d'éviter qu'il ne devienne une norme purement déclaratoire, vidée de sa substance. La crise actuelle doit être lue non comme une fatalité, mais comme une opportunité de réflexion et de refondation. Repenser l'ordre humanitaire mondial implique à la fois une analyse critique des mécanismes qui ont conduit à son affaiblissement et une projection normative vers de nouveaux dispositifs. C'est dans cette perspective que doivent s'inscrire ces voies, ici esquissées, de reconstruction d'un ordre humanitaire qui reposera sur la paix, la justice et la dignité.

global humanitarian order involves both critical analysis of the mechanisms that have led to it be weakened and normative plans for new mechanisms to be created. The way forward outlined here, of redesigning a humanitarian order based on peace, justice and dignity, should be viewed in this light.

Translated from the French by Gillian Eaton

Biographie



CAROLINE BRANDAO

Caroline Brandao est responsable du pôle Droit international humanitaire (DIH) à la Croix-Rouge française. Après un parcours au sein de l'armée de terre comme conseillère juridique, elle intègre, en 2007, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge au sein de la direction internationale de la Croix-Rouge française. En dehors des missions de terrain, elle enseigne le droit des conflits armés en France et à l'étranger. Caroline a mené des recherches dans le cadre d'un doctorat, sur les nouvelles technologies de l'armement, au sein de l'université Paris-Nanterre et à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire jusqu'en 2015. Elle a coécrit plusieurs ouvrages juridiques avec des spécialistes français et étrangers des questions scientifiques, juridiques et éthiques de la robotique. Caroline participe régulièrement aux travaux de recherche documentaire ainsi qu'à des reportages avec divers médias sur les conflits armés.

Caroline Brandao is the head of the International Humanitarian Law Department at the French Red Cross. Having worked as a legal advisor in the French army, Caroline joined the International Red Cross and Red Crescent Movement in 2007, specifically the international department of the French Red Cross. Beyond field missions, she teaches armed conflict law in France and abroad. She carried out research for a PhD on new weapon technologies at Paris Nanterre University and at IRSEM (French Defence Ministry Institute for Strategic Research) until 2015. She has co-authored several legal works with foreign and French specialists on the scientific, legal and ethical issues in robotics. Caroline also regularly takes part in research projects and contributes to reports on armed conflicts for a range of media outlets.

La mutualisation : une stratégie pour surmonter la crise des financements de l'humanitaire

Mutualisation: an approach to overcoming the funding crisis in the humanitarian sector

Jean-Baptiste Lamarche • Executive Director and co-founder of the humanitarian logistics cooperative hulo

Le secteur humanitaire se trouve actuellement dans la tourmente, alors que les organisations cherchent des moyens de poursuivre leurs activités dans un contexte d'assèchement des fonds. Cet article étudie les avantages de la mutualisation pour aider les acteurs de l'aide humanitaire à optimiser leur emploi des ressources. En passant en revue les défis et les avantages de ce mode d'action, l'article vise à montrer comment la mutualisation peut soutenir les organisations de la communauté humanitaire dans cette période d'adaptation forcée.

Le secteur humanitaire vit un tournant. Depuis plusieurs années, ses acteurs sont confrontés à une carence de financements toujours plus aiguë¹. Les humanitaires

The humanitarian sector is currently undergoing upheaval as organisations look for ways to continue their activities with increasingly limited funding. This article explores how mutualisation, can help aid actors optimise their use of resources. By discussing the challenges and opportunities presented by this way of working, the article aims to show how mutualisation can help organisations navigate this period of forced adaptation in the humanitarian community.

The humanitarian sector is at a turning point. For several years, an ever-increasing funding gap has challenged aid actors.¹ Now humanitarian actors are facing the reality of responding to emergencies with fewer resources. According to the Global Humanitarian Overview from the United Nations Office

— 1. OCHA, *Humanitarian aid contributions*, Financial Tracking Service, 2025, <https://fts.unocha.org>

— 1. OCHA, *Humanitarian aid contributions*, Financial Tracking Service, 2025, <https://fts.unocha.org>

doivent désormais composer avec la réalité d'une pénurie de ressources pour répondre aux situations d'urgence. Selon l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale (*Global Humanitarian Overview*) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH ou OCHA – acronyme anglais pour *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*), l'octroi de fonds a chuté de 6 milliards de dollars entre 2023 et 2024, avec seulement 43 % des besoins couverts². Au mois de septembre 2025, le Service de surveillance financière de l'OCHA a estimé que les besoins humanitaires mondiaux représentaient la somme de 54,34 milliards de dollars. Or, le montant actuel des sommes versées est évalué à seulement 9,58 milliards (couvrant environ 21 % de l'ensemble des besoins)³. La réduction par le gouvernement des États-Unis des apports à l'humanitaire et à l'aide au développement n'est pas un cas isolé : le Royaume-Uni⁴, la France⁵, l'Allemagne⁶ et les Pays-Bas⁷ ont, eux aussi, resserré la part dédiée à l'aide dans leurs budgets nationaux⁸.

for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), funding dropped by \$6 billion from 2023 to 2024, with only 43% of needs funded.² As of September 2025, the OCHA Financial Tracking Service estimates global humanitarian requirements to be at \$45.34 billion, while current funding is estimated to be at only \$9.58 billion (approximately 21% of overall needs funded).³ The United States (US) was not the only government to cut humanitarian and development funding. The United Kingdom (UK),⁴ France,⁵ Germany,⁶ and the Netherlands⁷ have also reduced the share dedicated to aid in their national budgets.⁸

Yet despite this ongoing reduction of aid budgets, needs have never been greater. In 2025, more than 300 million people need humanitarian aid globally, with 190 million people with life-threatening

— 2. OCHA, *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2025*, décembre 2024, <https://www.unocha.org/publications/report/world/global-humanitarian-overview-2025>, p. 43.

— 3. OCHA, *Humanitarian aid contributions*, op. cit.

— 4. Philip Loft, Philip Brien and Sarah Barber, "UK aid: Reducing spending to 0.3% of GNI by 2027/2028", UK Parliament, Commons Library Research Briefing, 28 July 2025, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-10243>

— 5. Alison Hird, « Les coupes budgétaires proposées par la France visent à réduire l'aide au développement à l'étranger », *Radio France Internationale*, 5 février 2025, <https://www.rfi.fr/en/france/20250205-france-proposed-budget-cuts-slash-overseas-development-aid-coordinationo-sud>

— 6. Marcel Fürstenau, "Germany slashes aid, development budget", *Deutsche Welle*, 21 September 2025, <https://www.dw.com/en/germany-slashes-aid-development-budget/a-74066633>

— 7. Reinette Klever, ministre du Commerce extérieur et de l'Aide au développement des Pays-Bas, "Policy Letter on International Development", 21 February 2025, p. 17, <https://www.government.nl/documents/parliamentary-documents/2025/02/21/policy-letter-on-international-development>

— 8. Indrabati Lahiri, « Plusieurs pays européens ont déjà réduit leur aide au développement, avec quelles conséquences ? », *Euronews*, 30 mars 2025, <https://fr.euronews.com/green/2025/03/30/plusieurs-pays-europeens-ont-deja-reduit-leur-aide-au-developpement-avec-quelles-consequen>

— 2. OCHA, *Global Humanitarian Overview 2025*, December 2024, <https://www.unocha.org/publications/report/world/global-humanitarian-overview-2025>, p. 43.

— 3. OCHA, *Humanitarian aid contributions*, op. cit.

— 4. Philip Loft, Philip Brien and Sarah Barber, "UK aid: Reducing spending to 0.3% of GNI by 2027/2028", UK Parliament, Commons Library Research Briefing, 28 July 2025, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-10243>

— 5. Alison Hird, "France's proposed budget cuts set to slash overseas development aid", *Radio France Internationale*, 5 février 2025, <https://www.rfi.fr/en/france/20250205-france-proposed-budget-cuts-slash-overseas-development-aid-coordinationo-sud>

— 6. Marcel Fürstenau, "Germany slashes aid, development budget", *Deutsche Welle*, 21 September 2025, <https://www.dw.com/en/germany-slashes-aid-development-budget/a-74066633>

— 7. Government of the Netherlands, "Policy Letter on International Development", 21 February 2025, p. 17, <https://www.government.nl/documents/parliamentary-documents/2025/02/21/policy-letter-on-international-development>

— 8. Indrabati Lahiri, "From Finland to the UK, European countries are slashing aid. What does it mean for climate funds?", 30 March 2025, <https://www.euronews.com/green/2025/03/30/from-finland-to-the-uk-european-countries-are-slashing-aid-what-does-it-mean-for-climate-f>

JEAN-BAPTISTE
LAMARCHE

Pourtant, malgré cette baisse continue des enveloppes, les besoins n'ont jamais été aussi importants. En 2025, plus de 300 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire dans le monde, dont 190 millions de manière vitale⁹. Les organisations sont contraintes de reconnaître une nouvelle réalité, où la demande augmente tandis que les ressources sont encore plus limitées qu'auparavant. Dans ce moment charnière, la communauté humanitaire doit trouver de nouveaux modes opératoires et innover pour surmonter cette crise.

L'une des stratégies d'adaptation à cette transformation du paysage financier repose sur la coopération et la collaboration entre les acteurs humanitaires. Comme le souligne l'« Appel à la communauté » (*Call for Community*) de hulo, publié en 2025 en réaction à la fermeture de l'Agence américaine pour le développement international (*United States Agency for International Development* – USAID en anglais), il existe d'intéressantes perspectives d'optimisation des opérations humanitaires, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique. Dans les situations d'urgence, la chaîne d'approvisionnement représente environ 60 à 80 % des coûts, soit une part considérable des dépenses¹⁰. La mutualisation peut aider les organisations à poursuivre leurs activités, en œuvrant de concert pour créer plus de valeur qu'elles n'en

needs.⁹ Organisations are forced to reckon with a new reality of more demand with even fewer resources than before. In this pivotal moment, the humanitarian community must find new ways of operating and innovate to overcome this crisis.

One approach that can help manage the changing funding landscape is co-operation and collaboration between humanitarian actors. As presented in hulo's 2025 "Call for Community", which was published in response to the closure of the United States Agency for International Development (USAID), there are significant opportunities to optimise humanitarian operations, particularly in supply chains and logistics. In an emergency response, a supply chain makes up approximately 60-80% of costs, representing a significant share of expenses.¹⁰ Mutualisation can help organisations continue their activities, working together to create more value than they could create working in silos and competing in the same markets. Aid actors should now consider how sharing expertise, goods and services can help them deliver more with less.

The state of mutualisation in the humanitarian sector: opportunities and barriers to cooperation

Mutualisation, also known as resource pooling, is the practice of sharing resources, goods, facilities or services between

— 9. OCHA, "UN releases US\$ 110 million to shore up life-saving assistance in neglected humanitarian crises", 6 March 2025, <https://www.unocha.org/news/un-releases-us110-million-shore-life-saving-assistance-neglected-humanitarian-crises> ; European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations, "2025 Global Humanitarian Overview: Commissioner Lahbib calls for the respect of IHL and for boosting efforts to address the humanitarian funding gap", 4 December 2024, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/news-stories/news/2025-global-humanitarian-overview-commissioner-lahbib-calls-respect-ihl-and-boosting-efforts-address-2024-12-04_en

— 10. Jonas Stumpf, Maria Besiou and Tina Wakolbinger, "Assessing the value of supply chain management in the humanitarian context – An evidence-based research approach", *Journal of Humanitarian Logistics and Supply Chain Management*, vol. 13, no. 1, 9 February 2023.

— 9. OCHA, "UN releases US\$ 110 million to shore up life-saving assistance in neglected humanitarian crises", 6 March 2025, <https://www.unocha.org/news/un-releases-us110-million-shore-life-saving-assistance-neglected-humanitarian-crises> ; European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations, "2025 Global Humanitarian Overview: Commissioner Lahbib calls for the respect of IHL and for boosting efforts to address the humanitarian funding gap", 4 December 2024, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/news-stories/news/2025-global-humanitarian-overview-commissioner-lahbib-calls-respect-ihl-and-boosting-efforts-address-2024-12-04_en

— 10. Jonas Stumpf, Maria Besiou and Tina Wakolbinger, "Assessing the value of supply chain management in the humanitarian context – An evidence-based research approach", *Journal of Humanitarian Logistics and Supply Chain Management*, vol. 13, no. 1, 9 February 2023.

obtiendraient si elles travaillaient en vase clos et entraient en concurrence sur les mêmes marchés. Les acteurs de l'aide devraient maintenant réfléchir à la façon dont le partage de l'expertise, des biens et des services peut les aider à optimiser la portée de leurs actions avec des moyens restreints.

La mutualisation dans le secteur humanitaire : état des lieux des possibles et des obstacles à la coopération

La mutualisation – aussi appelée mise en commun des ressources – désigne le partage des ressources, des biens, des équipements ou des services entre différents acteurs. Cette approche permet aux organisations de fonder leurs activités sur des partenariats étroits, en regroupant les moyens là où s'alignent leurs intérêts¹¹. Actuellement, la mutualisation présente des options porteuses pour les structures humanitaires, à envisager au moment de mesurer leurs dépenses et leurs modes de fonctionnement.

Dans le contexte humanitaire contemporain, le partage des ressources présente plusieurs avantages principaux. Tout d'abord, la mutualisation offre aux organisations la possibilité de se partager les coûts pour les activités et ressources essentielles. Une organisation non gouvernementale (ONG) disposant d'espaces libres dans son entrepôt ou ses bureaux peut travailler avec d'autres acteurs pour occuper ces surfaces et assumer collectivement les coûts d'un engagement financier existant. Cette approche permet aux organisations de maintenir des dépenses essentielles (comme les surfaces de bureaux et de stockage, et d'autres équipements) tout en optimisant l'emploi du budget disponible. Pour les ONG liées par

actors. This approach allows organisations to manage activities based on committed partnerships, pooling resources where their interests align.¹¹ At present, mutualisation offers some interesting options for humanitarian organisations to consider as they evaluate their expenditure and ways of working.

There are several key advantages to sharing resources in the current humanitarian context. First, mutualisation allows humanitarian organisations to share costs for essential activities and resources. An organisation with extra space in its warehouse or office can work with other actors to fill this space and share costs for an existing financial commitment. This approach allows organisations to maintain essential expenses (such as office space, storage or other facilities) while optimising use of an available budget. For non-governmental organisations (NGOs) with existing or ongoing commitments, this approach can help reduce costs and mitigate some of the impacts of funding reductions.

Furthermore, mutualisation can help organisations continue operations by finding innovative solutions for cost reductions. For example, if multiple humanitarian organisations seek to purchase supplies locally, a group of aid actors can contact the supplier together to organise a large purchase, improving the final price negotiated and enhancing transparency. Similarly, organisations looking for waste management solutions can jointly identify a common supplier that abides by environmental, social and governance (ESG) criteria, identifying high-quality local partners in the field to limit the environmental impact of operations. This allows participants to find shared suppliers to handle a problem shared by multiple NGOs.

— 11. Mojtaba Salem, Carolin Winter, Jonas Stumpf et al., "Resource pooling within the humanitarian ecosystem: Lessons learned from a case study of a cooperative-based initiative", Kühne Logistics University, CHORD, Help Logistics, 2024, https://www.help-logistics.org/fileadmin/user_upload/Dateien_HELP/documents/report/Resource_Pooling_in_Humanitarian_Ecosystem_June_2024.pdf

— 11. Mojtaba Salem, Carolin Winter, Jonas Stumpf et al., "Resource pooling within the humanitarian ecosystem: Lessons learned from a case study of a cooperative-based initiative", Kühne Logistics University, CHORD, Help Logistics, 2024, https://www.help-logistics.org/fileadmin/user_upload/Dateien_HELP/documents/report/Resource_Pooling_in_Humanitarian_Ecosystem_June_2024.pdf

des engagements en cours, une telle stratégie peut contribuer à réduire les coûts et atténuer certains effets des réductions de financement.

En outre, la mutualisation peut aider les organisations à poursuivre leurs opérations en trouvant des solutions innovantes pour limiter les coûts. Par exemple, si plusieurs ONG souhaitent s'approvisionner localement, elles peuvent constituer un groupe et contacter ensemble le fournisseur pour organiser un achat important, améliorant à la fois le prix final et la transparence. De la même manière, des organisations en quête de solutions pour la gestion des déchets peuvent identifier conjointement un prestataire commun qui adhère à leurs critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), ciblant ainsi des partenaires de grande qualité sur le terrain pour limiter les répercussions environnementales de leurs opérations. Cette mutualisation des fournisseurs permet donc à plusieurs ONG de résoudre des problématiques conjointes. La collaboration entre plusieurs organisations fait émerger les meilleures solutions, apportant un soutien crucial alors que le secteur traverse des changements à grande échelle.

Enfin, la mutualisation favorise l'innovation humanitaire. La mise en commun des ressources a toujours constitué un aspect de la réponse humanitaire, mais il s'agissait d'initiatives *ad hoc*, à petite échelle. Ces projets reposaient souvent sur des pratiques informelles et des impulsions personnelles, comme le partage du transport et du stockage, ou encore l'hébergement temporaire. De telles solutions concrétisaient une solidarité cruciale entre les organisations humanitaires. Cet instinct du collectif, mis en lumière par ces tentatives initiales de mutualisation, démontre que la collaboration est un élément fondamental de notre identité d'humanitaires, qui trouve une traduction concrète d'une institution et d'une organisation à l'autre. Améliorer les services fournis et identifier les besoins communs, c'est

Inter-organisational collaboration brings the best solutions to the table, providing crucial support while the sector undergoes large-scale change.

Lastly, mutualisation helps advance innovation in the sector. Resource pooling has always been an aspect of the humanitarian response, but these activities were low-scale, ad hoc initiatives. Resource-pooling projects were often informal, people-based practices, such as sharing of transport or storage as well as temporary hosting. These solutions provided crucial solidarity across humanitarian organisations. This impulse to work together, as evidenced by these early attempts at mutualisation, demonstrate that collaboration is a fundamental part of our identity as humanitarian actors that translates across institutions and organisations. Improving service delivery and identifying shared needs is a common value that allows actors in the humanitarian sector to work together.

In the current funding context, NGOs need to formalise cooperation at an institutional level. By integrating joint working, resource pooling opens up new possibilities for conducting humanitarian operations. As NGOs work together out of necessity, opportunities emerge as they identify areas of mutual concern and potential future projects. Resource pooling becomes an instinct instead of a one-off activity; organisations participating in a single joint project become better acquainted with their counterparts in other organisations, allowing for greater collaboration in the future. This is particularly important for small and medium-sized organisations, who can benefit the most from resource pooling by sharing costs with other stakeholders.

Based on these advantages, humanitarian organisations have been taking action to implement resource pooling. Many optimisation initiatives have sought to find new approaches to improve operations, such as Atlas Logistique for last-mile delivery as well as Bioport and the United Nations Humanitarian Response

une valeur partagée qui permet au secteur humanitaire d'œuvrer à l'unisson.

Dans le contexte de financement actuel, les ONG doivent institutionnaliser la coopération. En intégrant une approche de travail collective, la mise en commun des ressources ouvre de nouveaux possibles pour la conduite d'opérations humanitaires. Lorsque les ONG travaillent ensemble par nécessité, à mesure qu'elles identifient des domaines d'intérêt commun et des projets futurs potentiels, des opportunités se présentent. La mutualisation devient un réflexe, plutôt qu'une activité isolée ; les organisations qui participent à un projet conjoint apprennent à connaître leurs homologues d'autres structures, ce qui laisse présager une meilleure collaboration à venir. C'est surtout important pour les petites et moyennes organisations, les plus susceptibles de bénéficier de la mise en commun des ressources en partageant les coûts avec d'autres parties prenantes.

Compte tenu de ces avantages, les organisations humanitaires ont pris des mesures concrètes de mutualisation des ressources. De nombreuses initiatives d'optimisation ont recherché de nouvelles approches pour améliorer leurs opérations, comme Atlas Logistique pour la livraison du dernier kilomètre, mais aussi Bioport et le Dépôt de réponse humanitaire des Nations unies pour le stockage et le transport internationaux. Citons évidemment *hulo*, anciennement connue sous le nom Réseau logistique humanitaire (RLH). Créée et administrée par les directeurs et directrices logistiques de seize structures humanitaires¹² (à ce jour) pour identifier et mettre en place des actions de mutualisation, cette entité vise à relier

« Dans le contexte de financement actuel, les ONG doivent institutionnaliser la coopération. »

"In the current funding context, NGOs need to formalise cooperation at an institutional level."

Depot for international storage and transport. Another entity is *hulo*, formerly known as Réseau Logistique Humanitaire (RLH). Created and managed by the logistics directors of sixteen humanitarian organisations¹² (to date) to identify and implement mutualisation, its goal is to link aid actors together, structure cooperation and facilitate joint initiatives. While the benefits mentioned above demonstrate clear value creation, the sector needs facilitators and clear processes to make resource pooling a reality. As such, *hulo* acts as a focal point and neutral intermediary to make these actions possible.

The funder community has also recognised the importance of mutualisation in optimising humanitarian operations. As governments seek to ensure effective use of money dedicated to foreign aid, institutional funders are now requesting that partners demonstrate collaboration as a criterion for funding allocation. For example, the European Commission's Humanitarian Implementation Plan (HIP) now emphasises the importance of collaboration and coordination for efficiency gains and savings in humanitarian operations.¹³ With this increas-

— 12. En septembre 2025, *hulo* compte seize organisations membres : Acted, Action contre la Faim, BIOPORT, la Croix-Rouge française, Fleet Forum, Handicap International, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, l'International Rescue Committee, INTERSOS, Médecins du Monde, le Norwegian Refugee Council, Oxfam, Plan International, Première Urgence Internationale, Solidarités International et Welthungerhilfe.

— 12. As of September 2025, *hulo*'s sixteen member organisations are: Acted, Action Against Hunger, Bioport, French Red Cross, Fleet Forum, Humanity & Inclusion, International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, International Rescue Committee, Intersos, Médecins du Monde, Norwegian Refugee Council, Oxfam, Plan International, Première Urgence Internationale, Solidarités International, and Welthungerhilfe.

— 13. European Civil Protection and Humanitarian

les acteurs de l'aide, structurer leur coopération et faciliter les initiatives conjointes. Si les avantages mentionnés précédemment soulignent bien la valeur ajoutée de cette stratégie, le secteur a besoin de médiateurs et de médiatrices ainsi que de processus clairs pour la mener à bien en pratique. À ce titre, la coopérative fait office de coordonnateur et d'intermédiaire neutre pour rendre ces actions possibles.

La communauté des bailleurs de fonds a, elle aussi, convenu de l'importance de la mutualisation dans l'optimisation des opérations humanitaires. Alors que les gouvernements cherchent à s'assurer de l'utilisation effective de l'argent alloué à l'aide extérieure, les donateurs institutionnels exigent désormais de leurs partenaires la démonstration d'une stratégie collaborative, nouveau critère d'attribution des financements. Par exemple, le Plan d'intervention humanitaire (*Humanitarian Implementation Plan* – HIP en anglais) de la Commission européenne souligne à présent l'importance de la collaboration et de la coordination pour gagner en efficacité et réaliser des économies dans les interventions humanitaires¹³. À mesure que les avantages de la mutualisation convainquent un nombre croissant d'acteurs, les ONG comme les bailleurs de fonds cherchent des solutions innovantes et efficaces pour la mettre en œuvre.

Cependant, la mutualisation n'est pas sans difficultés. Les participants aux enquêtes menées par la coopérative hulo ont mis en avant plusieurs obstacles à la coopération. Une première difficulté de taille est que la mise en commun des ressources nécessite un haut niveau de coordination interorganisationnelle. Par exemple, les ONG qui choisissent de recruter un ou une spécialiste technique en commun devront s'accorder sur les

ing awareness about mutualisation's benefits, both NGOs and funders alike are looking for innovative, effective solutions for its implementation.

However, mutualisation is not without its difficulties. In surveys conducted by hulo, participants noted several barriers to cooperation. One key difficulty is that resource pooling requires a high level of inter-organisational coordination. For example, organisations choosing to recruit a shared technical expert will need to agree upon selection criteria for the expert, evaluation of this expert and their schedule upon the start of activities.¹⁴ This creates a new kind of interdependency where aid actors must build consensus and identify shared values, thereby adding more obstacles to implementation. Furthermore, resource pooling requires more planning and interfacing with external stakeholders, calling for a change in mindset from internal coordination to inter-organisational coordination. While our missions bring us together, each NGO has its own internal processes, practices and work culture, which can impede our ability to work together successfully.¹⁵ By better understanding complementarity between NGOs and by aligning expectations and practices, a more coordinated humanitarian ecosystem creates a friendlier environment for the sector-wide adaptations needed for widespread resource pooling.

Moreover, preparedness is essential for successful mutualisation. As much as possible, the organisations concerned need to create the prerequisite structures and environments for

— 13. European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations, "Financing decisions (HIPs)", 2024, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/funding-evaluations/funding-humanitarian-aid/financing-decisions-hips_en

Aid Operations, "Financing decisions, (HIPs)" 2024, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/funding-evaluations/funding-humanitarian-aid/financing-decisions-hips_en

— 14. Matthieu Lacourt and Manon Radosta, "Strength in numbers – Towards a more efficient humanitarian aid: pooling logistics resources", Réseau Logistique Humanitaire, 2019, https://esups.org/wp-content/uploads/2020/03/RLH_Strength_In_Numbers_2019_EN_LD.pdf

— 15. Jonas Stumpf, Maria Besiou and Tina Wakolbinger, "Assessing the value...", *op. cit.*

critères de sélection de la candidature, de l'évaluation professionnelle et du calendrier avant la prise de fonctions¹⁴. En découle une interdépendance nouvelle, qui pousse les acteurs de l'aide à parvenir à un consensus et à cerner les valeurs qu'ils partagent, ce qui constitue de nouveaux obstacles à la mise en œuvre. Qui plus est, la mise en commun des ressources requiert une planification et une communication accrues avec les partenaires extérieurs, ce qui suppose un changement de mentalité pour passer d'une coordination interne à une coordination interorganisationnelle. Bien que nos missions nous rassemblent, chaque ONG possède en interne ses processus, ses pratiques et sa culture professionnelle, ce qui peut freiner notre capacité à travailler fructueusement ensemble¹⁵. Une meilleure compréhension de la complémentarité entre les ONG et une harmonisation des attentes et des pratiques permettraient un progrès dans la coordination de l'écosystème humanitaire. C'est donc tout un environnement qui devient plus propice à la mise en œuvre des adaptations nécessaires pour une mise en commun généralisée des ressources.

Par ailleurs, le succès de la mutualisation repose sur la préparation. Autant que faire se peut, les organisations intéressées doivent agir en amont des crises pour créer les structures et environnements nécessaires à la mise en commun. Avec la coopérative *hulo*, nous avons vu l'effet que peuvent avoir l'anticipation et la planification sur une mise en commun efficace des ressources. Au début de la guerre en Ukraine en 2022, la mutualisation ne fonctionnait pas : chaque organisation se concentrait sur ses propres opérations. De plus, d'autres circonstances, comme les dérégulations sur les

mutualisation before the start of a crisis to ensure its success. With *hulo*, we have seen the impact that anticipation and planning can have on successful resource pooling. At the onset of the Ukraine war in 2022, resource pooling was not successful. Each organisation was focused on their own operations. And other conditions, such as direct purchase exemptions, reduced the need to work together. *Hulo's* efforts to swing into action for this crisis were therefore unsuccessful: without participant assent, mutualisation was not feasible. However, during the 2024 Lebanon crisis, resource pooling was much more successful. With existing national networks and an existing community prior to the emergency, *hulo* was able to facilitate and organise resource pooling quickly and in response to NGO needs. When the need came, participating organisations were aware of *hulo* and were able to request assistance, creating a much more successful response. These two examples illustrate the importance of organisations' assent and preparedness prior to emergencies: to share resources, organisations must have already built trust and partnerships to be able to lean upon one another when needed.

For mutualisation to work, organisations must be committed to navigating this transition together. Breaking silos is a necessary step toward cooperation, fluidifying communication and the exchange of information between actors. NGOs need to be willing to create a new culture within the sector: a culture with an instinct to work together as much as possible – and to work individually only when collaboration is not possible. Under these conditions, mutualisation is the clear and necessary answer to our current challenges.

Making mutualisation work: case studies from the field

While the concept of mutualisation can be useful in framing potential humanitarian activities, practical examples of successful implementation provide guidance for organisations seeking to

— 14. Matthieu Lacourt and Manon Radosta, "Strength in numbers – Towards a more efficient humanitarian aid: pooling logistics resources", Réseau Logistique Humanitaire, 2019, https://esups.org/wp-content/uploads/2020/03/RLH_Strength_In_Numbers_2019_EN_LD.pdf

— 15. Jonas Stumpf, Maria Besiou and Tina Wakolbinger, "Assessing the value...", *op. cit.*

achats directs, ont réduit la nécessité de travailler ensemble. Les efforts de *hulo* pour se déployer lors de cette crise ont donc échoué : sans appropriation par les participants, la mutualisation n'était pas réalisable. Toutefois, lors de la crise de 2024 au Liban, la mise en commun des ressources a bien mieux atteint ses objectifs. Grâce aux réseaux nationaux et communautaires existant avant la situation d'urgence, *hulo* a été en mesure de faciliter et d'orchestrer la mutualisation rapidement et au plus près des besoins des ONG. Quand les besoins se sont fait sentir, les organisations participantes connaissaient l'existence de *hulo* et ont pu solliciter une assistance, ce qui a permis d'avoir une réponse bien plus efficace. Ces deux exemples illustrent l'importance de l'appropriation et de la préparation des acteurs en amont des situations d'urgence : pour partager leurs ressources, les organisations doivent déjà avoir noué des relations de confiance et des partenariats afin de pouvoir compter les unes sur les autres en cas de besoin.

Pour une mise en commun effective et efficace des ressources, les organisations doivent s'engager à mener cette transition ensemble. Briser les fonctionnements en vase clos est une étape nécessaire vers la coopération, qui fluidifie la communication et l'échange d'informations entre les acteurs. Les ONG doivent avoir la volonté de créer une nouvelle culture au sein du secteur, le réflexe premier étant de travailler ensemble autant que possible, et individuellement seulement si la collaboration s'avère impossible. Dans ces conditions, la mutualisation devient une réponse claire et nécessaire à nos défis actuels.

Vers une mutualisation efficace : études de cas sur le terrain

Si le concept de mutualisation peut s'avérer utile dans le cadrage d'activités humanitaires potentielles, des exemples pratiques de mise en œuvre réussie peuvent aiguiller les organisations qui cherchent à l'intégrer dans leurs

integrate it into their approaches. In several logistics and supply chain activities, aid actors have streamlined their operations through collaborative practices.

International transport is a field where resource pooling has been particularly successful. In an emergency, sending lifesaving supplies to communities in need can be difficult to coordinate, sometimes requiring chartered flights to deliver supplies on time. To improve this process, humanitarian actors can mutualise international transport to deliver cargo more efficiently. The European Union Humanitarian Air Bridge (EU HAB) mechanism is a clear demonstration of how resource pooling can help a large number of NGOs. This programme organises free flights for humanitarian organisations, allowing NGOs to send freight to hard-to-reach countries where aid operations are carried out. With *hulo* coordinating the flights departing from Europe, each EU HAB flight aims to carry supplies from NGOs, EU member states and UN agencies as near to its full capacity as possible. Funded by the European Union, this programme has helped over one hundred humanitarian organisations deliver humanitarian supplies since 2020 as a key pillar in their emergency operations.

When humanitarian actors work to organise shared flights, the private sector can also join these initiatives to make its resources available for aid. Private companies have also supported mutualisation. The Airbus Foundation has organised free flights to the Central African Republic and helicopter operations in Burkina Faso to deliver life-saving supplies with *hulo*. Furthermore, organisations such as Airlink work directly with airlines and maritime shipping companies to help NGOs transport freight, providing another mutualisation solution for the humanitarian community.¹⁶ International transport is a costly part of an emergency response and carbon

— 16. Airlink, *Our Story*, 2025, <https://airlinkflight.org/about-us/our-story>

approches. Dans de nombreuses activités relevant de la logistique et des chaînes d'approvisionnement, des acteurs de l'aide ont rationalisé leurs opérations via des pratiques collaboratives.

Le transport international est un domaine où la mise en commun des ressources a été particulièrement réussie. Lors d'une urgence, l'envoi de produits de première nécessité aux communautés dans le besoin peut s'avérer difficile à coordonner et nécessite parfois la mise en place de vols charters pour livrer les fournitures à temps. Pour améliorer ce processus, les acteurs humanitaires peuvent mutualiser le transport international pour livrer leur cargaison plus efficacement. Le mécanisme du pont aérien humanitaire de l'Union européenne est un exemple de la manière dont la mutualisation peut aider un grand nombre d'ONG. Ce programme organise des vols gratuits pour les organisations humanitaires, ce qui permet aux ONG d'envoyer du fret dans des pays d'intervention difficiles d'accès. Les vols au départ de l'Europe sont coordonnés par hulo, et chacun de ces vols vise à utiliser la totalité de sa capacité en transportant les approvisionnements d'ONG, d'États membres de l'Union européenne ainsi que d'agences des Nations unies. Financé par l'Union européenne, ce programme a aidé plus d'une centaine d'organisations à distribuer de l'aide humanitaire depuis 2020 ; il représente ainsi un pilier central de leurs opérations d'urgence.

Quand les humanitaires travaillent pour programmer des vols communs, le secteur privé peut également s'associer à ces initiatives en mettant ses ressources à disposition pour l'aide humanitaire. Des entreprises privées ont aussi soutenu les efforts de mutualisation : la fondation Airbus a ainsi organisé des vols gratuits vers la République centrafricaine et des opérations en hélicoptère au Burkina Faso pour distribuer des biens de première nécessité avec hulo. D'autre part, des organisations comme Airlink travaillent directement avec les compagnies aériennes et les entreprises de transport

emissions have a significant environmental impact. Mutualisation can help ensure that organisations can continue to respond to new crises while limiting the negative repercussions of carbon emissions. Current funding cuts, including the downsizing of the United Nations Humanitarian Air Service (UNHAS), make these programmes more important than ever as they ensure continuity in aid delivery across many countries where aid operations are carried out.

Joint procurement is also a useful approach in making use of existing financial resources more efficiently. Through this process, a group of NGOs can conduct market assessments and approach suppliers as a group, rather than individually. By ordering and negotiating together, organisations get better prices from suppliers. Participants set baseline prices prior to procurement, which identifies pricing outliers and helps determine the average market price. Applicable across a broad range of goods, *hulo* had twenty-one active joint procurement projects across seven countries in 2024, covering purchases including enriched flour, hygiene kits, non-food item (NFI) kits, and information technology equipment. For *hulo* initiatives, an average variation of up to 65% between baseline prices was identified, indicating that joint procurement intelligence can contribute to a better negotiation position for NGOs.¹⁷ In 2024, participants in joint procurement initiatives benefited from 13% savings on average.

Beyond financial savings, joint procurement also helps improve the transparency and responsiveness of humanitarian purchasing. For participants in joint procurement, anti-fraud and corruption is an added value.¹⁸ Collective negotiation and clear selection criteria ensure a level playing field for suppliers, improving

— 17. Paul Machado, Edith Fortier, Havva Okur et al., *Annual Impact Report: January 2025, hulo*, 13 May 2025, <https://hulo.coop/january-2025-annual-impact-report>

— 18. *Idem*

maritime pour aider les ONG à acheminer du fret. Voilà une autre solution de mutualisation pour la communauté humanitaire¹⁶. Le transport international est une composante onéreuse des interventions d'urgence, et les émissions de dioxyde de carbone ont une incidence considérable sur l'environnement. Grâce à la mise en commun des ressources, il est possible de s'assurer que les acteurs de l'aide peuvent poursuivre leurs opérations lors de futures crises tout en limitant les répercussions néfastes des émissions de dioxyde de carbone. Les coupes budgétaires actuelles – dont la réduction des effectifs des services du Service aérien humanitaire des Nations unies (*United Nations Humanitarian Air Service* – UNHAS en anglais) – accentuent plus que jamais l'importance de ces programmes, qui assurent la continuité de la distribution de l'aide dans de nombreux pays d'intervention.

Les achats groupés constituent une autre approche utile pour un usage plus efficace des ressources financières. Ce processus permet à un groupe d'ONG de réaliser des études de marché et d'approcher les fournisseurs collectivement plutôt que de manière individuelle. En passant commande et en menant les négociations ensemble, les organisations obtiennent de meilleurs prix auprès des fournisseurs. Les participants établissent des prix de référence en amont des achats, ce qui leur permet d'identifier les prix aberrants et de mieux déterminer le prix moyen du marché. Compatible avec un large éventail de biens, la coopérative hulo encadrant en 2024 vingt et un projets actifs d'achats groupés dans sept pays, pour des achats de produits allant de la farine enrichie aux équipements de technologies de l'information, en passant par les kits d'hygiène et de produits non alimentaires. Parmi les initiatives hulo, une variation moyenne jusqu'à 65 % a été constatée entre les prix de référence, ce qui indique que les

trust. This shared process also improves preparedness, mitigating some of the risks associated with informal market assessment in emergencies. Furthermore, some suppliers appreciate the organisation of joint procurement, which allows them to foresee demand more easily.

As organisations may currently find themselves unable to hire new staff members and specialists, joint human resources allow humanitarian actors to share experts between the parties concerned. In the field, sharing staff helps organisations work with subject-matter specialists on key projects, even if they do not have a full-time need for their assistance. Together, NGOs discuss their staffing needs and identify the profile of experts that they wish to hire. Once a candidate is identified, the organisations then define a schedule determining the expert's presence and activities for each participating actor.

This approach has been successful in addressing specific and infrequent staffing needs in the field, where a project can be advanced with assignments carried out by an identified expert. In the Central African Republic, a joint human resources (HR) project was used to hire a specialist electrician to give advice on installing solar panels. Upcoming joint HR projects will also focus on hiring subject-matter experts, such as mechanics and information technology professionals. Organisations facing difficult decisions about whether to undertake projects involving new staff may consider whether joint HR can help address this issue.

Lastly, joint projects can help ensure that under-resourced projects are continued in a complex funding environment. In environmental initiatives, financial cuts risk deprioritising sustainability. Pooling resources and expertise across sustainability-related challenges can help ensure the continuation of important environmental programmes. These projects can include joint procurement for more sustainable items and collective

— 16. Airlink, *Our Story*, 2025, <https://airlinkflight.org/about-us/our-story>

informations issues des projets d'achats groupés peuvent contribuer à améliorer la position de négociation des ONG¹⁷. En 2024, les participants aux initiatives conjointes d'approvisionnement (*Joint Procurement Initiatives*) ont pu profiter de 13 % d'économie en moyenne.

Au-delà des économies financières, l'achat groupé contribue aussi à améliorer la transparence et la capacité de réponse des achats humanitaires. Pour les participants à ces initiatives, la lutte contre la fraude et la corruption fait office de valeur ajoutée¹⁸. Les négociations collectives et la clarté des critères de sélection garantissent des conditions équitables pour les fournisseurs, ce qui renforce la confiance. Ce processus commun peut aussi améliorer la préparation, et par conséquent réduire certains des risques associés aux études de marché informelles dans les situations d'urgence. De plus, certains fournisseurs apprécient l'organisation des achats conjoints qui leur permet d'anticiper plus facilement la demande.

Alors que les organisations se voient parfois incapables de recruter de nouveaux employés et spécialistes, la mise en commun des ressources humaines (RH) permet aux humanitaires de partager leurs experts avec les parties intéressées, d'une ONG à l'autre. Sur le terrain, le partage du personnel permet aux organisations de travailler avec des spécialistes sur des projets clés, même si elles n'ont pas besoin de leurs services à temps plein. Ensemble, les ONG dressent un état des lieux de leurs besoins en personnel et dressent le profil des experts qu'elles souhaitent engager. Une fois qu'elles ont identifié une candidature, les organisations définissent un calendrier pour déterminer la présence et les activités de l'expert-e, pour chaque partie prenante.

— 17. Paul Machado, Edith Fortier, Havva Okur et al., *Annual Impact Report: January 2025*, hulo, 13 May 2025, <https://hulo.coop/january-2025-annual-impact-report>

— 18. *Idem*

bargaining power with suppliers, as well as leveraging combined NGO needs to secure access to qualified, registered, official recyclers and sharing waste management solutions. Prior to 2025, mutualisation consistently proved to be both logical and effective.

Today, with the deepening crisis in humanitarian funding, this necessity is even more evident. Environmental focal points are disappearing from organisational headquarters and the prospect of dedicated environmental staff in the field is fading. This makes collaboration more essential than ever. Identifying shared experts in the field, as well as joint suppliers, is one way that environmental activities can continue despite this disruption. Another way is to engage in sustainability networks and knowledge-sharing. Humanitarian actors can benefit from resource pooling by feeding into projects such as WREC (Waste Management Measuring, Reverse Logistics, Environmentally Sustainable Procurement and Transport, and Circular Economy) and the *Réseau Environnemental Humanitaire* (REH) through contributions like recycler mapping,¹⁹ while also benefiting from the coordination and shared tools that these platforms provide. It is through these projects that we can identify the shared need for environmental sustainability and cost efficiency: buying less but better, reducing waste and consolidating demand to serve both needs. Without mutualisation, the advances of recent years risk being lost. We must close ranks: only by working together will we maintain progress.

The future direction of resource pooling in humanitarian aid

Through these examples, we can identify common themes and practices that inform the current situation in humanitarian aid. First, mutualisation allows us to reduce, share and optimise costs across a range of activities. For logistics and

— 19. WREC, *Environmental Sustainability Map*, 2025, <https://logie.logcluster.org/?op=wrec>

Cette approche s'est révélée efficace pour répondre à des besoins spécifiques et sporadiques de personnel sur le terrain, où un projet peut progresser grâce aux interventions d'un-e spécialiste. En République centrafricaine, un projet de mise en commun des ressources humaines a été lancé pour recruter un électricien spécialisé pour fournir des conseils sur l'installation de panneaux solaires. D'autres projets communs porteront également sur le recrutement d'experts dans les domaines de la mécanique ou des technologies de l'information par exemple. Les organisations qui hésitent à entreprendre des projets conditionnés à l'élargissement de leurs équipes peuvent s'intéresser à la mise en commun des RH pour résoudre cette problématique.

Enfin, les projets conjoints peuvent contribuer à poursuivre des plans sous-financés, dans un environnement financier complexe. Parmi ces actions, citons les initiatives environnementales et dédiées à la durabilité, dont la priorité est menacée du fait des coupes budgétaires. La mise en commun des ressources et de l'expertise pour relever les défis liés à la durabilité peut permettre aux programmes écologiques d'atteindre leur terme. Ces projets peuvent intégrer des achats groupés avec, à la clé, des articles plus durables et un pouvoir collectif de négociation avec les fournisseurs. Ils peuvent aussi regrouper les besoins des ONG pour assurer un accès partagé à des solutions de gestion des déchets et à des recycleurs qualifiés dotés d'une immatriculation officielle. Avant 2025, la mutualisation a constamment prouvé sa logique et son efficacité.

Aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise du financement de l'humanitaire, cette nécessité se fait plus criante encore. Les points focaux environnementaux disparaissent progressivement des sièges des organisations et la perspective d'avoir des équipes dédiées aux enjeux écologiques sur le terrain s'amenuise. Une réalité qui rend la collaboration plus essentielle que jamais. L'identification de

supply chains, it is particularly suited to help remove unnecessary duplication and improve the efficiency of operations. Second, mutualisation requires assent from all actors involved: funders, NGOs and suppliers must be willing to test new solutions and build new ways of working together. Preparedness and trust-building is a key part of this process: resource pooling needs to be anticipated in order to be effective during crises.

Previously, mutualisation was optional for humanitarian aid. However, our current context demonstrates that this is no longer the case. NGOs, funders and all humanitarian actors recognise the evolving landscape in funding and are looking for ways to limit the impact of today's changes in foreign aid budgets. As resources grow scarce, the call for mutualisation is also coming from the funder community. An increasing number of agencies acknowledge the value of joint initiatives and are also encouraging organisations to engage in humanitarian forums and communities to make every penny of their funding go further.²⁰ NGOs already benefitting from the improved efficiency from joint initiatives are also boosting demand, asking for new types of projects for procurement, sustainability, transport, HR, information technology and mobility.

In this tumultuous period of transition and change, cooperation is a path forward for the humanitarian community. By reinforcing each other's capacities and by learning how to work together, we can navigate these challenging circumstances.

— 20. Mojtaba Salem, Carolin Winter, Jonas Stumpf *et al.*, "Resource pooling within the humanitarian ecosystem...", *art. cit.*

spécialistes communs comme de fournisseurs communs sur le terrain est un des moyens d'assurer la continuité des activités écologiques malgré ce bouleversement. La participation à des réseaux et à des groupes d'échange de connaissances dédiés à la durabilité en est un autre. Les acteurs humanitaires peuvent bénéficier de la mise en commun des ressources en alimentant des forums comme la Coalition sur la mesure de la gestion des déchets, la logistique inversée, les acquisitions et le transport durables et l'économie circulaire, ou Réseau mondial sur les énergies renouvelables (*World Renewable Energy Congress* – WREC en anglais), et le Réseau environnement humanitaire (REH). Ces contributions peuvent prendre plusieurs formes, comme la cartographie des établissements de recyclage¹⁹. Dans le même temps, les organisations peuvent profiter de la coordination et des outils partagés fournis par ces plateformes. C'est à travers ces forums que nous pouvons identifier nos besoins communs de durabilité environnementale et de rapport rentabilité : acheter moins mais mieux, réduire la production de déchets et consolider la demande répondent à ces types de besoins. En l'absence de mutualisation, les avancées des dernières années risquent d'être perdues. Nous devons serrer les rangs : œuvrer de concert est notre seul moyen de conserver les progrès obtenus.

L'avenir de la mise en commun des ressources dans le secteur humanitaire

Ces exemples cernent des thématiques et des pratiques communes qui renseignent sur la situation actuelle de l'aide humanitaire. Tout d'abord, la mutualisation nous permet de réduire, de partager et d'optimiser les coûts dans un large éventail d'activités. Au niveau de la logistique et des chaînes d'approvisionnement, elle s'avère particulièrement adaptée pour éviter les doublons inutiles et améliorer l'efficacité des opérations. Ensuite,

— 19. Coalition WREC, *Carte de la durabilité environnementale*, 2025, <https://logie.logcluster.org/?op=wrec>

la mutualisation nécessite l'adhésion de tous les acteurs concernés : les bailleurs de fonds, les ONG et les fournisseurs doivent s'engager à tester de nouvelles solutions et à créer de nouvelles méthodes de coopération. La préparation et le tissage de relations de confiance sont des éléments essentiels de ce processus : la mise en commun des ressources doit être anticipée afin d'être efficace en période de crise.

La mutualisation était auparavant facultative pour l'aide humanitaire. Le contexte actuel démontre que ce n'est plus le cas. Les ONG, les bailleurs de fonds et l'ensemble des acteurs humanitaires reconnaissent l'évolution du paysage financier et cherchent des moyens de limiter les répercussions sur le plan budgétaire. Avec l'appauvrissement des ressources, les appels en faveur de la mutualisation émanent également de la communauté des bailleurs de fonds. De plus en plus d'agences reconnaissent la valeur des initiatives conjointes et encouragent également les organisations à prendre part aux forums et communautés humanitaires afin d'optimiser la portée de chaque centime investi²⁰. Les ONG qui bénéficient déjà d'une efficacité accrue du fait de ces projets de mise en commun augmentent encore la demande et la dirigent vers de nouveaux types d'initiatives pour les achats, la durabilité, le transport, les RH, les technologies de l'information et la mobilité.

En ces temps troublés de transition et de changement, la coopération dessine un chemin d'avenir pour la communauté humanitaire. En renforçant nos capacités respectives et en apprenant à travailler ensemble, nous pouvons surmonter ces circonstances difficiles.

Traduit de l'anglais par Julou Dublé

**« La mutualisation
nécessite l'adhésion
de tous les acteurs
concernés : les bailleurs
de fonds, les ONG
et les fournisseurs. »**

**"Mutualisation requires
assent from all actors
involved: funders,
NGOs and suppliers."**

— 20. Mojtaba Salem, Carolin Winter, Jonas Stumpf et al., "Resource pooling within the humanitarian ecosystem...", *art. cit.*

Biographie



JEAN-BAPTISTE LAMARCHE

Jean-Baptiste Lamarche est directeur exécutif et cofondateur de *hulo*, la première coopérative humanitaire dédiée à la mise en relation des acteurs et à l'innovation de la mise en commun et de l'optimisation des ressources au niveau de la chaîne d'approvisionnement. Titulaire d'un International Executive MBA à HEC Paris, il a consacré l'essentiel de sa carrière à la logistique de l'humanitaire. Avant la fondation de *hulo*, Jean-Baptiste a occupé des postes de coordination dans plusieurs ONG internationales, dont une fonction de directeur de la logistique et des systèmes d'information chez Action contre la Faim. Leader d'opinion et collaborateur dévoué, Jean-Baptiste s'intéresse avec passion au rôle de l'innovation et de la coopération pour optimiser les effets bénéfiques de l'aide humanitaire.

Jean-Baptiste Lamarche is the Executive Director and co-founder of *hulo*, the first humanitarian cooperative to link actors together and to innovate in resource pooling and optimisation in supply chains. He graduated from the business school HEC Paris with an International Executive MBA and has dedicated most of his career to humanitarian logistics. Before founding *hulo*, Jean-Baptiste worked in a leadership capacity with different international NGOs. This included working as Director of Logistics and Information Systems with the NGO Action Against Hunger. Jean-Baptiste is a thought leader and a committed team player. He is passionate about the role of innovation and cooperation in delivering greater impact in humanitarian aid.

Face à la crise de l'aide internationale, la « villagisation » comme stratégie de résilience des réfugiés centrafricains au sud du Tchad

“Villagisation” as a resilience strategy for Central African Republic refugees in southern Chad in response to the international aid crisis

Julien Ramadji Begoto • Enseignant vacataire à l'université de Moundou et directeur-fondateur de l'Observatoire des migrations et déplacements forcés au Tchad

D

ans un contexte marqué par la pérennisation des déplacements forcés, l'essoufflement du modèle humanitaire fondé sur les camps, et la baisse des financements internationaux, le Tchad

a privilégié la villagisation comme une alternative d'accueil des réfugiés centrafricains. Cette approche vise à favoriser l'intégration sociale et économique des réfugiés tout en réduisant leur dépendance à l'aide internationale.

Chad has opted for villagisation as an alternative host model for refugees from the Central African Republic in a context impacted by ongoing forced displacement, a camp-based humanitarian model losing its impetus and a drop in international funding. This approach aims to foster refugees' socio-economic integration while reducing their reliance on international aid.

Forced displacement has marked Africa's history, especially in the African Great Lakes region. More recently, it has inspired other initiatives in central Africa. The 2000s saw Burundi implement a

Les déplacements forcés ont marqué l'histoire de l'Afrique, notamment sa région des Grands Lacs. Plus récemment, ils ont inspiré d'autres expériences en Afrique centrale. Ainsi, durant les années 2000, le Burundi a mis en place une politique de retour pour ses réfugiés sur le modèle des Villages Ruraux Intégrés afin de combiner hébergement, cohésion sociale et relance agricole¹. Cette approche rejoignait une idée plus ancienne promue par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés : l'installation sur place, c'est-à-dire le fait de permettre aux réfugiés de s'ancrer durablement dans leur zone d'accueil grâce à des terres et à des activités agricoles². Ces expériences montrent qu'accueillir ne consiste pas seulement à offrir un toit, mais aussi à assurer un accès sûr à la terre ainsi que des moyens de subsistance.

Depuis 2017, le Tchad expérimente une nouvelle manière d'accueillir les réfugiés centrafricains : la villagisation. Contrairement aux camps traditionnels – souvent isolés et coûteux –, cette approche repose sur une idée simple : installer directement les réfugiés dans les villages d'accueil, ou transformer progressivement les camps existants en villages ordinaires. L'objectif est de faciliter leur intégration dans la société tchadienne et d'éviter la multiplication de structures parallèles qui entretiennent la dépendance. Cette orientation s'inscrit dans un contexte particulier : le modèle classique d'aide humanitaire est en crise, les financements internationaux diminuent, la présence des organisations non gouvernementales (ONG) suscite de plus en plus de critiques, et les camps, malgré leur rôle initial de

refugee return policy based on the Rural Integrated Villages model, bringing together housing, social cohesion and agricultural recovery.¹ This approach echoed an older idea promoted by the United Nations Refugee Agency (UNHCR): local settlement, i.e. enabling refugees to permanently settle in their host areas by means of land and agricultural work.² These initiatives demonstrated that refugee hosting does not simply mean providing a roof over someone's head, but also offering secure access to land and means of subsistence.

Since 2017, Chad has been trialling a new Central African Republic (CAR) refugee hosting model: villagisation. Unlike traditional refugee camps, which are often isolated and expensive to run, this approach is based on a simple premise: immediately settling refugees in hosting villages or gradually converting existing camps into standard villages. The aim is to facilitate refugee integration into Chadian society and prevent a proliferation of parallel organisations that maintain dependence. This approach is being implemented in a specific context: the classic humanitarian aid model is in a state of crisis, international funding is dropping and the presence of non-governmental organisations (NGOs) is attracting increasing criticism, while refugee camps are showing their limitations, despite their initial protective role.³ Refugee camps are isolated from agricultural areas and markets. They hinder refugees' ability to become

— 1. Yolanda Weima, « Les limites liées au genre du programme de villagisation des rapatriés au Burundi », *Revue Migrations Forcées*, n° 52, mai 2016, p. 61-62, <https://www.fmreview.org/solutions-fr>

— 2. Véronique Lassailly-Jacob, « Des réfugiés mozambicains sur les terres des Zambiens. Le cas du site agricole d'Ukwimi, 1987-1994 », in Luc Cambrézy et Véronique Lassailly-Jacob (dir.), *Populations réfugiées – De l'exil au retour*, IRD Éditions, 2001, p. 269-299, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers09-03/010025000.pdf

— 1. Yolanda Weima, « Les limites liées au genre du programme de villagisation des rapatriés au Burundi », *Revue Migrations Forcées*, n° 52, mai 2016, p. 61-62, <https://www.fmreview.org/solutions-fr>

— 2. Véronique Lassailly-Jacob, « Des réfugiés mozambicains sur les terres des Zambiens. Le cas du site agricole d'Ukwimi, 1987-1994 », in Luc Cambrézy et Véronique Lassailly-Jacob (dir.), *Populations réfugiées – De l'exil au retour*, IRD Éditions, 2001, p. 269-299, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers09-03/010025000.pdf

— 3. Extensively described by authors such as Michel Agier: see *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Éditions Flammarion, 2008, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2022-03/010045486.pdf, or *Un monde de camps (dir.)*, avec la collaboration de Clara Lecadet, Éditions La Découverte, 2014.



**JULIEN
RAMADJI
BEGOTO**

protection, montrent leurs limites³. Isolés des zones de production et des marchés, ils freinent l'autonomie économique des réfugiés et renforcent leur marginalisation. Au Tchad, ce constat est d'autant plus pressant que le pays accueille depuis des années un afflux massif de réfugiés centrafricains, tandis que les dispositifs classiques d'assistance s'essouffent.

La villagisation n'est pas une idée nouvelle. Elle s'inscrit dans une histoire plus large de politiques de regroupement de populations menées ailleurs en Afrique, souvent pour des motifs de développement ou de contrôle politique. C'est le cas du programme Ujamaa qui, en 1973 en Tanzanie, a permis d'installer cinq millions de paysans dans environ 8000 villages⁴. C'est dans la même perspective que le Burundi, déjà cité, mais aussi le Rwanda – avec sa politique de relogement dans des villages, menée en 1996⁵ – ont expérimenté leur modèle de villagisation, basé sur les réformes foncières et la modernisation agricole⁶.

La villagisation s'est souvent révélée être un instrument de contrôle et de planification étatique, davantage qu'un simple projet de développement rural. Elle n'est donc pas univoque puisqu'elle

economically self-sufficient and further marginalise them. In Chad, the situation is even more urgent: for years, the country has been receiving a massive influx of CAR refugees at a time when traditional assistance mechanisms are running out of steam.

Villagisation is not a new idea. It is part of a broader history of population reunification policies implemented elsewhere in Africa, often for reasons regarding development or political control. It was the basis of the *Ujamaa* programme in 1973 in Tanzania, which settled five million small farmers in approximately 8,000 villages.⁴ In the same vein, Burundi – already mentioned – but also Rwanda – with its policy of rehousing in villages carried out in 1996 –⁵ trialled their own models of villagisation, based on land reforms and agricultural modernisation.⁶

Villagisation has often proved to be an instrument of control and state planning, rather than a simple rural development project. Consequently, it is an ambiguous concept as it has often led to forced displacement and enforced settlement. However, the Chadian version differs: designed as a response to the humanitarian aid crisis, it aims to integrate refugees. It therefore appears as an alternative. The Chadian version is not just a settlement solution; it is also a cohabitation model. Its local nature fosters social ties and paves the way to sustainable integration. However, the policy also poses challenges. In a country in which agriculture is

— 3. Largement décrites par Michel Agier : lire notamment *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Éditions Flammarion, 2008, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2022-03/010045486.pdf, ou encore *Un monde de camps* (dir.), avec la collaboration de Clara Lecadet, Éditions La Découverte, 2014.

— 4. Véronique Lassailly-Jacob, « Migrants malgré eux – Une proposition de typologie », in Véronique Lassailly-Jacob, Jean-Yves Marchal et André Quesnel (dir.), *Déplacés et réfugiés. La mobilité sous contrainte*, IRD Éditions, 1999, p. 40, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers4/010017905.pdf

— 5. Global IDP Project, *Ensuring durable solutions for Rwanda's displaced people: a chapter closed too early*, Norwegian Refugee Council, 8 July 2005, <https://api.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2005-af-rwanda-ensuring-durable-solutions-for-rwandas-displaced-people-country-en.pdf>

— 6. André Guichaoua, « Mobilité forcée dans la région des Grands Lacs », in Véronique Lassailly-Jacob, Jean-Yves Marchal et André Quesnel (dir.), *Déplacés et réfugiés...*, op. cit., p. 303-340.

— 4. Véronique Lassailly-Jacob, « Migrants malgré eux – Une proposition de typologie », in Véronique Lassailly-Jacob, Jean-Yves Marchal et André Quesnel (dir.), *Déplacés et réfugiés. La mobilité sous contrainte*, IRD Éditions, 1999, p. 40, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers4/010017905.pdf

— 5. Global IDP Project, *Ensuring durable solutions for Rwanda's displaced people: a chapter closed too early*, Norwegian Refugee Council, 8 July 2005, <https://api.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2005-af-rwanda-ensuring-durable-solutions-for-rwandas-displaced-people-country-en.pdf>

— 6. André Guichaoua, « Mobilité forcée dans la région des Grands Lacs », in Véronique Lassailly-Jacob, Jean-Yves Marchal et André Quesnel (dir.), *Déplacés et réfugiés...*, op. cit., p. 303-340.

a souvent conduit à des déplacements forcés et à une sédentarisation imposée. L'expérience tchadienne s'en démarque : conçue comme une réponse à la crise de l'aide humanitaire, elle vise l'intégration des réfugiés. Elle apparaît alors comme une alternative. Elle n'est pas seulement une solution d'installation, mais un modèle de cohabitation. Cette proximité favorise les liens sociaux et ouvre la voie à une intégration durable. Cependant, cette politique soulève par ailleurs des défis. Dans un pays où l'agriculture est la principale source de subsistance, l'arrivée de réfugiés peut accroître la pression sur les terres et les ressources naturelles. La réussite de la villagisation dépend donc de la capacité à organiser un partage équitable et à investir dans le développement local. C'est dans ce cadre que certains projets pilotes, à l'instar de la transformation des camps d'Amboko et de Gondjé en villages, montrent qu'il est possible de bâtir un avenir commun en misant sur la solidarité et le développement rural.

La villagisation : définition et mise en contexte comme alternative aux camps

La villagisation est une stratégie qui vise à accueillir les réfugiés non plus dans des camps isolés, mais directement au sein des communautés locales. Concrètement, elle consiste soit à installer les nouveaux arrivants dans des villages d'accueil, soit à transformer progressivement certains camps en véritables villages. L'idée est simple : faire en sorte que les réfugiés deviennent des habitants à part entière plutôt que de les maintenir dans des espaces séparés. Contrairement au modèle classique des camps, la villagisation favorise une intégration plus profonde. Dans un camp, les réfugiés vivent dans un espace fermé, souvent éloigné des villes et villages, avec leurs propres services et marchés. Cela facilite l'organisation de l'aide humanitaire, mais renforce la séparation avec la société environnante. En revanche, l'installation dans les villages permet aux réfugiés de partager la vie quotidienne des communautés

« L'idée est simple : faire en sorte que les réfugiés deviennent des habitants à part entière plutôt que de les maintenir dans des espaces séparés. »

"The idea is simple: to ensure that refugees become fully fledged inhabitants, rather than keeping them in separate areas."

the main source of subsistence, the arrival of refugees can increase pressure on the land and natural resources. The success of villagisation therefore hinges on the ability to arrange a fair division of land and resources and to invest in local development. It is in this context that some pilot projects, such as the conversion of the Amboko and Gondjé refugee camps into villages, are demonstrating that it is possible to build a shared future by focusing on solidarity and rural development.

Villagisation: definition and contextualisation as an alternative to refugee camps

Villagisation is a strategy that aims, from the outset, to host refugees in local communities instead of placing them in isolated refugee camps as in the past. In practical terms, it involves either settling new arrivals in hosting villages, or gradually turning some refugee camps into proper villages. The idea is simple: to ensure that refugees become fully fledged inhabitants, rather than keeping them in separate areas. Villagisation fosters deeper integration, unlike the classic refugee camp model. In a camp, refugees live in an enclosed space, often far from towns and villages, with their own services and markets. This facilitates the coordination of humanitarian aid, but accentuates separation from the surrounding society. On the other hand, settlement in villages enables refugees to share in the host communities' daily

hôtes. Ils vont à la même école que les enfants du village, fréquentent les mêmes centres de santé, et participent aux mêmes activités économiques. C'est par exemple le cas au sud du Tchad qui, entre 2017 et 2022, a accueilli 70 % de réfugiés centrafricains supplémentaires, dont 64 % se sont installés directement dans les villages.

L'accès aux terres et aux moyens de subsistance constitue une autre différence majeure. Dans les camps, les possibilités de cultiver, d'élever du bétail ou de commercer sont limitées par l'isolement et par l'espace restreint disponible. À l'inverse, dans un village, les réfugiés peuvent plus facilement accéder à des terres agricoles, s'intégrer dans les circuits commerciaux locaux et trouver des moyens de développer leurs propres activités. Dans le sud du Tchad, où l'agriculture reste l'activité principale, cette ouverture offre de réelles perspectives d'autonomie. La villagisation a également un impact sur les relations sociales. Les camps, en concentrant une aide humanitaire importante dans un espace séparé, peuvent parfois susciter de la jalousie ou des tensions avec les populations locales. En favorisant la cohabitation et les échanges, l'installation en village encourage davantage de solidarité et de liens sociaux entre réfugiés et habitants. Encore une fois, cette approche n'est pas exempte de difficultés. Sans une gestion équitable et concertée, des tensions peuvent apparaître. La réussite de la villagisation dépend donc de la capacité à organiser un partage équilibré des ressources pour que chaque communauté – réfugiés comme populations locales – y trouve un bénéfice.

La villagisation comme réponse à la crise d'aide humanitaire internationale

La villagisation transforme la manière dont les réfugiés vivent leur quotidien et envisagent leur avenir. En s'installant dans des villages, beaucoup accèdent à un champ, à un petit espace de culture, ou développent une activité économique

lives. They attend the same school as the village children, use the same health centres, and take part in the same income-generating activities. This is the case in southern Chad, which received 70% more CAR refugees over the 2017–2022 period, 64% of whom settled immediately in villages.

Access to land and means of subsistence constitutes another major difference. In refugee camps, opportunities for growing crops, raising livestock or trading are limited by isolation and the small amount of land available. On the other hand, in a village, refugees find it easier to access agricultural land, get involved in local trade channels and find the resources to develop their own income-generating activities. Farming remains the main income-generating activity in southern Chad, so the village environment provides genuine prospects of independence. Villagisation also has an impact on social relationships. Refugee camps concentrate significant humanitarian aid in a ringfenced area. This can sometimes cause jealousy or tension with the local communities. By encouraging cohabitation and trading, villagisation further bolsters solidarity and social ties between the refugees and inhabitants. Once again, this approach is not free from difficulties. Tensions may arise without fair and collaborative management. The success of villagisation therefore hinges on the ability to arrange a fair division of resources so that both local and refugee communities benefit from it.

Villagisation as a response to the international humanitarian aid crisis

Villagisation transforms how refugees live their everyday lives and how they view their futures. Many gain access to a field or a small growing area or set up a local income-generating activity when they settle in villages. This may seem a simple change, but it is pivotal as growing their own food or selling some of their produce gradually frees them from reliance on humanitarian distributions. A survival

locale. Ce changement paraît simple, mais il est décisif : cultiver ses propres aliments ou vendre une partie de sa production libère peu à peu de la dépendance aux distributions humanitaires. La logique de survie cède la place à une logique de production, d'échanges et de projets à plus long terme. Selon une femme réfugiée rencontrée : « Quand j'ai reçu une petite parcelle, j'ai planté du manioc. Aujourd'hui, je nourris ma famille et je vends le surplus au marché. Ce n'est pas encore facile, mais au moins je ne dépends plus uniquement des rations. »

L'un des points forts de la villagisation est sa capacité à s'appuyer sur les ressources déjà présentes dans les territoires. Là où l'intervention des ONG est parfois critiquée ou limitée, ce sont les autorités traditionnelles, les chefs de village et les familles hôtes qui deviennent les premiers acteurs de l'accueil. Le partage des terres, qu'il soit organisé par location ou par attribution gratuite, en est un bon exemple. Ces solutions, souvent nées du terrain, s'avèrent plus durables, car elles reposent sur la coopération et la négociation locales, plutôt que sur une aide extérieure perçue comme imposée. C'est le constat que nous laisse entendre un cultivateur membre d'une communauté hôte : « Nous avons donné une partie de nos champs aux réfugiés. Au début, certains n'étaient pas d'accord, mais quand on a vu que les récoltes alimentaient aussi le marché du village, beaucoup ont compris que tout le monde y gagnait. »

Le contexte humanitaire actuel est marqué par des financements en baisse et par une méfiance grandissante vis-à-vis des ONG internationales. Dans ce climat, la villagisation prend une signification particulière : elle offre un modèle où réfugiés et communautés locales renforcent ensemble leur résilience. Les infrastructures construites dans les villages, telles que les écoles, les centres de santé, les points d'eau, etc. ne profitent pas seulement aux nouveaux arrivants mais également à l'ensemble

rationale is replaced by a rationale based on production, trade and longer-term projects. In the words of a female refugee, "I planted cassava when I was given a small plot. I now feed my family and sell the surplus at the market. Things are still difficult, but at least I am no longer totally dependent on the rations."

One of the strengths of villagisation is its ability to draw on pre-existing resources in local areas. In scenarios where the involvement of NGOs is sometimes criticised or limited, the traditional authorities, village leaders and host families become the leading players in hosting refugees. Land sharing – either through leasing or free allocation – is a good example. These solutions often come from the grassroots and prove to be more sustainable, as they are based on local cooperation and negotiation, rather than external aid, which is perceived as an imposition. Indeed, that is the impression that we get from one farmer and member of a host community, who says, "We gave part of our fields to the refugees. Initially, some people did not agree, but when people saw that the harvests were also supplying the village market, many people grasped that everyone was benefitting from this approach."

The current humanitarian context is affected by a drop in funding and growing mistrust of international NGOs. Villagisation takes on special significance in this climate: it provides a model in which both local communities and refugees build their resilience together. The infrastructure built in the villages, such as schools, health centres and water points, does not only benefit the new arrivals, but also all the residents. This type of investment consolidates regions and makes them less vulnerable to fluctuations in international aid by giving more space to local initiatives. On this point, the view of a village leader from Békan speaks volumes: "The refugees have provided labour, as well as ideas. We now have a health centre providing treatment for all thanks to them and the support of the authorities."

des habitants. Ce type d'investissement consolide les territoires et les rend moins vulnérables aux fluctuations de l'aide internationale, en donnant plus de place aux initiatives locales. De ce fait, les propos du chef de village de Békan sont illustratifs : « Les réfugiés ont apporté de la main-d'œuvre, mais aussi des idées. Grâce à eux et au soutien des autorités, nous avons maintenant un centre de santé qui soigne tout le monde. »

La villagisation n'est pas une solution miracle ; elle ouvre néanmoins une voie prometteuse. C'est un modèle qui mérite d'être consolidé, adapté aux réalités locales, et pensé comme une réponse durable aux crises prolongées.

Les expériences de la villagisation des réfugiés au sud du Tchad

Depuis 2017, la politique de villagisation a transformé l'accueil des réfugiés centrafricains au sud du Tchad. Cette approche a concerné la majorité des nouveaux arrivants, alors que le modèle des camps est de moins en moins privilégié.

L'installation directe dans les villages a été expérimentée à partir de 2017 dans un contexte de flux massifs de nouveaux arrivants. Ils sont installés dans les villages situés dans les provinces de Mandoul (Maisso, Gon, Dembo, Bekourou, Bedegue, etc.) et du Logone oriental (Békan, Dom, Mbitoye, Begone, Mballa, Kaga-Roangar, Daha 1 et 2, etc.). Cette approche vise une intégration rapide : les réfugiés partagent la vie quotidienne, ils ont accès à la terre, aux écoles et aux services locaux. Plus les arrivées se multiplient, plus cette intégration « sur place » devient la solution privilégiée. Toutefois, l'intégration reste lente : les réfugiés rencontrent des difficultés d'accès à la terre, ce qui freine leur autonomie agricole et limite leurs perspectives économiques.

Pour les réfugiés déjà établis depuis longtemps, une autre stratégie consiste à transformer les camps en villages à part entière. Les camps d'Amboko et de

Villagisation is not a miracle solution, but it offers a promising way forward. It is a model that is worth consolidating. It is tailored to local circumstances and designed as a sustainable response to prolonged crises.

Refugee villagisation experiences in southern Chad

The policy of villagisation has transformed the hosting of CAR refugees in southern Chad since 2017. The model has been applied for most of the new arrivals, whereas the refugee camp model is increasingly falling out of favour.

Direct settlement in villages has been trialled since 2017 against a backdrop of a massive influx of new refugees. They have settled in villages in the Provinces of Mandoul (Maisso, Gon, Dembo, Bekourou, Bedegue, etc.) and the Logone Oriental (Békan, Dom, Mbitoye, Begone, Mballa, Kaga-Roangar, Daha 1 and 2, etc.). The approach aims to achieve swift integration: the refugees share in the local community's everyday life and gain access to land, schools and local services. This grassroots integration becomes more and more the favoured solution. However, integration remains a slow process: the refugees encounter difficulties gaining access to land, which hampers their ability to farm independently and limits their economic prospects.

For longstanding refugees, another strategy involves turning refugee camps into fully fledged villages. The Amboko and Gondjé refugee camps serve as models. The aim is to avoid having a parallel administration, to enable legal access to farmland and to encourage economic independence. The conversion of refugee camps into villages further demonstrates the potential and challenges of villagisation. In Amboko, the experience has enabled farming to be developed because of expanded access to land, providing refugees with better crop-growing conditions. However, this agricultural success story is counter-balanced by ongoing land tensions between refugees and local communities, linked to competition

Gondjé servent de modèles. L'objectif est d'éviter une administration parallèle, de permettre un accès légal aux terres agricoles, et d'encourager l'autonomie économique. Cette transformation des camps en villages illustre davantage le potentiel et les défis de la villagisation. À Amboko, l'expérience a permis de valoriser l'agriculture grâce à l'accès élargi aux terres, offrant aux réfugiés de meilleures conditions pour cultiver. Cependant, cette réussite agricole est tempérée par des tensions foncières persistantes entre réfugiés et populations locales, liées à la compétition pour les ressources. À Gondjé, l'intégration prend une dimension plus économique. Grâce à la proximité des marchés locaux, les réfugiés participent activement aux échanges commerciaux. Cette dynamique favorise leur inclusion dans le tissu économique régional et réduit leur dépendance à l'aide humanitaire.

En résumé, les expériences de la villagisation au sud du Tchad montrent une diversité de trajectoires. Si certaines localités, à l'image de Gondjé, réussissent à transformer la présence des réfugiés en opportunité économique, d'autres, telle Békan, restent confrontées aux difficultés d'accès aux ressources. Ces contrastes soulignent que la villagisation ne peut réussir que si elle s'accompagne à la fois d'une gestion équitable des terres et d'investissements dans le développement local.

La villagisation : un modèle d'accueil favorable à tous

La villagisation ne transforme pas seulement la vie des réfugiés, elle redessine aussi celle des communautés qui les accueillent. Dans de nombreux villages, l'arrivée de nouveaux habitants s'est accompagnée d'investissements concrets : distribution de semences, fourniture de matériel agricole, soutien aux petits commerces et construction d'infrastructures sociales. Cette politique, financée par l'Union européenne (UE) et la Banque mondiale, a renforcé ces transformations locales. L'UE intervient à travers le Programme de développement

for resources. In Gondjé, integration has a more economic dimension. The refugees are actively involved in trading due to the proximity of local markets. This dynamic fosters their inclusion in the local economic fabric and reduces their reliance on humanitarian aid.

In short, the different experiences of villagisation in southern Chad show a range of pathways. While some places, such as Gondjé, manage to turn the presence of refugees into an economic opportunity, others, such as Békan, are still facing difficulties in access to resources. These contrasts highlight the fact that the villagisation model can only succeed if it goes hand in hand with fair land management and investment in local development.

Villagisation: a refugee hosting model that benefits everyone

Villagisation does not only transform refugees' lives, it also refashions the lives of the host communities. In many villages, the arrival of new inhabitants comes with concrete investment: seed distribution, provision of agricultural equipment, support for small businesses and construction of social infrastructure. This policy, funded by the European Union (EU) and the World Bank, has strengthened these local transformations. The EU is contributing 21.5 million euros to the Inclusive Development Programme in Host Areas (DIZA), while the World Bank is supporting the Support Project for Refugees and Host Communities (PARCA), estimated at 60 million dollars. PARCA has enabled five schools to be built in southern Chad, forty teachers and inspectors to be trained, and a cash transfer programme to be set up for 10,000 vulnerable households in three refugee camps (Amboko, Gondjé, Dosseye) and 180 surrounding villages. Each household receives 45,000 CFA francs [around €69] per quarter for two years, for a total of 3.6 billion CFA francs [around €5.49 million]. On the health front, the creation of centres, the strengthening of staff

inclusif dans les zones d'accueil (DIZA), d'un montant de 21,5 millions d'euros, tandis que la Banque mondiale soutient le Projet d'appui aux réfugiés et aux communautés d'accueil (PARCA), estimé à 60 millions de dollars. Le PARCA a permis la construction de cinq écoles dans le sud du Tchad, la formation de 40 enseignants et inspecteurs, ainsi que la mise en place d'un programme de transferts monétaires destiné à 10 000 ménages vulnérables répartis dans trois camps de réfugiés (Amboko, Gondjé, Dosseye) et 180 villages environnants. Chaque ménage reçoit 45 000 francs CFA [environ 69 euros, NDLR] par trimestre pendant deux ans, pour un total de 3,6 milliards francs CFA [environ 5,49 millions d'euros]. Côté santé, la création de centres, le renforcement du personnel et la diversification des services ont élargi la couverture sanitaire pour l'ensemble des habitants.

L'accès à la terre reste au cœur de la villagisation. Près de trois quarts des réfugiés disposent d'une parcelle agricole, mais les disparités sont fortes selon les sites : certains bénéficient d'un véritable ancrage productif tandis qu'ailleurs, les tensions foncières compliquent l'installation. Ce mode d'accueil offre aux réfugiés des possibilités agricoles bien plus larges que la vie en camp. En moyenne, un réfugié installé dans un village dispose d'environ deux hectares cultivables, contre un hectare lorsqu'il vit en camp. Au-delà de la surface, la qualité des sols attribués dans les villages est généralement meilleure, ce qui favorise une production agricole plus durable. Ce changement se traduit dans le quotidien de nombreux ménages, comme dans le cas de ce réfugié installé dans un camp transformé en village : « Quand on m'a donné un petit champ, j'ai pu planter du maïs. Maintenant, je nourris ma famille sans attendre la distribution. »

La relation avec les communautés hôtes est faite à la fois de coopération et de frictions. Dans certains villages comme Békan, réfugiés et autochtones cultivent ensemble et alimentent les marchés

and the diversification of services have extended health cover to all residents.

Access to land remains at the heart of the villagisation model. Close to three quarters of refugees have a farm plot, but there are major disparities between different locations: some benefit from a real productive foothold, while land tensions elsewhere make settlement more difficult. This hosting model provides refugees with much wider agricultural opportunities than camp life. On average, a village-based refugee has around two hectares of cultivable land, as opposed to one hectare for camp-based refugees. Apart from the issue of the growing area, the quality of the land allocated in the villages tends to be better, which fosters more sustainable crop production. This change is reflected in the everyday lives of many households, as is the case of this refugee living in a refugee camp converted into a village: "I was able to plant corn when I was given a small field. I now feed my family without having to wait for the food handouts."

Relations with host communities involve both cooperation and friction. In some villages, such as Békan, refugees and local people farm together and supply the local markets, thereby bolstering the rural economy. However, elsewhere land scarcity creates a feeling of injustice and fuels tensions. In this context, the traditional and local authorities play a key role in land management and in regulating social relationships. In Chad, these authorities (canton chiefs, village chiefs and local committees) are often the first mediators when tensions arise over access to land, water or grazing land. When a dispute arises, particularly over land ownership or inter-community violence, they work in coordination with representatives of the administration (sub-prefects, prefects) and sometimes with the security forces. In some cases, customary courts or joint consultation committees bringing together traditional authorities, refugee representatives, NGOs and state services are called upon to settle disputes. A village leader says, "There are times when the

locaux, renforçant l'économie rurale. Mais ailleurs, la rareté des terres crée un sentiment d'injustice et alimente des tensions. Dans ce contexte, les autorités traditionnelles et locales jouent un rôle clé dans la gestion foncière et la régulation des relations sociales. Au Tchad, ces autorités (chefs de canton, chefs de village et comités locaux) sont souvent les premiers médiateurs en cas de tensions liées à l'accès à la terre, à l'eau ou aux pâturages. Lorsqu'un litige éclate, notamment autour de la propriété foncière ou de violences intercommunautaires, elles travaillent en coordination avec les représentants de l'administration (sous-préfets, préfets) et parfois avec les forces de sécurité. Dans certains cas, les tribunaux coutumiers ou les comités mixtes de concertation regroupant autorités traditionnelles, représentants de réfugiés, ONG et services étatiques sont saisis pour trancher les différends. Un chef de village témoigne : « Il y a des moments où les habitants disent que les réfugiés prennent trop de terres, mais quand on voit les marchés mieux fournis, on comprend aussi que c'est bénéfique. »

Les difficultés existent donc, mais la villagisation favorise incontestablement une dynamique de résilience partagée. Les réfugiés apportent une main-d'œuvre, des savoir-faire et une nouvelle énergie économique ; les hôtes bénéficient en retour d'infrastructures (écoles, centres de santé, points d'eau) et de nouveaux débouchés commerciaux. Par conséquent, cette approche contribue à diminuer la dépendance à l'aide internationale, une exigence qui s'est renforcée ces derniers mois.

En donnant plus de place aux solidarités communautaires et à la gouvernance locale, la villagisation ouvre une voie d'autonomisation progressive. Elle permet non seulement aux réfugiés de mieux s'ancrer dans leurs territoires d'accueil, mais également aux communautés locales de renforcer leur propre capacité de résistance face aux crises. Ce constat est partagé par une membre d'une association locale de femmes : « Ce n'est

« La relation avec les communautés hôtes est faite à la fois de coopération et de frictions. »

"Relations with host communities involve both cooperation and friction."

inhabitants say the refugees are taking too much land, but when people see the markets are better supplied, they understand it's beneficial."

So the difficulties do exist, but villagisation indisputably fosters a dynamic of shared resilience. The refugees provide labour, know-how and fresh economic energy, while the hosts benefit, in return, from infrastructure (schools, health centres and water points) and new business opportunities. This approach therefore helps reduce reliance on international aid, a requirement that has become a greater issue in recent months.

Villagisation paves the way to ever more independence by giving more space to community solidarity and local governance. The model not only enables refugees to put down deeper roots in their host areas, but also helps local communities increase their own crisis resilience. This observation is shared by a member of a local women's association: "It's no longer an 'us and them' situation. We face difficulties together and that changes the way we see each other."

A model of integration and resilience to be shared and adapted

The experience of villagisation in southern Chad demonstrates that it is possible to move beyond the traditional refugee camp model to integrate refugees more sustainably. The success of this approach is based on strong local roots: traditional leaders, host families

plus seulement eux et nous. On affronte les difficultés ensemble, et ça change la manière dont on se perçoit. »

Un modèle d'intégration et de résilience à partager et à adapter

L'expérience de la villagisation au sud du Tchad montre qu'il est possible de dépasser le modèle classique des camps pour bâtir une intégration plus durable des réfugiés. La réussite de cette approche repose sur un ancrage local : les chefs traditionnels, les familles hôtes et les associations communautaires jouent un rôle central dans le partage des terres, la médiation des conflits et l'organisation de la vie collective

Cependant, cette expérience ne constitue pas une solution universelle. Elle doit être comprise avant tout comme une source d'inspiration pour d'autres contextes confrontés à des déplacements prolongés. Toute tentative de reproduction doit tenir compte des réalités foncières, culturelles, institutionnelles et économiques propres à chaque pays ou région. Pour les praticiens et décideurs, plusieurs recommandations se dégagent :

- Faciliter l'accès à la terre : dès la conception des projets, prévoir des mécanismes clairs de mise à disposition de terres agricoles (don, location, mise en commun) en veillant autant à la qualité des sols qu'à la surface disponible ;
- Renforcer la médiation foncière : intégrer en continu les autorités traditionnelles, les comités villageois et les services administratifs afin de prévenir ou apaiser les tensions liées à la propriété ou à l'usage des terres. Cette médiation doit être considérée comme un investissement structurant ;
- Inclure systématiquement les communautés hôtes : associer les habitants à toutes les étapes (planification, construction des infrastructures, gouvernance locale) pour garantir une perception d'équité. Les écoles, centres de santé et points d'eau doivent répondre simultanément aux besoins des réfugiés et des autochtones ;

and community associations play a central role in sharing land, in conflict mediation and in organising community life.

However, this experience is not a one-size-fits-all solution. It primarily needs to be regarded as a source of inspiration for other contexts contending with long-term displacement. Any attempt to replicate the model must take into consideration the land, cultural, institutional and economic circumstances specific to each country or region. Several recommendations can be highlighted for practitioners and decision-makers:

- Facilitate access to land: right from the project design phase, make plans for clear agricultural land provision mechanisms (giving, leasing or sharing land), paying equal attention to soil quality and available area;
- Bolster land mediation: continuously involve the traditional authorities, village committees and the administrative authorities in order to prevent or calm down tensions relating to land ownership or usage. This mediation should be regarded as structural investment;
- Systematically include the host communities: involve the inhabitants at all stages (planning, building infrastructure, local governance) to guarantee a perception of fairness. Schools, health centres and water points must simultaneously meet the needs of both refugees and local people;
- Support the local economy: support income-generating activities, stimulate rural markets and encourage agricultural cooperatives run by refugees and hosts to foster the transfer of know-how.

When all is said and done, villagisation should not be solely viewed as a settlement method, but instead as a genuine regional initiative. Its success hinges on collective commitment (humanitarian players, local authorities and community organisations) and astute adaptation to the social and environmental dynamics specific to each context.

– Soutenir l'économie locale : appuyer les activités génératrices de revenus, stimuler les marchés ruraux et encourager les coopérations agricoles entre réfugiés et hôtes pour favoriser le transfert de savoir-faire.

En définitive, la villagisation ne doit pas être appréhendée uniquement comme un mode d'installation, mais plutôt comme un véritable projet territorial. Sa réussite exige un engagement collectif (acteurs humanitaires, autorités locales, organisations communautaires) et une adaptation fine aux dynamiques sociales et environnementales propres à chaque contexte.

Biographie



JULIEN RAMADJI BEGOTO

Julien Ramadji Begoto est docteur en géographie, spécialisé dans les migrations et les relations internationales, chercheur et consultant. Il est également enseignant vacataire à l'université de Moundou, au Tchad, et directeur-fondateur de l'Observatoire des migrations et déplacements forcés au Tchad (OMIDEF-Tchad). Ses travaux portent sur les dynamiques migratoires, la gouvernance des réfugiés, la diplomatie humanitaire et les enjeux fonciers liés aux déplacements forcés en Afrique centrale. Auteur de plusieurs articles publiés dans des revues scientifiques internationales, Julien a participé à de nombreux colloques et séminaires sur les migrations, la géopolitique et les politiques publiques en Afrique.

Julien Ramadji Begoto holds a doctorate in geography and specialises in migration and international relations. He is also a researcher and consultant and a part-time lecturer at the University of Moundou in Chad. He is the founder and director of the migration think tank Observatoire des Migrations et Déplacements Forcés au Tchad (OMIDEF-Chad). His research focuses on migration dynamics, refugee governance, humanitarian diplomacy and land issues in forced displacement in central Africa. Julien has authored several articles published in international academic reviews and has taken part in many colloquiums and seminars on migration, geopolitics and public policy in Africa.

Les fonds communs peuvent-ils transformer la gouvernance humanitaire ?

Can pooled funds transform humanitarian governance?

Maryam Z. Deloffre • Professeure d'affaires internationales et directrice de l'Initiative d'action humanitaire à l'université George Washington (Washington D.C.)

Le système humanitaire vacille sous les coupes budgétaires massives. Les fonds communs humanitaires (re)émergent comme solution pour faire plus avec moins. Mais au-delà du transfert

d'argent, ces mécanismes peuvent-ils restructurer en profondeur une gouvernance devenue trop centralisée et hiérarchisée ?

Depuis les années 1990, le système global de l'action humanitaire est devenu de plus en plus centralisé du fait de la création du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* – OCHA en anglais) et une concentration du pouvoir décisionnel au niveau de l'Organisation des Nations unies (ONU). De plus, depuis 2020, 70 % de l'aide humanitaire est attribuable à seulement huit donateurs : les États-Unis, l'Allemagne, l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Suède, l'Arabie saoudite, le Japon, et la

Swingeing budget cuts are undermining the humanitarian system. And humanitarian pooled funds are now (re)emerging as a solution to do more with less. But beyond money transfers, can these mechanisms deeply restructure a form of governance that has become too centralised and hierarchised?

Since the 1990s, the global system of humanitarian action has become ever more centralised due to the creation of the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) and a concentration of decision-making power at the level of the United Nations (UN). Moreover, since 2020, 70% of humanitarian aid has come from only eight funders: the United States (US), Germany, the European Union (EU), the United Kingdom (UK), Sweden, Saudi Arabia,

Norvège¹. Cette concentration du pouvoir décisionnel et des ressources entre les mains d'un petit nombre d'États, d'organisations internationales (OI) et d'organisations non gouvernementales internationales (ONGI), à l'exclusion des communautés et des organisations non gouvernementales locales et nationales (ONGL/N), a créé un système hiérarchique, onéreux, et inégalitaire. De plus, depuis une décennie, les besoins humanitaires ont augmenté plus rapidement que les financements². Cet écart entre les uns et les autres a aggravé les difficultés du système à répondre efficacement aux crises humanitaires.

Face à l'évolution rapide du paysage de l'aide, forcée par des coupes budgétaires drastiques et brutales de l'aide étrangère de grands donateurs gouvernementaux – comme les États-Unis, certes, mais aussi le Royaume-Uni et l'Allemagne –, le système humanitaire, sous l'égide de l'ONU, envisage une « réinitialisation humanitaire » (*humanitarian reset*) pour élaborer des stratégies visant à faire plus avec moins³. Pour ce « redémarrage », les fonds communs humanitaires (FCH) sont présentés comme une des solutions miracle afin d'améliorer l'efficacité de l'aide, de protéger les organisations humanitaires des caprices politiques des États donateurs, et de maintenir les engagements en matière de localisation⁴.

« Les fonds communs humanitaires (FCH) sont présentés comme une des solutions miracle pour améliorer l'efficacité de l'aide, protéger les organisations humanitaires des caprices politiques des États donateurs, et maintenir les engagements en matière de localisation. »

“Humanitarian pooled funds (HPFs) are presented as one of the silver bullets that can improve effectiveness of aid, protect aid organisations from the political whims of state funders and honour commitments in localisation.”

Japan and Norway.¹ This concentration of decision-making power and resources in the hands of a small number of states, international organisations (IOs) and international non-governmental organisations (INGOs), to the exclusion of communities and local non-governmental organisations (LNGOs) and national non-governmental organisations (NNGOs), has created a system that is expensive, unequal and hierarchical. Furthermore, over the past decade, humanitarian needs have grown faster than funding has.² This gap between players has aggravated the system's difficulties in responding to humanitarian crises effectively.

Given today's rapid changes in the aid world and the brutal, drastic cuts to foreign aid from big state funders, such as

— 1. Chen Reis and Maryam Z. Deloffre, “Defending humanitarian aid in terms of national security obscures its real purpose”, *The Conversation*, 21 March 2025, <https://theconversation.com/defending-humanitarian-aid-in-terms-of-national-security-obscures-its-real-purpose-252246>

— 2. Chen Reis and Maryam Z. Deloffre, “Defending humanitarian aid...”, art. cit.

— 3. Tom Fletcher, “The humanitarian reset – Message from Emergency Relief Coordinator Tom Fletcher to the humanitarian community,” 10 March 2025, <https://www.unocha.org/news/humanitarian-reset-0>

— 4. Tom Fletcher, “The humanitarian reset...”, op. cit. ; Déclaration commune en réponse à la proposition de refonte du système d'aide humanitaire, Refugees International et al., 10 April 2025, <https://www.refugeesinternational.org/advocacy-letters/humanitarian-reset-a-call-for-transformative-change>

— 1. Chen Reis and Maryam Z. Deloffre, “Defending humanitarian aid in terms of national security obscures its real purpose”, *The Conversation*, 21 March 2025, <https://theconversation.com/defending-humanitarian-aid-in-terms-of-national-security-obscures-its-real-purpose-252246>

— 2. Chen Reis and Maryam Z. Deloffre, “Defending humanitarian aid...”, art. cit.



MARYAM Z.
DELOFFRE

Les fonds communs humanitaires, agrégats de contributions de multiples bailleurs de fonds dans un seul compte, distribuent ces fonds à des organisations humanitaires. Ces fonds ne sont pas réservés à une organisation ou à un projet prédéterminé. Il existe de multiples formes de FCH, gérés soit par l'ONU soit par les ONG. Jusqu'à présent, les analyses des fonds communs ont porté sur la manière dont ils pouvaient améliorer la qualité du financement et l'efficacité de l'aide en résultant⁵. Ces solutions reflètent un état d'esprit technico-opérationnel qui s'efforce de réparer et d'améliorer le système actuel.

La problématique a toutefois évolué. Les conditions politiques et matérielles spécifiques aux années 1990⁶ ont produit le système humanitaire actuel en favorisant des organisations professionnalisées et bureaucratisées. Ces organisations sont capables de développer les capacités nécessaires pour rédiger des demandes de subventions complexes, réaliser des audits et des évaluations, et faire du lobbying à Washington et à Genève. Ces caractéristiques ne sont pas inhérentes à l'aide humanitaire, mais constituent des adaptations à ce contexte relationnel. Le choc de ce début d'année 2025 a déstabilisé ce système et ce *modus operandi*. Dans ce contexte, je soutiens que nous devrions considérer les FCH non plus uniquement comme des canaux de transfert d'argent, mais comme des sites d'interactions⁷ pouvant transformer les

the US, of course, but also the UK and Germany, the humanitarian system, under the auspices of the UN, is considering a "humanitarian reset" to develop strategies to do more with less.³ For this "reboot", humanitarian pooled funds (HPFs) are presented as one of the silver bullets that can improve effectiveness of aid, protect aid organisations from the political whims of state funders and honour commitments in localisation.⁴

An HPF, which is an aggregate of contributions from multiple funders in a single account, distributes its funds to humanitarian organisations. These funds are not reserved for a particular organisation or a predetermined project. There are many forms of HPFs, managed either by the UN or by non-governmental organisations (NGOs). Up to now, analyses of pooled funds have focused on the way in which they could improve the quality of funding and the effectiveness of aid resulting from it.⁵ These solutions reflect a technical and operational mindset that seeks to repair and improve the current system.

Yet the matter has changed. The political, material conditions specific to the 1990s⁶ produced today's humanitarian system by favouring professionalised, bureaucratised organisations. These

— 5. Christian Els, *Country-based Pooled Funds: The NGO Perspective*, Norwegian Refugee Council, November 2019, <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/country-based-pooled-funds-the-ngo-perspective/country-based-pooled-funds---the-ngo-perspective.pdf>; Dominik Koepl, *Country-based Pooled Funds – A Reality Check*, Caritas Germany, March 2019; Andy Featherstone and Tasneem Mowjee, *Desk review on enhancing the potential of pooled funds for localisation*, Grand Bargain Report, September 2020, <https://gblocalisation.ifrc.org/wp-content/uploads/2020/12/FINAL-GBW2-pooled-funding-for-localisation.pdf>

— 6. Michael Barnett, "Humanitarianism transformed", *Perspectives on Politics*, vol. 3, no. 4, December 2005, pp. 723–740.

— 7. Maryam Z. Deloffre and Sigrid Quack, *A Relational Approach to NGOs in Global Politics: Beyond Cooperation and Competition*, Oxford University Press, 2025.

— 3. Tom Fletcher, "The humanitarian reset – Message from Emergency Relief Coordinator Tom Fletcher to the humanitarian community," 10 March 2025, <https://www.unocha.org/news/humanitarian-reset-0>

— 4. Tom Fletcher, "The humanitarian reset...", *op. cit.*; Refugees International, "Humanitarian Reset: A Call for Transformative Change", 10 April 2025, <https://www.refugeesinternational.org/advocacy-letters/humanitarian-reset-a-call-for-transformative-change>

— 5. Christian Els, *Country-based Pooled Funds: The NGO Perspective*, Norwegian Refugee Council, November 2019, <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/country-based-pooled-funds-the-ngo-perspective/country-based-pooled-funds---the-ngo-perspective.pdf>; Dominik Koepl, *Country-based Pooled Funds – A Reality Check*, Caritas Germany, March 2019; Andy Featherstone and Tasneem Mowjee, *Desk review on enhancing the potential of pooled funds for localisation*, Grand Bargain Report, September 2020, <https://gblocalisation.ifrc.org/wp-content/uploads/2020/12/FINAL-GBW2-pooled-funding-for-localisation.pdf>

— 6. Michael Barnett, "Humanitarianism transformed", *Perspectives on Politics*, vol. 3, no. 4, December 2005, pp. 723–740.

relations entre acteurs humanitaires. Quelles relations voulons-nous engendrer pour créer un système humanitaire moins centralisé et moins hiérarchique ? Cet article examine les FCH comme un type de mécanisme pouvant aider à repenser l'architecture de la coopération internationale pour l'action humanitaire, et à atténuer les effets de la baisse généralisée des financements.

Ce que sont les fonds communs humanitaires

Il existe plusieurs formes de fonds communs humanitaires, mais elles partagent toutes quelques traits. Les FCH regroupent les fonds de multiples donateurs pour un objectif défini⁸. Les financements sont combinés plutôt qu'affectés à une organisation spécifique, et un processus d'allocation indépendant et collectif au sein du FCH permet de déterminer les bénéficiaires des financements. De cette façon, les donateurs ne décident pas seuls des allocations.

En prépositionnant des ressources avant qu'une crise ne survienne, les FCH peuvent améliorer la qualité de l'aide en fournissant un financement prévisible, rapide et adapté aux besoins actuels. Alors qu'il faut environ trois mois pour déboursier les fonds collectés via les processus d'appel traditionnels, les fonds de financement commun pour les pays (*Country-Based Pooled Funds* – CBPFs en anglais) allouent des fonds en quelques jours⁹. De même, les demandes de fonds d'urgence pour les réponses aux catastrophes de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (*The International*

organisations have been able to develop the capacities needed to draft complex subsidy requests, carry out audits and assessments and lead lobbying in Washington and Geneva. These characteristics are not inherent to humanitarian aid, but, rather, they have been adjustments to this relational context. The early-2025 bombshell destabilised this system and *modus operandi*. Against this backdrop, I maintain that we should no longer view HPFs as simply channels for transferring money but as vehicles for interaction⁷ that truly transforms relations between humanitarian players. What relations do we want to forge to create a humanitarian system that is less centralised and less hierarchical? This article looks at HPFs as mechanisms that can help rethink the architecture of global cooperation for humanitarian action and can blunt the effects of today's widespread cuts in funding.

What are humanitarian pooled funds?

There are several kinds of HPFs, but they all share certain traits. HPFs bring together funds from multiple funders to focus on a specified goal.⁸ The funds contributed are put together, rather than allocated to a particular organisation, and an independent, collective allocation process within the HPF determines the recipients of the funding. In this way, the funders do not decide upon allocations on their own.

By prepositioning resources before a crisis occurs, HPFs can improve the quality of aid by providing funding that is foreseeable, quickly available and tailored to current needs. It takes around three

— 8. Manisha A. Thomas, *Pooled Funds: The New Humanitarian Silver Bullet?*, Norwegian Refugee Council, September 2022 ; Marzia Montemurro and Elise Baudot Queguiner, *Pooled Funding at a Crossroads: A Comprehensive Review and Analysis*, ICVA, May 2023, <https://www.icvanetwork.org/uploads/2023/06/Pooled-Funding-at-a-Crossroads-A-Comprehensive-Review-and-Analysis.pdf>

— 9. Manisha A. Thomas, *Pooled Funds: The New Humanitarian Silver Bullet?*, op. cit. ; Sudan Humanitarian Fund (SHF), *2024 Annual Report*, OCHA Sudan, January 2025.

— 7. Maryam Z. Deloffre and Sigrid Quack, *A Relational Approach to NGOs in Global Politics: Beyond Cooperation and Competition*, Oxford University Press, 2025.

— 8 .Manisha A. Thomas, *Pooled Funds: The New Humanitarian Silver Bullet?*, Norwegian Refugee Council, September 2022 ; Marzia Montemurro and Elise Baudot Queguiner, *Pooled Funding at a Crossroads: A Comprehensive Review and Analysis*, ICVA, May 2023, <https://www.icvanetwork.org/uploads/2023/06/Pooled-Funding-at-a-Crossroads-A-Comprehensive-Review-and-Analysis.pdf>

Federation of Red Cross and Red Crescent Societies' Disaster Response Emergency Fund – IFRC-DREF en anglais) peuvent être approuvées dans les 24 heures et les fonds versés en moins de 72 heures¹⁰.

Le tableau (voir plus loin) liste quelques exemples de FCH et illustre leurs variations de modèle de gouvernance, de processus d'allocation de fonds, et de portefeuilles de donateurs. OCHA gère deux FCH, le fond central d'intervention d'urgence (*Central Emergency Relief Fund* – CERF en anglais) et les CBPF. Comme ces fonds dépendent principalement des financements des États membres de l'ONU, ils sont sujets aux diminutions des budgets humanitaires de ces États. Par exemple, entre 2006 et 2024, seuls cinq pays – le Royaume-Uni, la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne, et la Norvège – ont représenté 66 % du financement aux CBPF et au CERF¹¹.

Selon une étude du Conseil international des organisations bénévoles (*International Council of Voluntary Agencies* – ICVA en anglais), il existe actuellement 68 FCH gérés par des ONG telles que le Conseil norvégien pour les réfugiés, Action contre la Faim, ou Care¹². À l'exception du CERF, de l'IFRC-DREF et du Change Fund qui sont gérés à l'échelle globale, ces fonds sont rattachés directement à un pays et donc mieux positionnés pour développer des rapports avec les ONG/LN de ce dernier, anticiper et réagir aux besoins réels, et allouer des bourses de montants plus gérables par les acteurs locaux. Ainsi, le Change Fund de NEAR (*Network for Empowered Aid Response*) et le réseau d'acteurs intermédiaires locaux (*Local Intermediary Actors Network* – LIAN en anglais) au Myanmar

months to pay out funds collected via traditional processes of calls for funds, but OCHA's country-based pooled funds (CBPFs) pay out funds in only a few days.⁹ Similarly, requests for emergency funds in response to disasters, issued by the International Federation of Red Cross and Red Crescent Disaster Response Emergency Fund (IFRC-DREF) can be accepted within 24 hours and the funds paid out within just 72 hours.¹⁰

The table below (see below) lists a few examples of HPFs and illustrates differences between them in their model of governance, fund allocation process and funder portfolio. OCHA manages two HPFs: the Central Emergency Relief Fund (CERF) and the CBPFs. These funds mainly depend on funding from UN member states, so they are subject to reductions in these states' humanitarian aid budgets. For example, between 2006 and 2024, only five countries – the UK, Germany, the Netherlands, Sweden and Norway – represented 66% of funding for the CBPFs and the CERF.¹¹

According to a study from the International Council of Voluntary Agencies (ICVA), there are currently 68 HPFs managed by NGOs such as the Norwegian Refugee Council, Action Against Hunger, and Care.¹² Except for the CERF, the IFRC-DREF and the Change Fund, which are managed globally, these funds are linked directly to a particular country, so they are better positioned to develop relations with that country's LNGOs/NNGOs, to foresee and meet real needs, and to allocate funding

— 10. IFRC-DREF, *2025 Annual Plan*, The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies' Disaster Response Emergency Fund, 28 July 2025, <https://www.ifrc.org/document/ifrc-dref-2025-annual-plan>

— 11. OCHA, *Pooled Funds Data Hub*, 2006-2024, <https://pfddata.unocha.org/?chart=contributions> ByDonor

— 12. ICVA, *Mapping NGO-led Pooled Funds*, 13 June 2025, <https://www.icvanetwork.org/resource/mapping-ngo-led-pooled-funds>

— 9. Manisha A. Thomas, *Pooled Funds: The New Humanitarian Silver Bullet?*, op. cit. ; Sudan Humanitarian Fund (SHF), *2024 Annual Report*, OCHA Sudan, January 2025.

— 10. IFRC-DREF, *2025 Annual Plan*, The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies' Disaster Response Emergency Fund, 28 July 2025, <https://www.ifrc.org/document/ifrc-dref-2025-annual-plan>

— 11. OCHA, *Pooled Funds Data Hub*, 2006-2024, <https://pfddata.unocha.org/?chart=contributions> ByDonor

— 12. ICVA, *Mapping NGO-led Pooled Funds*, 13 June 2025, <https://www.icvanetwork.org/resource/mapping-ngo-led-pooled-funds>

sont tous les deux gouvernés par des conseils consultatifs composés d'acteurs locaux et nationaux qui évaluent les demandes de financement et allouent les fonds. De tous les FCH, ils sont donc les plus localisés, mais ils ne financent que leurs propres membres.

Tableau – Exemples de fonds communs humanitaires¹³

	CERF (<i>Central Emergency Relief Fund / Fond central d'intervention d'urgence</i>)	Change Fund NEAR (<i>Network for Empowered Aid Response</i>)	IFRC-DREF (<i>International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies' Disaster Response Emergency Fund</i>)	CBPF (<i>Country-based pooled fund / Fonds de financement commun pour les pays</i>)	LIAN (<i>Local Intermediary Actors Network – Birmanie / Réseau d'acteurs intermédiaires locaux</i>)	LRPF (<i>Local Response Pooled Fund South Sudan / Fonds commun de réponse locale</i>)
Objectif(s)	Financer une réponse rapide, ou des situations d'urgence sous-financées.	Financer une réponse rapide, soutenir l'aide aux personnes déplacées ; financement provisoire pour combler les déficits de financement créés par la suspension de l'aide.	Financer les activités locales menées face aux catastrophes sous-financées ou des mesures d'action anticipatives.	Les fonds sont alloués selon les priorités identifiées dans les plans de réponse humanitaire.	Financer les activités des ONGL et des organisations communautaires et des programmes pour les populations marginalisées.	Financer les activités des ONGL/N.
Donateurs des fonds	États membres de l'ONU, entreprises privées, fondations caritatives	Les fondations caritatives	Donateurs gouvernementaux, les entreprises privées, les sociétés nationales, l'assurance IFRC-DREF ¹⁴	États membres de l'ONU		Save the Children, Center for Disaster Philanthropy, et Danish International Development Agency
Bénéficiaires des fonds	Les agences de l'ONU	Les membres du NEAR	Sociétés nationales	Les agences de l'ONU ; les ONGI et ONGL/N	Les membres du LIAN	Des ONGL/N
Gouvernance des fonds	BCAH ; conseil consultatif composé des représentants des États membres de l'ONU	<i>Oversight Body</i> composé uniquement d'acteurs locaux et nationaux	Conseil du DREF composé de 20 représentants des principaux gouvernements donateurs et des sociétés nationales correspondantes	Coordonnateurs humanitaires (HC) avec le conseil consultatif composé des représentants des donateurs, des agences de l'ONU, et des ONGI et ONGL/N	Les membres du LIAN	<i>Steering Committee</i> composé des représentants élus des ONGL/N ; Save the Children a un statut d'observateur
Processus d'allocation	Coordonnateur des secours d'urgence (ERC) prend la décision en consultation avec les coordonnateurs résidents et humanitaires (RC/HC) et CERF.	L' <i>Oversight Body</i> évalue les demandes de financement et alloue les fonds.	Centralisée au sein d'IFRC	HC en consultation avec le conseil consultatif	Les membres évaluent les demandes de financement et allouent les fonds.	<i>Steering Committee</i> évalue les demandes de financement et alloue les fonds.

— 13. OCHA, *Central Emergency Response Fund FAQ*, <https://www.unocha.org/central-emergency-response-fund-cerf-faq> ; United Nations CERF, *The CERF Advisory Group*, <https://cerf.un.org/about-us/advisory-group> ; NEAR, *Solutions*, <https://www.near.ngo/solutions> ; IFRC, *IFRC Disaster Response Emergency Fund – About IFRC-DREF*, <https://www.ifrc.org/happening-now/emergency-appeals/ifrc-disaster-response-emergency-fund> ; Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit. ; ICVA, *Mapping NGO-led Pooled Funds*, June 2025, <https://www.icvanetwork.org/resource/mapping-ngo-led-pooled-funds> ; Xiaojing Lei, "Local and national actors at the forefront of humanitarian responses", Save the Children US, October 2023.

— 14. Voir : <https://www.ifrc.org/fr/actualite/appels-durgence/fonds-durgence-pour-les-reponses-aux-catastrophes-dref/lassurance-du-dref>

En dépit de leur développement, les fonds communs ne couvrent qu'une petite partie des dépenses humanitaires actuelles. En 2024, le financement total suivi par le *Financial Tracking Service* s'élevait à 24,95 milliards de dollars US, les contributions au CERF s'élevaient à 576,4 millions (soit 2 % du total) et les contributions au CBPF s'élevaient à un milliard de dollars US (soit 4 %

amounts that local players can manage more easily. For example, the Change Fund, through NEAR (Network for Empowered Aid Response), and the Local Intermediary Actors Network (LIAN) in Myanmar are both governed by advisory boards made up of local and national players that assess funding requests and allocate funds. So, among all HPFs, they are the most localised ones, but they only fund their own members.

Table – Examples of humanitarian pooled funds¹³

	CERF (Central Emergency Relief Fund)	Change Fund NEAR (Network for Empowered Aid Response)	IFRC-DREF (International Federation of Red Cross and Red Crescent Disaster Response Emergency Fund)	CBPF (Country-based Pooled Fund)	LIAN (Local Intermediary Actors Network) - Myanmar	LRPF (Local Response Pooled Fund) - South Sudan
Goal(s)	To fund a rapid response or an underfunded emergency situation	To fund a rapid response and to support aid for displaced peoples; to provide temporary funding to make up for financing deficits brought about by the suspension of aid	To fund local activities to tackle underfunded disaster-caused situations or anticipatory action measures	Funds are allocated according to priorities identified in Humanitarian Response Plans	To fund the activities of LNGOs and community organisations and programmes for marginalised populations	To fund the activities of LNGOs/ NNGOs
Funders	UN member states, private firms, charity foundations	Charity foundations	State funders, private firms, National Societies, IFRC-DREF insurance ¹⁴	UN member states,		Save the Children, Center for Disaster Philanthropy, Danish International Development Agency
Fund recipients	UN agencies	NEAR members	National Societies	UN agencies, INGOs, LNGOs, NNGOs	LIAN members	LNGOs, NNGOs
Fund governance	OCHA, Advisory board made up of representatives of UN member states	Oversight body made up of only local and national players	DREF board made up of 20 representatives of the main state funders and of the corresponding National Societies	Humanitarian Coordinators (HCs) alongside an advisory board made up of representatives of funders, UN agencies, INGOs and LNGOs/ NNGOs	LIAN members	Steering committee made up of elected representatives of LNGOs/NNGOs; Save the Children has observer status
Allocation process	The Emergency Relief Coordinator (ERC) makes a decision in consultation with the Resident Coordinators (RCs) and Humanitarian Coordinators (HCs) and the CERF	The oversight body assesses funding requests and allocates funds	Centralised in the IFRC	The Humanitarian Coordinator in consultation with the advisory board	The members assess funding requests and allocate funds	The steering committee assesses funding requests and allocates funds

— 13. OCHA, *Central Emergency Response Fund FAQ*, <https://www.unocha.org/central-emergency-response-fund-cerf-faq>; United Nations CERF, *The CERF Advisory Group*, <https://cerf.un.org/about-us/advisory-group>; NEAR, *Solutions*, <https://www.near.ngo/solutions>; IFRC, *IFRC Disaster Response Emergency Fund – About IFRC-DREF*, <https://www.ifrc.org/happening-now/emergency-appeals/ifrc-disaster-response-emergency-fund>; Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", *art. cit.*; ICVA, *Mapping NGO-led Pooled Funds*, June 2025, <https://www.icvanetwork.org/resource/mapping-ngo-led-pooled-funds>; Xiaojing Lei, "Local and national actors at the forefront of humanitarian responses", Save the Children US, October 2023.

— 14. See: <https://www.ifrc.org/happening-now/emergency-appeals/disaster-response-emergency-fund-dref/dref-insurance>

du total¹⁵). En 2024, le DREF a alloué 107,4 millions de dollars US soit 0,4 % du total¹⁶.

Comment les fonds de financement commun peuvent-ils aider à transformer l'architecture de l'action humanitaire ?

Au niveau normatif, les FCH présentent le potentiel d'engendrer un retour aux principes humanitaires. En effet, puisque ces fonds sont collectifs, les décisions stratégiques et programmatiques le sont également. Cette prise de décision collective peut atténuer la tendance des donateurs à donner la priorité à leurs objectifs de politique étrangère (par exemple, America First ou Netherlands First). En renforçant les normes et les principes universellement acceptés, les FCH peuvent également neutraliser une approche clientéliste de l'aide humanitaire et améliorer la redevabilité envers les populations affectées, notamment parce qu'ils intègrent les représentants des ONGL/N dans leurs conseils consultatifs. La collaboration entre donateurs peut accélérer l'harmonisation des exigences en matière de rapports et d'audit, améliorer la transparence, et diminuer les coûts de gestion¹⁷.

La politique de localisation, qui peine tant à se mettre en place, demande aux donateurs de réduire leur dépendance à des grandes OI et ONGI pouvant gérer des contrats importants, et de multiplier les contrats avec des ONGL/N qui n'ont pas la capacité d'absorber de grandes sommes d'argent. Du point de vue du donateur, la localisation augmente la charge administrative et les risques financiers liés à la collaboration avec de nouveaux partenaires. Étant donné les coupes budgétaires récentes, ce manque de capacité administrative empirera. Les FCH peuvent réduire la

Despite their development, pooled funds only cover a small portion of humanitarian funding today. In 2024, total funding tracked by the Financial Tracking Service amounted to \$24.95 billion, with contributions to the CERF amounting to \$576.4 million (2% of the total) and contributions to the CBPFs amounting to \$1 billion (4% of the total).¹⁵ In 2024, the DREF allocated \$107.4 million (0.4% of the total).¹⁶

How can pooled funds help transform the architecture of humanitarian action?

In terms of standards, HPFs offer the potential to bring about a return to humanitarian principles. Indeed, since these funds are collective, the strategic and programmatic decisions about them are also collective. This collective decision-making can mitigate funders' tendency to prioritise their own foreign policy goals (for example, "America First" or "The Netherlands First"). By strengthening standards and principles that are universally accepted, HPFs can also put an end to a crony approach to aid and improve accountability to the populations affected, especially because they include representatives of LNGOs/NNGOs on their advisory boards. Cooperation between funders can speed up harmonisation of requirements for reports and audits, improve transparency and bring down management costs.¹⁷

The policy of localisation, proper implementation of which has struggled, requires funders to reduce their dependence on large IOs and INGOs, which are able to manage important contracts, and to increase their contracts with LNGOs/NNGOs, which are unable to handle huge sums of money. From a funder's perspective, localisation increases their administrative burden and the financial risks of dealing with new partners. Given the

— 15. United Nations CBPF, *Country-based Pooled Funds Data Hub*, 2024, <https://cbpf.data.unocha.org>; United Nations CERF, *Central Emergency Response Fund Data Hub*, 2024, <https://cerf.data.unocha.org>

— 16. IFRC-DERF, *2025 Annual Plan*, *op. cit.*

— 17. Manisha A. Thomas, *Pooled Funds: The New Humanitarian Silver Bullet?*, *op. cit.*

— 15. United Nations CBPF, *Country-based Pooled Funds Data Hub*, 2024, <https://cbpf.data.unocha.org>; United Nations CERF, *Central Emergency Response Fund Data Hub*, 2024, <https://cerf.data.unocha.org>

— 16. IFRC-DERF, *2025 Annual Plan*, *op. cit.*

— 17. Manisha A. Thomas, *Pooled Funds: The New Humanitarian Silver Bullet?*, *op. cit.*

charge administrative des donateurs en gérant des sommes d'argent relativement modestes et en fournissant un soutien administratif sur le terrain. Cela dit, les FCH restent des intermédiaires et, en passant par les FCH, les donateurs peuvent faire face à des frais de gestion supplémentaires.

Les fonds communs peuvent ainsi faire progresser la localisation, en connectant les acteurs locaux et globaux, en travaillant avec les gouvernements nationaux, et en renforçant les capacités des acteurs nationaux¹⁸. La collaboration entre les ONGI et les ONGL/N, promue par les fonds communs, pourrait en effet contribuer à renforcer la société civile locale, réduire la concurrence entre les ONG, et développer de nouvelles modalités d'aide humanitaire¹⁹. Par exemple, au Myanmar – État en situation de conflit depuis des décennies, où la junte militaire empêche la société civile de s'épanouir –, le CBPF négocie les relations entre les donateurs, l'ONU, les ONGI et les ONGL/N, à la fois pour canaliser les financements vers les organisations communautaires et pour renforcer la société civile²⁰. Des coalitions comme le *Joint Strategy Committee* ou le LIAN siègent depuis longtemps au conseil d'administration du CBPF du Myanmar et participent donc aux prises de décision²¹. Dans des zones de conflit, les intermédiaires comme les CBPF et les coalitions des ONGL/N facilitent l'allocation de fonds, collectent et partagent

recent budget cuts, this lack of administrative capacity will only get worse. Yet HPFs can reduce funders' administrative burden by managing relatively small sums of money and by providing administrative support on the ground. Nevertheless, HPFs are intermediaries: by dealing with HPFs, funders can face extra handling fees.

Pooled funds can thus advance localisation by linking together local and global players, by working with national governments and by strengthening the capacities of national players.¹⁸ Indeed, the cooperation between INGOs and LNGOs/NNGOs that is promoted by pooled funds could help strengthen civil society, reduce competition between NGOs and develop new methods for aid.¹⁹ For example, in Myanmar – a state that has been in conflict for decades and where the military junta stops civil society from flourishing – the CBPF negotiates relations between funders, the UN, INGOs and LNGOs/NNGOs, both to channel funding towards community organisations and to bolster civil society.²⁰ Coalitions like the Joint Strategy Committee or the LIAN have long sat on the board of the CBPF for Myanmar, so they take part in the decision-making.²¹ In conflict zones, intermediaries like the CBPFs and coalitions of LNGOs/NNGOs make fund allocation easier, collect and share information, and offer protection against authoritarian governments.

— 18. Marzia Montemurro and Elise Baudot Queguiner, *Pooled Funds at a Crossroads...*, op. cit.; Manisha A. Thomas, *Pooled Funds: The New Humanitarian Silver Bullet?*, op. cit.

— 19. Patrick Saez, Jeremy Konyndyk and Rose Worden, *Financing the Humanitarian Public Good: Towards a More Effective Humanitarian Financing Model*, Policy Paper 215, Center for Global Development, 7 July 2021, <https://www.cgdev.org/publication/financing-humanitarian-public-good-towards-more-effective-humanitarian-financing-model>; Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization: Country-based pooled funds in humanitarian assistance", *Public Administration and Development*, August 2025.

— 20. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit.

— 21. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit.

— 18. Marzia Montemurro and Elise Baudot Queguiner, *Pooled Funds at a Crossroads...*, op. cit.; Manisha A. Thomas, *Pooled Funds: The New Humanitarian Silver Bullet?*, op. cit.

— 19. Patrick Saez, Jeremy Konyndyk and Rose Worden, *Financing the Humanitarian Public Good: Towards a More Effective Humanitarian Financing Model*, Policy Paper 215, Center for Global Development, 7 July 2021, <https://www.cgdev.org/publication/financing-humanitarian-public-good-towards-more-effective-humanitarian-financing-model>; Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization: Country-based pooled funds in humanitarian assistance", *Public Administration and Development*, August 2025.

— 20. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit.

— 21. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit.

des informations, et offrent un mécanisme de protection contre les pouvoirs autoritaires.

Au Soudan – où la société civile est active mais informelle, et les coalitions des ONGI et des ONGL/N sont faibles –, le CBPF soudanais a mis en œuvre, depuis 2023, plusieurs mécanismes pour acheminer davantage de financements vers les ONGL/N, notamment le groupe d'entraide. Cette modalité de financement flexible a été conçue pour financer des initiatives communautaires à petite échelle, avec un délai de réponse de 48 heures. Les consortiums des ONG reçoivent des fonds à l'avance et sont habilités à examiner et financer les propositions simplifiées des groupes communautaires pour permettre une réponse rapide et suivant des modalités qui encouragent les partenaires à collaborer sur le développement des propositions²². Encore une fois, ces modalités réduisent la concurrence entre les ONGI et les ONGL/N, réduisent les obstacles à la demande de financement, et renforcent le leadership local. De plus, elles ont entraîné une augmentation significative du financement direct et indirect des ONG au cours des deux dernières années²³.

Plus petite échelle, mais plus grande couverture

Avant janvier 2025, de nombreux débats portaient sur la manière dont les fonds communs pouvaient aider le système à fonctionner plus rapidement, plus efficacement, et plus équitablement²⁴. Je suggère plutôt de considérer les fonds communs comme des intermédiaires susceptibles de contribuer à la restructuration du système. Nous devons

In Sudan, where civil society is active but informal and where coalitions of INGOs and of LNGOs/NNGOs are weak, the CBPF for Sudan has, since 2023, introduced several mechanisms for channelling more funding towards LNGOs/NNGOs, including the mutual assistance group. This flexible funding method was designed to fund community initiatives on a small scale with a 48-hour response time. Consortiums of NGOs receive funds in advance and are accredited to examine and fund simplified proposals from community groups to make quick responses possible, following methods that encourage partners to work together on the development of proposals.²² Once again, such methods reduce competition between INGOs and LNGOs/NNGOs, break down barriers to funding requests and strengthen local leadership. Furthermore, they have prompted a significant increase in direct and indirect funding of NGOs over the past two years.²³

Smaller scale, bigger reach

Before January 2025, many debates focused on the way pooled funds could help the system operate more quickly, more effectively and more fairly.²⁴ Instead, I would like to suggest seeing pooled funds as intermediaries that could help restructure the system. We need to focus our attention on the type of relations we want to prioritise. In a recent analysis, I studied the CBPFs for Afghanistan, Myanmar, Sudan and the Democratic Republic of the Congo (DRC) to discover how they negotiate relations between funders and the UN and between INGOs and LNGOs/NNGOs²⁵.

— 22. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit. ; Sudan Humanitarian Fund (SHF), *Annual Report...* op. cit.

— 23. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit. ; Sudan Humanitarian Fund (SHF), *2024 Annual Report*, op. cit.

— 24. Christian Els, *Country-based Pooled Funds...*, op. cit. ; Dominik Koepl, *Country-based Pooled Funds...*, op. cit. ; Andy Featherstone and Tasneem Mowjee, *Desk review on enhancing the potential of pooled funds...*, op. cit.

— 22. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit. ; Sudan Humanitarian Fund (SHF), *Annual Report...* op. cit.

— 23. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit. ; Sudan Humanitarian Fund (SHF), *2024 Annual Report*, op. cit.

— 24. Christian Els, *Country-based Pooled Funds...*, op. cit. ; Dominik Koepl, *Country-based Pooled Funds...*, op. cit. ; Andy Featherstone and Tasneem Mowjee, *Desk review on enhancing the potential of pooled funds...*, op. cit.

— 25. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", art. cit.

tourner notre attention vers le type de relations auquel nous souhaitons donner la priorité. Dans une analyse récente, j'ai étudié les CBPF en Afghanistan, au Myanmar, en République démocratique du Congo, et au Soudan afin de déterminer la façon dont ils négocient les relations entre les donateurs, l'ONU, et entre les ONGI et les ONGL/N²⁵. Cette analyse révèle que les CBPF, bien qu'ils soient standardisés conformément aux règlements d'OCHA, ne fonctionnent pas de manière monolithique, et les différents modèles que j'ai identifiés contribuent à des niveaux de localisation variés. Dans tous les cas, les changements apportés aux règles institutionnelles, comme la restriction de l'éligibilité au financement des ONG et l'exigence de représentation des ONGL/N au sein du conseil consultatif, ont joué un rôle déterminant dans l'amélioration de la localisation. Par exemple, en République démocratique du Congo, le nombre de partenariats entre les ONGL/N et le CBPF et le financement destiné aux ONGL/N ont augmenté, tandis que le financement et les contrats destinés à l'ONU ont diminué dans la même période.

En versant des sommes plus modestes à un plus grand nombre d'organisations de tailles également plus réduites et n'ayant pas les mêmes capacités, les fonds communs peuvent contribuer à la diversification d'organisations humanitaires. Cette diversification peut engendrer l'innovation, une restructuration des réseaux humanitaires et la représentation de nouvelles idées et voix²⁶. La clé est de comprendre comment les différents éléments des FCH – leur gouvernance, leurs critères d'éligibilité et leur prise de décision – contribuent à cette restructuration. Nous avons quelques idées sur la façon dont les FCH peuvent accélérer la décentralisation du système humanitaire, mais il faut encore

This analysis revealed that although CBPFs are standardised in compliance with OCHA's rules, they do not operate monolithically and the different models that I identified contribute to varied degrees of localisation. In any case, changes made to institutional rules, such as eligibility restrictions on NGO funding and requirements for LNGOs/NNGOs to be represented on advisory boards, have played a decisive role in improving localisation. For example, in the DRC, the number of partnerships between LNGOs/NNGOs and the CBPF has increased, as has funding for LNGOs/NNGOs, while funding and contracts for the UN have decreased over the same period.

By paying out smaller sums to a greater number of smaller organisations that do not have the same capacities, pooled funds can contribute to the diversification of humanitarian organisations. This diversification can spur innovation, trigger a restructuring of aid networks and boost representation of new ideas and new voices.²⁶ The key is to understand how the different aspects of HPFs – their governance, eligibility criteria and decision-making – contribute to this restructuring. We have a few ideas about how HPFs can speed up decentralisation of the humanitarian system. But we need more research on the intermediaries – both international and local ones – to better understand which mechanisms in which contexts improve localisation and the quality and effectiveness of aid.²⁷

Translated from the French by Thomas Young

— 25. Maryam Z. Deloffre, "Brokering localization...", *art. cit.*

— 26. Maryam Z. Deloffre and Sigrid Quack, *A Relational Approach to NGOs in Global Politics...*, *op. cit.*

— 26. Maryam Z. Deloffre and Sigrid Quack, *A Relational Approach to NGOs in Global Politics...*, *op. cit.*

— 27. Alejandro Posada, Alice Obrecht, Courtenay Cabot Venton et al., *Intermediary Models to Advance Locally Led Humanitarian Action*, Briefing Paper, ALNAP/ODI, 25 February 2025, https://alnapp.hacd.io/media/documents/Intermediary_Models_Paper_Final_w_Annex-Apr25.pdf

davantage de recherche sur les intermédiaires – internationaux et locaux – pour mieux comprendre quels sont, et dans quels contextes, les mécanismes qui améliorent la localisation, la qualité et l'efficacité de l'aide²⁷.

Biographie



MARYAM Z. DELOFFRE

Professeure d'affaires internationales et directrice de l'Initiative d'action humanitaire à l'université George Washington (Washington D.C.), Maryam Z. Deloffre est une chercheuse Mercator au sein du groupe de formation en recherche DFG – Normes de la gouvernance mondiale (*DFG Research Training Group – Standards of Global Governance*) de l'université technique de Darmstadt (Allemagne) après avoir été chercheuse associée au Centre de recherche sur la coopération mondiale de l'université de Duisbourg-Essen (Allemagne). Ses recherches portent principalement sur la dynamique de la gouvernance mondiale et humanitaire, l'économie politique de l'aide humanitaire, l'élaboration de normes humanitaires, les organisations non gouvernementales, et l'aide humanitaire locale. Son livre, *A Relational Approach to NGOs in Global Politics*, coédité avec Sigrid Quack, vient de paraître aux éditions Oxford University Press (2025). Maryam Z. Deloffre est diplômée de l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign (B.A. sciences politiques), Sciences Po Paris (master relations internationales), et l'université George Washington (doctorat en sciences politiques).

Maryam Z. Deloffre is Professor of International Affairs and Director of the Humanitarian Action Initiative at The George Washington University, Washington DC. She is Mercator Fellow at the DFG Research Training Group "Standards of Global Governance" at the Technical University of Darmstadt, Germany, and was an Associate Senior Fellow at the Centre for Global Cooperation at the University of Duisburg-Essen, Germany. Her research mainly focuses on the dynamics of global and humanitarian governance, the political economy of humanitarian assistance, humanitarian standard-setting, non-governmental organisations and locally led humanitarian assistance. Her book *A Relational Approach to NGOs in Global Politics*, coedited with Sigrid Quack, was recently published with Oxford University Press (2025). Maryam Z. Deloffre graduated from the University of Illinois Urbana-Champaign with a bachelor's degree in political science, from Sciences Po Paris with a master's degree in international relations, and from The George Washington University with a PhD in political science.

— 27. Alejandro Posada, Alice Obrecht, Courtenay Cabot Venton *et al.*, *Intermediary Models to Advance Locally Led Humanitarian Action*, Briefing Paper, ALNAP/ODI, 25 February 2025, https://alnapp.hacdn.io/media/documents/Intermediary_Models_Paper_Final_w_Annex-Apr25.pdf

Comment ne pas se tromper d'ennemi ? Critiques progressistes et critiques réactionnaires de l'action humanitaire

How to avoid the wrong enemy: progressive and reactionary critiques of humanitarian action

Joël Glasman • Historien et professeur à l'université de Bayreuth (Allemagne)

F

ace aux assauts contre les ONG, il devient vital de distinguer deux contestations radicalement opposées : celle dénonçant les insuffisances de l'aide au nom de l'émancipation universelle, et celle la

rejetant au nom des intérêts nationaux. La confusion entre ces approches, habilement orchestrée depuis des décennies, affaiblit la défense de l'humanitaire. C'est toute la force de cet article de Joël Glasman de nous aider à identifier ces deux critiques et de trouver une voie pour que l'une se fasse entendre aux dépens de l'autre.

L'année qui s'achève marque une accélération des assauts contre l'humanitaire. En janvier, le gouvernement

In the face of the attacks against NGOs, it has become vital to distinguish between two radically opposed protests: those denouncing the inadequacies of aid in the name of universal emancipation and those rejecting it in the name of national interests. The confusion between these approaches, which has been skillfully orchestrated for decades, weakens the defence of humanitarianism. The strength of Joël Glasman's article lies in helping us identify these two criticisms and in finding a way for one to be heard at the expense of the other.

The year now ending has seen an escalation in assaults on humanitarian action. In January, the US (United States) government announced the closure of the United States Agency for International Development (USAID) and the dismissal

états-unien a annoncé la fermeture de l'Agence américaine pour le développement international (*United States Agency for International Development* – USAID en anglais) et le licenciement de ses presque dix mille employés¹. En février, le gouvernement allemand a mis en cause le travail des organisations non gouvernementales (ONG) sur la politique migratoire, en reprenant des éléments de langage de l'extrême droite². En mars, le gouvernement italien a reconnu avoir espionné des ONG qui secouraient les réfugiés³. En avril, la Libye a expulsé dix ONG internationales, en les accusant de vouloir procéder à un remplacement démographique de la population autochtone par des migrants d'Afrique subsaharienne⁴. Ces événements avaient lieu alors que le gouvernement israélien continuait de justifier les assassinats systématiques d'humanitaires à Gaza en assimilant l'aide humanitaire au terrorisme⁵. L'année qui s'achève a ainsi rendu brutalement visible une pensée réactionnaire

of nearly ten thousand of its employees.¹ In February, the German government called into question the work of NGOs on migration policy, echoing far-right rhetoric.² In March, the Italian government admitted to having spied on NGOs engaged in rescuing refugees.³ In April, Libya expelled ten international NGOs, accusing them of attempting to carry out a demographic replacement of the native population with migrants from sub-Saharan Africa.⁴ These events unfolded as the Israeli government continued to justify the systematic killing of humanitarian workers in Gaza by equating humanitarian aid with terrorism.⁵ The past year has thus made brutally visible a reactionary, anti-humanitarian worldview that had long been underestimated. This ideology does not merely regard humanitarian action as superfluous, but as a betrayal of national interests and patriotic values. As Donald Trump himself put it, "The foreign aid industry and bureaucracy are not aligned with American interests and in many cases antithetical to American values."⁶

— 1. Le décret indique une suspension pour 90 jours. Dans les jours qui ont suivi, le ministre des Affaires étrangères Marco Rubio a expliqué qu'il entendait maintenir les dépenses « de survie » (*livesaving programmes*), sans toutefois définir cette notion. President Donald J. Trump, *Reevaluating and Realigning United States Foreign Aid*, Executive Order, 20 January 2025, <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/reevaluating-and-realigning-united-states-foreign-aid> ; Voir aussi : Karoun Demirjian and Aishvarya Kavi, "Trump administration to lay off nearly all of U.S. aid agency's staff", *The New York Times*, 6 February 2025, https://edition.pagesuite.com/tribune/article_popover.aspx?guid=cd57297a-0ed8-4d28-bda2-9c84b3015517

— 2. "Über 2.000 Forschende kritisieren Unionsanfrage" (« Plus de 2000 chercheurs critiquent la demande de l'Union européenne »), *Forschung und Lehre* (Revue allemande de recherche et d'enseignement), 5 March 2025.

— 3. Angela Giuffrida and Stephanie Kirchaessner, "Italian government approved use of spyware on members of refugee NGO, MPs told", *The Guardian*, 27 March 2025.

— 4. Umberto Pellicchia, "What the spread of the 'great replacement' conspiracy theory means for humanitarian aid", *The New Humanitarian*, 24 July 2025.

— 5. OCHA, *Global Humanitarian Overview 2025 – July Update (Snapshot as of 31 July 2025)*, 5 August 2025 ; UN News, "Number of aid workers killed in Gaza conflict, highest in UN history: Guterres", 5 June 2025, <https://news.un.org/en/story/2025/06/1164086>

— 1. The order called for a 90-day pause. In the following days, Secretary of State Marco Rubio explained that he intended to continue "livesaving" programmes, though he did not define what that meant. President Donald J. Trump, *Reevaluating and Realigning United States Foreign Aid*, Executive Order, 20 January 2025, <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/reevaluating-and-realigning-united-states-foreign-aid> ; See also Karoun Demirjian and Aishvarya Kavi, "Trump administration to lay off nearly all of U.S. aid agency's staff", *The New York Times*, 6 February 2025, https://edition.pagesuite.com/tribune/article_popover.aspx?guid=cd57297a-0ed8-4d28-bda2-9c84b3015517

— 2. "Über 2.000 Forschende kritisieren Unionsanfrage" ("More than 2,000 researchers criticise the European Union's request"), *Forschung und Lehre* (German research and teaching journal), 5 March 2025.

— 3. Angela Giuffrida and Stephanie Kirchaessner, "Italian government approved use of spyware on members of refugee NGO, MPs told", *The Guardian*, 27 March 2025.

— 4. Umberto Pellicchia, "What the spread of the 'great replacement' conspiracy theory means for humanitarian aid", *The New Humanitarian*, 24 July 2025.

— 5. OCHA, *Global Humanitarian Overview 2025 – July Update (Snapshot as of 31 July 2025)*, 5 August 2025 ; UN News, "Number of aid workers killed in Gaza conflict, highest in UN history: Guterres", 5 June 2025, <https://news.un.org/en/story/2025/06/1164086>

— 6. President Donald J. Trump, *Reevaluating and Realigning...*, op. cit., <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/reevaluating-and-realigning-united-states-foreign-aid>



JOËL GLASMAN

antihumanitaire qui a longtemps été sous-estimée. Cette idéologie ne perçoit pas seulement l'action humanitaire comme superflue, mais comme une trahison des intérêts nationaux et des valeurs patriotiques. Comme l'explique Donald Trump lui-même : « Foreign aid industry and bureaucracy are not aligned with American interests and in many cases antithetical to American values »⁶.

Les organisations humanitaires et les sciences sociales n'ont sans doute pas accordé assez d'attention à l'attaque idéologique qui se déploie aujourd'hui. Alors que beaucoup d'encre a coulé pour défendre le travail humanitaire contre les critiques postcoloniales par exemple, la critique réactionnaire, en revanche, a fait l'objet de peu de travaux. On distinguera ici, au risque de la simplification, deux grandes critiques de l'humanitaire universel : une critique « progressiste » et une critique « réactionnaire ». Ces deux critiques ont des racines idéologiques anciennes et opposées que l'on peut faire remonter au combat entre Révolution et contre-révolution, il y a plus de deux cents ans. Nous partons ici de l'action humanitaire telle qu'elle est défendue aujourd'hui, en particulier le principe d'« humanité » qui en constitue la clé de voûte contemporaine⁷. Nous ne ferons donc pas justice à l'histoire complexe des principes humanitaires eux-mêmes (histoire qui est ici

Humanitarian organisations and social sciences undoubtedly failed to pay close enough attention to the attack that was coming. While much ink has been spilled defending humanitarian work against, for example, decolonial and post-colonial critiques, reactionary nationalist critiques have gotten little notice. We have to distinguish between two critiques of contemporary humanitarianism: a "progressive" (left-wing) critique and a "reactionary" (far-right-wing) critique. This contrast is simplistic, but useful. It helps us understand that these two critiques of humanitarianism have old, and distinct, ideological roots that go back to the struggle between Revolution and Counter-Revolution more than two centuries ago. Putting these critiques of humanitarianism into order is now necessary. It starts with humanitarian action as it is championed today; in particular, its contemporary cornerstone: the principle of "humanity".⁷ This simplification fails to do justice to the complex history of humanitarian principles themselves (which we will not discuss here),⁸ or to the ac-

— 6. President Donald J. Trump, *Reevaluating and Realigning...*, op. cit.

— 7. Par exemple, au sein des grands textes normatifs type « Code de conduite », « Charte humanitaire », etc. Voir *Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les Organisations non-gouvernementales (ONG) lors des opérations de secours en cas de catastrophe*, IFRC, 1994 ; *La charte de Médecins Sans Frontières*, Médecins Sans Frontières (1971/2000) ; *The Sphere Handbook – Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response*, Sphere, 2018, <https://spherestandards.org/wp-content/uploads/Sphere-Handbook-2018-EN.pdf> ; *Consensus européen sur l'aide humanitaire*, Commission européenne, 2007 ; *General Assembly resolution 46/182*, United Nations, 19 December 1991.

— 7. For example, in the major "Code of Conduct", "Humanitarian Charter", etc. - type documents. See *Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and NGOs in Disaster Relief*, 1994 ; *Médecins Sans Frontières, The MSF Charter (1971/2000)* ; *The Sphere Project, Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response (1998/2018)*, European Union, *European Consensus on Humanitarian Aid (2017)* ; United Nations General Assembly resolution 46/182 (1991).

— 8. For the history of humanitarian principles, see: Daniel Palmieri, "Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge : une histoire politique", ICRC, 2015, <https://www.icrc.org/fr/document/les-principes-fondamentaux-de-la-croix-rouge-une-histoire-politique> ; Fabrice Weissman, "Responsabilité de protéger. Le retour à la tradition impériale de l'humanitaire", CRASH blog, 2010, <https://msf-crash.org/fr/guerre-et-humanitaire/responsabilite-de-protoger-le-retour-la-tradition-imperiale-de-lhumanitaire> ; Joël Glasman, "The invention of impartiality: the history of a humanitarian principle, from a legal, strategic and algorithmic perspective", joint publication CRASH blog and *Humanitarian Alternatives*, 18 November 2020, <https://msf-crash.org/en/invention-impartiality-history-humanitarian-principle-legal-strategic-and-algorithmic-perspective> and <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2020/11/13/the-invention-of-impartiality-the-history-of-a-humanitarian-principle-from-a-legal-strategic-and-algorithmic-perspective>

volontairement ignorée)⁸, ni même aux pratiques réelles des acteurs (bien sûr plus complexes que de simples affrontements d'idées)⁹.

L'action humanitaire contemporaine se définit comme une assistance à des personnes dans le besoin, pour la simple raison qu'elles appartiennent à l'humanité. Elle peut être de droite ou de gauche, comme elle peut être religieuse ou séculière, dunantiste ou wilsonienne, progressiste ou conservatrice. Elle n'est pas nécessairement égalitariste. L'action humanitaire s'accommode très bien des inégalités politiques, économiques et sociales. En revanche, elle ne peut se passer du principe d'humanité, c'est-à-dire de la dignité inhérente à tous les individus. Elle fait face aujourd'hui à deux grands types de critique.

La critique « progressiste » partage avec l'idéal humanitaire le postulat de l'égalité humaine. Pour elle, tous les êtres humains sont égaux. En revanche, elle reproche à l'action humanitaire de contredire ses propres objectifs, ou bien de ne pas aller assez loin dans le combat pour l'égalité sociale, économique

« Les organisations humanitaires et les sciences sociales n'ont sans doute pas accordé assez d'attention à l'attaque idéologique qui se déploie aujourd'hui. »

"Humanitarian organisations and social sciences undoubtedly failed to pay close enough attention to the attack that was coming."

tual practices of humanitarian actors (which are certainly more complex than mere battles of ideas).⁹

Contemporary humanitarian action is defined as assistance to people in need, for the simple reason that they belong to humanity. It can come from the right or the left, be religious or secular, Dunantist or Wilsonian, progressive or conservative. It is not necessarily egalitarian. Humanitarian action has no issue with political, economic and social inequalities. It cannot, however, do without the principle of humanity, that is, the inherent dignity of every individual. It now faces two major types of critique.

Along with the humanitarian ideal, the progressive critique believes in equal human dignity. It believes that all human beings are equal. However, the progressive critique accuses humanitarian action of going against its own aims, or of not going far enough in fighting for social, economic or political equality,

— 8. Sur l'histoire des principes humanitaires : Daniel Palmieri, « Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge : une histoire politique », CICR, 2015 ; Fabrice Weissman, « Responsabilité de protéger. Le retour à la tradition impériale de l'humanitaire », blog du Crash, 15 mars 2010, <https://msf-crash.org/fr/publications/guerre-et-humanitaire/responsabilite-de-protger-le-retour-la-tradition-imperiale-de> ; Joël Glasman, « L'invention de l'impartialité : histoire d'un principe humanitaire, entre raisons juridique, stratégique et algorithmique », publication conjointe *Alternatives Humanitaires* (n° 15, p. 8-21) et CRASH, novembre 2020. <https://msf-crash.org/fr/linvention-de-limpartialite-histoire-dun-principe-humanitaire-entre-raisons-juridique-strategique> et <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2020/11/13/linvention-de-limpartialite-histoire-dun-principe-humanitaire-entre-raisons-juridique-strategique-et-algorithmique>

— 9. Pour cela, il faudra s'en remettre à la sociologie de la critique, qui montre très bien comment les organisations humanitaires intègrent des dispositifs critiques et autocritiques. La sociologie pragmatique de la critique n'a, en revanche, pas grand-chose à dire sur la tradition critique réactionnaire, presque totalement invisible dans ces travaux. Voir : Elsa Rambaud, *Médecins sans frontières. Sociologie d'une institution critique*, Éditions Dalloz, 2015 ; Luc Boltanski, *La souffrance à distance*, Éditions Métailié, 1993.

— 9. For this, one has to go back to the sociology of critique, which does a very good job of showing how humanitarian organisations integrate mechanisms of criticism and self-criticism. The pragmatic sociology of critique, on the other hand, has little to say about the reactionary critique tradition, which is almost completely invisible in these works. See Elsa Rambaud, *Médecins Sans Frontières. Sociologie d'une institution critique*, Dalloz, 2015 and Luc Boltanski, *Distant Suffering: Morality, Media and Politics*, Cambridge University Press, 1999.

ou politique, ou encore de faire – sous couvert de bonnes intentions – le jeu de ses ennemis. La critique « réactionnaire » part, elle, du postulat d'une inégalité fondamentale entre les êtres humains. Selon cette tradition, puisque les êtres humains sont inégaux et qu'ils sont engagés dans des rapports de force, toute aide apportée aux plus faibles est inutile, voire dommageable. Cette critique s'attaque aux normes universelles telles que les droits de l'Homme ou le droit international humanitaire.

Les deux types de critique sont fondamentalement opposés. Ils trouvent leurs racines idéologiques respectives dans des traditions intellectuelles qui se sont affrontées. Pourtant, cette opposition franche a été volontairement oblitérée par les intellectuels de la « Nouvelle Droite », qui se sont emparés des mots de la tradition progressiste pour la faire passer pour réactionnaire, et ont euphémisé la critique réactionnaire pour la faire passer pour progressiste. Ils ont même donné un nom à cette stratégie de la confusion : la « métapolitique »¹⁰. Ce grand tour de bonneteau idéologique a eu un grand succès grâce au renfort de médias d'extrême droite et de certains réseaux sociaux. Aujourd'hui, il devient parfois difficile de savoir si les mots que l'on utilise sont progressistes ou réactionnaires.

La critique progressiste

La pensée égalitaire occidentale remonte à la Révolution française. L'égalité est une idée bien plus récente que celle de « liberté » (qui vient de l'Antiquité), ou que la « fraternité », la « pitié » ou la « charité » qui animent la pensée chrétienne dès le Moyen Âge. La norme de l'égalité entre tous les êtres humains, la revendication de l'égalité des droits civiques au regard de la loi, l'exigence de l'égalité politique, puis la revendication d'une plus grande égalité sociale et économique émergent à la fin du XVIII^e siècle,

or – with ostensibly good intentions – playing into its enemies' hands. The reactionary critique, on the other hand, starts from the assumption that human beings are fundamentally unequal. According to this school of thought, since human beings are unequal and engaged in power relations, helping the weaker is useless or even harmful. This critique attacks universal norms such as human rights or international humanitarian law.

The two types of critique are fundamentally opposed. They have their respective ideological roots in competing intellectual traditions. Yet "New Right" intellectuals have deliberately effaced that obvious contrast by taking the language of the progressive tradition and making it look reactionary, and euphemising the reactionary critique to make it look progressive. They have even given this strategy of confusion a name: "metapolitics".¹⁰ Thanks to help from the far-right media and some social networks, this ideological sleight of hand has been quite successful; it is hard to know sometimes whether words being used are progressive or reactionary.

The progressive critique

Western egalitarian thought goes back to the French Revolution. Equality is a far more recent idea than "liberty" (which comes from antiquity), "fraternity", "mercy" or "charity", which have animated Christian thought since the Middle Ages. The norm of equality between all human beings, the demand for equal civil rights with regard to the law, the requirement for political equality and then the demand for greater social and economic equality emerged in the late eighteenth century due to pressure from revolutionary movements (sans-culottes, communists, feminists and abolitionists). These ideas found their intellectual expression in authors like Jean-Jacques Rousseau, Abbé Sieyès, François-Noël Babeuf, Olympe de

— 10. Razmig Keucheyan, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite "respectable" — Enquête sur une *success story* intellectuelle », *Revue du Crieur*, n° 6, 2017, p. 128-143.

— 10. Razmig Keucheyan, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite "respectable" — Enquête sur une *success story* intellectuelle », *Revue du Crieur*, n° 6, 2017, p. 128-143.

sous la pression des mouvements révolutionnaires (sans-culottes, communistes, féministes, anti-esclavagistes). Ces idées trouvent leur expression intellectuelle chez des auteur-es comme Jean-Jacques Rousseau, l'abbé Sieyès, François-Noël Babeuf, Olympe de Gouges, David Walker, et bien d'autres¹¹. Diverses traditions (marxistes, socialistes, féministes, panafricanistes, anticolonialistes, etc.) puisent dans cette notion d'égalité une ressource idéologique. Cette critique s'applique à l'action humanitaire, de même qu'elle s'applique à toute autre action qui, selon elles, entrave un approfondissement de l'égalité entre les humains.

Dans le *Manifeste du Parti communiste* publié en 1848, Karl Marx et Friedrich Engels s'attaquent aux associations caritatives de leur époque. Ils dénoncent les « réformateurs en chambre », ces « économistes, les philanthropes, les humanitaires, les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, d'organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance »¹². Pour les marxistes, la charité éloigne les ouvriers du seul combat qui vaille, celui de la lutte des classes. La charité est une valeur bourgeoise qui propage l'idéologie capitaliste au sein du peuple au lieu de l'inciter à la combattre. L'assistance atténue les souffrances, ce qui, en définitive, rend supportable les inégalités. Les auteurs marxistes contemporains réactivent ces critiques anciennes¹³. Ainsi, Mark Duffield défend l'idée que l'action humanitaire contemporaine participe du gouvernement néolibéral du monde¹⁴. Pour lui, comme pour d'autres

Gouges, David Walker and many others.¹¹ A number of traditions (Marxist, socialist, feminist, pan-Africanist, anti-colonialist, etc.) used the notion of equality as an ideological resource. The progressive critique applies to humanitarian action, just as it applies to any other action that, in its view, is an obstacle to greater equality between humans.

In their 1848 *Manifesto of the Communist Party*, Karl Marx and Friedrich Engels attacked the charitable organisations of their time. They condemned the "hole-and-corner reformers", the "economists, philanthropists, humanitarians, improvers of the condition of the working class, organisers of charity, members of societies for the prevention of cruelty to animals, temperance fanatics".¹² To the Marxists, charity takes workers away from the only fight that matters, the class struggle. Charity is a bourgeois value that spreads capitalist ideology among people rather than encouraging them to fight against it. Aid lessens suffering, which ultimately makes inequalities tolerable. Contemporary Marxist authors are reviving these old critiques.¹³ Mark Duffield, for example, argues that contemporary humanitarian action plays a role in the neoliberal governance of the world.¹⁴ He, like other Marxist writers, believes that today's capitalism is based not only on exploitation of the proletariat by the bourgeoisie, but also on exploitation of poor countries by rich ones. Poor countries are integrated into the global system if they are able to supply the raw materials and labour that the

— 11. Un résumé efficace dans Shlomo Sand, *Une brève histoire mondiale de la gauche*, Éditions La Découverte, 2022.

— 12. Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste* (1848), Flammarion, 1998.

— 13. Pour une vue d'ensemble de ces courants, par ailleurs très divers : Katharyne Mitchell and Polly Pallister-Wilkins (eds.), *The Routledge International Handbook of Critical Philanthropy and Humanitarianism*, Taylor & Francis Group, 2023.

— 14. Mark Duffield, *Development, Security and Unending War: Governing the World of Peoples*, Polity Press, 2007 ; Mark Duffield, *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, Zed Books, 2001.

— 11. For a good summary, see Shlomo Sand, *Une brève histoire mondiale de la gauche*, Éditions La Découverte, 2022.

— 12. Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifesto of the Communist Party*, Penguin Classics, London, 2014 [1848].

— 13. For an overview of these widely diverse schools of thought, see Katharyne Mitchell and Polly Pallister-Wilkins (eds.), *The Routledge International Handbook of Critical Philanthropy and Humanitarianism*, Taylor & Francis Group, 2023.

— 14. Mark Duffield, *Development, Security and Unending War: Governing the World of Peoples*, Polity Press, 2007 ; Mark Duffield, *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, Zed Books, 2001.

auteurs marxistes, le capitalisme actuel n'est pas seulement fondé sur l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie, mais aussi sur l'exploitation des pays pauvres par les pays riches. Certains pays pauvres sont intégrés au système mondial s'ils sont en mesure de fournir les matières premières et la main-d'œuvre nécessaires aux pays riches. Néanmoins, d'autres régions sont reléguées aux marges du monde. L'action humanitaire internationale viserait, sans le dire, à maintenir les populations périphériques à distance. Il s'agit donc d'isoler la « vie en surplus » dont le capitalisme global n'a pas utilité. Dans une veine similaire, Alex de Waal a étudié les rapports entre action humanitaire et régimes politiques. Pour lui, l'action humanitaire invisibilise la responsabilité des gouvernants et permet de ce fait à des régimes néfastes de se perpétuer. En amortissant le choc des famines causées par ces régimes, l'action humanitaire contribue à les maintenir au pouvoir¹⁵.

Une autre tradition critique est celle de la sociologie de la domination. Un auteur comme Didier Fassin, par exemple, s'appuie sur ces travaux pour analyser l'aide humanitaire comme une forme de gouvernement moral. Le pouvoir contemporain devient un « gouvernement humanitaire »¹⁶. Le pouvoir politique se sert des « émotions qui nous portent vers les malheurs des autres et nous font souhaiter les corriger » afin de se perpétuer lui-même¹⁷. La « raison humanitaire » serait à la fois une politique de la solidarité (qui reconnaît les autres comme des semblables), mais aussi inégalitaire (car l'aide humanitaire interdit la réciprocité). La compassion est « toujours dirigée de haut en bas, des puissants vers les faibles, les plus fragiles, les plus vulnérables »¹⁸. On retrouve, dans la sociologie de la domination, une critique radicale de l'action humanitaire au nom du principe d'égalité.

rich countries need, while other regions are relegated to the world's margins. International humanitarian action aims, without saying so, at keeping peripheral populations at bay. In this way, it isolates the "surplus life" for which global capitalism has no use. In a similar vein, Alex de Waal has studied the relationships between humanitarian action and political regimes, concluding that humanitarian action renders rulers' responsibility for problems invisible, thus allowing bad regimes to continue. By blunting the impact of famines caused by such regimes, humanitarian action helps keep them in power.¹⁵

The sociology of domination is another critical tradition. Didier Fassin, for example, relies on such work to analyse humanitarian aid as a form of moral government. Contemporary power becomes a "humanitarian government".¹⁶ Political power uses "the emotions that direct our attention to the suffering of others and make us want to remedy them" in order to remain in power.¹⁷ "Humanitarian reason" is seen as both a politics of solidarity (which recognises others as the same), but also as non-egalitarian (because humanitarian aid bars reciprocity). Compassion is "always directed from above to below, from the more powerful to the weaker, the more fragile, the more vulnerable".¹⁸ The sociology of domination offers a radical critique of humanitarian action based on the principle of equality.

Another progressive tradition is that of anti-imperialism, anti-colonialism, and pan-Africanism. It decries the connections between colonisation and Western humanitarian action. In the view of Kwame Nkrumah, an anti-colonialist and Prime Minister then President of

— 15. Alexander De Waal, *Famine Crimes: Politics and the Disaster Relief Industry in Africa*, Indiana University Press, 1997.

— 16. Didier Fassin, *La Raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Gallimard, 2010, p. 8-9.

— 17. *Ibid.*, p. 7.

— 18. *Ibid.*

— 15. Alexander De Waal, *Famine Crimes: Politics and the Disaster Relief Industry in Africa*, Indiana University Press, 1997.

— 16. Didier Fassin, *Humanitarian Reason: A Moral History of the Present*, University of California Press, 2012, p. 1

— 17. *Ibid.*

— 18. *Ibid.*, p. 4.

Une autre tradition progressiste est l'anti-impérialisme, l'anticolonialisme et le panafricanisme. Elle dénonce ici les liens entre colonisation et action humanitaire occidentale. Pour Kwame Nkrumah, intellectuel anticolonialiste et dirigeant du Ghana indépendant (1957-1966), l'aide internationale au développement est une ruse par laquelle les puissances occidentales cherchent à peser sur le reste du monde. « L'aide est en fait un autre mode d'exploitation, une méthode moderne du capitalisme d'exportation sous un nom plus joli »¹⁹, car cette aide est assortie de conditions (droits commerciaux, abaissement de charges fiscales, accès aux matières premières). La critique anticoloniale n'oublie pas que l'argument humanitaire a servi les intérêts du colonialisme. La « mission civilisatrice » occidentale a autrefois servi à justifier l'expansion impériale. Les actes de la conférence de Bruxelles de 1890 affirmaient sans détour que la colonisation était le meilleur moyen d'apporter à l'Afrique « les bienfaits de la paix et de la civilisation »²⁰. Les critiques décoloniales actuelles s'appuient sur des auteurs comme Nkrumah, Frantz Fanon ou W.E.B. Du Bois pour pointer les rapports entre action humanitaire et intérêts géopolitiques occidentaux et les représentations héritées de l'époque coloniale, comme celle du « sauveur blanc »²¹. Cette littérature montre également la faible présence des représentants des pays du Sud au sein des instances dirigeantes des grandes

independent Ghana (1957-1966), international development aid is a ruse by which Western powers seek to influence the rest of the world: "[...] aid' turns out to be another means of exploitation, a modern method of capital export under a more cosmetic name",¹⁹ because that aid comes with strings attached (e.g. trade rights, lower taxes, access to raw materials). The anti-colonial critique has not forgotten that the humanitarian argument has served the interests of colonialism. The West's "civilising mission" was used in the past to justify imperial expansion. The Brussels Convention Act of 1890 asserted, point-blank, that colonisation was the best way to provide Africa with "the benefits of peace and civilisation".²⁰ Current decolonial critiques rely on writers like Nkrumah, Frantz Fanon, and W.E.B. Du Bois to point out the relationship between humanitarian action and western geopolitical interests and colonial era representations like the "white saviour".²¹ That body of literature also points out the paucity of representatives from the Global South in the governing bodies of large humanitarian organisations, as well as the discrimination that occurs within those institutions.²²

— 19. Kwame Nkrumah, *Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism*, Thomas Nelson & Sons, 1965, <https://www.marxists.org/ebooks/nkrumah/nkrumah-neocolonialism.pdf>

— 20. Original: "effectively protecting the aboriginal populations of Africa"; "assuring to that vast continent the benefits of peace and civilization". Cité par : Mairi S. Macdonald, "Lord Vivian's tears. The moral hazards of humanitarian intervention", in Fabian Klose (ed.), *The Emergence of Humanitarian Intervention*, Cambridge University Press, 2016, p. 122.

— 21. Lata Narayanaswamy, "Race, racialisation, and coloniality in the humanitarian aid sector", in Silke Roth, Bandana Purkayastha and Tobias Denskus (eds.), *Handbook on Humanitarianism and Inequality*, Edward Elgar Publishing, 2024, pp. 210–221 ; Themrise Khan, Kanakulya Dickson and Maïka Sondarjee (eds.), *White Saviorism in International Development: Theories, Practices and Lived Experiences*, Daraja Press, 2023.

— 19. Kwame Nkrumah, *Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism*, Thomas Nelson & Sons, 1965, <https://www.marxists.org/ebooks/nkrumah/nkrumah-neocolonialism.pdf>

— 20. Original: "effectively protecting the aboriginal populations of Africa"; "assuring to that vast continent the benefits of peace and civilization"). Cited by: Mairi S. Macdonald, "Lord Vivian's Tears: the moral hazards of humanitarian intervention", in Fabian Klose (ed.), *The Emergence of Humanitarian Intervention*, Cambridge University Press, 2016, p. 122.

— 21. Lata Narayanaswamy, "Race, racialisation, and coloniality in the humanitarian aid sector", in Silke Roth, Bandana Purkayastha and Tobias Denskus (eds.), *Handbook on Humanitarianism and Inequality*, Edward Elgar Publishing, 2024, pp. 210–221 ; Themrise Khan, Kanakulya Dickson and Maïka Sondarjee (eds.), *White Saviorism in International Development: Theories, Practices and Lived Experiences*, Daraja Press, 2023.

— 22. Seye Abimbola and Madhukar Pai, "The art of medicine. Will global health survive its decolonisation", *The Lancet*, vol. 396, no. 10263, November 2020, pp. 1627–1628, <https://www.cugh.org/wp-content/uploads/sites/95/2021/07/Abimbola-Pai-Lancet-2020.pdf>

organisations humanitaires, ainsi que les discriminations qui ont lieu au sein de ces institutions²².

La critique féministe porte sur une autre forme d'égalité : celle des rapports entre les genres. L'exigence d'égalité entre les personnes débouche sur le refus de la hiérarchie des sexes, du patriarcat et de la domination masculine. Depuis les années 1970, les mouvements féministes se sont attachés à critiquer les organisations internationales, tout en réactivant une tradition féministe et internationaliste déjà ancienne²³. Ils ont insisté sur des domaines jusqu'alors négligés de l'action humanitaire (accès à l'éducation, droit à l'avortement, lutte contre le viol et les violences faites aux femmes, soins adaptés, etc.) ainsi que sur les inégalités de genre au sein des organisations elles-mêmes (inégalités de pouvoir, salariales, de visibilité). Cette critique a eu un impact très important sur les organisations internationales (voir les résolutions de l'ONU sur les crimes sexuels dans les années 2000, ou encore la création d'ONU Femmes en 2010). Elle reste d'actualité, comme le montrent des autrices contemporaines comme Cynthia Enloe, Carol Harrington, ou Elisabeth Olivius²⁴.

— 22. Seye Abimbola and Madhukar Pai, "The art of medicine. Will global health survive its decolonisation", *The Lancet*, vol. 396, no. 10263, November 2020, pp. 1627–1628, <https://www.cugh.org/wp-content/uploads/sites/95/2021/07/Abimbola-Pai-Lancet-2020.pdf>

— 23. Bonnie S. Anderson, *Joyous Greetings: The First International Women's Movement, 1830-1860*, Oxford University Press, 2000 ; Denise Ireton, *Responsible to the peoples of the world: Activist women, peace efforts, and international citizenship, 1893-1939*, State University of New York at Binghamton, 2015.

— 24. Elisabeth Olivius, "Constructing Humanitarian Selves and Refugee Others: Gender equality and the global governance of refugees", *International Feminist Journal of Politics*, vol. 18, no. 2, December 2015, pp. 270–290 ; Cynthia Enloe, *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*, University of California Press, 2014, <https://ir101.co.uk/wp-content/uploads/2018/11/Enloe-Bananas-Beaches-and-Bases-Ch.1.pdf> ; Carol Harrington, "Resolution 1325 and Post-Cold War Feminist Politics", *International Feminist Journal of Politics*, vol. 3, no. 4, December 2011, pp. 557–575 ; Dorothea Hilhorst, Holly Porter and Rachel Gordon, "Gender, sexuality, and violence in humanitarian crises", *Disasters*, vol. 42, no. S1, January 2018, pp. S3–S16, https://repub.eur.nl/pub/103998/2017-Hilhorst_et_al-Gender-sexuality-violence.pdf

The feminist critique looks at another form of inequality – gender relations. The demand for equality between people leads to a rejection of sex hierarchy, patriarchy and male dominance. Since the 1970s, feminist movements have criticised international organisations, while reviving a longstanding feminist internationalist tradition.²³ They stressed areas previously neglected by humanitarian action (access to education, abortion rights, the fight against rape and violence against women, women's health care, etc.), as well as gender inequality within the organisations themselves (inequalities in power, pay and visibility). That criticism had a very large impact on international organisations (as evidenced by the UN resolutions regarding sex crimes in the 2000s and the creation of UN Women in 2010, for example), and is still relevant, as contemporary writers like Cynthia Enloe, Carol Harrington and Elisabeth Olivius demonstrate.²⁴

The egalitarian critique is sometimes radical. Writers from this critical tradition do not mince words. They talk about "neoliberal humanitarianism", "imperialism", "carceral humanitarianism", "structural racism" and "systemic sexism". Such criticism can be hard to hear. It can be seen as excessive or counter-productive. Humanitarian organisations can choose to be open to it or not (they

— 23. Bonnie S. Anderson, *Joyous Greetings: The First International Women's Movement, 1830-1860*, Oxford University Press, 2000 ; Denise Ireton, *Responsible to the peoples of the world: Activist women, peace efforts, and international citizenship, 1893-1939*, State University of New York at Binghamton, 2015.

— 24. Elisabeth Olivius, "Constructing Humanitarian Selves and Refugee Others: Gender equality and the global governance of refugees", *International Feminist Journal of Politics*, vol. 18, no. 2, December 2015, pp. 270–290 ; Cynthia Enloe, *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*, University of California Press, 2014, <https://ir101.co.uk/wp-content/uploads/2018/11/Enloe-Bananas-Beaches-and-Bases-Ch.1.pdf> ; Carol Harrington, "Resolution 1325 and Post-Cold War Feminist Politics", *International Feminist Journal of Politics*, vol. 3, no. 4, December 2011, pp. 557–575 ; Dorothea Hilhorst, Holly Porter and Rachel Gordon, "Gender, sexuality, and violence in humanitarian crises", *Disasters*, vol. 42, no. S1, January 2018, pp. S3–S16, https://repub.eur.nl/pub/103998/2017-Hilhorst_et_al-Gender-sexuality-violence.pdf

La critique égalitariste se fait parfois radicale. Les autrices et auteurs issus de cette tradition critique ne mâchent pas leurs mots. Ils et elles parlent d'« humanitaire néolibéral », d'« impérialisme », d'« humanitaire carcéral », de « racisme structurel », ou de « sexisme systémique ». Cette critique peut être difficile à entendre. Elle peut être perçue comme excessive ou contre-productive. Les organisations humanitaires peuvent choisir de les intégrer ou de ne pas le faire (elles ont d'ailleurs déjà intégré un grand nombre de critiques depuis les années 1970). Elles ne peuvent pas les ignorer. Action humanitaire et critique progressiste partagent un même objectif : celui de la défense du principe de l'égalité de dignité humaine.

La critique réactionnaire

La pensée réactionnaire puise son inspiration dans le courant « contre-révolutionnaire » qui rejette violemment les idées de progrès, d'égalité et d'humanisme face à la Révolution française. Pour Edmond Burke, Joseph de Maistre, ou Louis de Bonald, la révolution ne laisse derrière elle que ruine et désordre. Selon eux, c'est la tradition qui doit assurer la continuité des institutions. La pensée contre-révolutionnaire préfère les mœurs à la raison, les particularités historiques à l'abstraction, ainsi que la nation à l'individu. La contre-révolution rejette l'humanisme, selon lequel chaque être humain possède une valeur inhérente et une dignité propre. Elle rejette l'individualisme au cœur de l'humanisme. Pour elle, d'autres valeurs, collectives (la nation, l'honneur, l'histoire, etc.), doivent être privilégiées²⁵.

— 25. Les philosophes m'excuseront de mettre dans une même catégorie de « pensée contre-révolutionnaire » des écrits qui, s'ils s'opposent tous à la Révolution française, le font à partir de prémisses différentes. Pour une définition plus précise de la pensée contre-révolutionnaire, voir : Jean-Yves Pranchère, « Le Progrès comme catastrophe : La pensée contre-révolutionnaire face à la déhiscence de l'histoire », *Archives de philosophie*, vol. 80, n° 1, janvier 2017, p. 13-32 ; Edmond Burke, *Réflexions sur la Révolution de France*, Hachette, 1989 [1790] ; Joseph de Maistre, *De la souveraineté du peuple : un anti-contrat social*, Presses Universitaires de France, 1992 ; Louis Ambroise de Bonald, *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile, démontrée par le raisonnement et par l'Histoire*, 1796, https://classiques.uqam.ca/classiques/de_bonald_louis/theorie_pouvoir_pol/theorie_pouvoir_pol.pdf

have made changes in response to many critiques since the 1970s). They cannot ignore it. Humanitarian action and progressive critiques have a common goal: to defend the principle of equal human dignity.

The reactionary critique

Reactionary thinking takes its inspiration from the counter-revolutionary movement that, in response to the French Revolution, vehemently rejected the ideas of progress, equality and humanism. In the view of Edmond Burke, Joseph de Maistre and Louis de Bonald, revolution leaves only ruin and disorder and it is tradition that must ensure the continuity of institutions. Counter-revolutionary thought prefers morality to reason, historical particulars to abstraction and nations to individuals. Counter-revolution rejects humanism, according to which every human being has inherent value and dignity. It rejects the individualism at the heart of humanism. It believes that other – collective – values (nation, honour, history, etc.) should take precedence.²⁵

Racist, antisemitic and colonialist intellectuals are inspired by counter-revolutionary thinkers. According to Paul de Lagarde and Heinrich von Treitschke, too much humanity – toward Jews and the sick, in particular – would inevitably weaken the entire race.²⁶ To reactionary colonialists like Max

— 25. Philosophers will excuse me for lumping into the single "counter-revolutionary thinking" category writings that, while all opposing the French Revolution, start from different premises. For a more precise definition of counter-revolutionary thought, see: Jean-Yves Pranchère, « Le Progrès comme catastrophe : La pensée contre-révolutionnaire face à la déhiscence de l'histoire », *Archives de philosophie*, vol. 80, n° 1, janvier 2017, p. 13-32 ; Edmond Burke, *Réflexions sur la Révolution de France*, Hachette, 1989 [1790] ; Joseph de Maistre, *De la souveraineté du peuple : un anti-contrat social*, Presses Universitaires de France, 1992 ; Louis Ambroise de Bonald, *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile, démontrée par le raisonnement et par l'Histoire*, 1796, https://classiques.uqam.ca/classiques/de_bonald_louis/theorie_pouvoir_pol/theorie_pouvoir_pol.pdf

— 26. Christian Helfer, „Humanitätsduselei – zur Geschichte eines Schlagworts“, *Zeitschrift für Religions- und Geistesgeschichte*, vol. 16, no. 2, 1964, pp. 179-182.

Les intellectuels racistes, antisémites et colonialistes s'inspirent de penseurs contre-révolutionnaires. Pour Paul de Lagarde et von Treitschke, l'excès d'humanité, notamment envers les juifs et les malades, conduit inéluctablement à l'affaiblissement de l'ensemble de la race²⁶. Pour les colonialistes réactionnaires, comme Max Buchner, le principe d'humanité menace la civilisation. Les adversaires de ces intellectuels réactionnaires, c'est la mission chrétienne²⁷. Rappelons qu'à la fin du XIX^e siècle, les missions chrétiennes ne remettaient pas en cause l'idée d'inégalités raciales. Elles acceptaient et justifiaient la colonisation. Toutefois, elles considéraient que celle-ci devait s'accompagner d'une « mission civilisatrice », sociale et culturelle. Une position insupportable pour un anthropologue réactionnaire comme Max Buchner : « Personne ne peut nier que l'humanité, dans son excès de zèle, a contribué à rendre les soi-disant sauvages plus conscients d'eux-mêmes et plus dangereux. Il est grand temps que nous cessions de considérer ces autres races avec trop d'amour platonique et trop peu de prudence égoïste. [...] N'oublions pas qu'elles [ces autres races] sont aussi des concurrentes dans la lutte pour l'existence »²⁸.

Ce sont les nazis qui ont poussé le plus loin les attaques contre le principe d'humanité. Selon Alfred Rosenberg, l'idée d'humanité est une ruse des Juifs pour corrompre la race aryenne et détruire la nation allemande. « Grâce à la prédication de l'humanité et à la doctrine de l'égalité des hommes, chaque juif, nègre, mulâtre a pu devenir citoyen à part entière d'un État européen ; grâce au souci humanitaire de l'individu, les États européens regorgent d'établissements de luxe pour les malades incurables »²⁹.

Buchner, the principle of humanity was a threat to civilisation. For these reactionary intellectuals, the enemy is the Christian mission.²⁷ Recall that in the late-nineteenth century, Christian missions did not question the idea of racial inequality. They accepted and justified colonisation. They did, however, believe that it should be accompanied by a social and cultural "civilising mission". This was intolerable to a reactionary anthropologist like Buchner: "No-one can deny that humanity, in its overzealousness, helped make so-called savages more self-aware and dangerous. It is high time that we stop considering these other races with too much platonic love and too little selfish caution. [...] Let us not forget that they [these other races] are also competition in the struggle for existence."²⁸

The Nazis took these attacks against the principle of humanity the furthest. According to Alfred Rosenberg, the idea of humanity was a Jewish ruse to corrupt the Aryan race and destroy the German nation. "Thanks to the preaching of humanitarianism and the doctrine of human equality, every Jew, Negro and mulatto can become a citizen of equal rights in a European state; thanks to the humanitarian concern for the individual, there are hosts of luxury institutions for the incurably sick..."²⁹ To the Nazis, the destruction of groups they designated as enemies was a necessary step in saving the German race. As Adolf Hitler explains in *Mein Kampf*, "A stronger race will oust that which has grown weak; for the vital urge, in its ultimate form, will burst asunder all the absurd chains of this so-called humane consideration for the individual and will replace it with the humanity of Nature, which wipes out what is weak

— 26. Christian Helfer, "Humanitätsduselei – zur Geschichte eines Schlagworts", *Zeitschrift für Religions- und Geistesgeschichte*, vol. 16, no. 2, 1964, pp. 179–182.

— 27. Max Buchner, *Kamerun: Skizzen und Betrachtungen*, Duncker & Humblot, 1887.

— 28. *Ibidem.*, p. IX [traduction de l'auteur].

— 29. Alfred Rosenberg, "Der Mythos des 20. Jahrhunderts", in Horst Junginger, *Antihumanismus und Faschismus*, 2012, pp. 166–167 [traduction de l'auteur].

— 27. Max Buchner, *Kamerun: Skizzen und Betrachtungen*, Duncker & Humblot, 1887.

— 28. *Ibidem.*, p. IX [author's translation].

— 29. Rosenberg, Alfred, *Der Mythos des 20. Jahrhunderts*, pp. 78–82. Aufl., München 1935, S. 203–204, cited in Junginger, Horst, *Antihumanismus und Faschismus*, pp. 166–167. English translation: *The Myth of the 20th Century. An Evaluation of the Spiritual-Intellectual Confrontations of Our Age*, Historical Review Press, 2004.

Pour le nazisme, la destruction des groupes désignés comme ennemis est le passage obligé pour la sauvegarde de la race allemande. Adolf Hitler explique dans *Mein Kampf*: « Une race plus forte chassera les faibles, car l'instinct de vie, dans sa forme ultime, ne cessera de briser toutes les chaînes ridicules d'une prétendue humanité de l'individu, pour faire place à une humanité de la nature qui anéantisse la faiblesse et fasse place à la force.³⁰ » Pour le Führer, le « geste le plus humain de l'humanité » est la destruction des « êtres humains défectueux »³¹.

La défaite du nazisme en 1945 marque une rupture. Il devient difficile pour les intellectuels réactionnaires de défendre ostensiblement les théories raciales, l'euthanasie et la destruction des opposants. L'heure est aux droits de l'Homme, à l'État social et au « Welfare State ». L'apport intellectuel de la « Nouvelle Droite » consistera, à partir des années 1970, à réactiver la tradition réactionnaire tout en se distinguant du fascisme. On redécouvre alors les écrits de la « révolution conservatrice » de l'époque de Weimar (Ernst Jünger, Martin Heidegger, Oswald Spengler, Ernst Niekisch, Carl Schmidt...) qui permettent à leurs auteurs d'attaquer le principe d'égalité sans être immédiatement associés au nazisme³². Pour ces auteurs, la compassion envers des inconnus est une pathologie.

La Nouvelle Droite comprend qu'il lui faudra du temps avant de pouvoir revenir au pouvoir. Il s'agit d'agir très en amont du combat politique, sur le terrain des idées, de la culture, des représentations. C'est la « métapolitique » : agir sur les cadres de pensée et pour orienter le débat public. Elle crée des revues (*Nouvelle École* en 1968, *Éléments* en 1973, *Krisis* en 1988, *Criticon* en 1970,

in order to give place to the strong.”³⁰ According to the Führer, “the most humane task that mankind has to face” is the destruction of “defective people”.³¹

The Nazi defeat in 1945 marked a break. It became difficult for reactionary intellectuals to openly defend racial theories, euthanasia and the destruction of their opponents. It was time for human rights and the Welfare State. Beginning in the 1970s, the New Right's intellectual contribution consisted of reviving the reactionary tradition while distinguishing itself from fascism. Rediscovering the Conservative Revolution authors from the Weimar era (Ernst Jünger, Martin Heidegger, Oswald Spengler, Ernst Niekisch, Carl Schmidt, etc.), New Right authors could attack the principle of equality without immediately being associated with Nazism.³² Those writers considered compassion for strangers pathological.

The New Right understands that it will take time to get back into power. They are working well upstream of the political fight, in the field of ideas, culture and representation. This is “metapolitics”: changing the frameworks of thinking in order to steer the public debate. It has launched magazines (*Nouvelle École*, 1968; *Éléments*, 1973; *Krisis*, 1988; *Criticon*, 1970; *Junge Freiheit*, 1986; and *Sezession*, 2003), publishing houses (*La Nouvelle Librairie Éditions* and *Antaios*), and think tanks (*Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne*, or GRECE; *Institut Iliade*; *Polémia*; and the *Institut für Staatspolitik*). Initially marginal, this new reactionary movement is now influencing the public debate.

— 30. Adolf Hitler, *Mein Kampf*-Mon combat, Les Nouvelles Éditions Latines, 1934 [1925], p. 38.

— 31. *Ibid.*

— 32. Voir Stéphane François, *La Nouvelle Droite et le nazisme, une histoire sans fin. Révolution conservatrice allemande, national-socialisme et alt-right*, Éditions Le Bord de L'Eau, 2024.

— 30. Adolf Hitler *Mein Kampf*, München 1934 [1925], p.38. Here, english translation from: Adolf Hitler, *My Struggle*, translated by James Murphy, Hurst and Blackett Ltd, 1939.

— 31. *Ibid.*

— 32. See Stéphane François, *La Nouvelle Droite et le nazisme, une histoire sans fin. Révolution conservatrice allemande, national-socialisme et alt-right*, Éditions Le Bord de L'Eau, 2024.

Junge Freiheit en 1986, *Sezession* en 2003), des maisons d'édition (éditions La Nouvelle Librairie, revue *Antaios*) et des think-tanks (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne – GRECE, Institut Iliade, Polémia, Institut für Staatspolitik). D'abord marginale, cette nouvelle pensée réactionnaire finit par peser sur le débat public.

L'œuvre d'Arnold Gehlen en fournit un exemple. Les attaques contre le « moralisme » qu'il formule dans les années 1960 nourrissent la vulgate réactionnaire jusqu'à aujourd'hui³³. Gehlen était devenu membre du parti nazi en 1933, une adhésion qui propulsa sa carrière universitaire. Professeur de philosophie à Königsberg, puis à Vienne, il tenta d'écrire une « Philosophie du national-socialisme », sans succès³⁴. En 1945, il échappa à la dénazification, mais dut quitter l'Autriche. Il acheva sa carrière comme professeur de sociologie à Aix-la-Chapelle, en Allemagne.

Gehlen s'attaque à l'« humanitarisme », un « amour du prochain indifférencié transformé en devoir moral »³⁵. Selon lui, un amour du prochain s'étendant à l'humanité toute entière est une absurdité. Il existerait plusieurs types d'éthique aux sources anthropologiques différentes. L'amour du prochain relèverait de l'éthique familiale ou tribale. Il trouverait ses origines dans la communauté primitive et ne peut s'étendre au-delà. Privilégier l'amour du prochain à la raison d'État et à l'honneur de la nation serait une grave erreur, une « hypertrophie morale »³⁶.

— 33. Son livre a d'ailleurs été traduit en français, il y a deux ans. Arnold Gehlen, *Morale et hypermoralité – Pour une éthique pluraliste*, traduit par François Poncet, avec une préface de Armin Mohler, La Nouvelle Librairie, 2023.

— 34. Ulrike Baureithel, "Arnold Gehlen. ‚Kalter Blick in die ‚Wärmestuben des Liberalismus‘", in Ralf Fücks und Christoph Becker (eds.), *Das alte Denken der Neuen Rechte. Die langen Linien der antiliberalen Revolte*, Bundeszentrale für Politische Bildung, 2020, pp. 140–155.

— 35. Arnold Gehlen, „zur ethischen Picht gemachte[n] unterschiedslose[n] Menschenliebe“, 1986 [1969], p. 79.

— 36. *Ibid.*

The works of Arnold Gehlen are an example of this. His attacks on "moralism" in the 1960s have fed reactionary orthodoxy to this day.³³ Gehlen joined the Nazi party in 1933 and that membership propelled his academic career. As a philosophy professor in Königsberg and later in Vienna, he attempted to write a "Philosophy of national socialism", but without success.³⁴ In 1945, he evaded denazification but had to leave Austria. He finished his career as a sociology professor in Aachen in Germany.

Gehlen referred to "humanitarianism" as "indiscriminate love of one's neighbour transformed into moral duty".³⁵ According to him, extending love of one's neighbour to humanity as a whole was an absurdity. In his view, there are several forms of ethics with different anthropological roots. Love of one's neighbour falls under the family or tribal ethic. It had its origins in the primitive community and could not go beyond that. Placing love of one's neighbour above national interests and national honour is a grave error, "moral hypertrophy".³⁶

Gehlen advanced three arguments against what he called "hypermoralism." The first was historical. In his view, the philosophical origins of humanitarianism could be found in Greek and Roman antiquity when these civilisations were declining. That ideology was ostensibly created by a small group of philosophers (the Cynics and Stoics) as their states were collapsing in the face of Alexander's empire. They elevated what were originally private moral values

— 33. Arnold Gehlen, *Moral und Hypermoral. Eine pluralistische Ethik*, Aula Verlag, 1986 [original edition 1969]. For new iterations of this idea, see Alexander Grau, *Hypermoral. Die neue Lust an der Empörung*, Claudius Verlag, 2017.

— 34. Ulrike Baureithel, "Arnold Gehlen. ‚Kalter Blick in die ‚Wärmestuben des Liberalismus‘", in Ralf Fücks und Christoph Becker (eds.), *Das alte Denken der Neuen Rechte. Die langen Linien der antiliberalen Revolte*, Bundeszentrale für Politische Bildung, 2020, pp. 140–155.

— 35. Arnold Gehlen, „zur ethischen Picht gemachte[n] unterschiedslose[n] Menschenliebe“, 1986 [1969], p. 79.

— 36. *Ibid.*

Gehlen avance trois arguments contre l'« hypermoralisme ». Le premier est historique. Gehlen situe les origines philosophiques de l'humanitarisme dans l'Antiquité grecque et romaine, à un moment de déclin de ces civilisations. Cette idéologie aurait été créée par un petit groupe de philosophes (les cyniques et les stoïciens) au moment de l'effondrement de leurs États face à l'Empire d'Alexandre : ils auraient renforcé les valeurs morales d'origine privée (compassion, entraide) au dépend des valeurs d'État (honneur, souveraineté). Il s'agirait donc d'une morale de faibles, à la fois symptôme et cause de la décadence civilisationnelle.

Le deuxième argument est politique. L'éthique humaniste serait incompatible avec la nécessité des rapports de force. L'humanitarisme saperait les valeurs de l'État. Il constitue donc une menace pour la nation. L'État ne peut accéder à la sécurité qu'en recourant au pouvoir et à la violence. Puisque le combat pour le pouvoir est un jeu à somme nulle, l'État ne peut remporter la partie qu'aux dépens des autres instances. Le combat pour la sécurité est inévitable. Pour Gehlen, la souveraineté de l'État n'est pas seulement un moyen, mais une valeur en soi. Les revendications caritatives ne constituent pas seulement une charge financière inutile pour les ressources de l'État, elles attaquent le principe même de souveraineté. La politique de l'État exige que les notions de sécurité et d'honneur national passent avant toute chose. L'éthique humaniste est un obstacle à ces valeurs.

Le troisième argument est anthropologique. Selon Gehlen, l'éthos de l'amour du prochain trouve ses origines dans l'instinct biologique de conservation au sein de la famille. Or, cet instinct ne peut pas être étendu à des groupes abstraits qui ne se connaissent pas entre eux, comme la nation ou l'humanité tout entière. Pour ces instances, il existe d'autres sources de morale, comme l'éthique institutionnelle. À l'origine, selon Gehlen, l'éthique familiale était

(compassion and mutual aid) at the expense of state values (honour and sovereignty). He viewed this as a morality of the weak, as both symptom and cause of civilisation's decline.

His second argument was political. The humanist ethic was incompatible with the need for power relations. Humanitarianism undermines state values. It is therefore a threat to the nation. The state can only be secure by using power and violence. Since the struggle for power is a zero-sum game, the state can only win at the expense of other entities. The battle for security is inevitable. To Gehlen, state sovereignty was not just a means, but a value in and of itself. Not only is the demand for charity a pointless financial burden on state resources, it is an attack on the very principle of sovereignty. The politics of the state require that security and national honour come first. The humanist ethic is an obstacle to those values.

His third argument was an anthropological one. According to Gehlen, the ethos of love of one's neighbour originated from the biological instinct for preserving the family. Yet this instinct cannot be extended to abstract groups that do not know each other, like the nation or humanity as a whole. Those entities have other sources of morality, like the institutional ethic. According to Gehlen, the family ethic was originally limited to members of a given tribe or acquaintanceship group. But that family ethic was progressively overextended. Humanitarianism is a ruse devised by urban intellectuals to destroy patriotism.

With *Moral und Hypermoral*, Gehlen was reacting to the 1968 student and worker protests. But he was also settling scores with German intellectuals from the interwar period who resisted Nazism, because he held them responsible for Germany's defeat. Gehlen attacked the Protestant intellectuals who claimed that Christian theology demanded opposition to Hitler. He accused that particular form of "humanitarianism" of

réservée aux membres d'une même tribu, au groupe d'interconnaissance. Mais cette éthique familiale a été progressivement étendue de façon excessive. L'humanitarisme est une ruse de l'intellectuel urbain pour détruire le patriotisme.

Avec *Morale et hypermorale*, Gehlen réagit aux protestations étudiantes et ouvrières de 1968. Mais il règle aussi ses comptes avec les intellectuels allemands de l'entre-deux-guerres qui ont résisté au nazisme, car il les tient pour responsables de la défaite de l'Allemagne. Gehlen attaque les intellectuels protestants qui avaient affirmé que la théologie chrétienne imposait de résister à Hitler. Il accuse cet « humanitarisme » d'avoir sapé le patriotisme allemand. L'humanitarisme serait une ruse des intellectuels pour affaiblir l'État et les intérêts de la nation.

Les lecteurs de Gehlen ne s'étonneront pas de retrouver, dans les attaques actuelles du gouvernement de Donald Trump contre USAID, un mélange de critique « matérialiste » des rapports de forces, et de critique « morale » des intellectuels. En détruisant USAID, le gouvernement Trump ne prétend pas seulement faire des économies ou réduire le « gaspillage » des ressources publiques. Il s'agit d'une part de protéger les « intérêts » de la nation, d'autre part de protéger les « valeurs américaines »³⁷. Le combat contre l'humanitaire est un combat contre une œuvre « criminelle » qui sape l'autorité de l'État, aussi bien qu'un combat contre des intellectuels traîtres à la nation : « A bunch of radical lunatics », dit Donald Trump des responsables de USAID, « A viper's nest of radical-left marxists who hate America »³⁸, poursuit le directeur du DOGE Elon Musk. Les attaques contre l'humanitaire et les attaques contre les

having undermined German patriotism. Humanitarianism was, in his view, a ruse devised by intellectuals to weaken the state and the interests of the nation.

Gehlen's readers would not be surprised to find, in the Trump administration's current attacks on USAID, a mixture of the "materialist" critique of power relations and the "moral" critique of intellectuals. By destroying USAID, the Trump government is not just claiming to save money or reduce "waste" of public resources. It is about protecting the "interests" of the nation, on the one hand, and protecting "American values", on the other.³⁷ The fight against humanitarianism is a fight against a "criminal" operation that undermines the state's authority and against intellectual traitors to the nation: "A bunch of radical lunatics," said Donald Trump, referring to USAID officials, and "a viper's nest of radical-left Marxists who hate America," continued DOGE (Department of Government Efficiency) director Elon Musk.³⁸ Attacks on humanitarianism and intellectuals have been, since Gehlen, the two faces of a single political project.³⁹

The politics of confusion

Reactionary thinkers feel free to make words say the opposite of what they mean. They readily assert that Hitler was on the left and the Revolution was on the right.⁴⁰ Reactionary thinking is often expressed euphemistically. It no longer admits to being openly racist, antisemitic,

— 37. President Donald J. Trump, *Reevaluating and Realigning...*, op. cit.

— 38. *The Guardian*, "What is USAid and why does Trump dislike it so much?", 4 February 2025, <https://www.theguardian.com/us-news/2025/feb/04/what-is-usaid-donald-trump-elon-musk-foreign-aid-freezes>

— 37. President Donald J. Trump, *Reevaluating and Realigning...*, op. cit.

— 38. *The Guardian*, "What is USAid and why does Trump dislike it so much?", 4 February 2025, <https://www.theguardian.com/us-news/2025/feb/04/what-is-usaid-donald-trump-elon-musk-foreign-aid-freezes>

— 39. Éric Fassin, *Misère de l'anti-intellectualisme. Du procès en wokisme au chantage à l'antisémitisme*, Textuel, 2024.

— 40. Reactionary intellectuals now commonly equate the Nazi Party agenda with a socialist agenda. For example: Dinesh D'Souza, *The Big Lie: Exposing the Nazi Roots of the American Left*, Regnery, 2017 ; Brendan Simms, *Hitler: Only the world was enough*, Allen Lane, 2019. For a historical reading, see Richard J. Evans, "Hitler by Brendan Simms and Hitler by Peter Longerich review – problematic portraits", *The Guardian*, 27 September 2019.

intellectuels sont, depuis Gehlen, les deux faces d'un même projet politique³⁹.

La politique de la confusion

Les penseurs réactionnaires n'hésitent pas à faire dire aux mots le contraire de ce qu'ils veulent dire. Ils affirment volontiers qu'Hitler était de gauche, et que la Révolution est de droite⁴⁰. La pensée réactionnaire s'exprime souvent par euphémisme. Elle ne se déclare plus aussi ouvertement raciste, antisémite, sexiste et inégalitaire qu'elle avait l'habitude de le faire avant la Seconde Guerre mondiale. Elle s'exprime poliment et s'approprie des idées opposées. Cette politique de la confusion est une stratégie délibérée, théorisée par des intellectuels de la Nouvelle Droite comme Alain de Benoist.

Alain de Benoist a fait ses premières armes au sein de la Fédération des étudiants nationalistes, un syndicat anti-communiste et raciste qui défendait l'Algérie française, soutenait l'OAS, et faisait l'apologie du régime d'apartheid en Afrique du Sud⁴¹. Il fut l'un des fondateurs du GRECE, qui a longtemps prôné un racisme européen, exprimé dans un premier temps comme un racisme biologique, puis reformulé comme un racisme culturel⁴². Auteur chouchou de la Nouvelle Droite, il prône aujourd'hui « l'ethnodifférentialisme ». Selon lui, chaque peuple a un « droit à la différence », le droit de vivre comme il le

sexist and inegalitarian, as it was in the habit of doing before the Second World War. It expresses itself politely and appropriates opposing ideas.

This politics of confusion is a deliberate strategy theorised by New Right intellectuals like Alain de Benoist.

Alain de Benoist got his political start in the *Fédération des Étudiants Nationalistes* (FEN), an anti-communist, racist group that defended French Algeria, supported the French terrorist group "Secret Army Organisation" (OAS) and were apologists for the apartheid regime in South Africa.⁴¹ He helped found the GRECE, a group that has long espoused European racism, initially expressed as biological racism and later reformulated as cultural racism.⁴² A darling of the New Right, he now advocates "ethno-differentialism". According to him, all peoples have a "droit à la différence" ("right to difference"), the right to live as one chooses, provided that right is exercised at home, in one's natural environment. Ethno-differentialism opposes, on principle, any kind of migration or mixing, which the New Right equates with genocide. The biggest problem to be fought against is thus cultural "contamination". European culture must also be protected.⁴³ It is in this sense that the apologia regarding diversity must be understood: "Whereas diversity is an asset, uniformity is always a loss." To him, the enemy is "egalitarianism", which he calls the "Ideology of Sameness". Anything universal is bad: Christianity, Marxism, liberalism and human rights. This obsession with cultural "purity" leads to the glorification of separation, the historical expression of which is apartheid.

— 39. Éric Fassin, *Misère de l'anti-intellectualisme. Du procès en wokisme au chantage à l'antisémitisme*, Textuel, 2024.

— 40. Il est devenu fréquent chez les intellectuels réactionnaires d'assimiler le programme du parti nazi à un programme socialiste. Par exemple : Dinesh D'Souza, *The Big Lie: Exposing the Nazi Roots of the American Left*, Regnery, 2017 ; Brendan Simms, *Hitler: Only the world was enough*, Allen Lane, 2019. Pour une lecture historique : Richard J. Evans, "Hitler by Brendan Simms and Hitler by Peter Longerich review – problematic portraits", *The Guardian*, 27 September 2019.

— 41. Fabrice Laroche (pseudonyme d'Alain de Benoist), en collaboration avec Gilles Fournier, *Vérité pour l'Afrique du Sud*, Éditions Saint-Just, 1965.

— 42. Sur les liens étroits entre les nouvelles droites américaines, françaises et allemandes, voir : Stéphane François, *La Nouvelle Droite et le nazisme, une histoire sans fin...*, op. cit.

— 41. Fabrice Laroche (pseudonym of Alain de Benoist), in collaboration with G. Fournier, *Vérité pour l'Afrique du Sud*, Éditions Saint-Just, Paris, 1965.

— 42. On the close ties between the American, French and German New Right, see: Stéphane François, *La Nouvelle Droite et le nazisme, une histoire sans fin...*, op. cit.

— 43. Razmig Keucheyan, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite "respectable" ... », art. cit.

veut, à condition d'exercer ce droit chez lui, dans son environnement naturel. L'ethnodifférentialisme s'oppose, par principe, à toute forme de migration et de mélange que la Nouvelle Droite assimile à un génocide. Le plus grand problème à combattre est, de ce fait, la « contamination » des cultures. La culture européenne doit, elle aussi, être protégée⁴³. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'apologie de la diversité : « Si la diversité est une richesse, l'uniformité est toujours un appauvrissement. » Son ennemi, c'est l'« égalitarisme », qu'il qualifie d'« idéologie du même ». Tout ce qui est universel serait mauvais : le christianisme, le marxisme, le libéralisme, les droits de l'Homme. L'obsession de la « pureté » culturelle conduit à exalter la séparation, dont l'expression historique serait l'apartheid.

Dans *Au-delà des droits de l'Homme*⁴⁴, Alain de Benoist s'attaque au droit international, une « abstraction surplombante » qui détruirait la diversité culturelle⁴⁵. Pour lui, les droits de l'Homme seraient à la fois trop universels (au sens où ils veulent être valables partout et pour toutes les personnes) et trop individualistes (au sens où ils s'appliquent à des individus indépendamment de leur contexte social et culturel)⁴⁶. Ces deux travers iraient à l'encontre de la liberté des peuples, celle de conserver leurs traditions et leur pratiques collectives et particulières. Sans surprise, de Benoist s'appuie sur des auteurs réactionnaires (Taine, Carl Schmitt, Finkelkraut) et libertariens (Ayn Rand). Mais il cite aussi des penseurs libéraux (Kant, Tocqueville, Raymond Aron, Jürgen Habermas), et même des auteurs marxistes (Karl Marx, Friedrich Engels, Chantal Mouffe, Régis Debray). Il va jusqu'à convoquer des auteurs non-occidentaux, anticoloniaux et postcoloniaux (Gandhi,

In *Beyond Human Rights*,⁴⁴ de Benoist attacks international law as an “overarching abstraction” that will destroy cultural diversity.⁴⁵ To him, human rights are both too universal (in the sense that they are supposed to apply to everyone everywhere) and too individualistic (in the sense that they apply to individuals independent of their social or cultural context).⁴⁶ These two failings conflict with the freedom of peoples, the freedom to preserve their traditions and their collective and individual practices. It is no surprise that de Benoist draws upon reactionary (Taine, Carl Schmitt, and Finkelkraut) and libertarian (Ayn Rand) authors. But he also cites liberals (Kant, Tocqueville, Raymond Aron and Jürgen Habermas) and even Marxists (Karl Marx, Friedrich Engels, Chantal Mouffe and Régis Debray). He even invokes non-Western, anti-colonialist and post-colonialist authors (Gandhi, Dipesh Chakrabarty, Chung-Shu Lo). He feels free to draw from the works of people who, before him, criticised the universality of human rights. His attacks on the notions of “just war” and “the right of intervention” recall those expressed elsewhere by progressive writers.⁴⁷ He sees any argument against the universality of human rights, whatever its source, as worth using. All arguments are manipulated to drive a wedge into the “compassionate impulse” that plays into the hands of immigrationists.⁴⁸ De Benoist blames human rights for every ill. In his mind, they are responsible for nothing less than “the dislocation or eradication of collective identities”.⁴⁹ But his argument is falsely ecumenical, including authors from a wide range of intellectual traditions.

— 43. Razmig Keucheyan, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite “respectable”... », art. cit.

— 44. Alain de Benoist, *Au-delà des droits de l'homme. Pour défendre les libertés*, La Nouvelle Librairie, 2016.

— 45. *Ibid.*, p. 9.

— 46. *Ibid.*, p. 10.

— 44. Alain de Benoist, *Au-delà des droits de l'homme. Pour défendre les libertés*, La Nouvelle Librairie, 2016 [English edition: Alain de Benoist, *Beyond Human Rights*, Arktos Media, 2024].

— 45. *Ibid.*, p. 9.

— 46. *Ibid.*, p. 10.

— 47. *Ibid.*, p. 131.

— 48. *Ibid.*, p. 12.

— 49. *Ibid.*, p. 100.

Dipesh Chakrabarty, Chung-Shu Lo). Il n'hésite pas à s'appuyer sur les travaux de ceux qui, avant lui, ont critiqué l'universalisme des droits de l'Homme. Ses attaques contre les notions de « guerre juste » et de « droit d'ingérence » rappellent celles formulées ailleurs par des auteurs progressistes⁴⁷. Pour de Benoist, tout argument contre l'universalisme des droits de l'Homme, d'où qu'il vienne, est bon à prendre. Tous les arguments sont travaillés de telle sorte qu'ils enfoncent un coin dans la « poussée du compassionnel » qui ferait le jeu des immigrationnistes⁴⁸. De Benoist accuse les droits de l'Homme de tous les maux. Ils seraient responsables – rien de moins – de « la dislocation ou [de] l'éradication d'identités collectives »⁴⁹. Mais il mène son discours de manière faussement œcuménique, en intégrant à son bon vouloir des auteurs venus de traditions intellectuelles très diverses.

Cette tactique de braconnage intellectuel n'est pas fortuite⁵⁰. Elle s'inscrit dans une stratégie de mystification. Il s'agit de se fondre dans le discours politique « comme un poisson dans l'eau »⁵¹. La confusion politique est un outil explicite de la droite réactionnaire. La norme antiraciste qui s'est imposée dans la deuxième moitié du xx^e siècle a contraint l'extrême droite à se réinventer⁵². Il lui a fallu adapter ses idées à une époque où elles étaient devenues inaudibles. Avant de pouvoir prendre le pouvoir, il fallait agir sur le langage. Cette « métapolitique » a consisté à introduire ses catégories de pensée dans la pensée

Such intellectual poaching is no accident.⁵⁰ It is part of a strategy of deception, an attempt to blend into the political discourse "like a fish in water".⁵¹ Political confusion is an explicit tool of the reactionary right. The anti-racist norm that emerged in the second half of the twentieth century forced the far right to reinvent itself.⁵² It has had to adapt its ideas to an era in which they have become taboo. It has to do something to language before it can take power. "Metapolitics" is a way to inject categories of thought into the dominant thinking.⁵³ If Alain de Benoist borrows critiques from both right and left, it is because they help him cover his tracks.

Distinguishing between the critiques to order to defend humanitarian action

The disorientation we are witnessing is therefore no surprise. The confusion is the result of reactionary ideas being disseminated in some parts of the media. Many words that originated in progressive thought have been appropriated and distorted by reactionaries, reaching the general public in an altered form. These words ("decolonisation", "wokeness", "politically correct", "feminism", "gender theory", "intersectionality", "critical race theory", etc.) are used widely in the major media with reactionary framing, sometimes explicitly (Breitbart News, Fox News, CNews, *Neue Zürcher Zeitung*, *Bild Zeitung*, *XI* Twitter, TikTok), and sometimes tacitly

— 47. *Ibid.*, p. 131.

— 48. *Ibid.*, p. 12.

— 49. *Ibid.*, p. 100.

— 50. J'emprunte cette expression à Sylvain Crépon, « Une littérature postcoloniale d'extrême droite ? Réflexion sur un "braconnage" intellectuel », in Collectif Write Back (dir.), *Postcolonial studies, modes d'emploi*, Presses universitaires de Lyon, 2013, p. 137-149.

— 51. Razmig Keucheyan, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite "respectable"... », art. cit, p. 128.

— 52. Les lois Pleven (1972) et Gayssot (1991) ont pénalisé l'incitation à la haine raciale et antisémite.

— 50. I have borrowed this expression from: Sylvain Crépon, « Une littérature postcoloniale d'extrême droite ? Réflexion sur un "braconnage" intellectuel », in Collectif Write Back (dir.), *Postcolonial studies, modes d'emploi*, Presses universitaires de Lyon, 2013, p. 137-149.

— 51. Razmig Keucheyan, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite "respectable"... », art. cit, p. 128.

— 52. The Pleven (1972) and Gayssot (1991) French laws punished incitement of racist and antisemitic hate.

— 53. *Ibid.* See Alain de Benoist, « Pour un "gramscisme de droite" », 16^e colloque national du GRECE, 1982 ; Jacques Marlaud, *Interpellations. Questionnements métapolitiques*, Dualpha, 2004, « Métapolitique : la conquête du pouvoir culturel. La théorie gramscienne de la métapolitique et son emploi par la Nouvelle Droite française », p. 121-139.

dominante⁵³. Si Alain de Benoist reprend à son compte des critiques venues de la droite comme de la gauche, c'est qu'elles lui permettent de brouiller les pistes.

Distinguer les critiques pour défendre l'action humanitaire

On ne s'étonnera donc pas de la désorientation à laquelle on assiste. Cette confusion est le résultat de la diffusion des idées réactionnaires dans une partie du champ médiatique. De nombreux mots, qui trouvent leur origine dans la pensée progressiste, ont été déformés par leur capture réactionnaire. Ils atteignent le grand public sous une forme altérée. Ces mots (décolonisation, « wokisme », « politiquement correct », « féminisme », « théorie du genre », « théorie intersectionnelle », "Critical Race Theories") sont massivement diffusés par de grands médias selon un cadrage réactionnaire, tantôt de manière explicite (Breitbart News, Fox News, CNews, *Die Welt*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Bild Zeitung*, X/Twitter, TikTok), tantôt de manière tacite, voire involontaire (*Le Figaro*, *Marianne*, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Die Welt*). Ces publications nombreuses donnent aux mots un sens contraire à leur signification originelle. Des termes qui viennent d'une tradition égalitariste, forgés dans la lutte pour l'émancipation, deviennent « intouchables » pour celles et ceux qui défendent l'humanisme⁵⁴. Ils provoquent une réaction quasi allergique. La Nouvelle Droite est parvenue à créer une distance entre l'opinion publique et la pensée progressiste. Elle a vidé les mots de leur sens. La confusion politique est le produit d'un long travail de sape.

— 53. *Ibid.* Voir : Alain de Benoist, « Pour un "gramscisme de droite" », 16^e colloque national du GRECE, 1982 ; Jacques Marlaud, *Interpellations. Questionnements métapolitiques*, Dualpha, 2004, « Métapolitique : la conquête du pouvoir culturel. La théorie gramscienne de la métapolitique et son emploi par la Nouvelle Droite française », p. 121-139.

— 54. Le terme « intouchable » est celui utilisé par l'intellectuel réactionnaire Christopher Rufo lui-même. Voir : Joël Glasman, « Terreur postcoloniale : en Allemagne, la fabrique d'une panique morale », *AOC média*, 27 février 2024, <https://aoc.media/opinion/2024/02/26/terreur-postcoloniale-en-allemande-la-fabrique-dune-panique-morale>

or even unwittingly (*Le Figaro*, *Marianne*, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Die Welt*). These publications give words the opposite of their original meaning. Terms that come from an egalitarian tradition, forged in the fight for emancipation, are now "off limits" to those who defend humanism.⁵⁴ They cause an almost allergic reaction. The New Right has succeeded in creating distance between public opinion and progressive thought. It has stripped the words of their meaning. Political confusion is the result of a long-standing effort to undermine.

Debates on "decolonising" the humanitarian sector are an example of this. The decolonial critique grew out of the anti-colonialist struggle. It is a critique of racism, consistent with the principle of humanity. With its critique of abstract universals and celebration of difference, such thinking could have at times been confused with anti-humanist critique, which it is not. This is not to say that decolonial approaches are exempt from criticism. They have their share of posturing, exaggeration and incoherence.⁵⁵ And some of these movements' representatives are undeniably guilty of strategic essentialism, an old weapon of resistance against domination, which was countered early on by

— 54. The term "off limits" is the one that reactionary author Christopher Rufo used himself. See : Joël Glasman, « Terreur postcoloniale : en Allemagne, la fabrique d'une panique morale », *AOC média*, 27 février 2024, <https://aoc.media/opinion/2024/02/26/terreur-postcoloniale-en-allemande-la-fabrique-dune-panique-morale>

— 55. Michel Cahen, *Colonialité. Plaidoyer pour la précision d'un concept*, Karthala, 2024 ; Pierre Gaussens, Gaya Makaran, « Peau Blanche, Masques Noirs. Les études décoloniales : autopsie d'une imposture intellectuelle », in Pierre Gaussens, Gaya Makaran, Daniel Inclán et al., *Critique de la raison décoloniale. Sur une contre-révolution intellectuelle*, Éditions L'Échappée, 2024, p. 16-48, <https://www.mshbx.fr/wp-content/uploads/2025/02/Peau-blanche-masques-noirs.pdf> ; Olufémi Táiwò, *Against decolonisation. Taking African Agency Seriously*, Hurst, 2022.

Les polémiques sur la « décolonisation » du secteur humanitaire en donnent un exemple. La critique décoloniale trouve son origine dans le combat anticolonial. Il s'agit d'une critique du racisme, compatible avec le principe d'humanité. Sa critique des universaux abstraits et son exaltation de la différence a pu parfois faire confondre cette pensée avec une critique antihumaniste, ce qu'elle n'est pas. Il ne s'agit pas de dire que les approches décoloniales ne doivent pas être critiquées. Les approches décoloniales ne sont pas exemptes d'effets de manche, d'exagérations et d'incohérences⁵⁵. Il ne s'agit pas non plus de nier l'essentialisme stratégique dont certains représentants de ces mouvements font preuve. L'essentialisme stratégique est une vieille arme de résistance face à la domination, qui a d'ailleurs très tôt été combattu par d'autres penseurs anticoloniaux⁵⁶. On peut tout à fait penser que cette stratégie essentialiste est contre-productive. On pourra reprocher à cet essentialisme décolonial de fournir malgré lui des armes aux réactionnaires. Cependant, accuser ces traditions intellectuelles du triomphe de la pensée antihumaniste et de l'extrême droite est un contresens historique. L'irrédentisme identitaire de l'extrême droite n'a rien en commun avec l'essentialisme stratégique des minorités. La pensée réactionnaire déteste toute idée de mélange, de

« L'irrédentisme identitaire de l'extrême droite n'a rien en commun avec l'essentialisme stratégique des minorités. La pensée réactionnaire déteste toute idée de mélange, de métissage ou d'hybridation identitaire. »

"The far right's identity-based irridentism has nothing in common with the strategic essentialism of minorities. Reactionary thought detests the very idea of mixing, miscegenation or hybrid ethnicity."

other anti-colonial thinkers.⁵⁶ The strategic essentialist strategy is sometimes quite possibly counter-productive. Decolonial essentialism may unintentionally give reactionaries ammunition. But it makes no historical sense to blame these intellectual traditions for the triumph of anti-humanist thought and the far right. The far right's identity-based irridentism has nothing in common with the strategic essentialism of minorities. Reactionary thought detests the very idea of mixing, miscegenation or hybrid ethnicity. It abhors egalitarianism.⁵⁷ Its goal is to disseminate the principle of inequality until it becomes commonplace, while claiming that the idea comes from the people themselves. That step is essential in preparing to assume power.

— 55. Michel Cahen, *Colonialité. Plaidoyer pour la précision d'un concept*, Karthala, 2024 ; Pierre Gaussens, Gaya Makaran, « Peau Blanche, Masques Noirs. Les études décoloniales : autopsie d'une imposture intellectuelle », in Pierre Gaussens, Gaya Makaran, Daniel Inclán et al., *Critique de la raison décoloniale. Sur une contre-révolution intellectuelle*, Éditions L'Échappée, 2024, p. 16-48, <https://www.mshbx.fr/wp-content/uploads/2025/02/Peau-blanche-masques-noirs.pdf> ; Olúfemi Táiwò, *Against decolonisation. Taking African Agency Seriously*, Hurst, 2022.

— 56. Sur l'essentialisme stratégique, voir : Gayatri Chakravorty Spivak, "Subaltern Studies: Deconstructing Historiography", in Gayatri Chakravorty Spivak and Ranajit Guha (eds.), *Selected Subaltern Studies*, Oxford University Press, 1988. L'essentialisme des mouvements anti coloniaux et décoloniaux a été critiquée très tôt, au sein même de ces mouvements. Voir : Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Le Seuil, 1952 ; Wole Soyinka, *Myth, Literature and the African World*, Cambridge University Press, 1976 ; Salman Rushdie, *Imaginary Homelands: Essays and Criticism 1981-1991*, Granta/Penguin, 1991.

— 56. On strategic essentialism, see: Gayatri Chakravorty Spivak, "Subaltern Studies: Deconstructing Historiography", in Gayatri Chakravorty Spivak and Ranajit Guha (eds.), *Selected Subaltern Studies*, Oxford University Press, 1988. The essentialism of the anti-colonial and decolonial movements was criticised very early on, even within the movements themselves. See: Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Le Seuil, 1952 ; Wole Soyinka, *Myth, Literature and the African World*, Cambridge University Press, 1976 ; Salman Rushdie, *Imaginary Homelands: Essays and Criticism 1981-1991*, Granta/Penguin, 1991.

— 57. Sylvain Crépon, « Une littérature postcoloniale d'extrême droite ?... », *op. cit.*

métissage ou d'hybridation identitaire. Elle exècre l'égalitarisme⁵⁷. Son but est de diffuser le principe de l'inégalité jusqu'à ce qu'il devienne banal, tout en affirmant que cette idée proviendrait du peuple lui-même. C'est une étape essentielle pour préparer sa prise de pouvoir.

Cet article, légèrement actualisé et modifié, y compris dans son titre, a été publié pour la première fois le 21 mars 2025 sur le site du Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (CRASH) de Médecins Sans Frontières – France : <https://msf-crash.org/fr/acteurs-et-pratiques-humanitaires/comment-ne-pas-se-tromper-dennemi-deux-critiques-de-laction> L'auteur et la revue *Alternatives Humanitaires* s'associent pour remercier chaleureusement le CRASH d'avoir accepté la réédition de ce texte.

This article, slightly updated and modified, including its title, was first published on 21 March 2025 on the Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (CRASH) website of Médecins Sans Frontières France: <https://msf-crash.org/en/humanitarian-actors-and-practices/how-not-mistake-enemy-two-critiques-humanitarian-action> The author and *Humanitarian Alternatives* would like to thank CRASH for agreeing to republish this text.

*Translated from the French by the Crash team
and edited by Thomas Young
for Humanitarian Alternatives*

— 57. Sylvain Crépon, « Une littérature postcoloniale d'extrême droite ?... », *op. cit.*

Biographie



JOËL GLASMAN

Joël Glasman est historien et professeur à l'université de Bayreuth (Allemagne). Son travail porte sur l'État contemporain en Afrique et l'histoire de l'humanitaire. Son dernier ouvrage, *Petit manuel d'autodéfense à l'usage des volontaires. Les humanités humanitaires*, a paru en 2023 aux éditions Les Belles Lettres. www.joelglasman.com

Joël Glasman is a historian and professor at the University of Bayreuth, Germany. His work focuses on the contemporary state in Africa and the history of humanitarian aid. His latest book, *Petit manuel d'autodéfense à l'usage des volontaires. Les humanités humanitaires*, was published in 2023 by Les Belles Lettres (in French). www.joelglasman.com





Rendre l'Amérique nihiliste à nouveau

Retrouvez Brax sur Facebook et X • [Follow Brax on Facebook and X](#)
www.facebook.com/DessinsRashBRAX • @rashbrax

CRÉDITS PHOTOS – PHOTO CREDITS

1 – Couverture

| Cover

© CICR – Boris Heger

- Gereida, Soudan, mai 2016. Une tempête de sable sévit sur les personnes déplacées attendant la distribution d'eau du CICR.
- Gereida, Sudan, May 2016. A sandstorm comes down on internally displaced persons waiting for ICRC water distribution

2 – Éditorial

| Editorial

© CICR – Alessandro Iovino

- Région de Donetsk, Semenivka, 29 octobre 2016. Maison détruite durant les affrontements.
- Donetsk region, Semenivka, 29 October 2016. A house destroyed in the fighting.

3 – Focus

© CICR – Laura Salvinelli

- Tripoli, Jabal Mohsen, Liban. 1^{er} décembre 2014. Les conflits incessants ont provoqué destructions et pauvreté.
- Tripoli, Jabal Mohsen, Lebanon. 1st December 2014. Destruction and poverty are consequences of recurring conflicts.



À propos / About us

Cette revue répond aux ambitions suivantes:

- Encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution, grâce à une publication imprimée sur abonnement et une diffusion numérique en accès libre.
- Établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheur-euses en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticien-nés de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté.
- Faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires puisant leurs racines dans le courant « sans-frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets.
- Favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheur-euses et praticien-nés des pays du Nord et du Sud.

This review pursues the following ambitions:

- To encourage and participate in the global reflection on the humanitarian sector, its practices and its evolution, with a digital open access distribution and a printed edition available by subscription.
- To create a meeting place and a space for dialogue, proximity and a dynamic exchange between researchers in humanities (sociology, history, economics, anthropology...) and practitioners of humanitarian action concerning the challenges that this sector is confronted with.
- To give a broader international audience to a specific approach of humanitarian action rooted in the "without borders" movement, through the pooling of resources, thinking and projects.
- To stimulate dialogue and exchanges in these fields between researchers and practitioners from the countries of the North and the South.

Les opinions émises et informations délivrées dans la revue n'engagent que leurs auteurs-rices.

The opinions expressed in the review are only those of the authors, who are responsible for the information provided in it.

Remerciements | Acknowledgements
Pour sa contribution bénévole à ce numéro:
For his voluntary contribution to this issue:
Brax

Conception | *Conception*
In medias res
ISSN: 2492-7120
ISBN: 978-2-38495-011-9

Imprimeur | *Printer*
IDMM imprimerie - Champagne-au-Mont-d'Or



This product comes from sustainably managed forests and controlled sources

Diffusion de la revue

Alternatives Humanitaires est disponible:

- en accès libre dans sa version numérique (lecture seule et téléchargement) sur notre site: www.alternatives-humanitaires.org
- sur support papier, soit par abonnement annuel soit par achat au numéro.

Distribution of the review

Humanitarian Alternatives is available:

- in open access in its digital version (read-only and download) on our website: www.alternatives-humanitaires.org/en
- in print by subscription or individual purchase.

Pour toute question ou souhait de contribution, n'hésitez pas à nous contacter:

If you have any questions or if you wish to contribute to the review please do not hesitate to contact us:

contact@alternatives-humanitaires.org

 [company/revueah](https://www.linkedin.com/company/revueah)

  @RevueAH

Retrouvez-nous aussi sur / Find us also on  www.alternatives-humanitaires.org



ÉDITORIAL | EDITORIAL

F. Audet
S. Tchiombiano
J.-F. Corty

L'aide internationale menacée : quelles conséquences, quelles réponses, quelles reconfigurations ?
— International aid under threat: What consequences? What responses? What reconfigurations?

1

FOCUS | L'AIDE EN DANGER : APRÈS LE CHOC DE 2025, LES CONSÉQUENCES ET LA RIPOSTE

AID IN DANGER: AFTER THE SHOCK OF 2025, THE CONSEQUENCES AND THE RESPONSE

12

P. Micheletti

2025 : la « Grande Dépression » du mouvement humanitaire
— 2025: The humanitarian movement's Great Depression

M. Hofman

Quand Médecins Sans Frontières comprit qu'elle avait toujours fait partie de la « communauté internationale »
— When Médecins Sans Frontières realised it was the "international community" all along

32

I. Alaoui
M. Di Ciaccio
N. Lorente

La santé communautaire en péril : reconfigurations de l'architecture en santé mondiale face à la crise de financement dans la lutte contre le VIH
— Community health at risk: shifts in the global health architecture in the face of the funding crisis in the HIV fight

46

M. Lussier
R. Grisard

Attaques contre les droits et santé sexuels et reproductifs : une remise en cause de la solidarité internationale
— Attacks on sexual and reproductive health and rights: a challenge to international solidarity

58

A. Pueugue Simo

Les organisations humanitaires face au (sous-) financement des crises camerounaises
— Humanitarian organisations in the face of (under)funding for Cameroon's crises

70

R. Kalombo

Quel avenir pour le Pacte mondial pour les réfugiés dans un système international en crise ? : étude de cas au Niger
— What future for the Global Compact on Refugees in an international system in crisis? The case study of Niger

83

C. Brandao

Repenser les fondations d'un ordre humanitaire mondial en péril
— Rethinking the foundations of a global humanitarian order in jeopardy

94

J.-B. Lamarche

La mutualisation : une stratégie pour surmonter la crise des financements de l'humanitaire
— Mutualisation: an approach to overcoming the funding crisis in the humanitarian sector

108

J. Ramadji Begoto

Face à la crise de l'aide internationale, la « villagisation » comme stratégie de résilience des réfugiés centrafricains au sud du Tchad
— "Villagisation" as a resilience strategy for Central African Republic refugees in southern Chad in response to the international aid crisis

124

M. Z. Deloffre

Les fonds communs peuvent-ils transformer la gouvernance humanitaire ?
— Can pooled funds transform humanitarian governance?

136

J. Glasman

Comment ne pas se tromper d'ennemi ? Critiques progressistes et critiques réactionnaires de l'action humanitaire
— How to avoid the wrong enemy: progressive and reactionary critiques of humanitarian action

148

CULTURE

Complètement Brax — Totally Brax

171

Novembre 2025
Numéro 30 —

ALTERNATIVES HUMANITAIRES
HUMANITARIAN ALTERNATIVES

November 2025
— Issue 30

18 €

